



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Middleware division / Division Intergiciels

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Service de Recherche Géré Service de Recherche Géré et Services Associés	
Solicitation No. - N° de l'invitation G9292-227373/C	Date 2023-07-14
Client Reference No. - N° de référence du client PReq 100017373	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EEM-016-41481	
File No. - N° de dossier 016eem.G9292-227373	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2023-08-08 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Smyth, Meghan	Buyer Id - Id de l'acheteur 016eem
Telephone No. - N° de téléphone (343) 574-2678 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - I	NCR - Gatineau / RCN - Gatineau 140 Promenade du Portage GATINEAU QC J8X 486 CANADA	I - I	ESDC Comptes Payable Montreal 200 Rene-Levesque Blvd. West Guy Favreau Complex, West Tower Montreal QC H2Z 1X4



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM		Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
						Destination	Plant/Usine		
1	New. Mutli-Year. RFP to replace the Hosted Internet Search Service for canada.ca	D - 1	I - 1	1	Each	\$	\$	See Herein – Voir ci-inclus	

DEMANDE DE SOUMISSIONS – SOLUTION SAAS
SERVICE DE RECHERCHE GÉRÉ ET SERVICES ASSOCIÉS
POUR
EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (EDSC)

Table des matières

PART 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.2 Introduction	3
1.3 Résumé	3
1.4 Comptes rendus	4
PART 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	5
2.2 Présentation des soumissions.....	5
2.3 Ancien fonctionnaire	5
2.4 Demandes de renseignements – Demande de soumissions.....	7
2.5 Lois applicables	7
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la période de soumissions	8
PART 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
3.2 Instructions pour la préparation des soumissions	8
3.3 Section I : Soumission technique	10
3.4 Section III : Soumission financière	12
3.5 Section IV : Attestations	13
PART 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	14
4.1 Évaluation technique	14
4.2 Procédures d'évaluation	14
4.3 Évaluation technique – Critères obligatoires et cotés	14
4.4 Évaluation financière	15
4.5 Base de sélection	16
PART 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
5.3 Attestations à fournir avec la soumission	17
5.4 Attestations et renseignements supplémentaires préalables à l'attribution du contrat	17

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	20
6.1 Exigences relatives à la sécurité	20
6.2 Capacité financière	20
PART 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	21
7.1 Besoin	21
7.2 Durée, résiliation et renouvellement automatique	22
7.3 Solution	22
7.4 Services	23
7.5 Niveaux de service	26
7.6 Accords sur les niveaux de service	28
7.7 Documentation	29
7.8 Ordre de priorité des documents	30
7.9 Travaux	30
7.10 Autorisation de tâches (AT)	32
7.11 Base de paiement	33
7.12 Paiements	34
7.13 Exigences en matière d'assurance	35
7.14 Limite de responsabilité	36
7.15 Dispositions générales	36
7.16 Autorités	37
PART 8 - LISTE DES ANNEXES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	39
Annexe B Base de paiement	40
Annexe C Accord sur les niveaux de service (ANS) du logiciel-service	105
Annexe D Formulaire d'autorisation de tâches	106
Annexe E Définitions et interprétations	108
Annexe F Programme d'évaluation de la sécurité des TI (STI) du logiciel-service	117
Annexe G Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi	118
Annexe H Instruments de paiement électronique	119
PART 9 - LISTE DES FORMULAIRES	254
Formulaire A – Formulaire de la présentation de la soumission	255
Formulaire B – Formulaire d'attestation de l'éditeur du logiciel-service	257
Formulaire C – Formulaire d'autorisation de l'éditeur du logiciel-service	258
Formulaire D – Formulaire de déclaration	258
Formulaire F - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi	261

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

DEMANDE DE SOUMISSIONS

SERVICE DE RECHERCHE GÉRÉ ET SERVICES ASSOCIÉS

POUR

EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (EDSC)

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, annexes et formulaires, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1** Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2** Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3** Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires des instructions sur la façon de préparer leur soumission;
- Partie 4** Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.
- Partie 5** Attestations : renferme les attestations à fournir;
- Partie 6** Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7** Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.
- Partie 8** Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux et toute autre annexe.
- Partie 9** Les formulaires associés à cette demande de soumissions.

1.2 Résumé

- (a) Cette demande de soumissions est publiée pour répondre aux besoins d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) [le « **Client** »] pour une solution logicielle de service de recherche géré (SRG) disponible offerte sur le marché, fournie par le biais d'une solution SaaS d'abonnement, gérée par l'entrepreneur et hébergée chez un fournisseur de services en nuage tiers certifié par Services partagés Canada (SPC). Le SRG doit répondre en permanence à toutes les demandes de recherche envoyées par les interfaces de recherche autorisées. Les réponses de recherche fournies

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

devront être pertinentes, avec peu ou pas de réglage de la pertinence de la recherche.

Le SRG fera partie du service de recherche Internet du gouvernement du Canada (GC). Il vise l'attribution d'un contrat de trois (3) ans, plus sept (7) options irrévocables d'un an chacune qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.

- (b) Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC).
- (c) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la partie 5, Attestations, à la partie 7, Clauses du contrat subséquent, et au formulaire intitulé « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».

1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou par une réunion virtuelle.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (Guide des CCUA) [https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat], publié par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels du *Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)*, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les dispositions du document 2003 et le présent document, les dispositions de ce dernier prévalent.
- (d) Le paragraphe 5(4) de la clause 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :
 - (i) Supprimer : 60 jours
 - (ii) Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions (MRS) de SPAC au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Pour ouvrir et commencer une conversation dans le système Connexion postel, veuillez communiquer avec le MRS dans la région de la capitale nationale (RCN), dont l'adresse électronique est la suivante :

TPSGC.PARceptiondesSoumissions-APBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : les soumissions envoyées directement à cette adresse courriel ne seront pas acceptées. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, SPAC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur.

2.3 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements exigés ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements exigés n'ont pas été fournis au moment de l'achèvement de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai qui lui est accordé pour fournir ces renseignements. Le défaut de répondre à la demande du Canada et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

(b) Définitions

Aux fins de la présente clause, le terme « *ancien fonctionnaire* » désigne un ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C. (1985), ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un particulier qui s'est constitué en société;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions versées conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, et à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, ni la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Conformément aux définitions ci-dessus, si le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui reçoit une pension, il doit fournir les renseignements suivants, pour tous les anciens fonctionnaires qui reçoivent une pension, selon le cas, en utilisant le formulaire F – Programme des contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Certification et en fournissant des renseignements connexes, notamment :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension du soumissionnaire retenu soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, lesquels sont affichés sur les sites Web ministériels,

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

conformément à l'[Avis sur la Politique des contrats : 2012-02](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des contrats](#).

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a touché un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs, le soumissionnaire doit donner les renseignements suivants :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période du paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$ (taxes applicables comprises).

2.4 Demandes de renseignements – Demande de soumissions

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après cette date pourraient rester sans réponse.
- (b) Les soumissionnaires devraient indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent utiliser les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. *Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation des soumissions, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.*

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la période de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante nommée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées, à condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante conformément à l'article intitulé « Demandes de renseignements en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) Le soumissionnaire doit transmettre sa soumission par voie électronique; le Canada exige de sa part qu'il respecte la section 08 des instructions uniformisées de 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation.
- (b) La soumission doit être rassemblée par sections et répartie comme suit :
 - (i) Section I : Soumission technique
 - (ii) Section II : Soumission financière
 - (iii) Section III : Attestations
- (c) Les prix ne doivent figurer que dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (d) **Format de la soumission :** Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :
 - (i) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.
 - (ii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de la demande de soumissions, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
 - (iii) joindre une table des matières.
- (e) **Présentation d'une seule soumission :**

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) Un soumissionnaire et les entités qui y sont liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, les soumissions visées seront rejetées.
- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'un partenariat, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
 - (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, société ou société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre, ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.
- (f) **Expérience de la coentreprise :**
 - (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède une expérience d'une durée de 24 mois en prestation de services d'entretien et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs. Le soumissionnaire (en tant que coentreprise formée des membres L et O) a déjà fourni ces services par le passé. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.

- (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services d'entretien, et b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services d'entretien, le soumissionnaire ne peut pas

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Cette proposition serait considérée comme irrecevable.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire possède de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire leur approche d'exécution des travaux et expliquer comment la solution SaaS répond aux exigences.
- (b) La soumission technique doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Pour faciliter l'évaluation des soumissions, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence aux différentes sections de leur soumission en précisant le paragraphe et le numéro de page où le sujet visé est déjà traité.
- (c) La soumission technique comprend les éléments suivants :

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) **Formulaire de présentation de la soumission** : On demande aux soumissionnaires de joindre le formulaire de présentation de la soumission – (appelé formulaire A dans la demande de soumissions) à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou son numéro d'entreprise - approvisionnement. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Justification de la conformité technique** : l'offre technique doit justifier la conformité aux exigences obligatoires et aux critères cotés de l'énoncé des travaux. La justification ne doit pas être une simple répétition des exigences, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux demandés. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire, ou la solution ou les produits qu'il propose, est conforme. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Renvoi à la soumission » des tableaux des exigences des SRG, où les soumissionnaires doivent inclure l'endroit précis où se trouvent les documents d'accompagnement, y compris le titre du document et les numéros de page et de paragraphe. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (iii) **Plan de formation** : Le soumissionnaire doit fournir une description de son plan de formation proposé, qui doit démontrer que la formation qu'il propose satisfait à toutes les exigences obligatoires relatives à la formation décrites dans l'Énoncé des travaux.
- (iv) **Plan de mise en œuvre** : Le soumissionnaire doit inclure un plan de mise en œuvre proposé démontrant que celui-ci répond à toutes les exigences obligatoires en matière de mise en œuvre décrites dans l'Énoncé des travaux.
- (v) **Description de l'Accord sur les niveaux de service du soumissionnaire** : Le soumissionnaire doit fournir une description de ses services de maintenance et de soutien de la solution SaaS, qui doivent être conformes aux exigences décrites dans les clauses du contrat subséquent ainsi que dans l'Énoncé des travaux. Le soumissionnaire doit, au minimum, décrire les éléments suivants :
 - (A) les procédures de signalement et de résolution de problèmes;
 - (B) Procédures de transfert aux niveaux supérieurs;
 - (C) toute amélioration offerte par le soumissionnaire concernant les exigences de base;
- (vi) **Liste des solutions SaaS proposé** : Le soumissionnaire doit fournir une liste détaillée énumérant le nom et la version de chaque composant du logiciel sous licence requis par la solution SaaS proposée.
- (vii) **Architecture de système de la solution** : Le soumissionnaire doit inclure une vue d'ensemble de l'architecture technique de la solution SaaS proposée.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Par exemple :

- S'agit-il d'une solution autonome ou d'une consolidation de produits SaaS?
- Quelles sont les composantes clés et leurs interactions?
- S'agit-il d'une infrastructure unique ou à occupants multiples?
 - Présenter à Service Canada l'architecture du libre-service pour les gestionnaires, y compris le niveau de sécurité.
 - Fournir à Service Canada des renseignements sur la fonctionnalité, l'architecture, les données et d'autres aspects de l'infrastructure et des applications, du contenu, de l'entreposage de données et des outils connexes, à la demande raisonnable de Service Canada.

3.3 Section III : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement à l'annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un seul prix ferme, tout compris, proposé en devises canadiennes, pour chaque case devant être remplie dans les tableaux de prix.
- (b) **Variation des taux pour les ressources par période** : Pour toute catégorie de personnel donnée, si les tableaux financiers fournis par le Canada permettent de facturer différents prix fermes pour une catégorie de personnel, pendant des périodes différentes :
 - (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 5 % d'une période à une autre;
 - (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.
- (c) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute option visant à prolonger la période de contrat.
- (d) **Prix non indiqués** : Les soumissionnaires doivent entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'ils ne comptent pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans les tableaux. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander que le soumissionnaire confirme que le prix est bel et bien 0,00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.
- (e) **Fluctuations du taux de change**
 - (i) C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Aucune protection relative à la fluctuation du taux de change n'est offerte pour le présent besoin. Aucune demande de protection relative à la fluctuation du taux de

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

change ne sera prise en considération. Toutes les soumissions qui comprennent une telle disposition seront jugées non recevables.

(f) Paiement électronique des factures – Soumission

- (i) *Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures effectués à l'aide des instruments de paiement électroniques, remplissez l'annexe H, Instruments de paiement électronique, pour indiquer lesquels sont acceptés.*
- (ii) *Si l'annexe H, Instrument de paiement électronique, n'est pas remplie, on considérera que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement de factures.*

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations indiquées dans la Partie 5.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Évaluation technique

4.1.1 Critères obligatoires

Les soumissionnaires sont tenus de respecter tous les critères techniques obligatoires pour que leur proposition soit jugée recevable. Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.

4.1.2 Critères cotés

La cote zéro sera attribuée aux critères techniques cotés non traités.

4.2 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- (c) En plus de tout autre délai prescrit dans la demande de soumissions :
 - (i) **Demandes de précisions :** Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou qu'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de quatre jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires :** Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels :
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire;
 le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les quatre jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai :** Si le soumissionnaire a besoin de plus de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.3 Évaluation technique – Critères obligatoires et cotés

- (a) **Critères techniques obligatoires :**
 - (i) On examinera chaque soumission pour déterminer si elle satisfait aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées non recevables et rejetées.
 - (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans l'annexe A, Énoncé des travaux.
- (b) **Critères techniques cotés :**

Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissionnaires qui ne présentent pas de soumissions complètes contenant tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions verront leurs soumissions cotées en conséquence. Les critères techniques cotés sont présentés à l'annexe A, Énoncé des travaux.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (c) **Démonstration** Le Canada se réserve le droit, mais n'aura aucune obligation, de demander au soumissionnaire classé au premier rang (établi après l'évaluation financière) d'effectuer une démonstration de toute caractéristique, fonctionnalité et capacité décrite dans la demande de soumissions ou dans la soumission, afin d'en vérifier la conformité aux exigences de cette demande de soumissions. Si une démonstration est exigée, elle doit être effectuée, sans frais pour le Canada, virtuellement, comme convenu avec l'autorité contractante. Le Canada donnera un avis d'au moins cinq jours ouvrables avant la date fixée pour la démonstration. La démonstration devra se faire durant les heures normales de travail déterminées par l'autorité contractante. Malgré la soumission écrite, si le Canada détermine pendant une démonstration que la solution proposée par le soumissionnaire ne satisfait pas aux exigences obligatoires de cette demande de soumissions, la soumission sera déclarée irrecevable. À la suite d'une démonstration, le Canada peut réduire la note accordée à un soumissionnaire pour toute exigence cotée si cette démonstration ne valide pas la note attribuée à la soumission en fonction de l'offre écrite. La note accordée à un soumissionnaire ne peut augmenter à la suite d'une démonstration. S'il réduit la note du soumissionnaire à la suite de la démonstration, le Canada procédera à un nouveau classement des soumissionnaires.

4.4 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée en calculant le montant total de la soumission à l'aide des tableaux de prix remplis par les soumissionnaires.
- (b) **Tableaux d'établissement des prix comprenant une formule intégrée**

Si les tableaux d'établissement des prix fournis aux soumissionnaires ne comprennent aucune formule, le Canada peut entrer les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que la formule ne fonctionne plus correctement selon la version fournie par le soumissionnaire.

(c) **Justification des tarifs des services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Dans le cadre de l'évaluation des taux pour les services professionnels présentés dans la soumission, le Canada pourra, sans toutefois y être obligé, demander que l'on fournisse de la documentation visant à justifier les taux, conformément au présent article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (ainsi que le numéro de série du contrat ou tout autre identifiant de contrat unique) démontrant que le soumissionnaire a fourni et facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire), que les services ont été offerts pour une période d'au minimum trois mois au cours des douze mois précédant la date de clôture de la présente demande de soumissions, et que les tarifs facturés étaient égaux ou inférieurs à celui proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée au point (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressources faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.5 Base de sélection

- (a) Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
- (i) répondre à toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - (ii) satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires;
 - (iii) obtenir le minimum requis de 310 points, au total, pour les critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 655 points;
- (b) Les soumissions ne répondant pas aux critères (i), (ii) ou (iii) ci-dessus seront jugées non recevables.
- (c) La sélection sera faite en fonction de la note combinée la plus élevée sur les plans du mérite technique et du prix. Une proportion de 60 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 40 % sera accordée au prix.
- (d) Le mérite technique sera calculé comme suit : nombre total de points obtenus sur le plan technique divisé par le nombre maximal de points disponibles, puis multiplié par 60 %.
- (e) En ce qui concerne le prix, le score sera calculé comme suit : chaque soumission recevable se verra attribuer un pourcentage en fonction du prix évalué le plus faible, et le résultat sera multiplié par 40 %.
- (f) Pour chaque soumission recevable, on additionnera la note pour le mérite technique et la note pour le prix de manière à obtenir la note combinée.
- (g) La soumission retenue ne sera pas nécessairement la soumission recevable ayant obtenu la note technique la plus élevée ni celle ayant le prix évalué le plus bas. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et la sélection de l'entrepreneur est déterminée par un ratio 60/40 du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 144, et le prix évalué le plus bas est de 450 000 \$ (450).

Tableau 1 : Méthode de sélection – Note combinée la plus élevée sur le plan du mérite technique (60 %) et du prix (40 %) – Exemple				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/144	89/144	92/144
Prix évalué de la soumission		550 000,00 \$	500 000,00 \$	450 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/144 \times 60 = 47,92$	$89/144 \times 60 = 46,84$	$92/144 \times 70 = 48,42$
	Note pour le prix	$450/550 \times 40 = 32,72$	$450/500 \times 40 = 36,00$	$450/450 \times 40 = 40,00$
Note combinée		80,64	82,84	88,42
Note globale		3^e	2^e	1^{er}

- (h) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si le soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera émis uniquement si l'approbation interne est obtenue, conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

5.1 Attestations

- (a) Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et d'autres renseignements.
- (b) Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable ou un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.
- (c) L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.2 Attestations à fournir avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

- (a) **Dispositions relatives à l'intégrité – déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des Instructions générales, tous les fournisseurs doivent fournir avec leur soumission, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration se trouvant sur le site Web des [formulaires de déclaration – Intégrité](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.3 Attestations et renseignements supplémentaires préalables à l'attribution du contrat

Les attestations et renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous doivent être présentés en même temps que la soumission, mais peuvent aussi l'être par la suite. Si l'une des attestations exigées ou les renseignements supplémentaires requis ne sont pas fournis conformément aux exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour fournir l'attestation ou les renseignements en question. Si le soumissionnaire ne fournit pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (a) **Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms**

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir une liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre d'entreprise individuelle, ainsi que les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent indiquer le nom du ou des propriétaires.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.

- (b) **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que lui et tout membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont pas nommés dans la Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux figurant sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou un membre de la coentreprise si la soumission est présentée à titre de coentreprise, figure sur la « Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si un entrepreneur ou tout membre de la coentreprise, si l'entrepreneur est une coentreprise, figure sur la Liste « d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux » pendant la durée du contrat.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe G intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie, avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie pour chaque membre de la coentreprise.

(c) Services professionnels – Ressources

- (i) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ce dernier.
- (ii) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'une personne nommée dans sa soumission en raison du décès, de la maladie, du congé prolongé (y compris du congé parental et du congé d'invalidité), du départ à la retraite, de la démission ou du congédiement justifié de cette personne, dans les cinq jours ouvrables suivant la prise de connaissance du Canada de la non-disponibilité de la personne, le soumissionnaire pourra proposer un remplaçant à l'autorité contractante, pourvu qu'il fournisse :
 - (A) le motif du remplacement ainsi que des documents justificatifs jugés acceptables par l'autorité contractante;
 - (B) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
 - (C) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.

La candidature d'un seul remplaçant par personne proposée dans la soumission sera évaluée. L'autorité contractante peut, à l'égard du remplaçant proposé par le soumissionnaire et à son entière discrétion, choisir l'une ou l'autre des options suivantes :

- (A) rejeter la soumission sans autre examen;
- (B) évaluer la candidature du remplaçant proposé à l'aide des exigences de la demande de soumissions comme elle l'a fait avec le premier candidat proposé et comme si le remplaçant avait été proposé dès le départ, en apportant les ajustements nécessaires aux résultats de l'évaluation, y compris le rang de la soumission par rapport aux autres.

Si aucun remplaçant n'est proposé, l'autorité contractante rejettera la soumission sans autre examen.

Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. À défaut de répondre à la demande, la soumission pourrait être déclarée non recevable.

(d) Le soumissionnaire certifie que l'ensemble de la solution SaaS est offert sur le marché (« en vente libre »).

- (i) Tout le matériel et tous les logiciels-service proposés pour répondre à cette exigence de la solution SaaS doivent être offerts sur le marché « en vente libre » (à moins d'indication contraire dans la présente demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est offert sur le marché, qu'il n'exige aucune recherche ainsi qu'aucun développement supplémentaires et qu'il fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est éprouvé (c.-à-d. qui n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Si le matériel ou le logiciel-service proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture des

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

soumissions. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels-service proposés sont offerts sur le marché.

(e) **Attestation de l'éditeur de logiciel-service et Autorisation de l'éditeur de logiciel-service**

- (i) Si le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel-service de tout élément des logiciels privés proposés en tant que service, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur du SaaS. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel-service joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel-service, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification apportée aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.
- (ii) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de logiciel-service de toutes les solutions SaaS privées proposées dans sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel-service, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur du SaaS proposé au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de l'éditeur du SaaS n'ait été fournie au Canada. Si les logiciels-service privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs de logiciel-service, chacun d'eux doit fournir une autorisation. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel-service joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel-service, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires et les éditeurs du SaaS qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification apportée aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.
- (iii) Dans la présente demande de soumissions, le terme « éditeur de logiciel-service » désigne le propriétaire de toute solution logicielle en tant que service proposée dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses solutions.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- a) Ce document est NON CLASSIFIÉ; toutefois, l'entrepreneur devra considérer comme confidentiels, pendant et après l'exécution des services prévus au contrat, tous les renseignements sur les affaires de l'État à caractère confidentiel auxquels ses préposés ou mandataires auront accès;
- b) Dans le cadre du processus d'acceptation du Canada, le Canada Services peut effectuer un examen de sécurité avec la collaboration du soumissionnaire. Si la solution de service de recherche géré ne respecte pas les mesures de sécurité acceptées par l'industrie, le Canada peut rejeter la soumission ou demander qu'ils soient modifiés aux frais du soumissionnaire, avant d'accepter les services proposés. Aucun paiement pour la solution de SRG n'est exigible en vertu du contrat si les services ne sont pas acceptés.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause du Guide des CUA A9033T (2012-07-16) – Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1a) à f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière nécessaire, mais que la société mère possède cette capacité, ou qu'il ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisqu'elle fait partie intégrante de celle de la société mère, il peut, à sa seule discrétion, attribuer le Contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère lui fournisse une garantie d'exécution. »
- (b) Dans le cas d'une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit satisfaire aux exigences relatives à la capacité financière.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes, ainsi que les annexes, s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

Modalités de contrat de la solution SaaS

Le présent contrat est conclu le [DATE DU CONTRAT] entre [NOM DE L'ENTREPRENEUR] (l'« entrepreneur ») et [ENTITÉ DU GOUVERNEMENT DU CANADA] (le « Canada »).

7.1 Besoin

7.1.1 Services

L'entrepreneur accepte de fournir les services suivants :

- (a) fournir les services définis à l'annexe A, ce qui comprend, à tout le moins :
 - (i) l'octroi de droits d'utilisation des solutions SaaS (les « Solutions »), définies dans l'annexe A, fournies ou hébergées par l'entrepreneur;
 - (ii) la documentation de la Solution;
 - (iii) la maintenance, la mise à niveau et la mise à jour de la Solution;
 - (iv) assurer la maintenance, la mise à niveau et la mise à jour de la ou des Solutions;
 - (v) les services requis d'infrastructure de technologie de l'information accessoires et supplémentaires;
 - (vi) les services d'infrastructure nécessaires pour livrer la Solution.

7.1.2 Services professionnels

- (a) L'entrepreneur s'engage à fournir les services professionnels suivants, sur demande du Canada, en utilisant le processus d'autorisation de tâches :

7.1.3 Client

- (a) Client : Dans le cadre du présent contrat, le « client » est Emploi et Développement social Canada (EDSC).

7.1.4 Réorganisation des clients

Toute forme de restructuration ou de réaménagement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à la prestation des services (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). Le Canada peut désigner une autorité contractante ou technique de remplacement.

7.1.5 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions définies dans le Contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par TPSGC.

7.1.6 Objet des estimations

Objet des estimations : Toutes les estimations contenues dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas un engagement de sa part relativement à l'acquisition de ces quantités de biens ou de services. Les engagements relatifs à l'acquisition d'une quantité ou d'une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le Contrat.

7.1.7 Limitation des dépenses

- (a) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser _____ \$. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

L'entrepreneur convient de fournir au Canada, dans le cadre des services, une fonctionnalité ou un outil de notification afin d'aider le Canada à administrer le Contrat.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

L'entrepreneur convient également d'informer par écrit l'autorité contractante et le responsable technique pour les raisons suivantes, selon la première éventualité :

- (i) lorsque 75 % de la somme est engagée;
- (ii) lorsqu'il reste quatre mois avant l'expiration des services d'abonnement ou de la période contractuelle;
- (iii) lorsque l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.2 Durée, résiliation et renouvellement automatique

7.2.1 Période du contrat

Période du contrat. La période du contrat englobe toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé de fournir les services et d'exécuter les travaux.

7.2.2 Durée initiale

Durée initiale. Le contrat débute à la date d'attribution du contrat et se termine trois (3) ans plus tard.

7.2.3 Périodes d'option

Périodes optionnelles. L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable lui permettant de prolonger la durée du contrat pour au plus sept (7) périodes d'un (1) an chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement. Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. L'option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.2.4 Changement dans la consommation

Changement de la consommation : L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'augmenter ou de diminuer sa consommation des produits ou services SaaS détaillés dans l'annexe A au moment du renouvellement du contrat. Lorsque la consommation par le Canada d'un produit ou d'un service SaaS est réduite, l'entrepreneur convient qu'aucune pénalité ne s'applique en conséquence.

7.2.5 Option de non-participation au renouvellement automatique

Option de non-participation au renouvellement automatique. Par les présentes, le Canada avise l'entrepreneur qu'il renonce à tout renouvellement automatique de l'obligation à terme. L'entrepreneur accuse réception de l'avis et déclare que le présent contrat sera valide seulement jusqu'à la fin de la période du contrat définie ci-dessus.

7.3 Solution

7.3.1 Logiciel sous licence en tant que service

L'entrepreneur livrera la solution à l'aide d'un modèle de livraison de logiciel-service (« SaaS »), permettant au Canada d'accéder à la Solution, laquelle est hébergée par l'entrepreneur, et de l'utiliser.

7.3.2 Solution commercialement disponible

Le Canada reconnaît que la solution est une Solution commercialement disponible offerte à d'autres clients. Dans le cadre de l'abonnement à la solution, l'entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du Canada toutes les caractéristiques et fonctionnalités incluses dans la version commerciale de la solution, ainsi que les services d'infrastructure informatique accessoires et requis, qui sont tous inclus dans le prix de l'abonnement.

7.3.3 Évolution de l'application logicielle; caractéristiques ou fonctions

Le Canada reconnaît que la solution, l'application logicielle sous-jacente ou l'infrastructure associée peut évoluer pendant la durée du contrat. L'entrepreneur accepte de continuer de fournir les services

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

à titre de solution disponible sur le marché, avec des fonctions ou des caractéristiques et à des conditions qui ne sont essentiellement pas moins favorables qu'au moment de l'attribution du contrat.

7.3.4 Améliorations et évolution de la solution

Les parties reconnaissent que les technologies et les modèles opérationnels évoluent rapidement et qu'une Solution fournie au début de la durée du contrat sera inévitablement différente d'une Solution fournie à la fin de la durée du contrat, et que les méthodes par lesquelles tout périphérique potentiel est livré au Canada changeront ou évolueront probablement. Les parties reconnaissent aussi qu'au moment de conclure ce contrat, elles ne pourraient possiblement envisager tous les biens ou services qui peuvent être livrés dans le cadre du contrat, outre le fait qu'ils seront reliés à la livraison aux utilisateurs. Dans cet esprit, les parties s'entendent sur ce qui suit :

- (a) L'entrepreneur doit maintenir et améliorer continuellement la solution et l'infrastructure pendant toute la durée du contrat, sur une base commercialement raisonnable, et il doit offrir ces améliorations au Canada dans le contexte de l'abonnement du Canada, sans ajustement de prix si ces améliorations sont également offertes à d'autres clients sans qu'il leur en coûte davantage.
- (b) Si l'entrepreneur retire des fonctions de l'offre commerciale de la solution et offre ces fonctions dans de nouveaux ou d'autres services ou produits, l'entrepreneur doit continuer de fournir ces fonctions au Canada dans le contexte de l'abonnement du Canada aux services, selon les modalités existantes du contrat, que ces autres services ou produits contiennent ou non des fonctions nouvelles ou supplémentaires. L'entrepreneur n'est pas tenu de se conformer au présent paragraphe si la solution acquise par le Canada est toujours offerte par l'entrepreneur parallèlement aux nouveaux services offerts aux autres clients.

7.3.5 Rétrogradation

Si l'entrepreneur est incapable de fournir les services avec des caractéristiques et des fonctions qui ne sont pas moins favorables, l'entrepreneur donnera au Canada un avis écrit indiquant les circonstances et des options de rechange, en plus d'inclure expressément une réduction de prix. Si aucune autre option proposée n'est acceptable pour le Canada, l'entrepreneur accepte de consentir à la résiliation du contrat. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance pour les services non liquidée à la date de la résiliation.

7.3.6 Produits équivalents

Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité équivalent à ceux des articles précisés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :

- (a) indique le nom du fabricant, le modèle et le numéro de pièce du produit de remplacement;
- (b) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article précisé;
- (c) fournit des caractéristiques complètes et des imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
- (d) présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions;
- (e) indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
- (f) Les produits de remplacement en matière de forme, d'ajustage, de fonctionnement et de qualité ne seront pas pris en considération si :
 - (i) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement;
 - (ii) le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires de l'article en question précisés dans la demande de soumissions ou ne les dépasse pas.
 - (iii) Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article précisé dans la demande de soumissions

7.4 Services

7.4.1 Services de solutions opérationnelles

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (a) **Logiciel-service.** L'entrepreneur fournira tous les services dont le Canada a besoin pour accéder à la solution et l'utiliser, selon ce qui est précisé dans l'annexe A.
- (b) **Autorité.** L'entrepreneur déclare et certifie qu'il possède ou a obtenu, et maintiendra pendant toute la durée du contrat, toutes les autorisations nécessaires, notamment les droits de propriété intellectuelle requis pour fournir les services d'après les modalités du contrat.
- (c) **Indemnisation.** L'entrepreneur accepte de tenir le Canada indemne de toute perte et de toute dépense (y compris les frais juridiques) découlant d'une demande concernant une violation de la propriété intellectuelle présentée par un tiers d'après l'utilisation de la solution par le Canada.
- (d) **Accessibilité :** L'entrepreneur doit s'assurer que la solution n'entrave pas au respect des normes, tel qu'il est précisé dans la Norme sur l'accessibilité des sites Web : <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601>.
- (e) **Octroi des droits d'utilisation.** L'entrepreneur accorde au Canada le droit non exclusif et incessible d'accéder à la solution et de l'utiliser à partir d'un nombre illimité d'emplacements, d'appareils et d'environnements d'exploitation, au moyen d'une connexion sécurisée, sans fil, mobile ou autre, au moyen d'un navigateur Web ou d'une autre technologie de connexion qui pourrait devenir disponible.

Nonobstant toute disposition contraire, les utilisateurs autorisés du Canada auront les droits accordés sans frais supplémentaires, y compris :

- (i) le droit d'utiliser les services à des fins commerciales légitimes, que cette utilisation soit décrite ou non dans la documentation, pour autant que le client respecte par ailleurs les conditions du présent accord;
 - (ii) le droit d'échanger un utilisateur autorisé contre un autre aussi souvent que nécessaire pour les besoins de l'entreprise du client.
- (f) **Inclus.** L'entrepreneur déclare et certifie que les services comprennent ce qui suit :
- (i) l'hébergement et la tenue à jour de la solution;
 - (ii) la fourniture de tous les services d'infrastructure de la technologie de l'information accessoires et supplémentaires requis, conformément à toutes les normes de sécurité requises;
 - (iii) l'infrastructure technique qui est conforme à toutes les exigences de sécurité requises définies dans la présente demande de soumissions, permettant au Canada d'utiliser la Solution pour traiter toutes les données du Client en conformité avec ses normes de sécurité exprimées;
 - (iv) un accès et une utilisation absolus par le client, indépendamment de la quantité de données créées, traitées ou stockées par la Solution;
 - (v) Nonobstant toute disposition contraire, toutes les données agrégées, codées ou anonymes que l'éditeur SaaS (peut recueillir sur l'utilisation des services par les utilisateurs autorisés, y compris les analyses, et qui ne contiennent pas de données personnellement identifiables (« Données agrégées ») peuvent être communiquées par le Fournisseur avec des tiers, notamment d'autres abonnés, des prestataires de services et des partenaires, à diverses fins, notamment pour aider le Fournisseur à mieux comprendre les besoins des abonnés et à améliorer les Services. Le Fournisseur accorde au Canada une licence irrévocable et perpétuelle pour utiliser les données agrégées à ses propres fins commerciales. Pour éviter tout doute, le Canada n'aura pas accès aux données agrégées après la fin du contrat.

tous ces éléments étant inclus dans le prix.

- (g) **Droits d'utilisation restreints.** Le Canada reconnaît qu'en fournissant les services, l'entrepreneur ne cède pas de droits de propriété d'un produit logiciel, d'une composante de la solution ou de l'infrastructure utilisée par l'entrepreneur pour fournir les services, sauf ce qui est prévu expressément dans une autorisation de tâche. Le Canada ne fera sciemment pas les choses suivantes :
- (i) distribuer, octroyer une licence, prêter ou vendre la solution;
 - (ii) porter atteinte aux mécanismes de sécurité de la solution ou les contourner;
 - (iii) retirer, modifier ou obscurcir tout avis de droit d'auteur, de marque commerciale ou tout autre avis de propriété figurant sur ou dans la Solution.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (h) **Conditions applicables.** L'entrepreneur a indiqué, et le Canada a reconnu, que l'entrepreneur peut modifier unilatéralement les modalités selon lesquelles il fournit son offre commerciale de la Solution, sans préavis à ses clients, dont le Canada. L'entrepreneur déclare et garantit qu'une telle modification n'entraînera pas des conditions moins favorables, notamment en ce qui concerne le prix, les niveaux de service et les recours, sans égard à tout avis contraire.
- (i) **Conditions supplémentaires.** Modalités supplémentaires Les parties conviennent que toute modalité, y compris les « clics publicitaires » ou les avis « fenêtres contextuelles » qui s'appliquent à l'offre commerciale du fournisseur pour la Solution, y compris les outils de tiers ou l'infrastructure connexe, ne s'appliquera pas à l'utilisation de la solution par le Canada si ces modalités entrent en conflit avec les conditions explicites de ce contrat. Les modalités des outils de tiers qui ne sont pas précisées en tant que Service ou Solution à l'annexe B – Base de paiement ne sont pas assujetties à cette section.
- (j) **Offre SaaS commerciale.** Le Canada reconnaît qu'il acceptera l'offre SaaS commerciale de l'entrepreneur et déclare que, à moins que cela soit explicitement désigné comme travaux ou services à fournir en vertu du présent Contrat, le Canada n'exige pas de développement personnalisé, de services de rechange, de niveaux de service, de fonctionnalités ou de caractéristiques.
- (k) **Recouvrement des données :** L'entrepreneur s'engage à rendre les données du Canada disponibles à tout moment pendant le Contrat et pour un minimum de 90 jours après la fin du Contrat afin de donner au Client suffisamment de temps pour migrer ses données vers un nouvel environnement, sans frais supplémentaires pour le Canada.

Cette clause accorde également au Canada le droit d'accéder aux données ou de les sauvegarder à tout moment (avant la fin du contrat et jusqu'à 90 jours après) sans frais supplémentaires, sans restriction quant à la quantité de données et à la fréquence du transfert.

- (l) **Interfaces de programme d'application (IPA) :** L'entrepreneur doit :
- (i) fournir des services qui utilisent des interfaces de programme d'application (IPA) ouvertes, publiées, prises en charge et documentées pour prendre en charge des activités comme l'interopérabilité entre les composants et faciliter la migration des applications;
 - (ii) fournir un moyen via l'IPA pour les applications de fournir des services, et d'extraire des rapports, la facturation et les données financières relatives aux services en nuage consommés par le Client.
 - (iii) Prendre des mesures raisonnables pour protéger les IPA internes et externes grâce à des méthodes d'authentification sécurisées. Cela comprend s'assurer que toutes les requêtes d'IPA exposées à l'externe nécessitent une authentification réussie avant que celles-ci puissent être appelées et fournir au Canada la capacité de respecter les normes du gouvernement du Canada sur les IPA
(<https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/technologiques-modernes-nouveaux/normes-gouvernement-canada-api.html>).
- (m) **Portail des services – Général :**
- Le fournisseur de services infonuagiques doit fournir un portail libre-service en ligne sécurisé qui permet au Canada d'administrer à distance les services infonuagiques.
- (i) Ce portail doit inclure, au minimum, les éléments suivants :
 - a) la prestation de services;
 - b) la gestion des problèmes avec notifications par courriel;
 - c) la gestion de comptes et approvisionnement pour les utilisateurs, y compris :
 - i. la capacité de gérer les utilisateurs et les données associées;
 - ii. la création, suppression et modification des comptes d'utilisateurs et des autorisations.
 - d) l'authentification, y compris la capacité de permettre l'identification unique;
 - e) la capacité d'accéder en toute sécurité au portail en utilisant des mécanismes d'authentification à facteurs multiples pour authentifier les utilisateurs;
 - f) la santé du service ou information de l'état, y compris les statistiques sur l'utilisation des ressources ainsi que les rapports sur le rendement, les seuils et les alertes;
 - g) la transition des états de service, y compris le début et la fin.
 - (ii) De plus, l'entrepreneur doit fournir les liens à la documentation, aux articles, aux tutoriels et aux guides afin d'aider le gouvernement du Canada dans l'utilisation des services d'IPA.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.4.2 Services de formation

A) Offrir de la formation :

- La formation doit être fournie en tant que prestation initiale et pendant toute la durée du Contrat, en fonction des besoins.
- La formation virtuelle doit être dispensée dans une salle de classe virtuelle avec un véritable instructeur. Les classes virtuelles sont prévues pour un maximum de 15 étudiants et se déroulent sur une plateforme virtuelle approuvée par le Client et l'autorité contractante.
- La formation virtuelle doit être disponible dans les 15 jours ouvrables suivant la demande initiale, qu'il s'agisse de la formation initiale ou de la formation délivrée dans le cadre d'une autorisation de tâches.
- La formation virtuelle, comprenant l'enseignement et le matériel de cours, doit être donnée en anglais. Une formation en français devrait être disponible sur demande.

B) Mise au point du plan provisoire de formation : Dans un délai de 10 jours ouvrables suivant l'attribution du Contrat, le Canada fournira des commentaires sur le plan provisoire de formation accompagnant la proposition de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit mettre à jour le plan de formation dans un délai de dix (10) jours ouvrables afin de tenir compte des commentaires du Canada, et de le présenter de nouveau au Canada aux fins d'approbation.

7.5 Niveaux de service

L'annexe C, Entente sur les niveaux de service SaaS, contient les renseignements précis qui définissent les niveaux et les normes relatifs aux processus et aux attentes en matière de rendement pour les services devant être fournis en vertu du contrat, et doit être lue conjointement avec la section suivante.

7.5.1 Disponibilité

-
-
-
-

L'entrepreneur mettra le service à la disposition du Canada en stricte conformité avec la documentation sur la solution et l'annexe C – Entente sur les niveaux de service.

7.5.2 Crédits de service

L'entrepreneur accordera au Canada les crédits de service applicables s'il n'atteint pas les niveaux de disponibilité de la solution de temps de disponibilité définis à l'annexe C, Entente sur les niveaux de service.

REMARQUE : Cet article sera ajusté à l'attribution du contrat en fonction de la base et du mode de paiement soumis par l'entrepreneur dans l'accord de niveau de service de l'annexe C applicable ou dans l'offre gagnante.

[Exemple 1 – Crédits en raison de l'incapacité de satisfaire le niveau de disponibilité minimum : si le service ne répond pas au niveau de disponibilité minimum un certain mois, le Canada aura droit à un crédit au montant suivant :

[Indiquer les crédits applicables; ce qui suit n'est qu'un exemple.] Pour chaque 0,1 % sous la disponibilité minimale au cours d'un mois donné [ou d'une semaine, d'un trimestre, etc., selon vos besoins], l'entrepreneur versera au Canada un crédit de 1 % de [indiquez le montant mensuel pertinent], jusqu'à concurrence de 10 % de [indiquez le montant mensuel pertinent]. Par exemple, si la disponibilité réelle est de [disponibilité minimale moins 0,2 %] %, un crédit de 2 % de [indiquer le montant mensuel] s'appliquera.

[Exemple 2 – À utiliser lorsqu'un niveau de service minimal est précisé] Crédits pour non-respect du niveau de service minimal : Si le matériel [dans le cas d'un service comportant un niveau de disponibilité minimal, changer le terme « matériel » pour « service »; par exemple, certains services de télécommunications peuvent comporter un niveau de disponibilité minimal] ne respecte pas le niveau de disponibilité minimal au cours d'un mois donné, le Canada aura droit à un crédit correspondant au montant suivant :

[décrire les crédits applicables]

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

[Exemple 3 – À utiliser lorsqu'un temps de réponse maximal est précisé] Crédits pour non-respect du temps de réponse maximal : Si l'entrepreneur ne respecte pas les exigences de temps de réponse [si vous utilisez cette clause, vous devez définir « temps de réponse » ailleurs dans le contrat ou l'EDT] au cours d'un mois donné [ou d'une semaine donnée, d'un trimestre donné, etc., selon vos besoins], le Canada aura droit à un crédit correspondant aux montants suivants :

[décrire les crédits applicables]

[Exemple 4 - Services professionnels] Si l'entrepreneur ne fournit pas les services d'une ressource professionnelle qualifiée dans les délais précisés dans le contrat ou de l'autorisation de tâche valide émise, il devra accorder au Canada un crédit correspondant au taux journalier (à raison de 7,5 heures par jour) de la ressource non présente pour chaque journée (ou partie de journée) de retard, jusqu'à concurrence de 10 jours.

Mesures correctives : Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux (2) mois consécutifs ou trois (3) mois sur une période de douze (12) mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour soumettre le plan d'action au client et à l'autorité contractante et vingt (20) jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.

Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité [ou niveau de services ou temps de réponse – adapter selon le cas] : Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat conformément aux conditions générales pour manquement en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si :

le montant total de crédits pour un cycle de facturation mensuelle donné a atteint 10 % de la facture mensuelle;

les mesures correctives présentées par l'entrepreneur n'ont pas été prises.

La résiliation prendra effet une fois la période de préavis de trois (3) mois terminée, à moins que l'entrepreneur ait maintenu le niveau de disponibilité pendant ces trois [ou, l'option 2] le Canada ait déterminé que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant ces trois mois.

Crédits applicables pendant toute la durée du contrat : Les parties conviennent que les crédits s'appliquent tout au long de la durée du contrat, y compris durant la mise en œuvre.

Crédits représentant des dommages-intérêts : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne visent pas à constituer une pénalité et ne doivent pas être considérés comme constituant une pénalité.

Droit du Canada d'obtenir le paiement : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, recouvrer ou déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.

Droits et recours du Canada non limités : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.

Droits de vérification : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après que le paiement ne soit fait à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel que déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, additionné des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt correspond au taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était d'abord dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite de la réalisation d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, calculer ou enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur doit mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante.

7.5.3 Exclusions

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

L'entrepreneur précisera expressément toute exclusion des niveaux de disponibilité de la solution indiqués à l'annexe C, Entente sur les niveaux de service.

7.5.4 Services de soutien

L'entrepreneur fournira un soutien technique 365 jours. 24 heures par jour, heure normale de l'Est, en stricte conformité avec l'annexe C, Entente sur les niveaux de service.

7.5.5 Pas d'infraction

L'entrepreneur garantit que rien dans la solution, ou dans l'utilisation de la solution par le Canada, ne constitue ou ne constituera une appropriation illicite de la propriété intellectuelle ou des autres droits d'un tiers ni ne les enfreindra.

7.5.6 Acheminement

L'entrepreneur peut prévoir un processus de recours hiérarchique pour le règlement des différends, qui est décrit à l'annexe C, Entente sur les niveaux de service.

7.5.7 Règlement des différends

- a) Nonobstant toute disposition contraire, à moins qu'il n'en soit autrement convenu par écrit, en cas de différend, **l'entrepreneur** continuera à exécuter ses obligations au titre du présent contrat, y compris, sans s'y limiter, la prestation de tout service, de bonne foi pendant le règlement du différend (à condition que le Canada continue d'effectuer le paiement des services non contestés), à moins que le présent contrat ne soit résilié conformément aux dispositions des présentes.
- b) Dans les trente (30) jours suivant la date d'entrée en vigueur de la résiliation du présent contrat ou d'une annexe incluse pour un motif valable par le Canada, l'entrepreneur doit payer au Canada tous les crédits de frais de service déjà acquis, mais non encore appliqués. De plus, **l'entrepreneur** doit rembourser tous les frais de service non acquis et prépayés au prorata de la durée de service restante de l'annexe applicable. Si le présent contrat ou une annexe est résilié pour un motif valable par le Canada, aucuns frais autrement dus à **l'entrepreneur**, qui n'ont pas déjà été gagnés, ne seront dus.
- c) Le non-paiement d'une facture faisant l'objet d'une contestation de bonne foi par le Canada ne constitue pas une rupture du contrat. L'entrepreneur fournira au Canada un avis écrit de tout paiement non reçu à sa date d'exigibilité, et l'entrepreneur avisera le Canada par écrit du défaut et demandera le paiement dans les trente (30) jours civils suivant la réception de l'avis. Si le Canada n'a pas payé ou contesté le paiement à l'expiration de ce délai, l'entrepreneur peut suspendre les services jusqu'à ce que le paiement soit effectué. Si le Canada n'a pas payé ou contesté le paiement dans les soixante (60) jours suivant la réception du premier avis écrit de non-paiement, l'entrepreneur peut mettre fin aux services.

7.6 Accords sur les niveaux de service

7.6.1 ANS de la solution de logiciel-service

- a) L'accord sur les niveaux de service du SaaS publié de l'entrepreneur est joint à l'annexe C - Les engagements relatifs au niveau de service (décrits dans l'annexe C), doivent inclure un soutien aux clients commerciaux qui prévoit, au moins, un soutien publié et disponible sur le marché (garantie, maintenance et services de soutien) habituellement fourni aux clients qui fournissent une solution de logiciel-service.
- b) Disponibilité des services : L'entrepreneur s'efforcera de rendre les services disponibles cent pour cent (100 %) du temps, vingt-quatre (24) heures sur 24, tous les jours de l'année civile.
- c) Surveillance des services : L'entrepreneur surveillera les services 24 heures sur 24, tous les jours de l'année civile, et prendra des mesures commercialement raisonnables pour résoudre tout problème de service ayant une incidence sur l'objectif de disponibilité de 100 %.

7.6.2 Champ d'application des modalités relatives aux ANS

Les modalités suivantes doivent être abordées à l'annexe C - ANS :

- a) la période durant laquelle l'entrepreneur offrira de la garantie et du soutien;
- b) les coordonnées et les renseignements concernant la procédure pour accéder aux services de soutien;

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- c) les procédures de résolution de problèmes;
- d) les temps de réponse;
- e) les procédures sur la façon et le moment de répondre à toutes les communications par téléphone, télécopieur ou courriel;
- f) la disponibilité du site Web de soutien pour les utilisateurs du Canada (p. ex., jour et nuit, 365 jours par an, 99,9 % du temps);
- g) les services de maintenance (p. ex., correctifs, mises à jour, versions majeures ou mineures).

7.6.3 Notifications requises

L'entrepreneur doit fournir les éléments suivants :

- h) Une notification de toute interruption qui peut avoir une incidence sur la disponibilité et le rendement du service (comme convenu entre les parties et indiqué dans l'énoncé de travail et l'accord sur les niveaux de service [ANS]);
- i) des bilans réguliers au sujet des procédures de restauration des services à un état opérationnel selon les ANS et les exigences en matière de disponibilité du système convenues, sous forme d'alertes transmises avant et après la mise en œuvre;
- j) une notification des services qui seront interrompus et qui ont une incidence sur les services rendus à la clientèle;
- k) des informations sur des alertes, des avis et des directives de sécurité liés au système pour les vulnérabilités qui constituent une menace pour les services infonuagiques.
- l) une notification de toute violation de la sécurité pouvant avoir une incidence sur les données du Canada, les informations des utilisateurs, les transactions, les contrôles de sécurité ou tout autre élément de la solution SaaS.

Si le fournisseur n'est pas en mesure de régler les problèmes à la satisfaction du Canada, les deux parties conviennent que le Canada aura le droit de résilier l'accord pour raisons de commodité et que toute portion inutilisée des services sera remboursée. Conformément à l'article 7.9.5 Droit de résiliation.

7.6.4 Interprétation du contrat

Toutes les clauses contenues dans l'annexe C qui visent à interpréter le contrat, qui sont le même sujet ou un sujet semblable, ou qui sont liées aux modalités contenues dans le contrat, sont réputées être annulées et inopérantes.

7.7 Documentation

7.7.1 Documentation sur la solution

L'entrepreneur doit fournir au Canada, au moment de l'attribution du contrat, l'accès à la documentation sur la solution commercialement disponible. L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation sur la solution à des conditions raisonnables sur le plan commercial.

7.7.2 Autres documents

L'entrepreneur doit fournir toute documentation nécessaire à l'exécution des travaux, ou y donner accès.

7.7.3 Droits de traduction

L'entrepreneur convient que le Canada peut traduire tout produit livrable écrit, y compris la documentation sur la solution ou les documents de formation, en anglais ou en français. L'entrepreneur reconnaît que toutes les traductions appartiennent au Canada et ce dernier n'a aucune obligation de les remettre à l'entrepreneur. Tous les documents qui sont traduits par le Canada doivent inclure l'avis de droit d'auteur et de droit de propriété qui faisait partie du document original. L'entrepreneur ne peut être tenu responsable des erreurs techniques qui se produisent en raison d'une traduction faite par le Canada.

7.7.4 Droits moraux

À la demande du Canada, l'entrepreneur peut fournir une renonciation écrite permanente aux droits moraux, sous une forme acceptable pour le Canada, de la part de chaque auteur qui a contribué à

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

la réalisation du produit écrit. Si l'entrepreneur n'est pas capable ou pas disposé à obtenir les renonciations demandées, l'entrepreneur convient d'indemniser le Canada de toutes les pertes et dépenses (y compris les frais juridiques) découlant de toute réclamation pour violation de droits moraux par un tiers fondée sur l'utilisation de la solution par le Canada.

7.7.5 Documentation défectueuse

Si, à tout moment de la durée du contrat, le Canada avise l'entrepreneur d'un défaut ou d'une non-conformité dans une partie de la documentation livrée avec les travaux, l'entrepreneur corrigera le défaut ou la non-conformité dès que possible, et à ses propres frais. Le Canada peut fournir à l'entrepreneur des renseignements sur des défauts ou des aspects non conformes dans d'autres documents, y compris la documentation de la solution, à titre d'information seulement.

7.8 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du

document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) Les modalités du contrat de solution de logiciel-service, y compris l'ensemble des annexes, des modifications et des autorisations de tâches émises dans le cadre du contrat;
- (b) Annexe A – Énoncé des travaux
- (c) Annexe B – Base de paiement
- (d) Annexe C – Accords sur les niveaux de service du SaaS
- (e) Annexe D – Formulaire d'autorisation de tâches
- (f) Annexe E – Définitions et interprétations
- (g) Annexe F – Programme d'évaluation de la sécurité des TI des logiciels-services
- (h) Annexe G – Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi
- (i) Annexe H – Instruments de paiement électronique.
- (j) Annexe I – Critère de pertinence
- (k) Annexe J – Exigences en matière d'accessibilité des TIC

7.9 Travaux

7.9.1 Services professionnels

- (a) **Services professionnels.** L'entrepreneur doit exécuter et fournir au Canada les services professionnels (les « travaux ») décrits dans une autorisation de tâches.
- (b) **Déroulement des travaux; garantie.** L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit : a) il a les compétences pour exécuter les travaux; b) il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux; c) il a les qualifications nécessaires, incluant les connaissances, les compétences, le savoir-faire et l'expérience, pour exécuter les travaux avec efficacité.
- (c) **Le facteur temps est primordial.** Il est essentiel que les travaux soient livrés dans les délais prévus dans une autorisation de tâche.

7.9.2 Recours

- (d) **Travaux.** Si à tout moment pendant la durée du contrat, les travaux ne respectent pas leurs obligations de garantie, l'entrepreneur doit le plus tôt possible corriger à ses propres frais toute erreur ou tout défaut et apporter les modifications nécessaires aux travaux.
- (e) **Documentation.** Si à tout moment pendant la période du contrat, le Canada découvre un défaut ou une non-conformité dans une partie de la documentation livrée avec les travaux, l'entrepreneur doit corriger le plus tôt possible à ses propres frais le défaut ou la non-conformité.
- (f) **Droit du Canada à un recours.** Si l'entrepreneur ne s'acquitte pas d'une obligation prévue aux présentes dans un délai raisonnable après avoir reçu un avis, le Canada aura le droit de remédier ou de faire remédier aux travaux défectueux ou non conformes aux frais de l'entrepreneur. Si le Canada ne désire pas corriger ou remplacer les travaux défectueux ou non conformes, le prix contractuel sera réduit de façon équitable.

7.9.3 Sous-traitance

- (g) **Conditions de sous-traitance.** L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution des travaux, mais seulement si a) l'entrepreneur obtient le consentement écrit préalable de l'autorité

Sollicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

contractante, b) le sous-traitant est lié par les conditions du présent contrat, et c) l'entrepreneur demeure responsable envers le Canada pour tous les travaux effectués par le sous-traitant.

- (h) **Exceptions au consentement à la sous-traitance.** L'entrepreneur est tenu d'obtenir le consentement de l'autorité contractante à l'égard des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, avec le consentement de l'autorité contractante : (i) acheter des produits courants en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires; (ii) sous-traiter des services accessoires qui seraient ordinairement donnés en sous-traitance pendant l'exécution des travaux; et (iii) permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a) et b).

7.9.4 Retard justifiable

- (i) **Absence de responsabilité.** L'entrepreneur n'est pas responsable des retards d'exécution ni de l'inexécution due à des causes indépendantes de sa volonté qui ne pouvaient raisonnablement être prévues ou évitées par des moyens raisonnablement accessibles à l'entrepreneur, pourvu que l'entrepreneur avise l'autorité contractante du retard ou de la probabilité du retard dès qu'il en prend connaissance (ce qu'on appelle « **retard justifiable** »).
- (j) **Avis.** L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les 15 jours ouvrables, de toutes les circonstances liées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
- (k) **Dates de livraison et d'échéance :** Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable fera l'objet d'un report raisonnable dont la durée n'excèdera pas la durée du retard justifiable.
- (l) **Le Canada n'est pas responsable des coûts :** Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.

7.9.5 Droit de résiliation

Si un tel événement empêche l'exécution du contrat pendant plus de 30 jours civils, l'autorité contractante peut alors choisir de résilier l'autorisation de tâches ou une partie ou la totalité du présent contrat sans qu'il y ait faute, ce qui signifie qu'aucune des parties ne sera responsable envers l'autre relativement au retard justifiable ou à la résiliation subséquente, et le Canada ne sera que responsable du paiement des services reçus à la date effective de la résiliation.

7.9.6 Services professionnels : Services de transition

- (a) **Migration.** L'entrepreneur convient qu'en raison de la nature des services stipulés au contrat, le Canada peut exiger que le service soit fourni sans interruption. Avant la transition vers le nouvel entrepreneur ou au Canada, l'entrepreneur devra fournir toute l'information et la documentation opérationnelles, techniques, conceptuelles et configurationnelles nécessaires à la transition de tous les services, dans la mesure où il ne s'agit pas de renseignements confidentiels de l'entrepreneur. L'entrepreneur déclare et certifie qu'il ne s'ingérera pas directement ou indirectement dans l'accès du Canada aux données du client ou leur transfert ou à d'autres aspects de la migration du service, ou qu'il n'y nuira pas directement ou indirectement.
- (b) **Services de migration et de transition.** L'entrepreneur convient que, durant la période menant à la fin du contrat, si des services de migration ou de transition sont demandés par le Canada, il aidera raisonnablement le Canada pendant la transition entre ce contrat et le nouveau contrat conclu avec le nouvel entrepreneur, ou pendant la migration des données du client vers un nouvel environnement de fournisseur. De plus, les services ci-dessous ainsi assurés ne donneront lieu à aucun autre frais que ceux qui sont prévus dans la base de paiement.

7.9.7 Inspection et acceptation des travaux

- (a) **Inspection par le Canada :** Tout le travail est soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation du travail par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des déficiences ou des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada est en droit de rejeter les travaux qui ne sont pas réalisés en conformité avec les exigences du contrat, et l'entrepreneur doit corriger ou remplacer les travaux à ses propres frais.
- (b) **Procédures d'acceptation :** Sauf disposition contraire du contrat, les procédures d'acceptation sont les suivantes :

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) Une fois le travail terminé, l'entrepreneur doit aviser par écrit le responsable technique, avec copie à l'autorité contractante, en se référant à cette disposition du contrat et en demandant l'acceptation du travail;
- (ii) Le Canada disposera de 30 jours à compter de la réception de l'avis pour effectuer son inspection (la « **période d'acceptation** »).
- (c) **Défauts et nouvelle présentation des produits livrables** : Si le Canada découvre un défaut durant la période d'acceptation, l'entrepreneur devra le régler le plus tôt possible et aviser le Canada par écrit une fois les travaux terminés, après quoi le Canada aura le droit d'inspecter à nouveau les travaux avant leur acceptation, et la période d'acceptation recommencera. Si le Canada détermine qu'un produit livrable est incomplet ou déficient, il n'est pas tenu de désigner tous les articles manquants ou tous les défauts avant de rejeter le produit livrable.
- (d) **Accès aux lieux** : L'entrepreneur doit permettre aux représentants du Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants du Canada peuvent procéder à leur gré à des examens et à des vérifications. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, de même que l'ensemble des échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants du Canada peuvent raisonnablement exiger pour l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Canada.
- (e) **Inspection de la qualité par l'entrepreneur** : L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison au Canada. Tous les produits livrables soumis par l'entrepreneur doivent être d'une qualité professionnelle, exempts d'erreurs typographiques et autres erreurs, et conformes aux normes les plus élevées de l'industrie.
- (f) **Registre des inspections** : L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition du Canada, sur demande. Les représentants du Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat.
- (g) **Rétroaction informelle** : À la demande de l'entrepreneur, le Canada peut fournir une rétroaction informelle avant que tout produit livrable ne soit officiellement soumis pour acceptation. Toutefois, cela ne doit pas être utilisé comme une forme de contrôle de la qualité des travaux de l'entrepreneur. Le Canada n'est pas tenu de fournir une rétroaction informelle.

7.10 Autorisation de tâches (AT)

Les services professionnels de l'entrepreneur en vertu du présent contrat doivent être réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT).

7.10.1 Forme et contenu de l'AT

Une AT contiendra a) le numéro du contrat et le numéro de l'AT, b) les détails des activités et des ressources requises, c) une description des produits livrables, d) un calendrier indiquant les dates d'achèvement des principales activités ou les dates de soumission des produits livrables, e) les exigences de sécurité et f) les coûts.

7.10.2 Réponse de l'entrepreneur à une AT.

L'entrepreneur doit fournir au Canada, dans la période mentionnée dans l'autorisation de tâche, le coût estimatif total proposé pour l'exécution du travail et une répartition des coûts, établie conformément aux honoraires. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.

7.10.3 Limite de l'AT et pouvoirs d'attribuer des AT de façon officielle

Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit être signée par l'autorité canadienne compétente comme indiqué dans le présent contrat. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâches officielle seront effectués à ses propres risques.

7.10.4 Rapports d'utilisation périodique

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux AT approuvées attribuées dans le cadre du présent contrat.

7.10.5 Regroupement des AT pour des raisons administratives :

Le présent contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des AT valides attribuées à ce jour et de consigner les travaux réalisés dans le cadre de ces AT à des fins administratives.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.11 Base de paiement

REMARQUE : Cet article sera modifié à l'attribution du contrat pour inclure la base et le mode de paiement soumis par l'entrepreneur dans l'accord sur les niveaux de service de l'annexe C applicable ou dans la soumission retenue.

7.11.1 Abonnement

Abonnement. En ce qui concerne les services, y compris l'accès à la solution et son utilisation, la documentation sur la solution, les services de soutien et les services d'infrastructure de technologie de l'information accessoires et supplémentaires requis (tous les services décrits dans le présent contrat qui ne sont pas des travaux), le Canada doit payer les prix indiqués à l'annexe C – Base de paiement.

7.11.2 Services professionnels fournis en vertu d'une autorisation de tâche

En ce qui concerne les services professionnels demandés par le Canada, conformément à une autorisation de tâches attribuée de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, à terme échu, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'AT, les heures réellement travaillées ainsi que tout produit livrable subséquent/prix ferme énoncé dans l'autorisation de tâches, aux taux quotidiens fermes tout compris indiqués à l'annexe B – Base de paiement ou dans la soumission de l'entrepreneur, selon le cas. Taxes applicables en sus

7.11.3 Prix

- (a) L'entrepreneur accepte de fournir les services et d'exécuter les travaux décrits dans le contrat en conformité avec les prix établis dans l'annexe B – Base de paiement. Toute information sur les prix figurant ailleurs dans le contrat, y compris à l'annexe C, Accord sur les niveaux de service de la solution SaaS, sera réputée être annulée et inopérante.
- (b) Augmentation des prix lors du renouvellement des contrats

Afin de limiter les risques et de favoriser un accord mutuellement profitable à long terme, le client et l'entrepreneur conviennent de limiter l'incidence de l'augmentation du prix du renouvellement à ___ % (p. ex. 10 %) pour une fonctionnalité équivalente et, au besoin, une augmentation négociée pour une nouvelle fonctionnalité.
- (c) Prix par licence pour l'automatisation

Le coût de la licence s'applique de la même manière pour les humains et pour l'automatisation des processus robotisés (APR).

7.11.5 Stabilité des prix

Stabilité des prix

L'entrepreneur reconnaît qu'il est important pour le Canada de pouvoir continuer d'accéder aux produits et services SaaS décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux après la durée du contrat. Par conséquent, l'entrepreneur offre de continuer à fournir les produits et services SaaS à des taux raisonnables et selon toutes les autres modalités énoncées dans le présent contrat, sous réserve de la signature par les parties d'un ou de plusieurs contrats officiels à cet égard. Pour chacune des sept (7) années suivant la durée du contrat, l'entrepreneur propose par les présentes les tarifs annuels les plus bas parmi les suivants :

- (h) les taux publiés en vigueur à ce moment-là;
- (i) les taux faisant l'objet de contrats antérieurs et rajustés selon l'écart en pourcentage par rapport à l'indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada pour la période de 12 mois précédant la date à laquelle le changement de prix doit prendre effet;
- (j) 3 % de plus que les taux annuels offerts au Canada l'année précédente conformément au présent contrat ou de toute prorogation conclue conformément au présent article;
- (k) Les remises offertes au Canada seront également appliquées comme remises sur les achats futurs par le Canada.

et les obligations de l'entrepreneur en vertu du présent article survivront à la résiliation ou à l'expiration du présent contrat.

7.11.6 Attestation du prix

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

L'entrepreneur atteste que le prix proposé n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris à son meilleur client, pour une qualité et une quantité semblable de biens, de services ou les deux.

7.11.7 Vérification discrétionnaire

L'attestation de l'entrepreneur selon laquelle le prix ou taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix ou taux demandé à toute personne, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour des biens, services ou les deux de qualité et de quantité semblables, peut faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après le paiement de l'entrepreneur.

Si la vérification démontre que l'attestation est erronée après que le paiement a été versé à l'entrepreneur, ce dernier doit, à la discrétion du Canada, rembourser au Canada le montant qui est supérieur au plus bas prix ou taux, ou autoriser le Canada à retenir le montant en le déduisant de toute somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée avant que le paiement ne soit effectué, l'entrepreneur convient que le Canada ajustera les factures en suspens, en fonction des résultats de la vérification. En outre, il est entendu que si le contrat est toujours en vigueur au moment de la vérification, le prix ou le taux sera réduit en fonction des résultats de la vérification.

7.11.8 Taux pour les services professionnels

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de SPAC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

7.12 Paiements

7.12.1 Factures

- (a) **Présentation des factures.** L'entrepreneur doit présenter des factures pour les services et la livraison des travaux, s'il y a lieu.
- (b) **Exigences en matière de facturation.** Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur et contenir :
 - (i) la date, le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les produits livrables et la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro de référence du client (NRC), le numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) et les codes financiers;
 - (ii) des renseignements sur les dépenses en conformité avec la base de paiement (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-traitances, selon le cas), exclusion faite des taxes applicables;
 - (iii) Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondants émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures;
 - (iv) les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
 - (v) le report des totaux, s'il y a lieu.
- (c) **Taxes**

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) **Paiement des taxes.** Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il incombe à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
- (ii) **Retenue pour les non-résidents.** Le Canada doit retenir 15 % du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.
- (d) **Attestation de factures.** En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

7.12.1 Durée du versement des prestations

Le Canada paiera le montant non contesté de la facture de l'entrepreneur dans les 30 jours suivant sa réception. Dans l'éventualité où une facture n'est pas dans une forme et un contenu acceptables, le Canada en avisera l'entrepreneur et le délai de paiement de 30 jours débutera à la réception d'une facture conforme.

7.12.3 Intérêt sur les paiements en souffrance

Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 % par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement, à condition que le Canada soit responsable du retard de paiement à l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

7.12.4 Mode de paiement

- (a) Le Canada paiera pour les services prévus au contrat, soit à l'avance, soit à terme échu, conformément à l'annexe C, Accords sur les niveaux de service, ou à la soumission de l'entrepreneur, le cas échéant. Lorsque le paiement est effectué à l'avance, la période de paiement anticipé ne dépasse pas 12 mois. Le paiement anticipé n'empêche pas le Canada d'exercer un recours à l'égard de ce paiement ou de la prestation des services.

(b) Paiements multiples

- i. H1001C (2008-05-12), Paiements multiples
- (c) Modalités de paiement pour les autorisations de tâches avec un prix ferme – paiement forfaitaire à la fin des travaux : Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque tous les travaux liés à l'autorisation de tâches auront été exécutés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :
 - i. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
 - ii. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
 - iii. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.
- (d) Si le Canada conteste une facture pour quelque raison que ce soit, il payera à l'entrepreneur la tranche de la facture non contestée, à la condition que les éléments non contestés soient indiqués distinctement sur la facture et que leur paiement soit exigible. Dans le cas des factures contestées, elles ne seront réputées reçues aux fins de la section 7.3 qu'une fois le litige réglé.

7.12.5 Limitation des dépenses

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.14 Limite de responsabilité

7.14.1 Responsabilité de la première partie

- (a) **Exécution du contrat** : L'entrepreneur est entièrement responsable de tous les dommages subis par le Canada, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur.
- (b) **Fuite de données** : L'entrepreneur est entièrement responsable de tous les dommages subis par le Canada, causés par une infraction à la sécurité ou un manquement à l'obligation de confidentialité entraînant la consultation ou la divulgation non autorisées de dossiers, de données ou de renseignements appartenant au Canada ou à un tiers.
- (c) **Limitation par incident** : Sous réserve de la clause suivante, quel que soit le fondement ou la nature de la réclamation, la responsabilité totale par incident de l'entrepreneur n'excédera pas la valeur cumulative des factures liées au contrat au cours des 12 mois précédant l'incident.
- (d) **Aucune limitation** : La limitation de responsabilité susmentionnée de l'entrepreneur ne s'applique pas :
 - (i) à l'inconduite volontaire ou aux actes délibérément fautifs;
 - (ii) à tout manquement aux obligations relatives à la garantie.

7.14.2 Responsabilité des tiers

Que la réclamation d'un tiers soit faite au Canada, à l'entrepreneur ou aux deux, chaque partie convient qu'elle acceptera l'entière responsabilité des dommages qu'elle cause au tiers dans le cadre du contrat. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord conclu entre les parties ou déterminé par la cour. Les parties conviennent de se rembourser mutuellement tout paiement versé à un tiers en lien avec les dommages causés par l'autre partie et de rembourser rapidement leur part de responsabilité.

7.15 Dispositions générales

7.15.1 Lois applicables

Lois applicables. Le présent contrat sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec.

7.15.2 Maintien des clauses

Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues dans le contrat ainsi que les dispositions qu'il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations, qu'elles devraient rester en vigueur, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

7.15.3 Divisibilité

Si une disposition quelconque du présent contrat est déclarée inapplicable par un tribunal compétent, le reste du présent contrat restera en vigueur.

7.15.4 Renonciation

L'échec ou la négligence d'une partie de faire respecter l'un des droits en vertu du contrat ne seront pas considérés comme une renonciation des droits de cette partie.

7.15.5 Pas de pot-de-vin

L'entrepreneur garantit qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.

7.15.6 Honoraires conditionnels

L'entrepreneur déclare qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou toute autre forme de rémunération qui est

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat, et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), 1985, c. 44 (4^e suppl.).

7.15.7 Sanctions internationales

- (a) Les personnes au Canada et les Canadiens à l'étranger sont liés par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service qui provient, directement ou indirectement, d'un ou de plusieurs pays ou personnes visés par des [sanctions économiques](#).
- (b) L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement canadien un bien ou un service assujéti aux sanctions économiques.
- (c) L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement informer le Canada s'il est incapable d'accomplir les travaux par suite de l'imposition de sanctions économiques contre un pays ou une personne ou de l'ajout d'un bien ou d'un service à la liste des biens ou services visés par les sanctions. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié.

7.15.8 Dispositions relatives à l'intégrité – Contrat.

La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») et toutes les directives connexes incorporées par renvoi à la demande de soumissions à sa date de clôture sont intégrées au contrat et en font partie intégrante. L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la Politique et des directives, que l'on peut consulter sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à la page de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).

7.15.9 Code de conduite pour l'approvisionnement – Contrat

L'entrepreneur accepte de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et d'être lié par celui-ci pendant la durée du contrat.

7.15.10 Conflits d'intérêts et Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la [Loi sur les conflits d'intérêts](#), 2006, ch. 9, art. 2 du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes précis ne peuvent bénéficier directement du contrat.

7.15.11 Conformité aux attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. Si l'entrepreneur ne se conforme pas aux attestations ou ne fournit pas la documentation supplémentaire, ou si l'on constate que des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada se réserve le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.16 Autorités

Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Meghan Smyth
Titre : Spécialiste de l'approvisionnement
Organisation : Services publics et Approvisionnement Canada
Adresse : 10, rue Wellington, Gatineau (QC) K1A 0S5
Téléphone : 613-858-6215
Adresse courriel : meghan.smyth@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante doit recevoir une copie de la facture pour le dossier et l'examen du Canada.

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom :

Titre :

Organisation :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse courriel :

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus au contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Personne-ressource administrative du client

Personne-ressource administrative du client :

Nom :

Titre :

Organisation :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse courriel :

La personne-ressource administrative du client doit recevoir la facture originale. Toutes les demandes de renseignements relatives aux demandes de paiement doivent être adressées à la personne-ressource administrative du client.

Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur est le suivant :

Nom :

Titre :

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse courriel :

Solicitation No. – N° de l'invitation G9292-227373/C	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 016EEM
Client Ref. No. – N° de réf. De client 227373	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 8 - Liste des annexes du Contrat subséquent

Liste des annexes de la demande de propositions :

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Accord sur les niveaux de service (ANS) du logiciel-service
Annexe D	Formulaire d'autorisation de tâches
Annexe E	Définitions et interprétations
Annexe F	Programme d'évaluation de la sécurité des TI (STI) du logiciel-service
Annexe G	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi
Annexe H	Instruments de paiement électronique
Annexe I	Critère de pertinence
Annexe J	Exigences en matière d'accessibilité des TIC

ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. TITRE

Service de recherche géré (SRG) et services connexes

2. CONTEXTE

Emploi et Développement social Canada (EDSC) aide les Canadiens à faire des choix qui leur permettent de mener une vie productive et enrichissante et d'améliorer leur qualité de vie.

Au sein du portefeuille d'EDSC, le mandat de Service Canada est de fournir un guichet unique d'accès aux services et aux prestations du gouvernement fédéral dont les Canadiens ont besoin. Service Canada a également pour mandat de moderniser et d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la présence en ligne du gouvernement du Canada.

Dans un mémoire présenté au Cabinet, Service Canada a été identifié comme l'éditeur principal de contenu de Canada.ca.

La Direction générale des services numériques (DGSN) au sein de la Direction générale de service aux citoyens (DGSC) assure la gestion, la mise à jour et la publication du contenu du site Web Canada.ca, ce qui regroupe sous un même portail tous les sites Web du gouvernement.

3. FONCTION DE RECHERCHE AU SEIN DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Service Canada fournit actuellement une fonction de recherche commune et partagée pour les sites Internet du gouvernement du Canada (GC) destinés au public. Ce service contribue à réduire les coûts de soutien en permettant au public et aux employés du GC de trouver des informations par eux-mêmes, à leur convenance, directement à partir des sites Web. La fonction de recherche actuelle est configurable, elle répertorie un grand nombre de domaines du GC et elle répond à un nombre important de requêtes de recherche.

Normes relatives aux sites Web du GC

Au cours des dernières années, plusieurs normes Web du GC relatives à la fonction de recherche sont entrées en vigueur. Tous les sites Web du GC sont tenus de fournir un contenu accessible. La Norme sur la facilité d'emploi des sites Web exige que tous les sites Web du GC respectent des exigences de facilité d'utilisation. La Norme sur l'interopérabilité du Web stipule que différents types de plateformes, d'appareils, de réseaux et d'applications doivent fonctionner ensemble de manière efficace, et la Norme sur l'optimisation des sites Web et des applications pour appareils mobiles exige désormais que les informations et les services en ligne du GC soient optimisés pour les appareils mobiles (téléphones intelligents et tablettes), ainsi que pour les appareils de bureau (ordinateurs de bureau et ordinateurs portables).

La facilité d'emploi des sites Web est définie comme la mesure dans laquelle des utilisateurs donnés peuvent trouver, comprendre et utiliser des informations et des services en ligne. Elle peut être mesurée par l'efficacité et l'efficience avec lesquelles les utilisateurs peuvent accomplir des tâches définies en ligne.

Tous les composants des technologies de l'information et des communications (TIC) de la solution proposée doivent être conformes aux exigences d'accessibilité pertinentes de la norme EN 301 549 (2019), dont les détails figurent à l'**Annexe J, Exigences en matière d'accessibilité des TIC] ou dans la plus récente version indiquée dans la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. Le service de recherche géré doit être conforme dans les six mois suivant la date de publication de la dernière version.**

Ces composants comprennent les éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- Web;
- Documents hors du Web;
- Logiciel;
- Services de documentation et de soutien.

4. OBJECTIF

EDSC a besoin d'une solution logicielle commerciale de service de recherche géré fournie dans un modèle d'abonnement de type logiciel-service (SaaS, ou *Software as a Service*) géré par l'entrepreneur et hébergé auprès d'un fournisseur de services infonuagiques tiers qui est certifié par Services partagés Canada (SPC) (<https://gc-cloud-services.canada.ca/s/gc-cloud-fa?language=fr>). Le service de recherche géré doit répondre sur une base permanente à toutes les demandes de recherche envoyées par l'intermédiaire des interfaces de recherche autorisées. Les résultats de recherche fournis devront être pertinents, et ce, avec des réglages minimaux (voire aucun réglage) visant à améliorer la pertinence de la recherche.

Le service de recherche géré fera partie du service de recherche Internet du GC.

Le contrat pour le service de recherche géré sera d'une durée initiale de trois (3) ans à compter de l'attribution du contrat et comprendra sept (7) périodes optionnelles supplémentaires d'un an.

5. PORTÉE

Le service de recherche géré requis dans le cadre de la présente demande de propositions sera un élément clé du service de recherche de Service Canada. EDSC vise à déployer le service de recherche géré au cours de l'exercice 2023-2024.

Résultats escomptés :

- Réduire au minimum les coûts de création des applications et de l'infrastructure en se procurant une solution clé en main plutôt que de créer une solution de toute pièce;
- Réduire au minimum les coûts récurrents en obtenant une solution qui génère des résultats de recherche pertinents et bien organisés dès le départ avec des réglages minimes (voire aucun réglage) visant à améliorer la pertinence de la recherche;
- Permettre au personnel d'EDSC de créer et de mettre à jour des index, des règles d'indexation, des formulaires de recherche, des pages de résultats et des classements de résultats (promotions).

Pendant la période du contrat, la portée du travail de l'entrepreneur peut comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :

- Assurer l'accès de Service Canada à la solution de service de recherche géré;
- Assurer l'exploration et l'indexation d'un grand nombre de domaines du GC;
- Aviser Service Canada avant de procéder à la mise à jour et à la maintenance du matériel et des logiciels du service de recherche géré, obtenir son accord et planifier les opérations en collaboration avec l'organisme;
- Prêter assistance aux développeurs et aux administrateurs de Service Canada;
- Facturer l'utilisation du service à Service Canada;
- Fournir des mises au point sur les directives touchant la solution en fonction de la feuille de route de la solution;
- Traiter (exécuter) les requêtes des serveurs d'application indiqués par Service Canada.

Les employés de l'entrepreneur n'auront pas accès aux systèmes informatiques ni à l'infrastructure physique du GC, ils ne recevront pas d'équipement du GC et n'auront pas accès à ses locaux.

Le service de recherche géré utilisera uniquement des informations non classifiées pour remplir toutes ses fonctions.

5.1 Tâches

L'entrepreneur doit réaliser les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter :

- Terminer la mise en œuvre (y compris l'installation, la configuration et le déploiement) de la solution dans l'infrastructure informatique fournie par le soumissionnaire et la rendre accessible à Service Canada conformément aux exigences sur les produits livrables pour les deux environnements (préproduction et production);
- Présenter à Service Canada l'architecture du service de recherche géré, y compris la couche de sécurité;
- Configurer le service de recherche géré de façon à ce qu'il reçoive uniquement les demandes de recherche des adresses IP indiquées par Service Canada;
- Appliquer la configuration de recherche demandée par Service Canada après la validation de l'entrepreneur;
- Explorer et indexer tous les domaines demandés par Service Canada et appliquer la configuration complète nécessaire, y compris l'ordonnement;
- Installer tous les mécanismes de contrôle et de surveillance nécessaires pour surveiller et détecter tout problème lié au service de recherche géré;
- Décrire à Service Canada le processus établi pour la gestion des pannes et appliquer les mises à jour et modifications requises par Service Canada;
- En cas de panne, envoyer un rapport à Service Canada toutes les 30 minutes;
- Répondre à toutes les questions relatives au service de recherche géré soumises par Service Canada;
- Offrir de l'assistance pour la migration;
- Établir une procédure d'escalade et fournir à Service Canada toutes les coordonnées pertinentes;
- S'assurer que le service de recherche géré est conforme à toutes les exigences liées à la sécurité figurant dans les exigences obligatoires;
- En collaboration avec Service Canada, établir une politique de conservation des données et veiller à sa mise en œuvre;
- Déployer le service de recherche géré dans un environnement de production avec tous les sites du GC indexés et les configurations fournies par Service Canada mises en œuvre ;
- Fournir à Service Canada un accès au service de recherche géré à des fins d'analyse de la configuration, d'application des changements et de création de rapports;
- Héberger, exploiter, mettre à jour et maintenir le matériel et les logiciels du service de recherche géré;
- Mettre à niveau le service de recherche géré à la plus récente version stable dès qu'elle est disponible, créer un plan en collaboration avec Service Canada et informer Service Canada de toute nouvelle fonctionnalité introduite dans la nouvelle version.

5.2 Produits livrables

- Une solution de recherche qui respecte l'intégrité des normes, des politiques, des directives et d'autres exigences du GC touchant les éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :
 - gestion de l'information, technologie de l'information, langues officielles, protection des renseignements personnels et sécurité (voir la liste complète à la section 9, intitulée Références)
- Deux (2) environnements avec le service de recherche géré entièrement installé et configuré :
 - Préproduction

- Production
 - Une interface de programmation d'applications (API) authentifiée et autorisée qui permet aux développeurs de Service Canada de créer des interfaces de recherche conformes à la Norme sur l'accessibilité des sites Web et à la Norme sur la facilité d'emploi des sites Web
 - Des services de maintenance et de soutien pour le service de recherche géré
 - De la formation pour permettre à Service Canada d'utiliser le service de recherche géré
 - Un accès pour Service Canada à la documentation sur les interfaces de programmation d'applications (API) du service de recherche géré
 - Des services professionnels à Service Canada au fur et à mesure des besoins
 - Un soutien technique
 - De la documentation, des rapports et des informations demandés par Service Canada, y compris, mais sans s'y limiter, des suivis de l'utilisation du service
 - Un service de recherche géré entièrement fonctionnel et opérationnel en tout temps (24 heures par jour, 7 jours par semaine), 365 jours par année, avec une période de temps d'arrêt continu maximale autorisée de moins de 8,77 heures par an
- L'entrepreneur doit fournir un plan de mise en œuvre pour le service de recherche géré. Le plan de mise en œuvre doit détailler clairement toutes les étapes nécessaires à la réussite du déploiement du service de recherche géré (installation, configuration, déploiement, etc.). La structure du plan est laissée à la discrétion de l'entrepreneur. Le contenu du plan doit comprendre, au minimum, les sections suivantes :
 - Considérations stratégiques. Le soumissionnaire doit expliquer comment il entend contribuer à la configuration initiale du service de recherche géré (p. ex., en fournissant des conseils stratégiques sur la gouvernance pour l'exploration et l'indexation, le balisage des documents, l'amélioration de la pertinence et l'utilisation de tous les paramètres de requête nécessaires dans une demande de recherche).
 - Déploiement. Le service de recherche géré doit être déployé et hébergé dans un système infonuagique de bout en bout, géré par l'entrepreneur et provenant d'un fournisseur de services infonuagiques tiers qui est certifié par SPc. Les données, les informations et tous les autres actifs stockés dans le service de recherche géré déployé dans le nuage sont considérés comme non classifiés. Toutes les configurations connexes nécessaires doivent être appliquées au service de recherche géré lors de la configuration initiale de tous les environnements. Cette section doit expliquer les détails du déploiement.
 - Calendrier. Le soumissionnaire doit fournir un calendrier de mise en œuvre. Ce calendrier doit comprendre des éléments tels que la création d'environnements, la fourniture de comptes, la mise en œuvre de la configuration fournie par Service Canada, l'exploration, l'assurance de la qualité, les essais, et les essais d'acceptation par l'utilisateur.

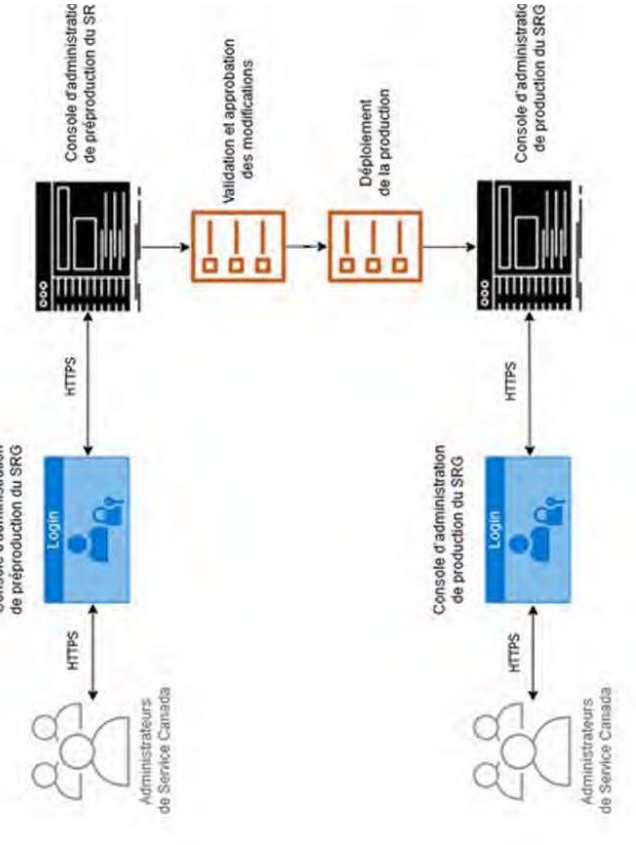
5.3 Cas d'utilisation

Deux cas d'utilisation de base permettent de présenter le mode d'exploitation du système et d'expliquer les interactions entre les éléments de l'architecture.

- a. Cas d'utilisation de l'administrateur
 - Ce cas regroupe les administrateurs de Service Canada qui interagissent avec le service de recherche géré.
- b. Cas d'utilisation de l'utilisateur qui procède à une recherche
 - Ce cas précise comment les utilisateurs interagissent avec le service de recherche Internet du GC et comment la solution infonuagique de Canada.ca interagit avec le service de recherche géré lorsque les utilisateurs parcourent les sites Web du GC et y font des recherches. Pour ce cas d'utilisation, le Canada ne mettra en aucun cas à la disposition de l'entrepreneur l'adresse IP des utilisateurs qui procèdent à une recherche.

Cas d'utilisation de l'administrateur :

Le schéma suivant présente l'architecture globale du cas d'utilisation représentant un administrateur de Service Canada.

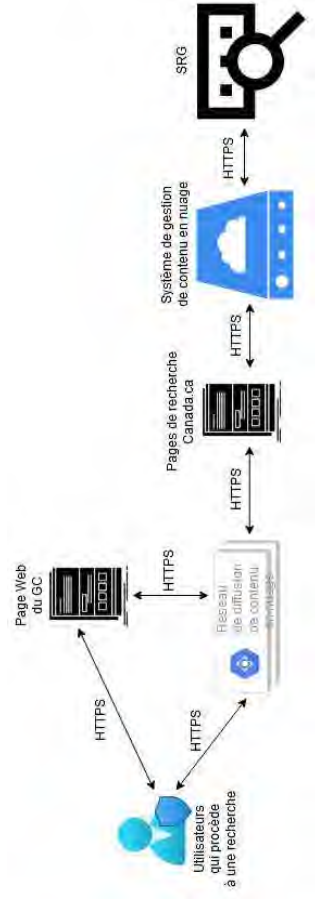


L'entrepreneur doit fournir tous les composants du service de recherche géré.


Voici un aperçu des étapes attendues pour le cas d'utilisation « administrateur » :

1. L'administrateur de Service Canada se connecte à la console d'administration de l'environnement de préproduction du service de recherche géré avec une connexion HTTPS.
2. L'administrateur de Service Canada applique les modifications nécessaires à l'environnement de préproduction.
3. L'administrateur de Service Canada réalise des essais dans l'environnement de préproduction.
4. L'administrateur de Service Canada crée un billet sur le portail de soutien de l'entrepreneur pour demander à l'équipe de soutien technique de l'entrepreneur d'examiner et de valider les modifications apportées à l'environnement de préproduction.
5. L'équipe de soutien technique de l'entrepreneur demande à Service Canada d'approuver le déploiement des modifications dans l'environnement de production du service de recherche géré.
6. L'équipe de soutien technique de l'entrepreneur déploie les modifications dans l'environnement de production du service de recherche géré et avise l'administrateur de Service Canada.
7. L'administrateur de Service Canada se connecte à la console d'administration du service de recherche géré dans l'environnement de production avec une connexion HTTPS et s'assure que les modifications ont été appliquées correctement.

Cas d'utilisation de l'utilisateur qui procède à une recherche :



- (i) L'utilisateur navigue sur un site Web client ou sur Canada.ca, saisit ses termes de recherche dans le champ prévu en haut à droite et lance sa requête. Selon la langue sélectionnée, la page de recherche sera affichée en anglais ou en français.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

English

Rechercher dans Canada.ca

Q

Se connecter

Canada.ca

Le site officiel du gouvernement du Canada

En demande

Se connecter à un compte

Assurance-emploi et congés

Coronavirus (COVID-19)

Trouver un emploi

Pensions publiques (RPC et SV)

Visiter le Canada

Obtenir un passeport

Faites vos impôts de 2021

Emplois

Trouver un emploi, formation, programmes d'embauche, permis de travail, numéro d'assurance sociale (NAS)

Immigration et citoyenneté

Visiter, travailler, étudier, immigrer, réfugiés, résidents permanents, présenter une demande, vérifier l'état de la demande

Voyage et tourisme

Au Canada ou à l'étranger, conseils, avis, passeports, visiter le Canada, événements, attractions

Entreprises et industrie

Démarrer une entreprise, permis, propriété intellectuelle, soutien aux entreprises, vendre au gouvernement

Prestations

Assurance emploi, congés familiaux et congés de maladie, allocation pour enfants, pensions, logement, aide financière aux études, personnes invalides, à la suite d'un décès

Santé

Alimentation, nutrition, maladies, vaccins, médicaments, sécurité des produits et rappels

Remarques :

Voir le lien de sélection de la langue des sites du GC dans le coin supérieur droit.
 Voir la barre de recherche des sites du GC sous le lien de sélection de la langue.

- (ii) Lorsque l'utilisateur soumet sa requête, Canada.ca l'analyse et l'achemine au service de recherche géré.

Page 49 de 261

- (iii) Le service de recherche géré renvoie les résultats de la recherche par protocole HTTPS sous la forme d'un fichier JSON valide à la page de recherche de Canada.ca.
 - (iv) La page de recherche de Canada.ca convertit les résultats de recherche au protocole HTML pour les présenter à l'utilisateur. L'utilisateur peut alors consulter les résultats.
- L'adresse IP est supprimée de toutes les demandes de recherche avant l'envoi de la demande au moteur de recherche, afin d'assurer la protection des renseignements personnels des utilisateurs.

5.4 Normes, interfaces et protocoles ouverts

Le service de recherche géré doit prendre en charge les normes ouvertes suivantes :

- a. Protocole de transfert hypertexte sécurisé (HTTPS) utilisant le protocole de sécurité de la couche transport (TLS), version 1.2 ou supérieure <http://www.ietf.org/rfc/rfc2246.txt>
- b. Protocole HTTP (RFC 2068) <http://www.rfc-editor.org/rfc/rfc2068.txt>
- c. Protocole Internet, version 6 (IPv6) et protocole Internet, version 4 (IPv4)
- d. Protocole d'exclusion des robots (REP) ou directives du protocole robots.txt, afin d'inclure ou d'exclure du contenu d'un site Web de l'exploration et d'une éventuelle indexation

Le service de recherche géré doit également se conformer aux avis de mise en œuvre de la Politique sur la technologie de l'information (AMPTI) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) sur le protocole HTTPS :

- a. Configuration pour le protocole HTTPS (avec redirection à partir du protocole HTTP)
- b. Activation de la directive HSTS (HTTP Strict Transport Security)
- c. Déploiement du protocole TLS 1.2 (ou ses versions subséquentes) et recours à des certificats et algorithmes de chiffrement pris en charge, conformément aux indications du Centre de la sécurité des télécommunications (CST)
 - 1. [ITSP 40.062 Conseils sur la configuration sécurisée des protocoles réseau, section 3.1 sous les suites de chiffrement AES](#)
 - 2. [ITSP 40.111 Algorithmes cryptographiques pour l'information non classifiée, protégée A et protégée B](#)
- d. Désactivation des protocoles reconnus pour être peu fiables, comme toutes les versions des protocoles de sécurité SSL (p. ex. SSLv2 et SSLv3) et les anciennes versions du protocole TLS (p. ex. TLS 1.0 et TLS 1.1), conformément à la directive [ITSP 40.062](#) du CST
 - i. Désactivation des modes de chiffrement vulnérables connus (p. ex. RC4 et 3DES).

Pour en savoir plus sur l'AMPTI, consultez la page suivante : <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/technologiques-modernes-nouveaux/avis-mise-oeuvre-politique/mise-oeuvre-https-connexions-web-securisees-ampti.html>

5.5 Soutien technique

Les services de soutien technique doivent être fournis en anglais, de 7 h à 19 h, heure normale de l'Est, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés provinciaux et fédéraux du Québec et de l'Ontario. Ces services concernent le soutien et la maintenance en continu de l'infrastructure, de l'environnement, des caractéristiques et des fonctionnalités du service de recherche géré installés et configurés lors de la configuration initiale et installés par la suite en fonction des demandes ou des autorisations du Canada. Ils comprennent les activités suivantes, au minimum :

- a. Fournir aux administrateurs de Service Canada le soutien nécessaire à l'étape de la configuration initiale une fois le contrat attribué, afin de leur permettre de tirer parti des caractéristiques et des fonctionnalités du service de recherche géré qui doivent être mises en œuvre dans toutes les interfaces de recherche gérées par des administrateurs de Service Canada;
- b. Assurer une surveillance périodique et produire des rapports sur les performances, l'utilisation et l'efficacité du système;
- c. Fournir des conseils techniques et un soutien technique et fonctionnel à l'équipe de soutien de Service Canada;
- d. Assurer la maintenance de l'ensemble de l'infrastructure et des logiciels;
- e. Fournir des conseils et des recommandations à Service Canada sur l'établissement d'une stratégie d'exploration et d'indexation;
- f. Fournir à Service Canada des services d'exploration et d'indexation pendant toute la durée du contrat;
- g. Remettre au GC une copie de tous les documents fournis par l'entrepreneur (y compris les mises à jour) ou offrir un accès à ces documents pour tout logiciel (nouveau, amélioré ou modifié) installé par l'entrepreneur;
- h. Effectuer des essais diagnostiques sur les logiciels et les services;
- i. Fournir à Service Canada des renseignements sur la fonctionnalité, l'architecture, les données et d'autres aspects de l'infrastructure de même que des applications, du contenu, des magasins de données et des outils connexes, à la demande de Service Canada;
- j. Passer en revue toutes les modifications et tous les plans de mise à niveau du service de recherche géré proposés avec Service Canada avant leur application;
- k. Effectuer une maintenance préventive;
- l. Effectuer la planification de la capacité, y compris les éléments suivants :
 - i. Concevoir une stratégie et une configuration pour l'unité centrale de traitement, la mémoire vive, le stockage, le réseau et le réseau de diffusion de contenu;
 - ii. Concevoir un plan pour la disponibilité, la flexibilité et la performance des systèmes;
 - iii. Concevoir un plan pour les environnements de préproduction et de production qui répond aux besoins actuels et aux prévisions du GC.
- m. Évaluer des configurations de rechange et recommander des solutions;
- n. Effectuer le réglage des systèmes, y compris en fournissant un soutien et des conseils raisonnables à l'équipe de soutien de Service Canada sur le réglage du service de recherche géré;
- o. Effectuer le diagnostic de tous les problèmes fonctionnels et techniques;
- p. Effectuer une analyse des causes profondes de tous les problèmes critiques et problèmes de priorité élevée ou d'autres problèmes à la demande du GC;
- q. Fournir une solution aux problèmes de performance du service de recherche géré;
- r. Expliquer à Service Canada l'algorithme de classement et ses modalités de mise à jour;
- s. Améliorer la pertinence des résultats de recherche conformément aux demandes de Service Canada;
- t. Promouvoir (augmenter le score de classement) et rétrograder (diminuer le score de classement) des pages individuelles, des listes de pages ou des sections de contenu identifiées par tout champ, organique ou synthétique, figurant dans l'index;
- u. Fournir des conseils et des recommandations sur tous les changements demandés par Service Canada;
- v. Aviser Service Canada lorsque le système atteint 75 % de sa capacité maximale;
- w. Concevoir et mettre en œuvre des scripts automatisés, selon les besoins, afin de faciliter la reprise après sinistre;
- x. Aviser Service Canada des modifications et des mises à niveau appliquées aux principaux composants du service de recherche géré;
- y. Créer, désactiver, supprimer et purger les profils d'utilisateurs sur demande;
- z. Fournir aux administrateurs de Service Canada une console d'administration du service de recherche géré qui doit être disponible en tout temps (24 heures par jour, 365 jours par année), 99,9 % du temps;
- aa. Assurer un temps de réponse pour un seul terme de recherche qui ne dépasse pas 10 000 millisecondes (10 secondes). Le temps de réponse est mesuré entre le moment où la requête

- est reçue par le serveur du service de recherche géré et le moment où elle quitte le moteur de recherche;
- bb. Une réponse doit être retournée pour toutes les requêtes soumises;
 - cc. Répondre aux demandes d'information ponctuelles de Service Canada;

Soutien

Le personnel de l'entrepreneur doit être qualifié et capable de répondre aux questions des administrateurs et, dans la mesure du possible, de résoudre les problèmes des administrateurs et de fournir des conseils concernant les problèmes de configuration.

L'entrepreneur doit répondre à une demande classée urgente par les administrateurs dans un délai d'une (1) heure ouvrable.

L'entrepreneur doit répondre par courriel à un rapport de problème soumis par les administrateurs dans les délais correspondants au schéma de classification suivant :

- ✓ Répondre aux problèmes critiques dans les quatre (4) heures ouvrables.
- ✓ Répondre aux problèmes de priorité élevée dans un délai d'un (1) jour ouvrable.
- ✓ Répondre aux problèmes de priorité moyenne dans les deux (2) jours ouvrables.
- ✓ Répondre aux problèmes de priorité faible dans les cinq (5) jours ouvrables.

L'entrepreneur doit répondre à une demande relative à une vulnérabilité en matière de sécurité soumise par les administrateurs de Service Canada et ayant un impact sur tout composant du service de recherche géré ou toute bibliothèque tierce dans les délais correspondants au schéma de classification suivant :

- ✓ Communiquer avec les administrateurs par courriel pour les informer des répercussions sur le service de recherche géré dans un délai d'une (1) heure.
- ✓ Informer les administrateurs, dans les quatre (4) heures, par courriel de l'échéancier pour appliquer la résolution

Schéma de classification des problèmes :

Problème critique :

Le courriel de réponse doit contenir les renseignements suivants :

- ✓ Répercussions
- ✓ Calendrier
- ✓ Mesures à prendre
- ✓ Coordonnées de la personne qui gère l'incident

Un problème critique rend le service indisponible, et aucune solution de contournement n'est disponible. Voici des exemples :

- ✓ 100% des utilisateurs ne peuvent effectuer de recherche.
- ✓ Le service n'est pas accessible en raison d'une panne de logiciel, de matériel, de réseau ou de courant.
- ✓ Une violation de la sécurité a rendu le service de recherche géré inaccessible aux administrateurs et aux utilisateurs.

Problème de priorité élevée :

Un problème de priorité élevée se pose lorsque les cibles de disponibilité du service sont compromises, mais que les utilisateurs sont toujours en mesure d'utiliser le service de recherche géré (p. ex., tous les utilisateurs subissent un ralentissement du service de recherche, d'exploration ou d'indexation). Un problème de priorité élevée se pose également lorsque la sécurité du service est compromise par des vulnérabilités détectées sur tout composant ou toute bibliothèque tierce utilisés par le service de recherche géré.

Problème de priorité moyenne :

Un problème de priorité moyenne a des répercussions minimales sur le client ou n'a pas de répercussions financières pour EDSC. Voici des exemples :

- ✓ Moins de 10 % des utilisateurs subissent un ralentissement du service.
- ✓ 2 % du contenu du client est absent de l'index.
- ✓ Certains clients éprouvent des problèmes de pertinence des résultats.

Problème de priorité faible :

Un problème de priorité faible n'affecte qu'un seul client et n'a pas de répercussions financières pour EDSC. Voici des exemples :

- ✓ Le client demande une nouvelle fonctionnalité ou une amélioration.
- ✓ Le client a besoin d'un accompagnement.

6. CONTRAINTES

Les cibles de disponibilité du service, les délais de réponse et les exigences de livraison s'appliquent uniquement aux produits livrables de l'entrepreneur et ne concernent pas les composants fournis par EDSC.

Le service de recherche géré doit être accessible sur protocole HTTPS.

Formation

L'entrepreneur est tenu de fournir un plan de formation permettant à Service Canada d'utiliser les services de recherche gérés.

Le cours et les documents de formation doivent comprendre toute l'information nécessaire pour permettre aux utilisateurs authentifiés d'assumer toutes les tâches et responsabilités se rapportant aux rôles qui leur sont attribués et de mettre en œuvre toutes les fonctionnalités requises par les interfaces de recherche actuellement gérées par Service Canada.

L'entrepreneur est tenu de former les utilisateurs désignés afin de leur faire mieux connaître le produit et son utilisation.

Après avoir suivi la formation, les utilisateurs doivent comprendre et pouvoir utiliser les connaissances qu'ils ont acquises afin d'accomplir leurs tâches de façon efficace et de former d'autres employés du gouvernement du Canada.

La formation virtuelle doit être offerte dans une salle de classe virtuelle et animée par un formateur. Elle doit se dérouler sur une plateforme virtuelle approuvée par le client et l'autorité contractante.

De plus, cette formation doit être accessible dans les cinq jours ouvrables suivant la demande.

Le cours et les documents de formation en ligne doivent être hébergés par l'entrepreneur.

L'environnement de formation en ligne doit bien reproduire l'environnement de production. Cependant, les données de travail sont entièrement artificielles.

La formation virtuelle (enseignement et documents didactiques) doit être offerte en anglais. Une formation en français doit être offerte sur demande. Si les documents de formation sont seulement en anglais, l'entrepreneur doit les traduire en français dans les 45 jours civils suivant l'attribution du contrat.

L'entrepreneur doit présenter, au minimum dix jours ouvrables avant le début de la formation, le plan de cours et l'horaire, les documents de formation, ainsi que les noms et l'expertise des formateurs au responsable du projet aux fins d'approbation.

Les documents de formation doivent demeurer à jour, en fonction de la version de production du service de recherche géré, et être mis à jour avant le déploiement de nouvelles fonctionnalités dans l'environnement de production.

Les documents en ligne doivent traiter de tous les aspects du service de recherche géré, y compris toutes les mises à jour apportées aux manuels de formation, et ce, sans frais.

La formation virtuelle doit au moins aborder :

1. un aperçu des services de recherche gérés.
2. la gestion des sources de données.

3. l'optimisation de la recherche.
4. la production de rapports.

7. SOUTIEN D'EDSC ET DE SERVICE CANADA

Au début du contrat, le chargé de projet fournira les renseignements de base pertinents. Pendant toute la durée du contrat, tout sera mis en œuvre pour fournir les renseignements supplémentaires demandés par l'entrepreneur, s'ils sont jugés pertinents pour le projet. De plus, le chargé de projet sera disponible pour répondre aux questions de l'entrepreneur. Ce dernier pourra consulter le chargé de projet et le personnel, au besoin (au moins chaque semaine), et il aura accès aux documents nécessaires jugés pertinents par le chargé de projet.

8. FORMAT DES PRODUITS LIVRABLES

Tous les produits livrables doivent être soumis au chargé de projet en une (1) copie électronique en anglais.

PARTIE 9 - Documents

9.2 8.1 Conseils pour la création de documents accessibles

Pour obtenir des conseils pratiques sur la création de documents accessibles, consultez ces [guides sur les documents accessibles](#).

9.3 8.2 Formats multiples

Lorsque des documents sont fournis dans plus d'un format (par exemple un rapport fourni à la fois au format PDF et Excel), au moins un d'entre eux doit être accessible, conformément aux indications figurant à l'**[annexe J, Exigences en matière d'accessibilité des TIC]**. La version accessible doit fournir des informations équivalentes à celles de la version non accessible. Un avis doit être affiché pour indiquer quel format est accessible.

À la fin du contrat, toutes les données et la configuration doivent être remises à Service Canada.

9. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Politiques, normes et directives du gouvernement du Canada

Norme sur l'accessibilité des sites Web – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601>

Sécurité du gouvernement – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/topic-sujet-fra.aspx?ta=33>

Politique sur la protection de la vie privée – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12510>

Communications et l'image de marque – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/topic-sujet-fra.aspx?ta=6>

Services et le numérique – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/topic-sujet-fra.aspx?ta=27>

Services infonuagiques GC – <http://gc-cloud-services.canada.ca>

Normes relatives au numérique – <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/normes-numeriques-gouvernement-canada.html>

Politique sur les services et le numérique – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32603>

Directive sur les services et le numérique – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32601>

Norme sur les métadonnées – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18909>

Norme sur l'optimisation des sites Web et des applications pour appareils mobiles – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=27088>

Norme sur l'interopérabilité du Web – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=25875>

Norme sur la facilité d'emploi des sites Web – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=24227>

Politique sur la sécurité du gouvernement – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16578>

Directive sur la gestion de la sécurité – <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32611>

Directive sur la gestion des communications : <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=30682>

Politique sur les services communs : <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12025>

Directive sur les langues officielles pour les communications et services : <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26164>

10. LANGUE OFFICIELLE

Tous les produits livrables doivent être fournis en anglais, à l'exception de la formation et du site Web de l'entrepreneur, qui doivent également être disponibles en français.

EDSC sera chargé d'obtenir la traduction requise de tous les produits livrables, le cas échéant.

11. LIEU DE TRAVAIL

Le travail de l'entrepreneur sera effectué hors site, dans un endroit jugé approprié par le fournisseur.

L'entrepreneur devra assister à des réunions virtuelles, faire des présentations et des démonstrations et consulter et réviser la documentation avec le chargé de projet et le personnel du ministère, selon les besoins.

12. DÉPLACEMENTS

Il n'y a pas de dispositions relatives aux déplacements associées à cet énoncé des travaux.

13. DÉFINITIONS

Administrateur

Le terme « administrateur » désigne un administrateur de Service Canada.

Administrateur du moteur de recherche de Service Canada

L'administrateur du moteur de recherche de Service Canada effectue les tâches suivantes :

- S'assurer que le moteur de recherche fonctionne selon les paramètres établis
- Recevoir et analyser les demandes du client et demander au fournisseur de services d'appliquer les changements nécessaires à l'échelle du moteur de recherche
- Créer des interfaces de recherche, une application et des composants qui traitent les demandes de recherche et assurer leur maintenance
- S'assurer que toutes les normes du GC, y compris celles liées à la sécurité, sont correctement mises en œuvre à tous les niveaux (c'est-à-dire le moteur de recherche, l'application et l'interface de recherche)
- Gérer toutes les pannes et s'assurer de la résolution immédiate de tous les problèmes liés au moteur de recherche ou à tout autre composant
- Sur la base des commentaires reçus des clients, l'administrateur de Service Canada doit mettre à jour la configuration du moteur de recherche par l'intermédiaire de l'équipe de soutien du fournisseur de services
- Communiquer avec nos clients pour les informer des changements majeurs
- Offrir un soutien et des conseils à tous les clients existants et à tout autre ministère intéressé par notre service de recherche

Bureau de service de Service Canada

Le bureau de service de Service Canada est responsable des tâches suivantes :

- Gérer les demandes entrantes des clients / ministères
- Attribuer le billet à l'équipe de recherche
- Analyser le billet pour s'assurer que tous les détails sont bien compris
- Demander à l'entrepreneur d'effectuer et d'appliquer les changements requis, au besoin

Champ de recherche

Un champ de recherche est une boîte de saisie dans le formulaire de recherche de base qui permet à l'utilisateur d'entrer sa requête de recherche.

Clé en main

Le terme « clé en main » signifie que la solution est entièrement équipée et prête à fonctionner grâce à une technologie de produit commercial normalisé (COTS).

Clients

Les clients envoient des demandes directement au bureau de service de Service Canada, qui crée un billet pour chaque demande liée à la fonction de recherche. Les demandes peuvent porter sur les éléments suivants :

- Questions et demandes de renseignements
- Mises à jour de l'interface de recherche
- Création d'une interface de recherche
- Modification de la configuration

Commandes de recherche

Les commandes de recherche sont des commandes propres au service de recherche géré dans une requête de recherche. Il peut s'agir par exemple de restreindre une requête à un seul site, à des parties d'un document ou à une langue donnée.

Développeur de recherche

Le développeur de recherche effectue les tâches suivantes :

- Créer et mettre à jour les composants ou l'application qui traitent les demandes de recherche;
- Mettre à jour les interfaces de recherche et aider les clients à tirer parti de notre service de recherche;
- Appliquer les nouveaux gabarits sur toutes les interfaces de recherche;

- Analyser les répercussions globales de tout changement de configuration au niveau du moteur de recherche;
- Examiner la pertinence des résultats de recherche et trouver des possibilités d'amélioration.

Développeur de Service Canada

Le développeur de Service Canada configure, personnalise et modifie la fonctionnalité du service de recherche Internet en utilisant les API fournies par l'entrepreneur. Il se concentre principalement sur l'utilisation de l'API pour développer l'interface de recherche. Ce rôle pourrait également être assuré par l'administrateur de Service Canada si cette personne possède les compétences requises en matière de programmation.

Disponibilité du service

La disponibilité du service est une mesure du temps pendant lequel le service de recherche géré fonctionne correctement sans interruption. La disponibilité est calculée sur les composants du service de recherche géré fournis par l'entrepreneur sur la base du calcul suivant :

Disponibilité annuelle du service =

$$((8\,760 \text{ h par an}) \text{ moins } [\text{heures de panne par an}]) \text{ divisé par } (8\,760 \text{ h par an}) \times 100.$$

Seules les pannes affectant 100 % des utilisateurs sont prises en compte dans le calcul. La disponibilité du service est mesurée par Service Canada.

Documents en double

Les documents en double sont des documents ayant le même contenu binaire.

Éditeur principal

L'Éditeur principal au sein de Service Canada a le mandat d'agir à titre d'éditeur principal pour Canada.ca. À ce titre, il est responsable de l'infrastructure sous-jacente de Canada.ca, du service Web géré et du soutien aux ministères pour la publication de leur contenu sur Canada.ca en temps opportun et avec exactitude. L'Éditeur principal joue un rôle clé en fournissant des solutions novatrices permettant aux ministères du GC de communiquer rapidement, facilement et efficacement avec le public. Canada.ca est le guichet unique d'information pour 83 ministères et organismes fédéraux. Il est devenu le principal canal numérique utilisé par le GC pour fournir des informations aux Canadiens sur ses programmes et ses services.

Exclusion des robots

La norme d'exclusion des robots, également connue sous le nom de protocole d'exclusion des robots ou de protocole robots.txt, est une convention visant à empêcher des robots d'indexation œuvrant de concert ou d'autres robots Web d'accéder en tout ou en partie à un site Web accessible au public.

Formulaire de recherche avancée

Un formulaire de recherche avancée est un formulaire Web conçu par un développeur de Service Canada pour permettre à un utilisateur de créer une requête de recherche en remplissant les champs du formulaire.

Formulaire de recherche de base

Un formulaire de recherche de base est un formulaire Web conçu par Service Canada qui contient un champ de recherche dans lequel les utilisateurs peuvent saisir des termes de recherche simples ou une requête de recherche complexe. Le formulaire comprend également des liens vers l'aide à la recherche et le formulaire de recherche avancée.

Heures d'ouverture

Une heure d'ouverture est toute heure d'un jour ouvrable comprise entre 7 h et 19 h, heure normale de l'Est (HNE).

Interface de programmation d'applications (API)

Une interface de programmation d'applications (API) est un ensemble particulier de règles (code logiciel) et de spécifications que les programmes logiciels peuvent suivre pour communiquer entre eux. Elle sert d'interface entre différents programmes logiciels et facilite leur interaction, de la même façon que l'interface utilisateur facilite l'interaction entre les humains et les ordinateurs.

Interface de recherche

Le volet de l'interface utilisateur du service de recherche géré que l'utilisateur utilise pour faire sa recherche. Il comprend le formulaire de recherche de base, le formulaire de recherche avancée et la page d'aide en ligne. C'est également l'endroit où les résultats de recherche sont renvoyés et présentés à l'utilisateur.

Interface utilisateur de l'administrateur (ou de l'administration)

L'interface utilisateur de l'administrateur est l'interface à laquelle les administrateurs accèdent pour installer, configurer et gérer un moteur de recherche.

Jour ouvrable

Un jour ouvrable comprend les jours du lundi au vendredi (sont exclus les samedis, les dimanches et les jours fériés provinciaux du Québec, de l'Ontario et du Canada).

Liens suggérés

Les liens suggérés sont des liens qui apparaissent en haut des résultats de recherche en réponse à une requête de recherche particulière. Ils sont créés par le client pour offrir à l'utilisateur des liens vers des pages particulières en lien avec sa recherche.

Liste des synonymes

Une liste de synonymes est un dictionnaire contenant des termes apparentés. Lorsqu'ils sont ajoutés au moteur de recherche, de tels dictionnaires permettent de proposer également des termes connexes dans les résultats de la recherche d'un terme.

Métadonnées

Les métadonnées sont des valeurs contenues au sein de balises prédéfinies dans le code d'un document qui présentent des informations sur ce document (y compris, mais sans s'y limiter, la langue, le sujet, le créateur ou l'auteur du document). Les balises et les valeurs des métadonnées peuvent être utilisées par le service de recherche géré pour faciliter la recherche paramétrique de même que la définition, le classement et l'affichage des résultats de recherche.

Moteur de recherche

Un moteur de recherche comprend un index de recherche, une interface utilisateur de l'administrateur et des paramètres tels que la langue, le jeu de caractères, les règles d'indexation, les synonymes, les liens suggérés, etc. EDSC développe des interfaces utilisateur de recherche avec l'API du moteur de recherche.

Moteur de recherche de préproduction

Ce terme désigne le moteur de recherche utilisé par les clients pour tester leur application de recherche avant qu'elle ne soit déployée dans le moteur de recherche de production de Service Canada, afin d'être utilisée dans les interfaces de recherche en direct.

Moteur de recherche de production

Le moteur de recherche de production est le moteur de recherche utilisé en direct par les utilisateurs.

Opérateurs booléens

Les opérateurs de recherche booléens sont des expressions logiques telles que ET, OU et SAUF.

Page de résultats de recherche

Une page de résultats de recherche est une page qui affiche un nombre prédéfini de résultats de recherche.

Publicité

La publicité est l'acte ou la pratique consistant à attirer l'attention du public sur son produit, son service ou sa marque, afin d'inciter les gens à l'acheter ou à l'utiliser.

Recherche paramétrique

Une recherche paramétrique est une recherche multidimensionnelle qui comprend un certain nombre de critères simultanés (les paramètres de la recherche). Par exemple, trouver une maison à Ottawa dont le prix se situe entre 500 000 et 800 000 dollars et qui comporte 3 chambres à coucher et 2 salles de bain est un exemple de recherche paramétrique utilisant les paramètres ville, fourchette de prix, chambre à coucher et salle de bain sur un site immobilier à partir d'un seul écran.

Requête complexe

Une requête complexe est une requête contenant un ou plusieurs termes de recherche combinés avec des opérateurs booléens et d'autres commandes de recherche propres au service de recherche géré. **Les termes « requête complexe » et « requête de recherche » sont interchangeables.**

Requête de recherche

Une requête de recherche est composée d'opérateurs booléens, de commandes de recherche et de termes de recherche. Par exemple, dans la requête de recherche *Chien ET Chat SITE:Canada.ca*, ET est l'opérateur booléen qui combine le terme de recherche « chat » avec le terme « chien » pour rechercher les documents contenant les deux mots dans le site Web du Canada. SITE : est un exemple de commande propre au service de recherche géré appelée commande de recherche.

Requête simple

Une requête simple est une requête contenant un ou plusieurs termes de recherche sans opérateurs booléens ni commandes de recherche.

Résultat de recherche

Un résultat de recherche est une entrée unique dans les résultats de recherche.

Résultats de recherche

Lorsqu'un utilisateur lance une requête, une liste de documents correspondant à sa requête lui est renvoyée. Cette liste est appelée « résultats de recherche » ou « liste des résultats de recherche », et elle est souvent organisée en plusieurs pages de résultats.

Serveur d'application de préproduction de Service Canada

Il s'agit d'un serveur de Service Canada utilisé pour héberger la version de préproduction de l'interface de recherche du client conçue par Service Canada à l'aide de l'API du service de recherche géré.

Serveur d'application de production de Service Canada

Il s'agit d'un serveur de Service Canada utilisé pour héberger la version de production de l'interface de recherche du client conçue par Service Canada à l'aide de l'API du service de recherche géré.

Service de recherche géré

Le service de recherche géré désigne la solution de service de recherche géré fournie par l'entrepreneur. Le service de recherche géré est utilisé pour créer le service de recherche Internet d'EDSC mis à la disposition des clients.

Services partagés Canada (SPC)

Services partagés Canada (SPC) est un organisme qui fournit des services communs et partagés à d'autres ministères, organismes et conseils du GC.

Terme de recherche

Le mot (ou les mots) saisi au lancement d'une requête de recherche, à l'exclusion des opérateurs booléens et des commandes de recherche.

Utilisateur

Les utilisateurs s'intéressent au contenu accessible au public sur les sites Web du GC et effectuent des recherches sur Internet. Il peut s'agir des personnes suivantes :

- ✓ Des Canadiens
- ✓ Des non-Canadiens
- ✓ Des employés du gouvernement du Canada
- ✓ Des entrepreneurs du gouvernement du Canada
- ✓ De simples citoyens

Version de base

La configuration prête à l'emploi du moteur de recherche.

14. Exigences du service de recherche géré

L'entrepreneur doit fournir une solution qui répond à toutes les exigences obligatoires de l'énoncé des travaux, y compris les exigences obligatoires de l'entrepreneur et les exigences fonctionnelles obligatoires énumérées dans les sections 14.1 et 14.2 ci-dessous.

14.1 Exigences obligatoires de l'entrepreneur :

Numéro	Description de l'exigence obligatoire de l'entrepreneur	Référence de la soumission (page et paragraphe)
1	L'entrepreneur doit fournir trois (3) références de clients utilisant le service de recherche géré dans un environnement de production pour rechercher et indexer le contenu d'un site Internet public.	
2	L'entrepreneur doit fournir à Service Canada des services de soutien technique sur le Web par le biais d'un site Web qui doit comprendre, au minimum, une foire aux questions, des suggestions de dépannage et des documents de soutien technique. Le site Web de l'entrepreneur doit offrir un soutien dans les deux langues officielles (anglais et français). L'administrateur de Service Canada doit pouvoir accéder au site Web de l'entrepreneur en tout temps (24 heures par jour, 365 jours par année), avec un taux de disponibilité de 99,9 %.	
3	L'entrepreneur doit fournir aux administrateurs de Service Canada une console d'administration du service de recherche géré qui doit être disponible en tout temps (24 heures par jour, 365 jours par année), 99,9 % du temps.	
4	L'entrepreneur doit proposer, déployer et prendre en charge une procédure d'escalade qui pourra être déclenchée par l'administrateur de Service Canada si les délais de réponse au soutien demandé, la disponibilité du service ou les délais de réponse aux recherches ne sont pas respectés conformément à la présente demande de propositions.	
5	L'entrepreneur doit proposer, déployer et prendre en charge les documents suivants en anglais au format électronique : <ul style="list-style-type: none"> - Les documents d'administration décrivant comment configurer et faire fonctionner les moteurs de recherche; - Les documents du développeur de l'interface de programmation d'applications (API) décrivant les fonctions de l'API avec des exemples de mise en œuvre de requêtes de recherche et de traitement des résultats; - Une liste comprenant la description et la syntaxe des commandes de recherche et des opérateurs booléens. 	

6	<p>Dans le cadre du processus d'acceptation, l'entrepreneur doit fournir sur demande à Service Canada une preuve de certification pour une des normes suivantes :</p> <p>SOC 1 –https://www.aicpa.org/interestareas/frc/assuranceadvisoryservices/aicpasoc1report.html</p> <p>SOC 2 –https://www.iso.org/fr/standard/54534.html</p> <p>PCI Data Security Standard –https://fr.pcisecuritystandards.org/minisite/env2/</p>	
7	L'entrepreneur doit tenir un journal des accès au service de recherche géré qui indique la date et l'heure auxquelles un administrateur a accédé au service ainsi que son adresse IP.	
8	L'entrepreneur doit fournir à l'administrateur de Service Canada une copie du journal d'accès au service de recherche géré dans le cadre des enquêtes judiciaires du GC, le cas échéant.	
9	<p>L'entrepreneur doit protéger en tout temps le réseau et toutes les bases de données, y compris les données d'EDSC et l'information à propos d'EDSC et de ses clients, en prenant toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour sécuriser et protéger leur intégrité. Pour ce faire, l'entrepreneur doit, au minimum, contrôler les accès aux bases de données dans lesquelles sont stockées des données relatives au présent contrat.</p> <p>Évaluation et gestion des vulnérabilités</p> <p>L'entrepreneur doit fournir au responsable technique des informations sur les vulnérabilités dès leur détection (y compris, sans s'y limiter, tout point faible ou défaut de conception identifié au sein des composants, matériel et logiciel, utilisés pour fournir le service de recherche géré et qui permettrait à une personne non autorisée de compromettre l'intégrité, les contrôles d'accès, la disponibilité, la cohérence ou les mécanismes d'audit du système ou des données et applications qui y sont hébergées). Si une vulnérabilité est attribuable à l'équipement ou aux codes de logiciel créés par l'entrepreneur ou un sous-traitant, l'entrepreneur doit immédiatement corriger la vulnérabilité à ses frais.</p> <p>Si une vulnérabilité est attribuable à de l'équipement ou des codes de logiciel créés par un tiers (autre qu'un sous-traitant), l'entrepreneur doit réaliser les mises à niveau et déployer tout programme de correction à ses frais dès que possible.</p>	
10	L'entrepreneur doit proposer, déployer et prendre en charge les meilleures pratiques pour limiter les documents en double dans la liste de résultats.	

11	L'entrepreneur doit démontrer les processus et les outils qu'il utilise pour gérer les interruptions et sa façon de procéder pour transmettre les notifications aux intervenants identifiés par l'autorité contractante.	
12	L'entrepreneur doit avoir clairement défini les rôles et les responsabilités à l'égard des contrôles et des fonctions de sécurité des services pour l'entrepreneur, ses sous-traitants et le Canada dans toute la chaîne d'approvisionnement de la solution infonuagique proposée.	
13	<p>La solution proposée doit comprendre des mesures de contrôle visant à garantir un isolement approprié des ressources, de sorte que les actifs informationnels ne sont pas mis en commun avec les données d'autres locaux pendant leur utilisation, leur stockage ou leur transit et dans tous les aspects de la solution du soumissionnaire et de l'administration des fonctionnalités de l'infrastructure et du système. Cela comprend la mise en œuvre de contrôles d'accès et la mise en place d'une séparation logique ou physique appropriée pour permettre ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Une séparation entre l'administration interne du soumissionnaire et les ressources utilisées par ses clients; ii. Une séparation entre les ressources des clients dans les environnements multilocataires, afin d'éviter que les activités d'un client malveillant ou compromis aient des répercussions sur le service ou les données d'un autre. 	
14	<p>La solution proposée doit comprendre des mesures de sécurité pour la protection des installations de TI et des actifs des systèmes d'information sur lesquels les données du Canada sont stockées et traitées contre toute forme de falsification, de perte, de dommage et de saisie. Cette démarche doit reposer sur une approche de la sécurité matérielle de type protection, détection, intervention et rétablissement. Les mesures de protection matérielle doivent être appliquées conformément aux contrôles de sécurité matérielle et aux pratiques de la Norme opérationnelle sur la sécurité matérielle du Conseil du Trésor ou selon une approche adéquate de gestion des risques harmonisée à cette norme (https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12329). Les mesures de sécurité requises en vertu de cette disposition comprennent au minimum les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Des capacités suffisantes de redondance et de rétablissement dans les installations de TI et entre celles-ci, qui sont suffisamment dispersées sur le plan géographique pour que la perte d'un centre de données n'empêche pas la récupération des données conformément à l'accord sur les niveaux de service; ii. Une utilisation adéquate des supports de TI; iii. Un contrôle de la maintenance des systèmes d'information et de leurs composants pour protéger leur intégrité et assurer leur disponibilité continue; 	

	<ul style="list-style-type: none"> iv. Un contrôle de l'accès aux dispositifs de sortie des systèmes d'information pour empêcher tout accès non autorisé aux données du Canada; v. Une restriction de l'accès physique aux actifs des systèmes d'information aux employés et entrepreneurs autorisés en fonction du poste, du rôle et du principe du besoin de savoir, avec validation de l'accès par une identification à deux facteurs; vi. Un accompagnement des visiteurs et une surveillance de leur activité; vii. Une tenue des registres de vérification de l'accès physique; viii. Un contrôle et une gestion des dispositifs d'accès physique; ix. Une application des mesures de protection des données du GC dans les lieux de travail alternatifs (p. ex., les emplacements de télétravail); x. Un enregistrement et une surveillance de tous les accès physiques aux installations des centres de données et de tous les contrôles d'accès logique aux composants des systèmes d'information qui hébergent des données du Canada, en mettant en place une combinaison de mesures : registres d'accès, dispositifs de vidéosurveillance dans toutes les zones sensibles et mécanismes de détection des intrusions. 	
15	Le soumissionnaire doit s'engager à remplir le formulaire « Intégrité de la chaîne d'approvisionnement » remis par le Canada, en fournissant une liste de fournisseurs tiers contenant des renseignements sur tous les tiers (filiales, sous-traitants, etc.) et leurs biens et produits qui permettraient de fournir au Canada le logiciel-service commercial proposé.	
16	<p>L'entrepreneur doit démontrer qu'il met en œuvre la protection des renseignements personnels dès la conception dans le cadre du cycle de développement de son logiciel, conformément à l'exigence 20 (Développement sécurisé).</p> <p>La solution proposée doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Impliquer un cycle de développement logiciel conforme aux normes ISO 27032 et ISO 2018 et mettre en œuvre la protection de la vie privée dès la conception; ii. Se conformer aux exigences du cadre de gestion de la protection des renseignements personnels et des politiques présentées dans la norme ISO 29100; iii. Adhérer aux sept (7) principes fondamentaux de la protection des renseignements personnels dès la conception (voir https://www.ipc.on.ca/wp-content/uploads/Resources/7foundationalprinciples.pdf [en anglais]). 	
17	L'entrepreneur doit fournir des documents sur le système qui démontrent comment le logiciel-service peut répondre aux exigences suivantes en matière de gestion des accès privilégiés :	

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Gérer et surveiller l'accès privilégié au système proposé par le soumissionnaire, y compris l'infrastructure sous-jacente, pour s'assurer que toutes les interfaces de service dans un environnement multilocataires (y compris celles qui sont utilisées pour héberger les services du Canada) sont protégées contre tout accès non autorisé; 2. Restreindre et limiter au minimum l'accès au système proposé par le soumissionnaire et aux actifs informationnels du Canada seulement aux dispositifs autorisés et aux utilisateurs ayant explicitement besoin de cet accès; 3. Appliquer et vérifier les autorisations d'accès au système proposé et aux actifs informationnels connexes; 4. Accorder des accès aux interfaces de service hébergeant des ressources et des actifs informationnels seulement aux utilisateurs, dispositifs et processus (ou services) dûment identifiés, authentifiés et autorisés sur la base de justificatifs uniques; 5. Mettre en œuvre des politiques sur les mots de passe afin de protéger les justificatifs d'identité contre les attaques en ligne ou hors ligne et de détecter ces attaques en consignait et en surveillant des événements tels que (i) l'utilisation réussie des justificatifs d'identité (ii) l'utilisation inhabituelle de ces derniers et (iii) l'accès à la base de données des mots de passe et l'exfiltration de son contenu, conformément au document ITSP.30.031 V2 (ou une version subséquente) du CST (https://www.cyber.gc.ca/fr/orientation/guide-sur-lauthenticatif-des-utilisateurs-dans-les-systemes-de-technologie-de); 6. Mettre en œuvre des mécanismes d'authentification multifactorielle pour authentifier les utilisateurs (niveau 2 seulement) ayant un accès privilégié, conformément au document ITSP.30.031 V2 (ou une version subséquente) du CST (https://www.cyber.gc.ca/fr/orientation/guide-sur-lauthenticatif-des-utilisateurs-dans-les-systemes-de-technologie-de); 7. Mettre en place des mécanismes de contrôle d'accès reposant sur les rôles pour attribuer des privilèges, qui constituent la base de l'application de l'accès aux ressources et aux actifs informationnels; 8. Définir et mettre en œuvre la séparation des tâches pour, au minimum, séparer les rôles de gestion des services et d'administration des rôles de soutien du système d'information, les rôles de développement des rôles opérationnels et les rôles de gestion de l'accès des autres rôles opérationnels; 9. Adhérer aux principes du moindre privilège et du besoin de savoir pour accorder un accès au système proposé ainsi qu'aux ressources et aux actifs informationnels; 10. Mettre en œuvre des contrôles d'accès aux objets stockés et des politiques d'autorisation granulaires pour autoriser les accès ou les restreindre; 11. Utiliser des terminaux à sécurité renforcée (ordinateurs, dispositifs d'utilisateurs, serveurs intermédiaires, etc.) configurés de façon à offrir une fonctionnalité minimale (p. ex., terminal spécialisé qui ne peut pas être utilisé pour naviguer sur Internet ou consulter des courriels), afin de permettre le soutien et l'administration du système proposé et de l'infrastructure du soumissionnaire;
--	--

	<p>12. Mettre en place un processus automatisé pour effectuer une vérification périodique de la création, de la modification, de l'activation, de la désactivation et de la suppression de comptes, au minimum;</p> <p>13. Révoquer, en cas de cessation d'emploi, les authentifiants et les justificatifs d'accès associés au personnel du service.</p>	
18	<p>La solution proposée doit prendre en charge l'intégration des identités fédérées, ce qui comprend notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Mise en œuvre de mécanismes d'authentification multifactorielle pour authentifier les utilisateurs ayant un accès privilégié conformément à la norme ITSP.30.031 V2 (ou une version subséquente) du CST (https://www.cyber.gc.ca/fr/orientation/guide-sur-lauthentification-des-utilisateurs-dans-les-systemes-de-technologie-de); ii. Prise en charge du langage SAML (Security Assertion Markup Language) 2.0 et d'OpenID Connect 1.0, où les justificatifs et authentifiants des utilisateurs pour les services infonuagiques sont contrôlés uniquement par le Canada; iii. Possibilité d'associer des identifiants uniques du Canada (un identifiant canadien unique, une adresse électronique du Canada, etc.) aux comptes correspondants des utilisateurs du service infonuagique. 	
19	<p>L'entrepreneur doit mettre en œuvre, gérer et surveiller les terminaux à sécurité renforcée afin de prévenir les attaques et les abus conformément aux lignes directrices de configuration reconnues par l'industrie, comme celles du document NIST 800-123 (Guide to General Server Security [guide relatif à la sécurité générale des serveurs]), des points de référence du Center for Internet Security (CIS) ou d'une norme équivalente approuvée par écrit par le Canada.</p>	
20	<p>L'entrepreneur doit, pour son logiciel-service commercial, avoir mis en œuvre un cycle de vie de développement de logiciels et de systèmes qui applique les principes d'ingénierie de la sécurité des systèmes d'information tout au long de leur cycle de vie et dans le développement de logiciels, de sites Web et de services. Ce cycle de vie doit être conforme aux normes et aux pratiques exemplaires du secteur, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) NIST; (ii) ISO; (iii) ITSG-33; (iv) SAFECode; 	

	(v) Open Web Application Security Project (OWASP) (p. ex. Application Security Verification Standard [ASVS]) ou une norme équivalente approuvée par le Canada par écrit	
21	<p>L'entrepreneur doit gérer et surveiller l'administration à distance du système proposé par le soumissionnaire qui est utilisé pour héberger les services du Canada, en plus de prendre des mesures raisonnables pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en œuvre des mécanismes d'authentification multifactorielle pour authentifier les utilisateurs en accès à distance, conformément à la norme ITSP 30.031 V3 (ou une version subséquente) du CCC; 2. Employer des mécanismes de chiffrement issus des algorithmes de chiffrement approuvés par le CCC pour protéger la confidentialité des séances d'accès à distance; 3. Acheminer tous les accès à distance par des points de contrôle d'accès gérés, surveillés et vérifiés; 4. Déconnecter ou désactiver rapidement les connexions non autorisées de gestion à distance ou d'accès à distance; 5. Autoriser l'exécution à distance des commandes privilégiées et l'accès à distance aux informations relatives à la sécurité. 	
22	<p>Le processus de réponse à un incident proposé pour la fuite d'informations doit être documenté.</p>	
23	<p>L'entrepreneur doit fournir au Canada un document décrivant le processus qu'il suit pour répondre à un événement impliquant la protection de l'information chiffrée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Configurer toute solution de chiffrement utilisée dans la mise en œuvre de mesures de protection de la confidentialité ou de l'intégrité ou encore d'un mécanisme d'authentification (p. ex., solutions liées au réseau privé virtuel, protocole TLS, modules logiciels, indicateurs de rendement clés et jetons d'authentification, le cas échéant), conformément aux algorithmes de chiffrement, aux tailles des clés de chiffrement et à leur période de validité approuvés par le Centre de la sécurité des télécommunications (CST); 2. Utiliser des algorithmes de chiffrement, des tailles de clés de chiffrement et des périodes de validité des clés validés par le Cryptographic Algorithm Validation Program (programme de validation des algorithmes de chiffrement) et précisés dans le document ITSP 40.111 : Algorithmes cryptographiques pour l'information Non classifié, Protégé A et Protégé B ou dans les versions subséquentes de ce document; 3. S'assurer que le chiffrement validé selon la norme FIPS 140 est utilisé lorsqu'un chiffrement est nécessaire et qu'il est mis en œuvre, configuré et exploité dans un module cryptographique validé par le Programme de validation des modules cryptographiques (PVMC), dans un mode approuvé ou autorisé, afin de fournir un degré élevé de certitude que le module cryptographique validé FIPS 140-2 fournit les services de sécurité prévus de la manière prévue; 	

	4. S'assurer que tous les modules FIPS 140-2 utilisés ont une certification active, à jour et valide. Les produits conformes et validés selon la norme FIPS 140 auront un numéro de certificat.	
24	<p>L'entrepreneur doit fournir 2 environnements de travail :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Préproduction<ul style="list-style-type: none">i. Cet environnement doit être identique à l'environnement de production et demeuré synchronisé avec lui en tout temps.ii. Les membres de l'équipe de Service Canada doivent avoir une autorisation de lecture et d'écriture.b. Production<ul style="list-style-type: none">i. Les membres de l'équipe de Service Canada doivent avoir une autorisation de lecture par l'intermédiaire d'une page d'administration dans la console d'administration du service de recherche géré.	

14.2 Exigences fonctionnelles obligatoires

Numéro	Description de l'exigence fonctionnelle obligatoire	Référence de la soumission (page et paragraphe)
1	Le service de recherche géré doit être fonctionnel.	
2	Le service de recherche géré doit fournir une réponse pertinente à chaque requête de recherche envoyée par Service Canada.	
3	Le service de recherche géré doit permettre à Service Canada d'atteindre les objectifs et les buts énoncés à la section 4 de l'énoncé des travaux.	
4	Le service de recherche géré doit permettre à Service Canada de réaliser la portée indiquée à la section 5 de l'énoncé des travaux.	
5	Le service de recherche géré doit fonctionner dans l'environnement opérationnel conformément aux indications dans l'énoncé des travaux.	
6	Le service de recherche géré doit fournir, faciliter et soutenir les exigences volumétriques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Indexer jusqu'à 50 millions de documents pour tous les clients. • Ajouter et supprimer jusqu'à un (1) million de documents dans une période d'un (1) jour civil. 	
7	Le service de recherche géré doit déployer et prendre en charge le protocole Internet version 6 (IPv6) et version 4 (IPv4).	
8	Le service de recherche géré doit avoir été disponible en tant que logiciel disponible commercialement ou en tant que solution à code source libre pendant une période d'au moins cinq (5) ans avant la date de clôture de l'appel d'offres.	
9	Le service de recherche géré ne doit pas empêcher le développeur de Service Canada de développer des interfaces de recherche conformes aux normes d'accessibilité qui suivent. Les interfaces utilisateur de l'administrateur doivent également être conformes à ces normes d'accessibilité.	

	<ul style="list-style-type: none"> Norme sur l'accessibilité des sites Web : https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601 Règles pour l'accessibilité des contenus Web 2.0 (WCAG 2.0) : http://www.w3.org/TR/WCAG20/ 	
10	Le service de recherche géré ne doit pas empêcher le développeur de Service Canada de développer des interfaces de recherche conformes à la Norme sur la facilité d'emploi des sites Web (https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=24227).	
11	Service Canada et ses clients ne doivent pas être empêchés de se conformer à toutes les lois, politiques et normes applicables, comme la Politique sur la protection de la vie privée du Conseil du Trésor du Canada (https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12510), la Politique sur la sécurité du gouvernement (https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16578) et la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> (https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-21/index.html).	
12	Le service de recherche géré doit être configuré de façon à ne pas exiger que Service Canada ou ses clients transmettent à l'entrepreneur l'adresse IP des utilisateurs de la fonction de recherche.	
13	Le service de recherche géré doit permettre à Service Canada de déployer et de prendre en charge des interfaces de recherche de base et avancée en anglais et en français et de configurer et d'utiliser des moteurs de recherche de production et de préproduction distincts.	
14	Le service de recherche géré doit prendre en charge les jeux de caractères Unicode UTF-8 et ISO 8859-1 (Latin 1 – Europe occidentale).	
15	Le service de recherche géré ne doit pas afficher de publicité de l'entrepreneur ou d'un tiers dans les interfaces de l'utilisateur et de l'administrateur. Les logos des entrepreneurs sont acceptés dans les interfaces de l'administrateur, mais ils ne doivent pas apparaître dans l'interface de l'utilisateur du service de recherche.	
16	Le service de recherche géré doit fournir, activer et soutenir une fonctionnalité qui permet aux administrateurs d'assurer facilement la migration des paramètres du moteur de recherche de préproduction vers le moteur de recherche de production à l'aide de fichiers de configuration.	
17	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une disponibilité annuelle moyenne du moteur de recherche de production d'au moins 99,9 %.	

	La disponibilité est basée sur les composants fournis par l'entrepreneur en utilisant le calcul suivant : Disponibilité annuelle du service = $\frac{[(8\,760\text{ h par an}] \text{ moins } [\text{heures de panne par an}]}{(8\,760\text{ h par an})}$ divisé par $\frac{100}{100}$. Seules les pannes affectant 100 % des utilisateurs sont prises en compte dans le calcul.	
18	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une redondance totale, sans point de défaillance.	
19	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge l'accès de l'administrateur à l'aide d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe fort. Un mot de passe fort doit comporter un minimum de 10 caractères sensibles à la casse, avec au moins un caractère spécial, un chiffre, une lettre majuscule et une lettre minuscule.	
20	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge l'authentification à deux facteurs pour les administrateurs.	
21	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge le protocole d'exclusion des robots et se conformer à tous les paramètres d'inclusion et d'exclusion de contenu figurant dans le fichier robots.txt situé sur un site Web indexé par le service de recherche géré. Les directives relatives aux balises méta doivent également être prises en charge.	
22	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs d'inclure le contenu suivant à partir de l'index en utilisant l'interface utilisateur de l'administration : <ul style="list-style-type: none"> • Une page en particulier; • Une série de pages; • Toutes les pages liées à une page; • Tous les sites (ou parties d'un site) liés à une page; • Un site en particulier; • Un éventail de sites; • Des parties d'un site, comme un sous-répertoire; • Des formats de fichiers déterminés; • Tous les sites ou une partie des sites d'un domaine; • Tous les sites ou une partie des sites d'un sous-domaine. 	
23	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant de maintenir un index à jour de tous les sites indiqués par les administrateurs. Les administrateurs doivent disposer d'une interface utilisateur leur permettant de préciser les éléments suivants :	

	<ul style="list-style-type: none"> • Les inclusions et les exclusions de contenu dans l'index d'un moteur de recherche; • Les ajouts et les retraits de contenu à effectuer quotidiennement dans l'index d'un moteur de recherche. 	
24	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant d'explorer les sites Internet accessibles au public indiqués par les administrateurs et de créer et maintenir un index interrogeable du contenu pour les formats de fichiers suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Adobe Portable Office (doc, wk2, wk3, wk4, WordPro, .odp, .odt); b. Microsoft Lotus 1-2-3 (wk1, Lotus OpenOffice Texte de balisage hypertexte, .htm, .html et autres extensions de fichier); c. .docx, .xls, .ppt, .pdf, .rtf); d. .wk1, .wk5, .wks); e. (lwp); f. .odt); g. HTML (langage de balisage extensible); h. XML (langage de balisage extensible); i. JSON (JavaScript Object Notation). 	
25	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux utilisateurs d'effectuer des recherches sans tenir compte de la casse. Par exemple, une recherche portant sur « Mars » doit donner des résultats comprenant « MARS », « mars », « MaRS », etc.	
26	<p>Le service de recherche géré ne doit pas empêcher le développeur de Service Canada de créer un formulaire de recherche de base comportant un seul champ de recherche permettant à l'utilisateur de faire ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Saisir un seul terme de recherche; • Saisir plusieurs termes de recherche; • Lancer une recherche complexe; • Obtenir des résultats de recherche pertinents. 	
27	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'ajouter une liste de suggestions de requêtes au champ de recherche du formulaire de recherche de base, au besoin. Lorsque l'utilisateur commence à saisir une requête dans le champ de recherche du formulaire de base, le moteur de recherche doit automatiquement suggérer des requêtes dans une liste déroulante (voir la figure de l'annexe A, Énoncé des travaux).</p> <p>Par exemple, si l'utilisateur entre les caractères « emplo », le moteur de recherche doit proposer « employé » et « employeur » comme requêtes possibles dans la liste déroulante. Lorsque l'utilisateur saisit plus de caractères pour compléter le mot « emploi », le moteur doit présenter les</p>	

	suggestions « assurance emploi » et « dossier d'emploi ». La sélection d'un élément de la liste déroulante doit entraîner l'exécution de la requête de recherche et la génération d'une liste de résultats.	
28	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs d'ajouter et de supprimer des entrées dans la liste de suggestions de requêtes pour chaque moteur de recherche.	
29	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge les opérateurs et les commandes de recherche offrant les fonctionnalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser des opérateurs booléens pour trouver des documents : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Contenant plusieurs termes de recherche, ◦ Contenant au moins un des termes de recherche, ◦ Ne contenant aucun des termes de recherche; • Lancer une recherche de l'expression; • Limiter la recherche au titre du document; • Limiter la recherche à un domaine, un sous-domaine, un site ou un sous-site; • Limiter la recherche à un format de fichier particulier. <p>Le service de recherche géré ne doit pas empêcher le développeur de Service Canada de développer un formulaire de recherche avancée pour chaque moteur de recherche, à partir duquel l'utilisateur pourra créer une requête de recherche en remplissant un ou plusieurs des champs suivants (voir la figure ci-dessous dans l'annexe Énoncé des travaux) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les mots à rechercher; • L'expression exacte à rechercher; • Un des mots à rechercher; • Le domaine, les sites et les sous-sites auxquels restreindre la recherche; • Le format de fichier du document à rechercher (p. ex., PDF ou HTML); • Des mots à exclure de la recherche; • La date ou l'intervalle de dates à rechercher. 	
30		
31	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs d'inclure une liste de synonymes facultative pour chaque moteur de recherche. Chaque terme de requête saisi dans le moteur de recherche sera étendu pour inclure les variantes de ce terme figurant dans la liste des synonymes.</p> <p>Chaque moteur de recherche doit prendre en charge un minimum de 3 000 variantes de synonymes.</p>	

	Les administrateurs doivent pouvoir visualiser la liste des synonymes des moteurs de recherche, ajouter des termes, en supprimer ou mettre à jour la liste.	
32	Le service de recherche géré ne doit pas empêcher le développeur de Service Canada de formater les résultats de recherche pour qu'ils correspondent au format du site Web du client de Service Canada.	
33	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux développeurs de Service Canada d'inclure des suggestions de liens en haut des résultats de recherche en réponse à une requête de recherche particulière. Chaque lien suggéré doit contenir les mêmes éléments d'affichage qu'un résultat de recherche ordinaire.	
34	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs de visualiser, de modifier, de mettre à jour et de supprimer les liens suggérés par les moteurs de recherche.	
35	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'afficher automatiquement les résultats de recherche des requêtes mal orthographiées ainsi qu'une requête corrigée sur le plan orthographique au-dessus des résultats de recherche lorsqu'un utilisateur soumet une requête mal orthographiée à un moteur de recherche.	
36	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'établir un classement en fonction de la date du document, au besoin. Par exemple, un document plus récent sera mieux classé qu'un document plus ancien dans la liste des résultats de recherche.	
37	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'afficher le temps de réponse à la requête de recherche et le nombre de résultats correspondant à la requête en haut de la page des résultats de recherche.	
38	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'afficher les termes de recherche en surbrillance sur la page des résultats de recherche.	
39	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge des fonctionnalités permettant au développeur de Service Canada de : <ul style="list-style-type: none"> • Rendre les résultats de recherche d'un site plus ou moins pertinents que d'autres dans la liste des résultats; • Supprimer des documents des résultats de recherche. 	

40	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'afficher un minimum de dix (10) résultats de recherche par page de résultats.	
41	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'afficher les éléments suivants pour chaque résultat de recherche sur la page des résultats :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le titre (avec le lien HTML vers le document) du document correspondant à la requête de recherche; 2. Le nom de domaine et le dernier segment du fil d'Ariane; 3. La date de la dernière mise à jour du document; 4. Un extrait du texte du document avec les termes de recherche en surbrillance; 5. L'adresse URL (Uniform Resource Locator) du document correspondant à la requête de recherche; 6. Tout champ résultant de l'indexation des métadonnées ou des données structurées. 	
42	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'organiser les résultats de recherche en pages de résultats (pages 1, 2, 3, 4, etc.), afin que les utilisateurs puissent accéder à une page en particulier à partir du bas de la page des résultats.	
43	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une interface de programmation d'applications (API) qui permet au développeur de Service Canada de réaliser les tâches suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Soumettre des requêtes provenant de formulaires de base et de formulaires avancés à un moteur de recherche; b. Récupérer des résultats de recherche sous forme de texte analysable; c. Introduire un biais dans les résultats des moteurs de recherche en modifiant la pondération accordée à des sites sélectionnés et à tout autre champ de l'index; d. Inclure du contenu dans l'index du moteur de recherche ou en exclure et établir une priorité d'indexation; e. Ajouter, mettre à jour ou supprimer des synonymes pour chaque moteur de recherche; f. Ajouter, mettre à jour ou supprimer des liens promus dans la page des résultats de recherche. 	

44	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs de faire le suivi de l'utilisation des moteurs de recherche par les utilisateurs à l'aide de rapports sur les éléments ci-dessous.</p> <p>a. Pour un intervalle de dates donné, afficher les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Nombre total de recherches (sans compter les recherches multiples du même mot-clé au cours de la même visite de l'utilisateur);- Nombre moyen de fois où les utilisateurs ont consulté une page de résultats après avoir effectué une recherche;- Pourcentage de recherches qui ont amené l'utilisateur à quitter le site;- Pourcentage de recherches de recherches affînées par l'utilisateur;- Durée moyenne pendant laquelle un utilisateur demeure sur un site après avoir effectué une recherche;- Nombre moyen de résultats consultés par l'utilisateur après une recherche;- Principales pages à partir desquelles une recherche a été lancée. <p>b. Pour une expression de recherche donnée, afficher les éléments suivants par intervalle de dates :</p> <ul style="list-style-type: none">- Nombre total de recherches (sans compter les recherches multiples du même terme de recherche au cours de la même visite de l'utilisateur);- Nombre moyen de fois où les utilisateurs ont consulté une page de résultats pour le terme de recherche après avoir effectué une recherche;- Pourcentage de recherches qui ont amené l'utilisateur à quitter le site Web;- Pourcentage de recherches de recherches affînées par l'utilisateur;- Durée moyenne pendant laquelle un utilisateur demeure sur un site après avoir effectué une recherche;- Nombre moyen de résultats consultés par l'utilisateur contenant le terme de recherche. <p>c. Pour les pages du site Web d'où provient une recherche, afficher, par intervalle de dates, le nombre de recherches et explorer la page en mode descendant pour déterminer ce que les utilisateurs ont recherché.</p> <p>d. Pour les pages atteintes par une recherche sur un site Web, afficher, par intervalle de dates, le nombre de recherches et explorer la page en mode descendant pour déterminer quels termes ont conduit à la recherche.</p>	
45	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant de promouvoir (augmenter le score de classement) ou de rétrograder (diminuer le score de classement) des pages individuelles, des listes de pages ou des sections de contenu identifiées par tout champ : organique ou synthétique, figurant dans l'index.</p>	
46	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs d'exporter les données des rapports.</p>	

47	Le service de recherche géré doit être en mesure d'explorer et d'indexer des données structurées, au format JSON-LD ou RDF, et de les afficher sur les pages de résultats de recherche.	
48	Le service de recherche géré doit être en mesure de programmer des tâches d'exploration des données.	
49	Le temps de réponse moyen et médian à une demande de recherche doit être inférieur ou égal à 2500 millisecondes (2,5 secondes). Le temps de réponse maximal à une demande de recherche ne doit pas être supérieur à 10 000 millisecondes (10 secondes).	

14.3 Critères cotés

Le soumissionnaire doit fournir une solution qui répond aux critères cotés suivants.
Les soumissions seront évaluées et cotées en fonction du tableau ci-dessous. Dans leur réponse, les soumissionnaires doivent démontrer leur capacité à respecter les exigences. Les soumissionnaires peuvent fournir des copies d'écran, des documents techniques et des documents destinés à l'utilisateur pour étayer leur réponse.

N°	Critère coté	Échelle de notation	Pointage	Justification	Référence de la soumission (page et paragraphe)
1	L'entrepreneur doit fournir des documents sur les meilleures pratiques d'optimisation des moteurs de recherche au format électronique en anglais et en français.	Oui : 10 points, Non : 0 point			
2	Le service de recherche géré doit avoir été disponible en tant que logiciel commercial ou en tant que solution à code source libre pendant au moins cinq (5) ans avant la date de clôture de l'appel d'offres.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence. L'entrepreneur obtient également 5 points pour chaque année supplémentaire pendant laquelle le service de recherche géré a été offert sur le marché, pour un maximum de 15 points supplémentaires. Maximum de points possible : 20 points			
3	L'entrepreneur doit fournir deux (2) références de clients différents qui utilisent le service de recherche géré au moment de la date de clôture de l'appel d'offres, avec les sous-critères suivants : a) Déploiement en cours sur un site Internet gouvernemental en direct b) Recherche et indexation de contenu en anglais et en français	L'entrepreneur obtient 10 points pour chaque exigence respectée (points a à c). Maximum de points possible : 30 points			

	c) Recherche et indexation de contenu créé dans d'autres langues utilisées au Canada.				
4	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs de déterminer si une page particulière d'un site Web a été incluse dans l'index d'un moteur de recherche.	Oui : 10 points. Non : 0 point			
5	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge un temps de réponse de recherche qui ne dépasse pas 10 000 millisecondes (10 secondes). Le temps de réponse est mesuré à partir du moment où la requête est envoyée au service de recherche géré jusqu'au moment où une réponse est reçue. Remarque : EDSC mesurera le temps de réponse à l'aide d'outils de développement sur le navigateur et d'outils de surveillance du système.	L'entrepreneur obtient 10 points si son temps de réponse est inférieur ou égal à 600 ms. L'entrepreneur obtient 5 points si son temps de réponse se situe entre 601 ms et 999 ms.			
6	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge les recherches non sensibles aux accents. Par exemple, une recherche du terme « santé » doit donner des résultats comprenant « sante » et « santé ».	L'entrepreneur obtient 10 points s'il respecte cette exigence.			
7	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge des résultats de recherche pertinents sur la base du test fourni à l'annexe I.	L'entrepreneur obtient des points conformément au guide de cotation décrit à l'annexe I. Critère de pertinence. Maximum de points possible : 250 points			
8	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs d'inclure plus de 3 000 variantes de synonymes dans la liste des synonymes du moteur de recherche.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.			

9	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'ajouter une fonctionnalité au formulaire de recherche avancée pour permettre aux utilisateurs de rechercher une plage numérique.	L'entrepreneur obtient cette exigence. 5 points s'il respecte			
10	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'inclure, au besoin, le champ de recherche en haut des résultats qui ont été chargés après la requête d'origine, afin que l'utilisateur puisse modifier et relancer la requête à partir de la page des résultats de recherche.	L'entrepreneur obtient cette exigence. 10 points s'il respecte			
11	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant d'ordonner les résultats de la façon suivante lorsque le moteur de recherche détecte uniquement des mots-clés de navigation :</p> <p>a) Le nom du site Web avec un hyperlien vers le site.</p> <p>b) Une liste de liens vers des domaines d'intérêt génériques au sein du site Web.</p> <p>Les recherches de navigation sont les mots, les expressions, les abréviations et les parties de noms de domaine et d'URL que les utilisateurs utilisent pour trouver un site Web (p. ex., une recherche sur l'ASFC donnera comme premier résultat le site de l'Agence des services frontaliers du Canada et, en dessous, une liste de sujets connexes).</p>	<p>L'entrepreneur obtient 5 points pour chaque exigence respectée (points a et b).</p> <p>Maximum de points possible : 10 points</p>			

12	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'utiliser l'API pour réaliser les tâches suivantes :</p> <p>a) Envoyer une requête de recherche sous protocole HTTPS au service de recherche géré.</p> <p>b) Récupérer des résultats de recherche au format JSON en réponse aux requêtes HTTPS.</p>	<p>L'entrepreneur obtient 10 points pour chaque exigence respectée (points a et b).</p> <p>Maximum de points possible : 20 points</p>			
13	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'organiser les résultats de recherche en catégories qui apparaissent en haut de la liste des résultats, afin d'aider les utilisateurs à restreindre le contexte de leur recherche.</p> <p>Par exemple, si un utilisateur recherche le mot « impôt », des liens pour les formulaires d'impôt, les conseillers fiscaux et les lois fiscales pourraient apparaître en haut des résultats. En cliquant sur le lien des formulaires d'impôt, l'utilisateur pourrait obtenir une liste de formulaires d'impôt.</p>	<p>L'entrepreneur obtient 10 points s'il respecte cette exigence.</p>			
14	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'afficher plus de dix (10) résultats de recherche par page de résultats.</p>	<p>L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.</p>			
15	<p>Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'afficher n'importe quel des éléments suivants dans un résultat de recherche :</p> <p>a) La taille du document;</p>	<p>L'entrepreneur obtient 5 points pour chaque exigence respectée (points a à c).</p> <p>Maximum de points possible : 15 points</p>			

	<p>b) La langue du document;</p> <p>c) Le contenu de tout champ de métadonnées.</p>				
16	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada d'ajouter des applications de recherche paramétrique reposant sur le contenu stocké dans les champs de métadonnées des pages Web des clients ou dans les champs générés par l'indexation des données structurées.	L'entrepreneur obtient 15 points s'il respecte cette exigence.			
17	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant au développeur de Service Canada de filtrer les résultats de recherche en fonction de n'importe quel champ de métadonnées.	<p>L'entrepreneur obtient 6 points s'il respecte cette exigence.</p> <p>Maximum de points possible : 6 points</p>			
18	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs de créer des rapports d'utilisation de recherche personnalisés à l'aide d'une interface utilisateur graphique.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.			

19	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs d'évaluer la qualité des classements attribués à un ensemble de résultats de recherche.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.			
20	L'entrepreneur doit faire la démonstration de son système de surveillance et décrire tous les éléments surveillés.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.			
21	Le service de recherche géré doit être déployé en sol canadien.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.			
22	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant aux administrateurs de déléguer un accès restreint à la configuration de recherche et aux données relatives uniquement à un seul domaine, à un groupe de domaines ou à un contenu étiqueté.	L'entrepreneur obtient 10 points s'il respecte cette exigence.			
23	Le plan de mise en œuvre doit expliquer clairement comment l'entrepreneur va installer, configurer et déployer le service de recherche géré.	<p>Notation : L'entrepreneur sera évalué en fonction de la qualité, de la clarté et de l'exhaustivité de son plan de mise en œuvre, selon l'échelle suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0 point pour un plan qui ne satisfait pas à la majorité des exigences et qui démontre une compréhension incomplète des exigences; • 5 points pour un plan qui manque de détails et ne répond que partiellement aux exigences; • 10 points pour un plan détaillé qui satisfait aux exigences minimales; • 20 points pour un plan détaillé et complet qui surpasse les exigences. 			

24	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité de recherche de correspondance approximative. La recherche de correspondance approximative, ou recherche floue, permet d'afficher dans les résultats de recherche des documents susceptibles d'être pertinents même si le contenu de la page ne correspond pas exactement au terme recherché.	L'entrepreneur obtient 2 points s'il respecte cette exigence.			
25	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge l'affichage des recherches connexes dans la réponse envoyée par le moteur de recherche.	L'entrepreneur obtient 2 points s'il respecte cette exigence.			
26	Le service de recherche géré doit être fourni sur une infrastructure infonuagique à locataire logique unique.	L'entrepreneur obtient 10 points s'il respecte cette exigence.			
27	Le service de recherche géré doit proposer, déployer et prendre en charge la recherche vocale. Les interfaces d'administration doivent permettre à Service Canada de configurer tous les aspects de la recherche vocale.	L'entrepreneur obtient 10 points s'il respecte cette exigence.			
28	Le service de recherche géré doit envoyer des alertes par courriel qui sont configurables à la demande de Service Canada, en fonction de conditions liées au minimum au nombre de documents indexés (p. ex., delta quotidien), aux temps de réponse et aux échecs de l'exploration.	L'entrepreneur obtient 10 points s'il respecte cette exigence.			
29	L'entrepreneur doit proposer, déployer et prendre en charge un forum de soutien en ligne.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.			
30	Surveillance de la sécurité et rapports sur les interruptions L'entrepreneur doit surveiller sa solution infonuagique de service de recherche géré pour détecter toute activité anormale ou suspecte.	L'entrepreneur obtient 15 points s'il respecte cette exigence.			

	<p>L'entrepreneur doit surveiller toutes ses ressources d'infrastructure, y compris l'unité centrale de traitement, la mémoire et le stockage, ainsi que le nombre de requêtes, utilisées afin de détecter toute activité anormale ou suspecte et à des fins de production de rapport. En cas d'interruption, l'entrepreneur doit, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'incident, envoyer un rapport rétrospectif à l'autorité contractante indiquant clairement la cause profonde de même que toutes les informations pertinentes et les mesures prises pour éviter un événement similaire à l'avenir.</p> <p>En cas de changement apporté aux mesures de contrôle, l'entrepreneur doit aviser immédiatement l'autorité contractante. Dans le cas où Service Canada déterminerait que le changement présente un risque de sécurité pour EDSC, EDSC se réserve le droit de résilier le contrat pour des raisons de commodité.</p>				
31	<p>Soutien</p> <p>Le personnel de l'entrepreneur doit être qualifié et capable de répondre aux questions des administrateurs et, dans la mesure du possible, de résoudre les problèmes des administrateurs et de fournir des conseils concernant les problèmes de configuration.</p> <p>L'entrepreneur doit fournir une assistance par courriel en anglais, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.</p> <p>L'entrepreneur doit répondre à une demande classée urgente par les administrateurs dans le délai d'une (1) heure ouvrable.</p> <p>L'entrepreneur doit répondre par courriel à un rapport de problème soumis par les administrateurs dans les délais correspondants au schéma de classification suivant :</p>	<p>L'entrepreneur obtient 45 points s'il respecte cette exigence.</p>			

	<div>✓ Répondre aux problèmes critiques dans les quatre (4) heures ouvrables.</div> <div>✓ Répondre aux problèmes de priorité élevée dans le délai d'un (1) jour ouvrable.</div> <div>✓ Répondre aux problèmes de priorité moyenne dans les deux (2) jours ouvrables.</div> <div>✓ Répondre aux problèmes de priorité faible dans les cinq (5) jours ouvrables.</div> <p>L'entrepreneur doit répondre à une demande relative à une vulnérabilité en matière de sécurité soumise par les administrateurs de Service Canada et ayant un impact sur tout composant du service de recherche géré ou toute bibliothèque tierce dans les délais correspondants au schéma de classification suivant :</p> <div>✓ Communiquer avec les administrateurs par courriel pour les informer des répercussions sur le service de recherche géré dans le délai d'une (1) heure.</div> <div>✓ Informer les administrateurs, dans les quatre (4) heures, par courriel de l'échéancier pour appliquer la résolution.</div> <p>Schéma de classification des problèmes :</p> <p>Problème critique :</p>				
--	---	--	--	--	--

	<p>Le courriel de réponse doit contenir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Répercussions✓ Calendrier✓ Mesures à prendre✓ Coordonnées de la personne qui gère l'incident <p>Un problème critique rend le service indisponible, et aucune solution de contournement n'est disponible. Voici des exemples :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ 100% des utilisateurs ne peuvent effectuer de recherche.✓ Le service n'est pas accessible en raison d'une panne de logiciel, de matériel, de réseau ou de courant.✓ Une violation de la sécurité a rendu le service de recherche géré inaccessible aux administrateurs et aux utilisateurs. <p>Problème de priorité élevée :</p> <p>Un problème de priorité élevée se pose lorsque les cibles de disponibilité du service sont compromises, mais que les utilisateurs sont toujours en mesure d'utiliser le service de recherche géré (p. ex., tous les utilisateurs subissent un ralentissement du service de recherche, d'exploration ou d'indexation). Un problème de priorité élevée se pose également lorsque la sécurité du service est compromise par des vulnérabilités détectées sur tout composant ou toute bibliothèque tierce utilisés par le service de recherche géré.</p>				
--	---	--	--	--	--

	<p>Problème de priorité moyenne :</p> <p>Un problème de priorité moyenne a des répercussions minimales sur le client ou n'a pas de répercussions financières pour EDSC. Voici des exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Moins de 10 % des utilisateurs subissent un ralentissement du service. ✓ % du contenu du client est absent de l'index. ✓ Certains clients éprouvent des problèmes de pertinence des résultats. <p>Problème de priorité faible :</p> <p>Un problème de priorité faible n'affecte qu'un seul client et n'a pas de répercussions financières pour EDSC. Voici des exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le client demande une nouvelle fonctionnalité ou une amélioration. ✓ Le client a besoin d'un accompagnement. 				
32	<p>Les membres de l'équipe de Service Canada doivent avoir une autorisation de lecture par l'intermédiaire de d'une page d'administration dans la console d'administration de production du service de recherche géré.</p> <p>Les membres de l'équipe de Service Canada devraient aussi avoir une autorisation limitée d'écriture en production, par exemple pour l'indexation ou la suppression de pages individuelles de l'index, par l'intermédiaire de requêtes API et d'une page d'administration dans la console d'administration du service de recherche géré.</p>	L'entrepreneur obtient 25 points s'il respecte cette exigence.			

33	Le service de recherche géré ne doit pas empêcher le développeur de Service Canada de développer des interfaces de recherche pour les appareils mobiles tactiles.	L'entrepreneur obtient 5 points s'il respecte cette exigence.			
34	L'entrepreneur déploie le service de recherche géré dans un environnement de production, avec tous les sites du GC indexés et les configurations fournies par Service Canada mises en œuvre dans un délai de 10 semaines à compter de l'attribution du contrat.	L'entrepreneur obtient 20 points s'il respecte cette exigence.			
35	<p>L'entrepreneur doit mettre en œuvre une politique de conservation des données qui appliquera les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Centraliser le stockage des journaux. b) Supprimer périodiquement les journaux locaux des serveurs conformément aux indications du GC. c) Utiliser des formats de journaux structurés (p. ex., JSON). d) Hacher les champs dans les journaux. e) Chiffrer les valeurs des champs. f) Supprimer les champs des journaux si cela n'entraîne pas le bon fonctionnement du moteur de recherche, le dépannage ou les activités de rapport. g) Chiffrer les journaux en transit et les journaux inactifs. h) Surveiller les cybermenaces en analysant, évaluant et surveillant en permanence les réseaux et les terminaux, afin de relever les preuves de menaces pour la sécurité telles que les intrusions, les rançongiciels et tout autre type d'attaques par des logiciels malveillants. i) Inspecter les journaux d'audit fréquemment conformément aux indications du GC et informer immédiatement le GC de toute activité suspecte. 	L'entrepreneur obtient 15 points s'il respecte cette exigence.			

Numéro du critère	Maximum de points possible	Pointage de l'entrepreneur
CC-1	10	
CC-2	20	
CC-3	30	
CC-4	10	
CC-5	10	
CC-6	10	
CC-7	250	
CC-8	5	
CC-9	5	
CC-10	10	
CC-11	10	
CC-12	20	
CC-13	10	
CC-14	5	

CC-15	15	
CC-16	15	
CC-17	6	
CC-18	5	
CC-19	5	
CC-20	5	
CC-21	5	
CC-22	10	
CC-23	20	
CC-24	2	
CC-25	2	
CC-26	10	
CC-27	10	
CC-28	10	
CC-29	5	

CC-30	15	
CC-31	45	
CC-32	25	
CC-33	5	
CC-34	20	
CC-35	15	
Note technique totale (sur 655) : La note minimale de passage est de 310 points.		

Début de l'annexe B – Base de paiement

Cette section documente précisément ce qui est acquis, à quel coût et quels seront les coûts futurs, ainsi que le mécanisme d'acquisition d'abonnements supplémentaires.

TABLEAU 1 – PRODUITS LIVRABLES INITIAUX (prix en dollars canadiens, taxes non comprises)						
N° d'article	Description	Unité de mesure	Quantité (aux fins d'évaluation)	Prix ferme – Année 1	Prix ferme – Année 2	Prix ferme – Année 3
1	Solution de service de recherche géré – licence d'abonnement logiciel-service, y compris les services de maintenance et de soutien	Par 75M requêtes	Niveau 1: de 0 à 75,000,000	\$	\$	\$
		Pour 25M requêtes supplémentaires au niveau 1	Niveau 2: de 75,000,001 à 100,000,000	\$	\$	\$
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 2	Niveau 3: de 100,000,001 à 150,000,000	\$	\$	\$
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 3	Niveau 4: de 150,000,001 à 200,000,000	\$	\$	\$
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 4	Niveau 5: de 200,000,001 à 250,000,000	\$	\$	\$
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 5	Niveau 6: de 250,000,001 à 300,000,000	\$	\$	\$

		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 6	Chaque 50,000,000 supplémentaires (au-dessus de 300,000,000)	\$	\$	\$
2	Formation initiale virtuelle	Coût ponctuel	1	\$	S.O.	S.O.
3	Coût de mise en œuvre conformément au plan de mise en œuvre	Coût ponctuel	1	\$	S.O.	S.O.
Sous-total (aux fins de l'évaluation des soumissions seulement, le total partiel sera égal à la somme de toutes les Niveaux sous nombre d'article 1 et toutes les cellules nécessitant une entrée de prix sous nombre d'articles 2 et 3):						
La période initiale d'abonnement au logiciel commencera à la date d'attribution du Contrat et se terminera trois ans plus tard.						
TABLEAU 1 – PRODUITS LIVRABLES INITIAUX (prix en dollars canadiens, taxes non comprises)						

EXEMPLE : TABLEAU 1 – PRODUITS LIVRABLES INITIAUX (prix en dollars canadiens, taxes non comprises)						
N° d'article	Description	Unité de mesure	Quantité (aux fins d'évaluation)	Prix ferme – Année 1	Prix ferme – Année 2	Prix ferme – Année 3
1	Solution de service de recherche géré – licence d'abonnement logiciel-service, y compris les services de maintenance et de soutien	Par 75M requêtes	Niveau 1: de 0 à 75,000,000	\$500,000.00	\$500,000.00	\$500,000.00
		Pour 25M requêtes supplémentaires au niveau 1	Niveau 2: de 75,000,001 à 100,000,000	\$100,000.00	\$100,000.00	\$100,000.00
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 2	Niveau 3: de 100,000,001 à 150,000,000	\$100,000.00	\$100,000.00	\$100,000.00

		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 3	Niveau 4: de 150 000,001 à 200 000,000	\$100,000.00	\$100,000.00	\$100,000.00
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 4	Niveau 5: de 200 000,001 à 250 000,000	\$100,000.00	\$100,000.00	\$100,000.00
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 5	Niveau 6: de 250 000,001 à 300 000,000	\$100,000.00	\$100,000.00	\$100,000.00
		Pour 50M requêtes supplémentaires au niveau 6	Chaque 50 000,000 supplémentaires (au-dessus de 300 000,000)	\$100,000.00	\$100,000.00	\$100,000.00
2	Formation initiale virtuelle	Coût ponctuel	1	\$5,000.00	S.O.	S.O.
3	Coût de mise en œuvre conformément au plan de mise en œuvre	Coût ponctuel	1	\$200,000.00	S.O.	S.O.
Sous-total (aux fins de l'évaluation des soumissions seulement, le total partiel sera égal à la somme de toutes les Niveaux sous nombre d'article 1 et toutes les cellules nécessitant une entrée de prix sous nombre d'articles 2 et 3):					\$3,505,000.00	
La période initiale d'abonnement au logiciel commencera à la date d'attribution du Contrat et se terminera trois ans plus tard.						
Exemple: Si le Canada utilisait 170 000 000 de requêtes au cours de la première année, le coût serait de 800 000,00 \$						
Si le Canada utilisait 500 000 000 de requêtes au cours de la première année, le coût serait de 1 400 000,00 \$						

TABLEAU 2.A – PRODUITS LIVRABLES OPTIONNELS (prix en dollars canadiens, taxes non comprises)							
Période du contrat	Niveau 1: de 0 à 75,000,000	Niveau 2: de 75,000,001 à 100,000,000	Niveau 3: de 100,000,001 à 150,000,000	Niveau 4: de 150,000,001 à 200,000,000	Niveau 5: de 200,000,001 à 250,000,000	Niveau 6: de 250,000,001 à 300,000,000	Chaque 50,000,000 supplémentaires (au-dessus de 300,000,000)
Année d'option 1	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Année d'option 2	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Année d'option 3	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Année d'option 4	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Année d'option 5	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Année d'option 6	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Année d'option 7	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Sous-total (aux fins de l'évaluation des soumissions seulement, le total partiel sera égal à la somme de toutes les Niveaux):							\$

TABLEAU 2.B – PRODUITS LIVRABLES FACULTATIFS FORMATION OFFERTE « AU FUR ET À MESURE DES BESOINS » (prix en dollars canadiens, taxes non comprises)				
<u>Périodes contractuelles</u>	<u>Taux quotidien</u>	<u>Nombre de jours (aux fins d'évaluation)</u>	<u>Prix calculé (aux fins d'évaluation)</u>	
Période initiale du contrat	_____ \$	5	_____ \$	
Année d'option 1	_____ \$	2	_____ \$	
Année d'option 2	_____ \$	2	_____ \$	
Année d'option 3	_____ \$	2	_____ \$	
Année d'option 4	_____ \$	2	_____ \$	
Année d'option 5	_____ \$	2	_____ \$	
Année d'option 6	_____ \$	2	_____ \$	
Année d'option 7	_____ \$	2	_____ \$	
Sous-total (aux fins d'évaluation, le sous-total sera la somme des valeurs de la colonne Prix calculé) :				_____ \$
Remarques :				

TABLEAU 2.C – PRODUITS LIVRABLES FACULTATIFS								
PRESTATION DE SERVICES PROFESSIONNELS « AU FUR ET À MESURE DES BESOINS » (prix en dollars canadiens, taxes non comprises)								
PÉRIODES CONTRACTUELLES	CATÉGORIES DE RESSOURCES							
	Chef de projet		Gestionnaire principal de projet		Spécialiste en configuration		PRIX CALCULÉ (aux fins d'évaluation)	
	Taux quotidien	Nombre de jours (aux fins d'évaluation)	Taux quotidien	Nombre de jours (aux fins d'évaluation)	Taux quotidien	Nombre de jours (aux fins d'évaluation)		
Période initiale du contrat	\$	10	\$	10	\$	20	\$	
Année d'option 1	\$	5	\$	5	\$	10	\$	
Année d'option 2	\$	5	\$	5	\$	10	\$	
Année d'option 3	\$	5	\$	5	\$	10	\$	
Année d'option 4	\$	2	\$	2	\$	5	\$	
Année d'option 5	\$	2	\$	2	\$	5	\$	
Année d'option 6	\$	2	\$	2	\$	5	\$	
Année d'option 7	\$	1	\$	1	\$	5	\$	
Sous-total (aux fins d'évaluation, le sous-total sera la somme des valeurs de la colonne Prix calculé) :							\$	

TABLEAU 3 – PRIX TOTAL DÉTERMINÉ AUX FINS DU CALCUL (prix en dollars canadiens, taxes non comprises)			
N° d'article	Description	Calcul du prix	Prix calculé
1	Sous-total du « Tableau 1 – produits livrables initiaux »	= Sous-total du tableau 1	_____ \$
2	Somme des sous-totaux des tableaux des produits livrables facultatifs 2.A, 2.B et 2.C	= Sous-total du tableau 2.A + Sous-total du tableau 2.B + Sous- total du tableau 2.C	_____ \$
Prix total de la soumission (somme des prix calculés des articles 1 et 2), aux fins d'évaluation :			_____ \$

Fin de l'annexe B – Base de paiement

Annexe C Accord sur les niveaux de service (ANS) du logiciel-service

Début de l'annexe C – ANS du logiciel-service

En présentant une soumission, le Soumissionnaire reconnaît et convient que toutes les modalités contenues à l'annexe C – Accords sur les niveaux de service du logiciel-service qui visent à interpréter le Contrat, qui sont le même sujet ou un sujet semblable, ou qui sont liées aux modalités contenues dans les clauses du Contrat, sont réputées être annulées et inopérantes. De même, toute clause contenue à l'annexe C – Accords sur les niveaux de service du logiciel-service qui comprend des renseignements sur les prix, comme (sans s'y limiter) ceux qui tentent d'imposer des conditions financières, des modalités de prix ou des pénalités de conformité, sera réputée être annulée et inopérante.

Aucune modalité n'est censée abréger ou proroger les délais pour introduire une action pour violation, une action en responsabilité délictuelle, ou d'autres actions de tout type.

Fin de l'annexe C – ANS du logiciel-service

Annexe D Formulaire d'autorisation de tâches

Début de l'annexe D – Formulaire d'autorisation de tâches

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

AUTORISATION DE FOURNIR DES SERVICES

AUTORISATION DES TÂCHES À EFFECTUER AU FUR ET À MESURE DES BESOINS

Entrepreneur :		N° du Contrat :	
Code financier :		Codage financier de TPS :	
N° de l'autorisation de tâches :		Date :	
1.0 DESCRIPTION DES TÂCHES OU DES TRAVAUX À EXÉCUTER			
2.0 PÉRIODE DES SERVICES			
Du :		Au :	
3.0 SERVICES À FOURNIR À : (EMPLACEMENT/ADRESSE)			
4.0 RESPONSABLES			
Chargé de projet :		Centre de responsabilité :	
5.0 COÛT			
Catégorie et niveau des employés/catégorie de cours	Taux quotidien/taux par cours	Nombre de jours requis pour effectuer la tâche ou le travail	Total
	\$		\$

	\$		\$
	\$		\$
	\$		\$
	\$		\$
		PRIX ESTIMATIF	\$
		TPS/TVH	\$
		TOTAL	\$
Frais de déplacement et de subsistance		PRIX ESTIMATIF	\$
		TPS/TVH	0 \$
		TOTAL	0 \$
		TOTAL GLOBAL	\$
L'Entrepreneur est tenu de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux modalités établies ou mentionnées dans la présente ou ci-jointes, les services énumérés dans la présente ou sur les feuilles jointes, au prix établi.			
Signature du responsable technique :	Signature du représentant de l'Entrepreneur : _____		
Signature de l'autorité contractante :	_____		

Annexe E Définitions et interprétations

Début de l'annexe E – Définitions et interprétations

Dans le présent Contrat, à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes ci-après ont les significations suivantes :

« Actif » signifie toutes les ressources en matière de technologies de l'information auxquelles l'Entrepreneur a accès ou les ressources de cette nature qu'il utilise ou gère pour assurer la prestation et la livraison des services décrits dans la présente entente (y compris, non exclusivement, toutes les ressources technologiques se trouvant aux emplacements de service de l'Entrepreneur, ou encore, dans un centre de données, un réseau, un dispositif de stockage, des serveurs, des plateformes de virtualisation, des systèmes d'exploitation, des logiciels et des applications de l'Entrepreneur ou d'un sous-traitant de celui-ci).

Par « taxes applicables », on entend la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale, payable par le Canada, selon la loi, comme la taxe de vente du Québec (TVQ) en date du 1^{er} avril 2013.

« Utilisateur autorisé » désigne tout robot, tout système, toute personne ou toute personne électronique de l'automatisation robotisée de processus (ARP), y compris les vérificateurs, les entrepreneurs, les experts-conseils, les sous-traitants, les représentants et les autres tiers qui fournissent des services au Client ou à un membre du Groupe du Client (chacun étant un « agent »), tout employé ou client du Client qui a été autorisé par le Client à utiliser le Logiciel ou les Services, et dont le respect des termes du présent Contrat est de la responsabilité du Client, ou qui a reçu l'accès à un compte dans les Services de la part du Client et dont le respect des termes du présent Contrat est de la responsabilité du Client.

« Taux moyen » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement.

« Taux d'escompte » désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « l'État » désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce dernier ou, s'il y a lieu, un ministre compétent à qui le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a délégué ses pouvoirs, fonctions ou attributions et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.

« Données du Canada » désigne les renseignements ou données, quels qu'en soient la forme et le format :

- A. divulgués par le personnel, les clients, les partenaires, les participants à des coentreprises, les concédants de licence, les fournisseurs ou les entrepreneurs du Canada ou liés à ceux-ci;
- B. divulgués par les utilisateurs finaux des services ou liés à ceux-ci; ou
- C. collectés, utilisés ou traités par, ou stockés pour, les Services; qui sont directement ou indirectement :
 - i. divulgués à l'Entrepreneur ou aux Sous-traitants par ou au nom du Canada ou des Utilisateurs finaux;
 - ii. auxquels l'Entrepreneur ou ses Sous-traitants peuvent avoir accès, de façon intentionnelle ou accidentelle;
 - iii. résidant sur tout bien, ou sur tout autre réseau, système ou matériel utilisé ou géré pour le Canada par l'Entrepreneur pour les Services et les Services de l'Entrepreneur, y compris l'infrastructure de l'Entrepreneur; ou

- iv. générés, développés, acquis ou autrement obtenus par l'Entrepreneur, le Sous-traitant étranger ou le Sous-traitant en matière de traitement dans le cadre ou au cours de la fourniture des Services; et comprennent tous les renseignements dérivés de ces renseignements et toutes les métadonnées liées ou intégrantes à ces renseignements. Il est entendu que les « Données du Canada » comprennent la totalité de l'information et des données stockées ou traitées par l'entremise des services, des biens ou de l'infrastructure de l'Entrepreneur.
- « Client » désigne le ministère ou l'organisme pour lequel le Travail et/ou les Services sont exécutés aux termes du Contrat. À ce titre, le terme « Client » peut désigner un ministère, un établissement public, une agence ministérielle ou une autre entité de l'État décrits dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* (avec ses modifications successives), et toute autre partie pour laquelle Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a l'autorisation d'agir, le cas échéant, selon l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*.
- « Données du client » désigne (i) toute donnée fournie à l'Entrepreneur par le Client, ou selon ses directives, en lien avec la solution et (ii) tout le contenu que l'Entrepreneur développe et livre au Client, et que ce dernier accepte, conformément au présent Contrat.
- « Infonuagique » désigne un modèle d'habilitation d'un accès réseauté omniprésent, pratique et sur demande auquel peut recourir un bassin de ressources informatiques configurables (p. ex. des réseaux, serveurs, points de stockage, applications et services) pouvant être rapidement mis en place et lancé grâce à un minimum d'effort de gestion ou d'interaction d'un fournisseur de services.
- « Infrastructure infonuagique » désigne l'ensemble de matériels et de logiciels qui habilitent les cinq caractéristiques essentielles de l'infonuagique. L'infrastructure infonuagique peut être considérée comme contenant à la fois une couche physique et une couche d'abstraction. La couche physique est constituée des ressources physiques nécessaires pour prendre en charge les services infonuagiques fournis; elle comprend ordinairement des composantes de serveur, de stockage et de réseau. La couche d'abstraction est constituée du logiciel déployé à l'échelle de la couche physique, qui exprime les caractéristiques essentielles de l'infonuagique. Conceptuellement, la couche d'abstraction se trouve au-dessus de la couche physique.
- « Fournisseur de services infonuagiques ("FSI") » désigne l'entité qui possède, exploite et entretient l'infrastructure physique hôte d'une solution et à partir de laquelle cette solution est répartie. Un FSI peut également être dit « fournisseur du logiciel-service » s'il est l'hôte et le distributeur de ses propres solutions et de solutions de tiers.
- « Offert sur le marché » se dit d'un produit et/ou d'un service auquel le public peut accéder pour utilisation ou consommation et qui n'exige aucune modification particulière, ni aucun entretien, pendant son cycle de vie.
- « Contrat » s'entend des articles du Contrat, de toute condition générale, de toute condition générale supplémentaire, de toutes les annexes et de tout autre document qui sont inscrits au Contrat, dans leur version ponctuellement modifiée avec l'accord des parties.
- « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Affaires étrangères représenté par un agent dûment autorisé de Passeport Canada ou par toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre.
- « Entrepreneur » désigne l'entité nommée dans le Contrat pour fournir les Services ou les Travaux au Canada.
- « Prix du contrat » désigne le montant indiqué dans le Contrat et devant être payé à l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux prévus, sans tenir compte des taxes applicables.
- « Coût » désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du Contrat.
- « Date de paiement » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du Contrat.
- « Livrable » ou « Produit livrable », lorsqu'il est utilisé de façon générique, désigne toute partie distincte des travaux à exécuter pour le Canada.

- « Appareil » désigne tout équipement muni d'une unité centrale (CPU), d'une mémoire de grande capacité, d'unités d'entrée-sortie comme un clavier et un écran, et comprend les serveurs, les postes de travail, les ordinateurs portatifs, les assistants numériques personnels et l'équipement informatique mobile.
- « Documentation » désigne les spécifications du produit, les manuels d'utilisation, les guides de l'utilisateur et toute autre information et documentation connexe, y compris les descriptions des services, sous forme imprimée ou électronique, fournies au Client aux termes des présentes pour utilisation avec le ou les Logiciels ou les Services, ou l'un de leurs composants, y compris toutes les mises à jour, les améliorations, les modifications, les révisions ou les ajouts.
- « Erreur » désigne toute instruction ou tout énoncé présent ou absent dans la Solution qui, par sa présence ou son absence, empêche la Solution de fonctionner conformément aux spécifications.
- « Personne électronique » désigne tout système informatique capable de prendre des décisions intelligentes et autonomes ou d'interagir de façon indépendante avec le Logiciel.
- « Améliorations » désigne toutes les modifications, tous les correctifs, toutes les mises à jour, toutes les améliorations, toutes les nouvelles versions, toutes les révisions, toutes les corrections et toutes les versions du Logiciel, peu importe leur numéro ou leur nom.
- « Jour de travail du gouvernement fédéral » est défini comme du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h, heure de l'Est, à l'exclusion des jours fériés observés par le Canada.
- « Infrastructure comme service » ou « IaaS » renvoie à la capacité fournie au consommateur pour le traitement, le stockage, les réseaux et d'autres ressources informatiques de base quand ce consommateur est en mesure de déployer et d'exécuter un logiciel, qui peut comprendre des systèmes d'exploitation et des applications. Le consommateur ne gère ni ne contrôle l'infrastructure informatique sous-jacente, mais contrôle ses systèmes d'exploitation, ses points de stockage et les applications qu'il a déployées; il peut en outre exercer un contrôle limité de composantes de réseautage choisies (p. ex. les pare-feu de l'hôte).
- « Infrastructure IaaS » désigne l'infrastructure gérée par l'Entrepreneur et fournie comme service (p. ex. centre de données, réseautage, stockage, serveurs, plateforme de virtualisation). Cela comprend également les systèmes, le matériel et les logiciels servant à gérer, à exploiter et à offrir une infrastructure IaaS.
- « Ressources d'information » désigne tout élément de données individuel de ces Données canadiennes.
- « Fuite de renseignements » désigne des incidents lors desquels un actif informationnel est déposé par inadvertance dans un dispositif ou dans un système qui n'est pas autorisé à traiter ces renseignements (voir la Ligne directrice sur la sécurité de la technologie de l'information [LDSTI]-33, IR-9).
- « Plateforme comme service » ou « PaaS » désigne la capacité donnée au consommateur de déployer dans l'infrastructure informatique des applications qu'il a créées ou acquises à l'aide de langages, de bibliothèques, de services et d'outils de programmation pris en charge par le fournisseur.
- « Infrastructure PaaS » désigne l'infrastructure de la plateforme gérée par l'Entrepreneur et fournie comme service (p. ex., centre de données, réseautage, stockage, serveurs, plateforme de virtualisation, système d'exploitation, intergiciel, Runtime). Cela comprend également les systèmes, le matériel et les logiciels servant à gérer, à exploiter et à offrir une infrastructure PaaS.
- « Partie » signifie le Canada, l'Entrepreneur ou tout autre signataire du Contrat; « parties » signifie l'ensemble d'entre eux.
- « Nuage public » signifie que l'infrastructure informatique est fournie pour que le grand public puisse s'en servir ouvertement. Elle peut appartenir à une entreprise, un établissement d'enseignement ou une organisation gouvernementale, et être gérée et exploitée par ceux-ci, ou un groupe composé de ces éléments. Elle peut se trouver dans les lieux ou à l'extérieur de ceux-ci.
- « Services publics et Approvisionnement Canada » (SPAC) et « Travaux publics et Services gouvernementaux Canada » (TPSGC) désignent le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux mis sur pied en vertu de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*.

« En souffrance » signifie le moment où une somme demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible en vertu du Contrat.

« Renseignements personnels » désigne les renseignements qui concernent un individu identifiable et qui sont consignés sous quelque forme que ce soit, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Il s'agit, par exemple, des renseignements relatifs à la race, à l'origine nationale ou ethnique, à la religion, à l'âge, à la situation de famille, à l'adresse, à l'éducation ainsi que les renseignements relatifs au dossier médical, au casier judiciaire, aux opérations financières et les antécédents professionnels. Les renseignements personnels comprennent aussi tout numéro ou symbole qui est propre à une personne, comme son numéro d'assurance sociale. Origine de la définition : site Web de la législation (Justice), à l'adresse <https://laws-lois.justice.gc.ca/fr/lois/p-21/section-3.html>.

« Chargé du traitement » désigne une personne physique ou une personne morale, une autorité, une agence ou un autre organisme public qui traite des renseignements personnels pour le compte du Canada et selon ses instructions.

« Fabricant du produit » désigne l'entité qui assemble les composantes en vue de la fabrication d'un produit.

« Nuage public » signifie que l'infrastructure infonuagique est fournie pour que le grand public puisse s'en servir ouvertement. Elle peut appartenir à une entreprise, un établissement d'enseignement ou une organisation gouvernementale, et être gérée et exploitée par ceux-ci, ou un groupe composé de ces éléments. Elle peut se trouver dans les lieux ou à l'extérieur de ceux-ci.

« Services d'infonuagique publique » renvoie à un bassin de modèles de services d'infonuagique accessible par Internet aux utilisateurs à titre de libre-service rapide, sur demande et élastique au moyen des serveurs d'un fournisseur d'infonuagique, par opposition aux services fournis par les propres serveurs d'une entreprise, qui se trouvent dans ses locaux. Ils n'incluent pas les services gérés, la formation, les services d'infonuagique privés ou sur les lieux, ni les services professionnels ou les services de consultation qui dépassent les services de soutien publics standard accessibles sur le marché.

« Dossier » désigne tout document sur papier ou tout groupement de données lisible par machine qui contient des renseignements personnels ou des données du Canada.

« Robot ARP » désigne les outils d'automatisation robotique des processus (ARP) qui exécutent des énoncés « si, alors, sinon » sur des données structurées, habituellement au moyen d'une combinaison d'interactions d'interface utilisateur (IU), ou en se connectant à des API pour alimenter les serveurs clients, les ordinateurs centraux ou le code HTML. Un outil ARP fonctionne en cartographiant un processus dans le langage de l'outil ARP pour le logiciel « robot » à suivre, avec un temps d'exécution alloué pour exécuter le script par un tableau de bord de contrôle.

« Registre des incidents de sécurité » renvoie à tout incident, tout avis ou toute alerte qu'un dispositif, un système ou un logiciel peut techniquement produire en ce qui concerne son état, ses fonctions et ses activités. Les registres des incidents de sécurité ne se limitent pas aux dispositifs de sécurité; ils s'appliquent à tous les dispositifs, systèmes et logiciels ayant techniquement la capacité de produire des registres sur les incidents pouvant être utilisés dans les enquêtes sur la sécurité, les vérifications et les activités de surveillance. Voici une liste non exhaustive d'exemples de systèmes pouvant produire des registres des incidents de sécurité : pare-feu, systèmes de prévention d'intrusion, routeurs, commutateurs, filtrage de contenu, registres du flux de trafic d'un réseau, réseaux, services d'authentification, services de répertoire, protocoles DHCP, systèmes DNS, plateformes matérielles, plateformes de virtualisation, serveurs, systèmes d'exploitation, serveurs Web, bases de données, applications, pare-feu à couche application (couche 7).

« Incident de sécurité » désigne toute anomalie observable ou mesurable se rapportant à un bien et entraînant ou pouvant entraîner :

(A) une violation des politiques de sécurité du Canada, d'une mesure de sécurité en particulier, des politiques ou des procédures de sécurité du fournisseur ou d'un de ses sous-traitants, ou de toute exigence de ces obligations en matière de sécurité ou de protection de la vie privée; ou

(B) l'accès aux justificatifs d'un membre du personnel autorisé, aux justificatifs des utilisateurs finaux ou à des renseignements, ainsi que la modification ou l'exfiltration de ceux-ci, le tout sans autorisation.

« Accord sur les niveaux de service (ANS) » renvoie à une entente entre l'Entrepreneur et le Canada qui définit le niveau de service attendu de l'Entrepreneur.

« Emplacement(s) de service » désigne tout site, installation ou autre emplacement physique dont l'Entrepreneur ou son Sous-traitant en matière de traitement est propriétaire ou locataire, qui lui est fourni ou que, sous quelque autre forme, il occupe et à partir duquel l'Entrepreneur ou son Sous-traitant en matière de traitement fournit des services d'infonuagique publique.

« Services » signifie :

- i) octroyer les droits d'utilisation des applications logicielles (« Solutions »);
- ii) fournir la documentation de la Solution;
- iii) maintenir, mettre à niveau et mettre à jour les Solutions;
- iv) gérer les incidents et les défauts pour assurer le fonctionnement de la Solution aux niveaux de service applicables;
- v) fournir les services d'infrastructure de technologie de l'information accessoires et supplémentaires qui sont nécessaires à la livraison de la Solution.

« Logiciel comme service », ou « logiciel-service », désigne le modèle de service par l'application duquel la capacité fournie au consommateur consiste à utiliser les applications du fournisseur qui fonctionnent dans une infrastructure d'infonuagique. Les applications sont accessibles à partir de divers appareils clients par l'intermédiaire d'une interface client mince, comme un navigateur Web (p. ex., courriel sur le Web), ou d'une interface de programme. Le consommateur ne gère ni ne contrôle l'infrastructure en nuage sous-jacente, c'est-à-dire le réseau, les serveurs, les systèmes d'exploitation ou les unités de stockage, ni même les capacités des applications, sauf, dans certains cas et de façon limitée, les paramètres de configuration d'applications propres à l'utilisateur.

« Éditeur du logiciel-service » désigne l'entité qui possède, exploite, entretient et distribue des solutions de type logiciel-service.

« Disponibilité de la solution » désigne le pourcentage de minutes par mois pendant lesquelles la Solution est opérationnelle.

« Documentation de la solution » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage courant que l'Entrepreneur doit fournir au Canada, conformément au Contrat, et qui sera utilisé avec la Solution.

« Solution » ou « Solution de logiciel-service » désigne l'application logicielle livrée selon un modèle de distribution de logiciel-service dans lequel un fournisseur de services applicatifs ou un fournisseur de services infonuagique met à la disposition des clients des applications logicielles hébergées de manière centralisée sur Internet, permettant ainsi l'accès à la solution mise à jour et actualisée, aux services de soutien technique, à l'infrastructure de technologie de l'information sécurisée physiquement et électroniquement, le tout compris dans le service d'abonnement.

« Spécifications » désigne la description des exigences essentielles, fonctionnelles ou techniques liées aux services de l'Accord sur les niveaux de services, y compris les procédures permettant de déterminer si les exigences ont été respectées.

« Soumission » désigne les documents que présente l'Entrepreneur en réponse à la demande de propositions (DP).

« Sous-traitant en matière de traitement » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, l'organisme ou une autre organisation effectuant le traitement des données personnelles au nom d'un contrôleur des données.

« Droits d'utilisation » désigne l'octroi de l'accès et de l'utilisation d'une Solution, parfois appelée licence d'abonnement.

« Utilisateur » désigne toute personne, ou tout processus système agissant au nom d'une personne, que le Canada autorise à accéder aux Services.

« Revendeur de produits à valeur ajoutée » ou « RVA » désigne un Entrepreneur qui est une filiale, un partenaire, un revendeur de produits à valeur ajoutée ou un autre distributeur de logiciel-service. Le RVA n'inclut pas un éditeur de logiciels, un éditeur de logiciel-service, ni un fournisseur de services infonuagiques (F-SI) qui est également un éditeur de logiciel-service.

« Travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'Entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du Contrat.

« Appareils technologiques en milieu de travail » désigne les ordinateurs de bureau, les postes de travail mobiles comme les ordinateurs portables et les tablettes, les téléphones intelligents, les téléphones, les périphériques et les accessoires comme les moniteurs, les claviers, les souris, les dispositifs audio et les dispositifs internes et externes de stockage, notamment les clés USB, les cartes à mémoire, les disques durs externes et les CD et DVD inscriptibles.

Tableau 2 : Définitions des obligations en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels

TERMES DÉFINIS pour les obligations en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels

Terme	Définition
Agent	Un agent autorisé par l'Entrepreneur qui ne peut effectuer qu'une ou plusieurs des tâches suivantes aux termes du Contrat Cadre et de toute Commande de Services correspondante : 1) fournir des renseignements sur la facturation; 2) procéder à la facturation; 3) fournir des services de rapports sur la consommation; 4) recevoir des paiements au nom de l'Entrepreneur. Un agent n'a pas accès aux comptes principaux de SPC et n'y donne pas non plus accès, pas plus qu'il n'a accès au locataire d'un client, aux données d'un client ni aux comptes principaux d'un client.
Données du Canada	Information ou données, y compris les fichiers texte, musicaux ou vidéo, les images, les logiciels et les métadonnées connexes, peu importe leur forme ou leur format : a) communiquées par le personnel, les clients, les partenaires, les participants à une coentreprise, les concédants de licence, les vendeurs ou les fournisseurs du Canada par l'entremise des Services infonuagiques; b) communiquées par les Utilisateurs finaux des Services infonuagiques; c) recueillies, utilisées, traitées ou stockées dans les Services infonuagiques, qui sont communiquées directement ou indirectement à l'Entrepreneur ou aux sous-traitants par le Canada ou en son nom, ou encore par l'entremise des services infonuagiques. Cela comprend toute information ou donnée : i) à laquelle l'Entrepreneur ou tout sous-traitant a accès intentionnellement ou par inadvertance; ii) transitant sur un réseau ou conservée dans un système ou du matériel utilisé et géré pour le Canada par l'Entrepreneur en vue d'assurer la prestation des Services infonuagiques et de l'Entrepreneur, y compris l'infrastructure de l'Entrepreneur.
Infonuagique	Modèle qui permet, de façon omniprésente, pratique et à la demande, l'accès réseau à un bassin partagé de ressources informatiques configurables (p. ex. réseaux, serveurs, stockage, applications et services) qui peuvent rapidement être fournies et mises à jour tout en exigeant très peu d'efforts de gestion ou de contacts avec le fournisseur de services. Cette définition est tirée de la publication SP 800-145 du National Institute of Standards and Technology, accessible à l'adresse suivante :

Terme	Définition
	<p>SP 800-145 : The NIST Definition of Cloud Computing (définition d'infonuagique du NIST) CSRC</p>
Fournisseur de services infonuagiques (FSI)	Entité (pouvant être composée d'au moins une personne physique, une société, un partenariat, une société à responsabilité limitée, etc.) à l'origine de l'infonuagique dans son ensemble.
Offert sur le marché	Service que peut acquérir le public aux fins d'utilisation ou de consommation.
Compromission	<p>Brèche de sécurité au gouvernement qui comprend, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un accès non autorisé à des renseignements ou des actifs de nature délicate, ou la communication, la modification, l'élimination ou la destruction de renseignements ou d'actifs de nature délicate, qui pourraient occasionner une perte de confidentialité, d'intégrité, de disponibilité ou de valeur; • tout agissement, comportement, menace ou geste d'une personne à l'égard d'un employé à son lieu de travail ou d'une personne dans les installations fédérales qui a créé un dommage ou un préjudice à cet employé ou à cette personne; • les événements entraînant une perte de l'intégrité ou de la disponibilité des services ou des activités du gouvernement.
Entrepreneur	L' <i>Entrepreneur</i> est l'entité (qui peut comprendre une ou plusieurs personnes physiques, sociétés de personnes, sociétés de personnes à responsabilité limitée, etc.) qui fournit les services infonuagiques au gouvernement du Canada et à ses partenaires. Il s'agit de la référence approuvée par l'entité en tant qu'« <i>Entrepreneur</i> » dans le Contrat subséquent.
Utilisateur final	Toute personne, ou tout processus système agissant au nom d'une personne, que le Canada autorise à accéder aux Services.
Fuite de renseignements	Incidents lors desquels un actif informationnel est déposé par inadvertance dans un dispositif ou dans un système qui n'est pas autorisé à traiter ces renseignements (voir la Ligne directrice sur la sécurité de la technologie de l'information [LDSTIJ-33, IR-9]).
Compte principal	Compte doté de privilèges de base pour générer des comptes clients ou des sous-comptes qui permettront au Ministère d'accéder à des services infonuagiques publics offerts sur le marché.
Métadonnées	<p>Information décrivant les caractéristiques des données, y compris, par exemple, les métadonnées structurelles décrivant les structures de données (p. ex., format des données, syntaxe et sémantique) et les métadonnées descriptives décrivant le contenu des données (p. ex., étiquettes de sécurité de l'information).</p> <p>(Référence : NIST SP 800-53 Rev. 4)</p>
Renseignements personnels	<p>Information qui a trait à une personne identifiable et qui est consignée dans tous les formats possibles, conformément à l'article 3 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>. Il s'agit, par exemple, des renseignements relatifs à la race, à l'origine nationale ou ethnique, à la religion, à l'âge, à la situation de famille, à l'adresse, à l'éducation ainsi que les renseignements relatifs au dossier médical, au casier judiciaire, aux opérations financières et les antécédents professionnels. Les renseignements personnels comprennent aussi tout numéro ou symbole qui est propre à une personne, comme son numéro d'assurance sociale.</p> <p>(Référence : https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-21/section-3.html)</p>

Terme	Définition
Atteinte à la vie privée	Une atteinte à la vie privée consiste en la collecte, l'usage, la communication, la conservation ou le retrait inapproprié ou non autorisé de renseignements personnels. (Référence : Lignes directrices du SCT sur les atteintes à la vie privée)
Services infonuagiques publics	<p>« Nuage public » signifie que l'infrastructure infonuagique est fournie pour que le grand public puisse s'en servir ouvertement. Elle peut appartenir à une entreprise, un établissement d'enseignement ou une organisation gouvernementale, et être gérée et exploitée par ceux-ci, ou un groupe composé de ces éléments. Elle peut se trouver dans les lieux ou à l'extérieur de ceux-ci.</p> <p>Les services infonuagiques publics font référence à un bassin partagé de modèles de services d'infonuagique configurables, offerts promptement et avec souplesse aux utilisateurs, à leur demande et en libre-service; ces services sont assurés par Internet depuis les serveurs du fournisseur, plutôt que depuis les serveurs installés dans l'établissement d'une entreprise.</p>
Dossier	Tout exemplaire papier ou des données sous forme lisible par machine comprenant des renseignements personnels.
Événement de sécurité	<p>Tout événement, acte, omission ou situation pouvant nuire à la sécurité du gouvernement, y compris les menaces, les vulnérabilités et les incidents de sécurité.</p> <p>Exemples d'événements de cybersécurité : Divulcation d'une nouvelle vulnérabilité, renseignement selon lequel un auteur de menaces pourrait planifier une attaque contre un système d'information du GC (p. ex., attaque par déni de service distribué), tentatives d'ouverture de brèche dans le périmètre du réseau, etc.</p>
Registre des incidents de sécurité	Tout incident, avis ou alerte qu'un dispositif, un système ou un logiciel peut techniquement produire en ce qui concerne son état, ses fonctions et ses activités. Les registres des incidents de sécurité ne se limitent pas aux dispositifs de sécurité; ils s'appliquent à tous les dispositifs, systèmes et logiciels ayant techniquement la capacité de produire des registres sur les incidents pouvant être utilisés dans les enquêtes sur la sécurité, les vérifications et les activités de surveillance. Voici une liste non exhaustive d'exemples de systèmes pouvant produire des registres des incidents de sécurité : pare-feu, systèmes de prévention d'intrusion, routeurs, commutateurs, filtrage de contenu, registres du flux de trafic d'un réseau, réseaux, serveurs d'authentification, services de répertoire, protocoles DHCP, systèmes DNS, plateformes matérielles, plateformes de virtualisation, serveurs, systèmes d'exploitation, serveurs Web, bases de données, applications, pare-feu à couche application (couche 7).
Incident de sécurité	Tout événement (ou série d'événements), acte, omission ou situation qui a donné lieu à un compromis. Exemples d'incidents de cybersécurité : Exploitation active d'une ou de plusieurs vulnérabilités connues, exfiltration de données, défaillance d'un contrôle de sécurité, atteinte d'un service du gouvernement du Canada géré ou hébergé dans le nuage, etc.
Événement de sécurité	<p>Tout événement, acte, omission ou situation pouvant nuire à la sécurité du gouvernement, y compris les menaces, les vulnérabilités et les incidents de sécurité.</p> <p>Exemples d'événements de cybersécurité : Divulcation d'une nouvelle vulnérabilité, renseignement selon lequel un auteur de menaces pourrait planifier une attaque contre un système d'information du GC (p. ex., attaque par déni de service distribué), tentatives d'ouverture de brèche dans le périmètre du réseau, etc.</p> <p>(Référence : Plan de gestion des événements de cybersécurité du gouvernement du Canada)</p>

Terme	Définition
Accord sur les niveaux de service (ANS)	Contrat entre un fournisseur de services (interne ou externe) et l'utilisateur final qui définit le niveau de service attendu du fournisseur de services.
Lieu de prestation du service	Toute installation ou tout site ou endroit que le fournisseur ou qu'un sous-traitant ultérieur du fournisseur possède, loue, fournit ou occupe autrement et à partir duquel le fournisseur ou tout sous-traitant ultérieur du fournisseur fournit des services.
Sous-traitant	Toute personne à qui l'Entrepreneur confie en sous-traitance la prestation des services de l'Entrepreneur, en tout ou en partie.
Sous-traitant en matière de traitement	Personne physique ou morale, autorité publique, organisme ou autre organisation effectuant le traitement des données personnelles au nom d'un contrôleur des données ou d'un Entrepreneur.

Fin de l'annexe E – Définitions et interprétations

Annexe F Programme d'évaluation de la sécurité des TI (STI) du logiciel-service

1. Présenter une soumission au Programme d'évaluation de la sécurité des TI du logiciel-service

- (a) Pour présenter une soumission au Programme, le Soumissionnaire doit suivre les étapes suivantes :
- (b) Communiquer avec le Centre d'appel du CCC à l'adresse contact@cyber.gc.ca, au 613 949-7048 ou au 1 833-CYBER-88.
- (c) Se préparer à conclure une entente de non-divulgaration bilatérale avec le CCC.
- (d) Fournir tous les documents nécessaires à l'évaluation au Centre de contact du CCC. Lorsqu'il fournit des documents, il devrait utiliser les identifiants du programme de cryptage PGP (Pretty Good Privacy) pour chiffrer les documents. Consulter la section 2, Clé PGP, pour obtenir une copie de ladite clé.

2. Clé PGP

- (a) Envoyer un courriel ou téléphoner au Centre de contact du CCC pour demander la clé publique requise pour la clé PGP du CCC. Utiliser cette clé pour chiffrer les documents sensibles à soumettre dans le cadre du Programme d'évaluation de la sécurité des TI du logiciel-service.

3. Personnes-ressources et assistance

- (a) Le centre d'appel du CCC est le point de contact pour toutes les soumissions de documents liés au programme d'évaluation de la sécurité des TI du logiciel-service. Le responsable de l'équipe d'évaluation des logiciels-services, ou un délégué autorisé, a accès à cette boîte de réception. Tous les documents d'évaluation de la sécurité des TI du logiciel-service seront gérés et protégés au moyen du chiffrement PGP pendant leur transmission (voir la section 2 pour obtenir une copie de la clé PGP). Tous les documents seront également traités et gérés conformément aux politiques de gestion de l'information du CCC.

Centre d'appel du CCC
contact@cyber.gc.ca
613 949-7048 ou 1 833-CYBER-88

Annexe G Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

(insérer s'il y a lieu)

Je, Soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'Autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'Entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation est fautive, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du Contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du Soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au marché.

Pour en savoir plus sur le Programme des contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consultez le site Web Emploi et Développement social Canada – Programme du travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) (Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.)

Remplir les parties A et B.

A. Cochez l'une des déclarations suivantes :

☐ A1. Le Soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.

☐ A2. Le Soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.

☐ A3. Le Soumissionnaire atteste qu'il est un employeur assujéti à la législation fédérale, en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

☐ A4. Le Soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le Soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.

☐ A5.1. Le Soumissionnaire atteste qu'il a signé un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec le Programme du travail d'EDSC.

OU

☐ A5.2. Le Soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) au Programme du travail d'EDSC. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'Entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'EDSC.

B. Cocher seulement une des déclarations suivantes :

☐ B1. Le Soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

☐ B2. Le Soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'Autorité contractante, avant l'attribution du Contrat, l'annexe intitulée du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation dûment remplie. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées).

Annexe H Instruments de paiement électronique

Comme il est indiqué dans la Partie 3, le Soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés ci-dessous, pour déterminer les instruments de paiement électronique acceptés pour le paiement des factures.

Le Soumissionnaire accepte d'être payé à l'aide des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ carte d'achat VISA;
- ☐ carte d'achat Mastercard;
- ☐ dépôt direct (national ou international);
- ☐ échange de données informatisé;
- ☐ virement télégraphique (international seulement);
- ☐ système de transfert de paiements de grande valeur (LVTS) (plus de 25 M\$).

Annexe I – Examen De Pertinence

Les soumissions qui répondent à l'ensemble des critères obligatoires feront l'objet d'un examen de pertinence dans le cadre de l'évaluation technique.

1) Objectif

L'examen de pertinence a pour objectif d'évaluer la pertinence des résultats de recherche générés par la solution proposée par le soumissionnaire.

2) Avis et préparation

Une fois l'examen des critères techniques obligatoires effectué, l'autorité contractante informera tous les soumissionnaires ayant satisfait à ces critères que leur proposition fera l'objet d'un examen de pertinence. Après avoir été avisé par l'autorité contractante, le soumissionnaire aura un maximum de six (6) jours ouvrables pour mettre la solution proposée à la disposition du client.

La solution doit à ce moment être complète et fonctionnelle et doit répondre aux exigences suivantes :

- L'interface de recherche de base standard du soumissionnaire doit permettre d'effectuer des recherches avec un ou plusieurs mots clés (l'interface n'a pas à être conforme à la Norme sur l'accessibilité des sites Web).
- La solution doit comprendre un index se limitant aux sites web :
 - (1) <https://www.canada.ca>
 - (2) <https://pm.gc.ca/>
 - (3) <https://deputypm.canada.ca/>
 - (4) <https://www.elections.ca>
- Le soumissionnaire n'a pas à charger de synonymes.
- Le soumissionnaire n'a pas à charger de suggestions de liens.
- La portée d'exploration et la pondération des champs doivent être réglées selon les paramètres recommandés par le soumissionnaire.
- Le soumissionnaire devrait régler la liste des résultats de recherche à dix (10) résultats par page.

3) Période visée par l'examen de pertinence

Le Canada peut débiter l'examen de pertinence dès que les soumissionnaires informés ont mis leur solution proposée à la disposition du client ou lorsque la période de six (6) jours ouvrables arrive à expiration, selon la première de ces éventualités. L'examen de pertinence sera mené entre 9 h et 17 h, heure normale de l'Est, et sera achevé en cinq (5) jours ouvrables.

4) Configuration d'essai

Une équipe d'évaluation, constituée de six (6) représentants de Service Canada, réalisera l'examen de pertinence au nom du Canada. Service Canada se réserve le droit d'embaucher un conseiller indépendant ou d'utiliser toute ressource du gouvernement pour effectuer l'examen de pertinence.

Les six (6) mêmes représentants réaliseront les examens de pertinence pour tous les soumissionnaires.

A) Service Canada fournira les éléments suivants :

- une connexion Internet à haute vitesse;
- le navigateur *Microsoft Edge*;
- un ordinateur portable d'EDSC avec une configuration standard;
- autres navigateurs comme Mozilla Firefox et Chrome
- un téléphone;
- un projecteur et un écran.

Le soumissionnaire devrait :

- Donner accès aux services d'abonnement au logiciel sous licence, configurés conformément à la description fournie dans la section Avis et préparation (si cette exigence n'est pas respectée, aucun point ne sera attribué au soumissionnaire pour l'examen de pertinence) et fournir une ressource technique qui aidera à régler les problèmes techniques durant la période de mise à l'essai;

- Dans le cadre de l'examen de pertinence, accorder au Canada une licence restreinte d'utilisation des services d'abonnement au logiciel sous licence qu'il propose aux fins d'essai et d'évaluation.

5) Procédures d'essai

- Chaque membre de l'équipe d'évaluation effectuera un ensemble de dix (10) requêtes en français et de dix (10) requêtes en anglais au moyen des services d'abonnement au logiciel sous licence. Ces requêtes feront partie des recherches les plus courantes effectuées à l'aide du service existant, mais elles ne seront pas communiquées à l'avance aux soumissionnaires. Le même ensemble de requêtes sera utilisé pour l'examen de pertinence de tous les soumissionnaires avisés.
- Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à surveiller, manipuler ou ajuster manuellement les résultats de recherche durant l'examen de pertinence sous peine de se voir attribuer une note de zéro (0) pour cet examen.
- Seuls les résultats de recherche qui s'affichent immédiatement après l'exécution d'une requête seront pris en compte. Les techniques visant à affiner les recherches ne sont pas autorisées.
- Les problèmes techniques connus avec les services d'abonnement au logiciel sous licence pendant la durée de l'examen de pertinence devraient être réglés dans les 48 heures, une fois le soumissionnaire avisé par l'autorité contractante. Le Canada n'a pas à repousser l'examen de pertinence au-delà de ces 48 heures si le problème n'est pas résolu. Le Canada permettra au soumissionnaire de corriger un maximum de deux (2) problèmes techniques. Si le Canada ne peut réaliser l'examen de pertinence une fois la période de 48 heures écoulée ou si plus de deux (2) problèmes techniques se produisent, le soumissionnaire se verra attribuer une note de zéro (0) pour l'examen de pertinence.
- Chaque membre de l'équipe d'évaluation décidera du résultat qu'il souhaite obtenir pour chaque requête. (Par exemple, il peut décider que la requête « passeport » devrait générer un lien vers un site ou une page générale sur les passeports. Il peut aussi décider que la requête « formulaire passeport » devrait générer un lien vers un formulaire de demande de passeport.)
- L'équipe d'évaluation accédera ensuite aux services d'abonnement du logiciel sous licence proposés par le soumissionnaire et effectuera toutes les requêtes prévues à la suite. Les membres de l'équipe d'évaluation ne communiqueront pas les uns avec les autres pendant qu'ils effectuent l'examen de pertinence.

6) Critères d'évaluation de l'examen et notation

A) Après chaque requête, chaque membre de l'équipe d'évaluation inscrira individuellement une des notes suivantes dans la colonne de la note de pertinence du tableau des notes d'examen :

- i) dix (10) points si le résultat souhaité s'affiche en premier dans la liste des résultats;
- ii) cinq (5) points si le résultat souhaité figure parmi les trois (3) premiers résultats;
- iii) deux (2) points si le résultat souhaité figure parmi les cinq (5) premiers résultats;
- iv) un (1) point si le résultat souhaité figure sur la première page de résultats;
- v) zéro (0) point si le résultat souhaité ne figure pas sur la première page de résultats.

B) En outre, après chaque requête, chaque membre de l'équipe d'évaluation inscrira individuellement une des notes suivantes dans la colonne de la note de diversité du tableau des notes d'examen :

- i) dix (10) points si la première page de résultats compte de huit (8) à dix (10) résultats pertinents selon l'évaluateur;
- ii) cinq (5) points si la première page de résultats compte de cinq (5) à sept (7) résultats pertinents selon l'évaluateur;
- iii) deux (2) points si la première page de résultats compte de trois (3) à quatre (4) résultats pertinents selon l'évaluateur;
- iv) un (1) point si la première page de résultats compte de un (1) à deux (2) résultats pertinents selon l'évaluateur;
- v) zéro (0) point si la première page de résultats ne compte aucun résultat pertinent selon l'évaluateur.

C) Les notes de pertinence et de diversité attribuées aux dix (10) requêtes en français et aux dix (10) requêtes en anglais seront additionnées pour obtenir une note sur quatre cents (400) points pour chacun des six (6) évaluateurs. Ensuite, les notes attribuées par les six (6) évaluateurs seront additionnées pour obtenir une note totale sur deux mille quatre cents (2 400) points.

D) La note totale sur deux mille quatre cents (2 400) points sera divisée par 9,6 puis arrondie au nombre entier le plus proche pour obtenir une note finale sur deux cent cinquante (250) points. **Cette note sur deux cent cinquante (250) points sera le nombre de points attribué au soumissionnaire pour l'exigence cotée CC-7.**

Annexe J - Exigences en matière d'accessibilité des TIC

Exigences en matière de TIC accessibles (basées sur la norme EN 301 549 v2.1.2)

Que sont les TIC ?

Les technologies de l'information et des communications (TIC) comprennent le matériel, les logiciels, les communications vocales, les capacités vidéo et le contenu numérique (y compris l'information sur le Web et ailleurs).

Qu'est-ce que l'accessibilité des TIC et pourquoi est-elle importante ?

« L'accessibilité des TIC permet aux personnes handicapées et non handicapées d'accéder aux mêmes informations, d'accomplir les mêmes tâches et de recevoir les mêmes services grâce aux technologies de l'information. C'est l'équivalent numérique de l'accessibilité dans l'environnement physique – les bateaux de trottoir, les rampes d'accès, les garde-corps, etc. L'accessibilité des TIC peut offrir des avantages en termes d'ergonomie à tous ceux qui utilisent les TIC, mais elle est essentielle pour de nombreuses personnes handicapées. » - [NASCIO - Accessibilité en matière d'acquisition de TI](#) (en anglais seulement)

À propos du présent document

Le présent document dresse la liste des exigences pertinentes en matière d'accessibilité des TIC selon la norme européenne harmonisée EN 301 549 v2.12 (2018-08) applicable aux produits et services liés aux TIC, qui comprend les Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) 2.1, niveau AA.

Le présent document contient des exigences qui, à première vue, peuvent sembler sans rapport avec ce produit ou de service. Elles ont été incluses aux fins de considération puisqu'il est impossible de savoir ce qui pourrait être inclus dans le produit ou service d'un fournisseur. Par exemple, une vidéo peut être intégrée à la documentation d'un produit et les exigences en matière d'accessibilité pour la vidéo et l'audio peuvent devenir pertinentes.

Les annexes comprennent des définitions, des références et un guide pratique portant sur la création d'une documentation accessible.

Sources utilisées pour compiler le présent document

- [Règles pour l'accessibilité des contenus Web \(WCAG\) 2.0](#)

En anglais seulement :

- [EN 301 549 v2.12 \(08-2018\)](#) Norme européenne harmonisée – Exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services liés aux TIC
- [Règles pour l'accessibilité des contenus Web \(WCAG\) 2.1](#) (Recommandations de W3C du 5 juin 2018)

- [Comprendre les WCAG 2.1](#) (Mise à jour le 16 novembre 2018)
- [Comment se conformer aux WCAG 2.1 \(Référence rapide\)](#)
- [VPAT® 2.3 EU](#)

Partie A - Énoncés de rendement fonctionnel

Il s'agit d'énoncés explicatifs (non testables) qui présentent les aspects essentiels que le produit ou le service offert doit fournir pour être jugé accessible.

4.2.1 Utilisation sans vision: Lorsque les TIC prévoient un mode de fonctionnement visuel, certains utilisateurs auront besoin de TIC avec au moins un mode de fonctionnement qui ne requiert pas la vision.

- REMARQUE 1: Une page Web ou une application ayant une structure sémantique bien formée peut permettre aux utilisateurs sans vision de naviguer dans une interface utilisateur visuelle et d'interagir avec celle-ci.
- REMARQUE 2: Les interfaces utilisateur audio et tactiles peuvent contribuer au respect de cette clause.

4.2.2 Utilisation avec vision limitée: Lorsque les TIC prévoient un mode de fonctionnement visuel, certains utilisateurs auront besoin de TIC avec des fonctions leur permettant de mieux utiliser leur vision limitée.

- REMARQUE 1: Le grossissement, la réduction du champ de vision requis et le contrôle du contraste, de la luminosité et de l'intensité peuvent contribuer au respect de cette clause.
- REMARQUE 2: Lorsque des caractéristiques importantes de l'interface utilisateur dépendent de la perception de la profondeur, la fourniture de méthodes supplémentaires de distinction entre les caractéristiques peut contribuer au respect de cette clause.
- REMARQUE 3: Les utilisateurs ayant une vision limitée peuvent également bénéficier d'un accès non visuel (voir la clause 4.2.1).

4.2.3 Utilisation sans perception des couleurs: Lorsque les TIC prévoient un mode de fonctionnement visuel, certains utilisateurs auront besoin de TIC avec un mode de fonctionnement visuel qui n'exige pas la perception des couleurs par les utilisateurs.

- REMARQUE: Lorsque des caractéristiques importantes de l'interface utilisateur sont codées par couleur, l'ajout de méthodes supplémentaires de distinction entre les caractéristiques peut contribuer au respect de cette clause.

4.2.4 Utilisation sans audition: Lorsque les TIC prévoient un mode de fonctionnement sonore, certains utilisateurs auront besoin de TIC avec au moins un mode de fonctionnement qui ne requiert pas l'audition.

- REMARQUE: Les interfaces utilisateur visuelles et tactiles peuvent contribuer au respect de cette clause.

4.2.5 Utilisation avec audition limitée: Lorsque les TIC prévoient un mode de fonctionnement sonore, certains utilisateurs auront besoin des TIC avec des fonctions audio améliorées.

- REMARQUE 1: L'amélioration de la clarté audio, la réduction du bruit de fond, l'augmentation de la plage de volume et l'augmentation du volume dans la plage de fréquences supérieures peuvent contribuer au respect de cette clause.
- REMARQUE 2: Les utilisateurs ayant une audition limitée peuvent également bénéficier d'un accès non auditif (voir la clause 4.2.4).

4.2.6 Utilisation sans capacité vocale: Lorsque les TIC nécessitent la contribution vocale des utilisateurs, certains utilisateurs auront besoin des TIC pour fournir au moins un mode de fonctionnement qui n'exige pas d'entrée vocale.

- REMARQUE 1: Cette clause couvre les solutions de rechange à l'utilisation des sons générés oralement, y compris la parole, les sifflements, les clics, etc.
- REMARQUE 2: Le clavier, le stylo ou les interfaces utilisateur tactiles peuvent contribuer au respect de cette clause.

4.2.7 Utilisation avec une capacité de manipulation ou de force limitée: Lorsque les TIC nécessitent des actions manuelles, certains utilisateurs auront besoin de TIC avec des caractéristiques qui permettent aux utilisateurs d'utiliser les TIC par d'autres actions ne nécessitant aucune manipulation ou force de la main.

- REMARQUE 1: Parmi les exemples d'opérations que les utilisateurs peuvent ne pas être en mesure d'effectuer, mentionnons celles qui nécessitent un contrôle de la motricité fine, des gestes dépendant de la trajectoire, un pincement, une torsion du poignet, une prise ferme ou des actions manuelles simultanées.
- REMARQUE 2: L'utilisation d'une seule main, la saisie séquentielle des touches et les interfaces utilisateur vocales peuvent contribuer au respect de cette clause.
- REMARQUE 3: Certains utilisateurs ont une force de la main limitée et peuvent ne pas être en mesure d'atteindre le niveau de force nécessaire pour effectuer une opération. D'autres solutions d'interface utilisateur qui ne nécessitent pas de force manuelle peuvent contribuer au respect de cette clause.

4.2.8 Utilisation à portée limitée: Lorsque les produits des TIC sont autonomes ou installés, les éléments opérationnels doivent être à la portée de tous les utilisateurs.

- REMARQUE: La prise en compte des besoins des utilisateurs de fauteuils roulants et de l'éventail de statures d'utilisateur dans la disposition des éléments opérationnels de l'interface utilisateur peut contribuer au respect de cette clause.

4.2.9 Minimiser les déclencheurs de convulsions liées à une condition photosensible: Lorsque les TIC prévoient un mode de fonctionnement visuel, certains utilisateurs ont besoin de TIC avec au moins un mode de fonctionnement qui minimise le risque de déclencher des convulsions liées à une condition photosensible.

- REMARQUE: Le fait de limiter la zone et le nombre d'éclairs par seconde peut contribuer à respecter cette clause.

4.2.10 Utilisation avec une cognition limitée: Certains utilisateurs auront besoin de TIC avec des fonctions qui simplifient l'utilisation.

- REMARQUE 1: Cette clause vise à inclure les besoins des personnes ayant des capacités cognitives, linguistiques et d'apprentissage limitées.
- REMARQUE 2: Les temporisations ajustables, l'indication et la suggestion d'erreurs, ainsi qu'un ordre de mise au point logique sont des exemples de caractéristiques de conception qui peuvent contribuer au respect de cette clause.

4.2.11 Vie privée: Lorsque les TIC prévoient des fonctions d'accessibilité, certains utilisateurs auront besoin que leur vie privée soit préservée lorsqu'ils utilisent les fonctions des TIC fournies aux fins d'accessibilité.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		Conditions préalables 1. Les TIC sont dotées de caractéristiques d'accessibilité documentées pour répondre à un besoin spécifique. Procédure 1. Vérifier qu'il est possible d'activer les caractéristiques d'accessibilité sans avoir recours à une méthode qui ne répond pas à ce besoin. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. ---
9 Web		
9.0 Généralités (information)		C.9.0 Généralités (information)
Les exigences de la clause 9 s'appliquent aux pages Web (telles que définies à La clause 3.1), y compris: <ul style="list-style-type: none">• La conformité avec le niveau AA des WCAG 2.0 équivaut à la conformité avec les clauses 9.1.1, 9.1.2, 9.1.3.1 à 9.1.3.3, 9.1.4.1 à 9.1.4.5, 9.2.1.1, 9.2.1.2, 9.2.1.4, 9.2.1.1, 9.2.1.2, 9.2.2, 9.2.3, 9.2.4, 9.3, 9.4.1.1, 9.4.1.2 et avec les exigences de conformité de la clause 9.5 du présent document.• La conformité au niveau AA des WCAG 2.1 équivaut à la conformité à toutes les clauses 9.1 à 9.4 et aux exigences de conformité de La clause 9.5 du présent document.• Les exigences relatives aux autres documents et logiciels sont énoncées aux articles 10 et 11, respectivement. REMARQUE 1: Les sites Web sont évalués en tant que pages Web individuelles. Les applications Web, les applications Web mobiles, etc., sont couvertes par la définition de page Web qui est très large et qui englobe tous les types de contenu Web.		La clause 9.0 n'a qu'une valeur informative et ne contient aucune exigence en matière de tests.

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
<p>Les exigences en matière de contenu Web énoncées aux articles 9.1 à 9.4 établissent tous les critères de succès des niveaux A et AA à partir des Règles pour l'accessibilité des contenus Web 2.0 de W3C (WCAG 2.1) [5]:</p> <ul style="list-style-type: none">• Les pages Web qui sont conformes aux niveaux A et AA des WCAG 2.0 sont également conformes aux clauses 9.1.1.1 à 9.1.3.3, 9.1.4.1 à 9.1.4.5, 9.2.1.1, 9.2.1.2, 9.2.2.1 à 9.2.4.7, 9.3.1.1 à 9.4.1.2 ainsi qu'aux exigences de conformité de la clause 9.5.• Les pages Web qui sont conformes au niveau AA des WCAG 2.1 sont conformes à toutes les clauses 9.1 à 9.4 ainsi qu'aux exigences de conformité de la clause 9.5.• Les pages Web qui sont conformes aux clauses 9.1.1.1 à 9.1.3.3, 9.1.4.1 à 9.1.4.5, 9.2.1.1, 9.2.1.2, 9.2.2.1 à 9.2.4.7, 9.3.1.1 à 9.4.1.2 ainsi qu'aux exigences de conformité de la clause 9.5, sont également conformes au niveau AA des WCAG 2.0.• Les pages Web qui sont conformes à toutes les clauses 9.1 à 9.4 et aux exigences de conformité de la clause 9.5, sont conformes au Niveau AA des WCAG 2.1. <p>REMARQUE 2: WCAG 2.0 est identique à la norme ISO/CEI 40500 (2012): « Technologies de l'information – Règles pour l'accessibilité des contenus Web 2.0 (WCAG 2.0) de World Wide Web Consortium (W3C) » [4].</p> <p>Les exigences des clauses 9.1 à 9.4 sont rédigées selon le concept de la satisfaction des critères de succès (défini à la clause 3.1).</p> <p>Une page Web satisfait à un critère de succès des WCAG lorsque ce critère ne se révèle pas « faux » lors de l'évaluation de la page Web. Cela implique que si le critère de succès place des conditions sur une caractéristique spécifique et que cette caractéristique spécifique n'apparaît pas dans la page Web, alors cette page satisfait au critère de succès.</p> <p>REMARQUE 3: Par exemple, une page Web qui ne contient pas de contenu audio pré-enregistré dans un support synchronisé satisfera automatiquement au critère de succès 1.2.2 des WCAG (Sous-titres [pré-enregistrés]) et, par conséquent, sera également conforme à la clause 9.1.2.2.</p> <p>En plus des critères de réussite du Niveau AA, les lignes directrices pour l'accessibilité aux contenus Web comprennent également des critères de succès pour le niveau AAA.</p>	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 4: Le corps du présent document n'inclut pas les critères de succès du niveau AAA, et ce, à la fois pour éviter toute confusion avec les exigences fondées sur le niveau A et le niveau AA et pour assurer l'harmonisation avec les autres normes d'approvisionnement.</p> <p>Les auteurs de sites Web et les spécialistes de l'accessibilité en matière d'approvisionnement sont encouragés à améliorer l'accessibilité au-delà des exigences du présent document. Par conséquent, ils doivent examiner si l'un ou l'autre des critères de succès du niveau AAA des WCAG offre des suggestions qui peuvent être applicables et pertinentes à leur projet, de même que potentiellement bénéfiques pour certains utilisateurs.</p> <p>REMARQUE 5: Le W3C énonce ce qui suit: « il n'est pas recommandé d'exiger la conformité au niveau AAA puisqu'il est impossible de respecter tous les critères de succès liés à ce niveau pour certains éléments du contenu ».</p>		
9.1 Perceptible		
9.1.1 Équivalents textuels		
9.1.1.1 Contenu non textuel		C.9.1.1.1 Contenu non textuel
Lorsque la TIC est une page Web, elle doit satisfaire au critère de succès <u>critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
Critère de succès 1.1.1.1 Contenu non textuel des WCAG 2.1		1. La TIC est une page Web.
<u>Comprendre le critère de succès Contenu non textuel</u>		Procédure
<u>Comment satisfaire au critère de succès Contenu non textuel</u>		1. Vérifiez que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel des WCAG 2.1.</u>
(Niveau A)		Résultat
Tout <u>contenu non textuel</u> présenté à l'utilisateur comme <u>équivalent textuel</u> à l'exception des situations énumérées ci-dessous.		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
<ul style="list-style-type: none">Composant d'interface ou de saisie: si le contenu non textuel est un composant d'interface ou s'il permet la saisie d'informations par l'utilisateur, c'est qu'il a un <u>nom</u> qui décrit sa fonction. (Se référer au <u>critère de succès 4.1.2</u> pour des exigences supplémentaires à propos des		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>composants d'interface utilisateur ou des contenus qui permettent la saisie d'informations par l'utilisateur.)</p> <ul style="list-style-type: none">• Média temporel: Si le contenu non textuel est un média temporel, fournissez au moins une description de ce contenu. (Reportez-vous à la Ligne directrice 1.2 pour obtenir d'autres exigences relatives aux médias.)• Test: Si le contenu non textuel est un test ou un exercice qui ne serait pas valide en format texte, fournissez au moins une description de ce contenu.• Sensation: Si le contenu non textuel est principalement conçu pour créer une expérience sensorielle précise, fournissez au moins une description de ce contenu.• CAPTCHA: Si du contenu non textuel est utilisé pour confirmer l'accès par une personne plutôt que par un ordinateur, fournissez du texte qui décrit la fonction du contenu et offrez d'autres formes CAPTCHA au moyen de formes de reconnaissance qui utilisent d'autres sens pour tenir compte de divers handicaps.• Décoration, format, invisibilité: Si le contenu non textuel est utilisé uniquement aux fins de décoration et de formatage, ou n'est pas affiché à l'utilisateur, il peut être mis en œuvre d'une manière qui peut être ignorée par les technologies d'assistance.		
9.1.2 Médias temporels		---
9.1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)		C.9.1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)
Lorsque les TIC sont une page Web, elles doivent satisfaire au critère de succès 1.2.1 Contenu audio ou vidéo seulement (pré-enregistré) des WCAG 2.1.		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
		1. La TIC est une page Web.
		Procédure
1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au critère de succès 1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré) des WCAG 2.1.		
Résultat.		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Pour des médias <u>pré-enregistrés seulement audio</u> et <u>pré-enregistrés seulement vidéo</u>, sauf si l'audio ou la vidéo sont un <u>média de remplacement pour un texte</u> et qu'ils sont clairement identifiés comme tels:</p> <ul style="list-style-type: none">• Contenu pré-enregistré seulement audio: fournir une <u>version de remplacement pour un média temporel</u>, présentant une information équivalente au contenu seulement audio.• Contenu pré-enregistré seulement vidéo :fournir, soit une version de remplacement pour un média temporel, soit une piste audio (présentant une information équivalente) pour un contenu pré-enregistré seulement vidéo.		<p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>9.1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</p> <p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</u>.</p> <p>Critères de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés) des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère Sous-titres (pré-enregistrés)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Sous-titres (pré-enregistrés)</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Fournir des <u>sous-titres</u> pour tout contenu <u>audio pré-enregistré</u> dans un <u>média synchronisé</u>, excepté lorsque le média est un <u>média de remplacement pour un texte</u> et qu'il est clairement identifié comme tel.</p>		<p>C.9.1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés) des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</p>
<p>9.1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</p>		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Lorsque la TIC est une page Web, elle doit satisfaire au critère de succès 1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) des WCAG 2.1</p> <p>Critère de succès 1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</p> <p>Comment satisfaire au critère Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Fournir une version de remplacement pour un média temporel ou une audio-description ou du contenu vidéo pré-enregistré pour un média synchronisé, excepté quand le média est un média de remplacement pour un texte et qu'il est clairement identifié comme tel.</p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au critère de succès 1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.1.2.4 Sous-titres (en direct)</p>
<p>9.1.2.4 Sous-titres (en direct)</p> <p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct) des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct) des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le critère de succès Sous-titres (en direct)</p> <p>Comment satisfaire au critère de succès Sous-titres (en direct)</p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Fournir des sous-titres pour tout contenu audio en direct, sous forme de média synchronisé.</p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct) des WCAG 2.1.</p>

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée) Lorsque la TIC est une page Web, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 1.2.5 Audio-description (pré-enregistré) des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée) des WCAG 2.1 <u>Comprendre l'audio-description (pré-enregistrée)</u> <u>Comment satisfaire au critère Audio-description (pré-enregistrée)</u> (Niveau AA) Fournir une <u>audio-description</u> pour tout contenu <u>vidéo pré-enregistré</u> , sous forme de <u>média synchronisé</u> .	C.9.1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée) Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée) des WCAG 2.1.</u>
	Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.1.3 Adaptable	---
9.1.3.1 Information et relations Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.3.1 Information et relations des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 1.3.1 Information et relations des WCAG 2.1 <u>Comprendre l'information et les relations</u>	C.9.1.3.1 Information et relations Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p><u>Comment satisfaisaire au critère de succès Information et relations</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>L'information, la <u>structure</u> et les <u>relations</u> véhiculées par la <u>présentation</u> peuvent être déterminées par un <u>programme informatique</u> ou sont disponibles sous forme de texte.</p>	Procédure	
		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.1 Information et relations des WCAG 2.1.</u>
	Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
<p>9.1.3.2 Ordre séquentiel logique</p> <p>Dans le cas où la TIC est une page Web, elle satisfait au <u>critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre l'ordre séquentiel logique</u></p> <p><u>Comment satisfaisaire au critère Ordre séquentiel logique</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Lorsque l'ordre de présentation du contenu affecte sa signification, un <u>ordre de lecture correct</u> peut être <u>déterminé</u> par un <u>programme informatique</u>.</p>	C.9.1.3.2 Ordre séquentiel logique	
	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	
	1. La TIC est une page Web.	
<p>9.1.3.3 Caractéristiques sensorielles</p>	Procédure	
		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1.</u>
	Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
	C.9.1.3.3 Caractéristiques sensorielles	
	Type d'évaluation	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles de WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre les caractéristiques sensorielles</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Caractéristiques sensorielles</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Les instructions données pour la compréhension et l'utilisation du contenu ne doivent pas reposer uniquement sur les caractéristiques sensorielles des éléments comme la forme, la couleur, la taille, l'emplacement visuel, l'orientation ou le son.</p> <p>Remarque: Pour les exigences relatives à la couleur, se reporter à la ligne <u>Règle 1.4.</u></p> <p>9.1.3.4 Orientation</p>		<p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre l'orientation</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Orientation</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Le contenu ne limite pas son affichage et son fonctionnement à une seule orientation d'affichage, comme le portrait ou le paysage, à moins qu'une orientation d'affichage spécifique soit <u>essentielle</u>.</p>		<p>C.9.1.3.4 Orientation</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez si la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Remarque: Parmi les exemples où une orientation particulière de l’affichage peut être essentielle, on retrouve les chèques de banque, une application pour le piano, des diapositives pour un projecteur ou un téléviseur, ou un contenu de réalité virtuelle où l’orientation binaire de l’affichage ne s’applique pas.		Réussite: L’énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L’énoncé testable no 1 est faux.
9.1.3.5 Finalité d’un champ de saisie		C.9.1.3.5 Finalité d’un champ de saisie
Lorsque les TIC sont une page Web, elles doivent satisfaire au <u>critère de succès 1.3.5 Finalité d’un champ de saisie des WCAG 2.1.</u>		Type d’évaluation
Critère de succès 1.3.5 Finalité d’un champ de saisie des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre la Finalité d’un champ de saisie</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère Finalité d’un champ de saisie</u>		1. La TIC est une page Web.
(Niveau AA)		Procédure
La fonction de chaque champ de saisie recueillant de l’information sur l’utilisateur peut être <u>déterminée par un programme informatique</u> lorsque:		1. Vérifier que la page Web n’échoue pas au <u>critère de succès 1.3.5 Finalité d’un champ de saisie des WCAG 2.1.</u>
<ul style="list-style-type: none">Le champ de saisie sert à une fin indiquée dans la section <u>Fonctions de saisie des composants de l’interface utilisateur</u>;Le contenu est mis en œuvre à l’aide de technologies permettant de déterminer la signification attendue des données de saisie des formulaires.		Résultat
9.1.4 Distinguable		Réussite: L’énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L’énoncé testable no 1 est faux.
9.1.4.1 Utilisation de la couleur		---
C.9.1.4.1 Utilisation de la couleur		C.9.1.4.1 Utilisation de la couleur
Dans le cas où la TIC est une page Web, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1.</u>		Type d’évaluation
Critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1		Inspection
		Conditions préalables

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comprendre l'utilisation de la couleur</u>		1. La TIC est une page Web.
<u>Comment satisfaire au critère Utilisation de la couleur</u>		Procédure
(Niveau A)		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1.</u>
La couleur n'est pas utilisée comme la seule façon de véhiculer de l'information, d'indiquer une action, de solliciter une réponse ou de distinguer un élément visuel.		Résultat
Remarque: Ce critère de succès traite spécifiquement de la perception des couleurs. Les autres formes de perception sont traitées à la <u>régle 1.3</u> comme l'accès à la couleur par un programme informatique et les autres formes de codage de la présentation visuelle.		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
9.1.4.2 Contrôle du son		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
		C.9.1.4.2 Contrôle du son
Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.4.2 Contrôle du son des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation
Critère de succès 1.4.2 Contrôle du son des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre le contrôle du son</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère Contrôle du son</u>		1. La TIC est une page Web.
(Niveau A)		Procédure
Si du son sur une page Web est audible automatiquement pendant plus de 3 secondes, un <u>mécanisme</u> est disponible pour le mettre en pause, l'arrêter ou pour en contrôler le volume de façon indépendante du niveau de volume du système général.		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.2 Contrôle du son des WCAG 2.1.</u>
Remarque: puisque tout contenu ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter la page entière, tout le contenu présent dans la page Web (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) doit satisfaire à ce critère de succès. Voir l'exigence de conformité 5: Non-interférence.		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
9.1.4.3 Contraste (minimum) Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.4.3 Contraste (minimum)</u> . Critère de succès 1.4.3 Contraste (minimum) des WCAG 2.1 <u>Comprendre le contraste (minimum)</u> <u>Comment satisfaire au critère Contraste (minimum)</u> (Niveau AA) La présentation visuelle du <u>texte</u> et du <u>texte sous forme d'image</u> a un <u>rapport de contraste</u> d'au moins 4,5:1, sauf dans les cas suivants: <ul style="list-style-type: none">• Texte agrandi: le <u>texte agrandi</u> et le texte agrandi sous forme d'image ont un rapport de contraste d'au moins 3:1;• Texte décoratif: aucune exigence de contraste pour le texte ou le texte sous forme d'image qui fait partie d'un <u>composant d'interface utilisateur</u> inactif, qui est <u>purement décoratif</u>, qui est invisible pour tous ou qui est une partie d'une image contenant un autre contenu significatif.• Logotypes: aucune exigence de contraste pour le texte faisant partie d'un logo ou d'un nom de marque.		C.9.1.4.3 Contraste (minimum) Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.3 Contraste (minimum) des WCAG 2.1</u> . Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.1.4.4 Redimensionnement du texte Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte (en direct) des WCAG 2.1</u> . Critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1 <u>Comprendre le redimensionnement du texte</u>		C.9.1.4.4 Redimensionnement du texte Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comment satisfaisaire au critère Redimensionnement du texte</u> (Niveau AA) À l'exception des sous-titres et du <u>texte sous forme d'image</u> , le <u>texte</u> peut être redimensionné jusqu'à 200% sans l'aide d'une <u>technologie d'assistance</u> et sans perte de contenu ou de fonctionnalité.		<p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.1.4.5 Texte sous forme d'image</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.1.4.10 Redisposition</p>
<p>9.1.4.5 Texte sous forme d'image</p> <p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaisaire au critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1.</p> <p><u>Comprendre le texte sous forme d'image</u></p> <p><u>Comment satisfaisaire au critère Texte sous forme d'image</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Si les technologies utilisées peuvent réaliser la présentation visuelle, le <u>texte</u> est utilisé pour véhiculer de l'information plutôt que du <u>texte sous forme d'image</u>, sauf dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Personnalisable: Le texte sous forme d'image peut être <u>personnalisé visuellement</u> selon les exigences de l'utilisateur;• Essentielle: Une présentation spécifique du texte est <u>essentielle</u> à l'information véhiculée. <p>Remarque: Les logotypes sont considérés comme essentiels (le texte qui fait partie d'un logo ou d'un nom de marque).</p> <p>9.1.4.10 Redisposition</p>		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 1.4.10 Redispotion des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 1.4.10 Redispotion des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le redispotion</p> <p>Comment satisfaire au critère Redispotion</p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Le contenu peut être présenté sans perte d'information ou de fonctionnalité et sans nécessiter de défilement en deux dimensions en ce qui a trait aux éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Contenu à défilement vertical d'une largeur équivalente à 320 pixels CSS;• Contenu à défilement horizontal d'une hauteur équivalente à 256 pixels CSS. <p>À l'exception des parties du contenu qui nécessitent une mise en page bidimensionnelle aux fins de l'utilisation ou de la signification.</p> <p>Remarque:</p> <p>REMARQUE: 320 pixels CSS équivalent à une largeur de fenêtre de départ de 1 280 pixels CSS avec un zoom de 400%. Pour les contenus Web qui sont conçus pour défiler horizontalement (par exemple avec du texte vertical), les 256 pixels CSS équivalent à une hauteur de fenêtre de départ de 1 024 pixels avec un zoom de 400%.</p> <p>Remarque: Les exemples de contenu qui nécessitent une mise en page bidimensionnelle sont les images, les cartes, les diagrammes, les vidéos, les jeux, les présentations, les tableaux de données et les interfaces où il est nécessaire de garder les barres d'outils en vue pendant la manipulation du contenu.</p>		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifiez si la page Web n'échoue pas au critère de succès 1.4.10 Redispotion des WCAG 2.1 . Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.1.4.11 Contraste des éléments non textuels		C.9.1.4.11 Contraste des éléments non textuels Type d'évaluation

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Lorsque la TIC est une page Web, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le contraste des éléments non textuels</u></p> <p>Satisfaire au critère <u>Contraste des éléments non textuels</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>La <u>présentation</u> visuelle des éléments suivants a un <u>rapport de contraste</u> d'au moins 3:1 par rapport aux couleurs adjacentes:</p> <ul style="list-style-type: none">• Composants de l'interface utilisateur: Les informations visuelles nécessaires à l'identification des <u>composants de l'interface utilisateur</u> et des <u>états</u>, à l'exception des composants inactifs ou lorsque l'apparence du composant est déterminée par l'agent utilisateur et non modifiée par l'auteur;• Objets graphiques: Parties de graphiques nécessaires à la compréhension du contenu, sauf lorsqu'une présentation graphique particulière est <u>essentielle</u> à l'information véhiculée.		<p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>9.1.4.12 Espacement du texte</p> <p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre l'espacement du texte</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Espacement du texte</u></p> <p>(Niveau AA)</p>		<p>C.9.1.4.12 Espacement du texte</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans les contenus mis en œuvre à l'aide de langages de balisage qui prennent en charge les <u>propriétés de style de texte</u> suivantes, aucune perte de contenu ou de fonctionnalité ne se produit en définissant tous les éléments suivants et en ne modifiant aucune autre propriété de style:</p> <ul style="list-style-type: none">• Hauteur des lignes (interligne) jusqu'à au moins 1,5 fois la taille de la police;• Espacement des paragraphes suivants jusqu'à au moins 2 fois la taille de la police;• Espacement des lettres (suivi) jusqu'à au moins 0,12 fois la taille de la police;• Espacement des mots jusqu'à au moins 0,16 fois la taille de la police. <p>Exception: Les langues humaines et les scripts qui n'utilisent pas une ou plusieurs de ces propriétés de style de texte dans un texte écrit peuvent se conformer en utilisant uniquement les propriétés qui existent pour cette combinaison de langue et de script.</p>		<p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>9.1.4.13 Contenu en mode survol ou focus</p> <p>Dans le cas où la TIC est une page Web, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le Contenu en mode survol ou focus</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Contenu en mode survol ou focus</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Lorsque la réception puis la suppression du pointeur ou de la cible de saisie du clavier déclenchent l'affichage et le masquage d'un contenu supplémentaire, ce qui suit est vrai:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rejeté: Un <u>mécanisme</u> permet de rejeter le contenu supplémentaire sans déplacer le pointeur ou la cible de saisie du clavier, à moins que le contenu supplémentaire ne communique une <u>erreur de saisie</u> ou n'obscurcisse ou ne remplace pas un autre contenu;• Stationnaire: Si le survol du pointeur peut déclencher le contenu supplémentaire, alors le pointeur peut être déplacé sur le contenu supplémentaire sans que le contenu supplémentaire disparaisse;		<p>C.9.1.4.13 Contenu en mode survol ou focus</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">Persistent: Le contenu supplémentaire reste visible jusqu'à ce que le déclencheur de survol ou de cible de saisie soit supprimé, que l'utilisateur le rejette ou que ses informations ne soient plus valables. <p>Exception: La présentation visuelle du contenu supplémentaire est contrôlée par l'agent utilisateur et n'est pas modifiée par l'auteur.</p> <p>Remarque: Parmi les exemples de contenu supplémentaire contrôlé par l'agent utilisateur figurent les infobulles du navigateur créées à l'aide de l'attribut titre HTML.</p> <p>Remarque: Les infobulles, sous-menus et autres fenêtres contextuelles non modales qui s'affichent sur le survol et la cible de saisie sont des exemples de contenu supplémentaire couvert par ce critère.</p> <p>9.2 Bon état de fonctionnement</p> <p>9.2.1 Clavier accessible</p> <p>9.2.1.1 Clavier</p> <p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 2.1.1 Clavier de WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 2.1.1 Clavier des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le clavier</p> <p>Comment satisfaire au critère Clavier</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Toutes les fonctions du contenu sont contrôlées par une interface clavier qui n'exige pas de rythmes de frappe particuliers, sauf lorsque la fonction sous-jacente nécessite des données indiquant la trajectoire donnée par l'utilisateur en plus des points finaux.</p>		<p>---</p> <p>---</p> <p>C.9.2.1.1 Clavier</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez si la page Web n'échoue pas au critère de succès 2.1.1 Clavier des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Remarque: Cette exception s'applique à la fonction sous-jacente et non à la technique d'entrée. Par exemple, si la saisie se fait par écriture manuscrite, la technique de saisie (écriture manuscrite) nécessitera une saisie qui dépend du tracé, mais non pas de la fonction sous-jacente (saisie de texte).</p> <p>Remarque: Rien de ce qui précède ne vient s'opposer à l'utilisation de la souris ni aux méthodes de saisie autres que l'utilisation du clavier.</p> <p>9.2.1.2 Pas de piège au clavier</p> <p>Dans le cas où la TIC utilisée est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 2.1.2 Pas de piège au clavier de WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 2.1.2 pas de piège au clavier des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre pas de piège au clavier</p> <p>Comment satisfaire au critère pas de piège au clavier</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Si la cible de saisie du clavier peut être positionnée sur un élément de la page à l'aide d'une interface clavier, réciproquement, il peut être déplacé hors de ce même composant simplement à l'aide d'une interface clavier et, si ce déplacement exige plus que l'utilisation d'une simple touche flèche ou tabulation ou toute autre méthode standard de sortie, l'utilisateur est informé de la méthode permettant de déplacer la cible de saisie hors de ce composant.</p> <p>Remarque: puisque tout contenu ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter la page entière, tout le contenu présent dans la page Web (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) doit satisfaire à ce critère de succès. Voir l'exigence de conformité 5: Non-interférence.</p> <p>9.2.1.4 Raccourcis clavier des caractères</p> <p>Lorsque les TIC sont une page Web, elles doivent satisfaire au critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères des WCAG 2.1.</p>		<p>C.9.2.1.2 Pas de piège au clavier</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez que la page Web n'échoue pas le critère de succès 2.1.2 Pas de piège à clavier des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.2.1.4 Raccourcis clavier des caractères</p> <p>Type d'évaluation</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères des WCAG 2.1 <u>Comprendre les raccourcis clavier des caractères</u> <u>Comment utiliser les raccourcis clavier des caractères</u> (Niveau A) Si un <u>raccourci clavier</u> est mis en œuvre dans le contenu en utilisant uniquement des lettres (y compris les lettres majuscules et minuscules), des signes de ponctuation, des chiffres ou des symboles, alors au moins un des éléments suivants est vrai: <ul style="list-style-type: none">• Désactiver: Un <u>mécanisme</u> est disponible pour désactiver le raccourci;• Reprogrammer: Un mécanisme est offert pour reprogrammer le raccourci afin d'utiliser un ou plusieurs caractères clavier non imprimables (par exemple Ctrl, Alt, etc.);• Actif uniquement sur le contenu de la cible de saisie: Le raccourci clavier d'un <u>composant d'interface utilisateur</u> n'est actif que lorsque la cible de saisie est sur ce composant.		Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères de WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.2.2 Assez de temps 9.2.2.1 Réglage du délai Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.2.1 Réglage du délai de WCAG 2.1.</u> Critère de succès 2.2.1 Réglage du délai des WCAG 2.1 <u>Comprendre le Réglage du délai</u> <u>Comment satisfaire au critère Réglage du délai</u> (Niveau A)		--- C.9.2.2.1 Réglage du délai Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifiez si la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.2.1 Réglage du délai des WCAG 2.1.</u>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Pour chaque limite de temps fixée par le contenu, au moins l'un des points suivants est vrai:		Résultat
<ul style="list-style-type: none">• Suppression: L'utilisateur a la possibilité de désactiver la limite de temps avant de l'atteindre;• Ajustement: L'utilisateur a la possibilité d'ajuster la limite de temps avant de l'atteindre dans un intervalle d'au moins dix fois la durée paramétrée par défaut;• Extension: L'utilisateur est averti avant que la limite de temps expire et il lui est accordé au moins 20 secondes pour étendre cette limite par une action simple (par exemple, « appuyer sur la barre d'espace ») et l'utilisateur a la possibilité d'étendre la limite de temps au moins dix fois;• L'exception du temps réel: La limite de temps est une partie constitutive d'un événement en temps réel (par exemple, une enchère) et aucune solution de rechange n'est possible; ou• L'exception de la limite essentielle: La limite de temps est <u>essentielle</u> et l'étendre invaliderait alors l'activité; ou• L'exception des 20 heures: La limite de temps est supérieure à 20 heures. <p>Remarque: Ce critère de succès permet de veiller à ce que les utilisateurs effectuent les tâches sans qu'une limite de temps n'apporte des changements inattendus dans le contenu ou le contexte. Ce critère de succès doit être considéré conjointement avec le <u>critère de succès 3.2.1</u>, qui impose des limites aux changements de contenu ou de contexte résultant de l'action des utilisateurs.</p>		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer		C.9.2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer
Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer de WCAG 2.1</u> .		Type d'évaluation
Critère de réussite 2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre le critère de succès Mettre en pause, arrêter, masquer</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère Mettre en pause, arrêter, masquer</u>		1. La TIC est une page Web.
(Niveau A)		Procédure
Pour déplacer, <u>faire clignoter</u> , faire défiler ou mettre à jour automatiquement des informations, tous les éléments suivants sont vrais:		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer des WCAG 2.1</u> .
		Résultat

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">• Déplacement, clignotement, défilement: Pour toute information en mouvement, clignotante ou défilante qui (1) démarre automatiquement, (2) dure plus de cinq secondes et (3) est présentée en parallèle avec d'autres contenus, il existe un mécanisme permettant à l'utilisateur de mettre en <u>pause</u>, d'arrêter ou de masquer l'information à moins que le déplacement, le clignement ou le défilement fasse partie d'une activité où cela est <u>essentiel</u>.• Mise à jour automatique: Pour toute mise à jour qui (1) démarre automatiquement et (2) est présentée en parallèle avec d'autres contenus, il existe un mécanisme permettant à l'utilisateur de la mettre en pause, de l'arrêter, de la masquer ou de contrôler sa fréquence, sauf si la mise à jour automatique fait partie d'une activité où elle est essentielle. <p>Remarque: Pour les exigences relatives au contenu clignotant ou flashant, se reporter à la <u>ligne directrice 2.3</u>.</p> <p>Remarque: puisque tout contenu ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter la page entière, tout le contenu présent dans la page Web (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) doit satisfaire à ce critère de succès. Voir <u>l'exigence de conformité 5: Non-interférence</u>.</p> <p>Remarque: Le contenu qui est mis à jour périodiquement par un logiciel ou qui est transmis en continu à l'agent utilisateur n'est pas tenu de préserver ou de présenter l'information générée ou reçue entre le début de la pause et la reprise de la présentation, car cela pourrait ne pas être techniquement possible et, dans de nombreuses situations, être trompeur.</p> <p>Remarque: Une animation qui se produit dans le cadre d'une phase de préchargement ou d'une situation similaire peut être considérée comme essentielle si l'interaction ne peut pas se produire pendant cette phase pour tous les utilisateurs et si le fait de ne pas indiquer les progrès pouvait dérouter les utilisateurs ou leur faire croire que le contenu était gelé ou séparé.</p>		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.2.3 Crises et réactions physiques 9.2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique</u> . Critère de succès 2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique des WCAG 2.1		--- C.9.2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique Type d'évaluation Inspection

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comprendre le critère de succès</u> Pas plus de trois <u>flashes</u> ou sous le seuil critique		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère</u> Pas plus de trois <u>flashes</u> ou sous le seuil critique		1. La TIC est une page Web.
(Niveau A)		Procédure
Une <u>page Web</u> doit être exemple de tout élément qui flashe plus de trois fois dans n'importe quel intervalle d'une seconde ou ce <u>flash</u> doit se situer sous le seuil de <u>flash générique</u> et le seuil de <u>flash rouge</u> .		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.3.1</u> Pas plus de trois <u>flashes</u> ou sous le seuil critique des WCAG 2.1.
Remarque: puisque tout contenu ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter la page entière, tout le contenu présent dans la page Web (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) doit satisfaire à ce critère de succès. Voir l'exigence de conformité 5: Non-interférence.		Résultat
9.2.4 Navigable		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.2.4.1 Contourner des blocs		---
9.2.4.1 Contourner des blocs		C.9.2.4.1 Contourner des blocs
Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.1 Contourner des blocs</u> .		Type d'évaluation
Critère de succès 2.4.1 Contourner des blocs		Inspection
<u>Comprendre le critère de succès</u> Contourner des blocs		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère de succès</u> Contourner des blocs		1. La TIC est une page Web.
(Niveau A)		Procédure
Un <u>mécanisme</u> permet de contourner les blocs de contenu qui sont répétés sur plusieurs <u>pages Web</u> .		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.1 Contourner des blocs</u> des WCAG 2.1.
		Résultat

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>9.2.4.2 Titre de page</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.2 Titre de page</u>.</p> <p>Critère de succès 2.4.2 Titre de page des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Titre de page</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Titre de page</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Les <u>pages Web</u> présentent un titre qui décrit leur sujet ou leur but.</p>	<p>C.9.2.4.2 Titre de page</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.2 Titre de page des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>9.2.4.3 Parcours de la cible de saisie</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.3 Parcours de la cible de saisie</u>.</p> <p>Critère de succès 2.4.3 Parcours de la cible de saisie des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Parcours de la cible de saisie</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Parcours de la cible de saisie</u></p>	<p>C.9.2.4.3 Parcours de la cible de saisie</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
(Niveau A) Si une <u>page Web</u> peut être <u>parcourue de façon séquentielle</u> et que les séquences de navigation affectent la signification ou l'action, les éléments reçoivent la cible de saisie dans un ordre qui préserve la signification et l'opérabilité.		Procédure	
		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.3 Parcours de la cible de saisie</u> des WCAG 2.1.	
		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	
9.2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte)		C.9.2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte)	
	Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte)</u> .	Type d'évaluation	
	Critère de succès 2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1	Inspection	
	<u>Comprendre le critère de succès Fonction du lien (selon le contexte)</u>	Conditions préalables	
	<u>Comment satisfaire au critère de succès Fonction du lien (selon le contexte)</u>	1. La TIC est une page Web.	
(Niveau A)		Procédure	
	La <u>fonction de chaque lien</u> est déterminée par le texte du lien seul ou par le texte du lien associé à un <u>contexte du lien déterminé par un programme informatique</u> , sauf si la fonction du lien est <u>ambiguë pour tout utilisateur</u> .	1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.4 Objectif du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1.</u>	
		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	
9.2.4.5 Accès multiples		C.9.2.4.5 Accès multiples	
		Type d'évaluation	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.5 Accès multiples</u>.</p> <p>Critère de succès 2.4.5 Accès multiples</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Accès multiples</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Accès multiples</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Une <u>page Web</u> peut être trouvée par plus d'un moyen dans un <u>ensemble de pages Web</u> sauf si cette page est le résultat ou une étape d'un <u>processus</u>.</p>		<p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.5 Accès multiples</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite : L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec : L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.2.4.6 En-têtes et étiquettes</p>
<p>9.2.4.6 En-têtes et étiquettes</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes</u>.</p> <p>Critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès En-têtes et étiquettes</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès En-têtes et étiquettes</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Les en-têtes et les <u>étiquettes</u> décrivent le sujet ou le but.</p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.2.4.7 Visibilité de la cible de saisie Dans le cas où la technologie est une page Web , celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie</u> . Critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Visibilité de la cible de saisie</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Visibilité de la cible de saisie</u> (Niveau AA) Toute interface utilisable au clavier comporte un mode de fonctionnement où la cible de saisie est visible.		C.9.2.4.7 Visibilité de la cible de saisie Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie</u> des WCAG 2.1. Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux. ---
9.2.5 Saisie 9.2.5.1 Mouvements du pointeur Dans le cas où la technologie est une page Web , celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.5.1 Mouvements du pointeur</u> . Critère de succès 2.5.1 Mouvements du pointeur des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Mouvements du pointeur</u>		C.9.2.5.1 Mouvements du pointeur Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
<u>Comment satisfaire au critère de succès Mouvements du pointeur</u> (Niveau A) Toutes les <u>fonctions</u> qui utilisent des mouvements multipoints ou basés sur un tracé pour exécuter une commande peuvent être utilisées avec un <u>seul pointeur</u> sans mouvement basé sur un tracé, à moins qu'un mouvement multipoint ou basé sur un tracé soit <u>essentiel</u> . Remarque: cette exigence s'applique au contenu Web qui interprète les actions du pointeur (c.-à-d. qu'elle ne s'applique pas aux actions requises pour faire fonctionner l'agent utilisateur ou la technologie d'assistance).		Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.5.1 Mouvements du pointeur des WCAG 2.1</u> . Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	C.9.2.5.2 Annulation du pointeur Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.5.2 Annulation du pointeur des WCAG 2.1</u> . Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.2.5.2 Annulation du pointeur Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.5.2 Annulation du pointeur</u> . Critère de succès 2.5.2 Annulation du pointeur des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Annulation du pointeur</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Annulation du pointeur</u> (Niveau A) Dans le cas des <u>fonctions</u> qui peuvent fonctionner à l'aide d'un <u>seul pointeur</u> , au moins l'un des éléments suivants est vrai: <ul style="list-style-type: none">• Aucun événement descendant: l'<u>événement descendant</u> n'est pas utilisé pour exécuter une partie de la fonction;• Abandonner ou Annuler: la fonction se termine avec l'<u>événement ascendant</u> et un <u>mécanisme</u> est disponible pour abandonner la fonction avant la fin ou pour annuler la fonction une fois l'exécution de la fonction terminée;• Inversion de l'événement: l'événement montant inverse tout résultat de l'événement descendant précédent;			

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">Essentiel: terminer la fonction sur inversion de l'événement est <u>essentiel</u>. <p>Remarque: les fonctions qui émulent un appui clavier ou un pavé numérique sont considérées comme essentielles.</p> <p>Remarque: cette exigence s'applique au contenu Web qui interprète les actions du pointeur (c.-à-d. qu'elle ne s'applique pas aux actions requises pour faire fonctionner l'agent utilisateur ou la technologie d'assistance).</p> <p>9.2.5.3 Étiquette dans le nom</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom de WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Étiquette dans le nom</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Étiquette dans le nom</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Pour les <u>composants d'interface</u> utilisateur dont les <u>étiquettes</u> contiennent du <u>texte</u> ou du <u>texte sous forme d'image</u>, le <u>nom</u> contient le texte qui est présenté visuellement.</p> <p>Remarque: il est grandement conseillé de placer le texte de l'étiquette au début du nom.</p>		<p>C.9.2.5.3 Étiquette dans le nom</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.2.5.4 Activation par le mouvement</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p>
<p>9.2.5.4 Activation par le mouvement</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement</u>.</p>		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement		Conditions préalables
<u>Comprendre le critère de succès Activation par le mouvement</u>		1. La TIC est une page Web.
<u>Comment satisfaire au critère de succès Activation par le mouvement</u>		Procédure
(Niveau A)		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement des WCAG 2.1.</u>
Les <u>fonctions</u> activées en déplaçant le périphérique ou par le déplacement de l'utilisateur peuvent aussi être activées par les <u>composants d'interface utilisateur</u> , et la réaction au mouvement peut être désactivée afin d'éviter le déclenchement accidentel, sauf lorsque:		Résultat
<ul style="list-style-type: none">• Interface prise en charge: le mouvement est utilisé pour faire fonctionner la fonctionnalité au moyen d'une interface <u>qui prend en charge l'accessibilité</u>;• Essentiel: le mouvement est <u>essentiel</u> pour exécuter la fonction, et ce faisant, il invalide l'activité.		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.3 Compréhensible		---
9.3.1 Compréhensible		---
9.3.1.1 Langue de la page		C.9.3.1.1 Langue de la page
Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.1.1.1 Langue de la page</u> .		Type d'évaluation
Critère de succès 3.1.1 Langue de la page des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre le critère de succès Langue de la page</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère de succès Langue de la page</u>		1. La TIC est une page Web.
(Niveau A)		Procédure
La <u>langue</u> par défaut de chaque <u>page Web</u> peut être déterminée par un programme informatique.		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
9.3.1.2 Langue d'un passage Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 3.1.2 Langue d'un passage . Critère de succès 3.1.2 Langue d'un passage de WCAG 2.1 Comprendre le critère de succès Langue d'un passage Comment satisfaire au critère de succès Langue d'un passage (Niveau AA) La langue de chaque passage ou expression du contenu peut être déterminée par un programme informatique sauf pour un nom propre, pour un terme technique, pour un mot dont la langue est indéterminée ou pour un mot ou une expression faisant partie du langage courant de la langue utilisée dans le contexte immédiat.	C.9.3.1.2 Langue d'un passage Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au critère de succès 3.1.2 Langue d'un passage des WCAG 2.1. Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au critère de succès 3.1.1 Langue de la page des WCAG 2.1. Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.

		C.9.3.2.1 Cible de saisie Type d'évaluation

9.3.2 Prévisible 9.3.2.1 Cible de saisie Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 3.2.1 Cible de saisie .		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Cible de saisie</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Cible de saisie</u> (Niveau A) Quand un <u>composant de l'interface utilisateur</u> reçoit la cible de saisie, il ne doit pas amorcer un <u>changement de contexte</u> .		Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1</u> . Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.3.2.2 À la saisie Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès À la saisie</u> . Critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès À la saisie</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès À la saisie</u> (Niveau A) Le <u>changement de paramètre d'un composant d'interface utilisateur</u> ne doit pas amorcer de <u>changement de contexte</u> , à moins que l'utilisateur n'ait été avisé de ce comportement avant d'utiliser le composant.		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une page Web. Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1</u> . Résultat

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>9.3.2.3 Navigation cohérente</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.2.3 Navigation cohérente</u>.</p> <p>Critère de succès 3.2.3 Navigation cohérente</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Navigation cohérente</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Navigation cohérente</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Dans un ensemble de pages Web, les mécanismes de navigation qui se répètent sur plusieurs pages Web se présentent dans le même ordre relatif chaque fois qu'ils sont répétés, à moins qu'un changement soit amorcé par l'utilisateur.</p>	<p>C.9.3.2.3 Navigation cohérente</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.3 Navigation cohérente</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>9.3.2.4 Identification cohérente</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.2.4 Identification cohérente</u>.</p> <p>Critère de succès 3.2.4 Identification cohérente</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Identification cohérente</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Identification cohérente</u></p>	<p>C.9.3.2.4 Identification cohérente</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
(Niveau AA) Dans un <u>ensemble de pages Web</u> , les composants qui ont la même fonction sont identifiés de la même façon.	Procédure		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.4 Identification cohérente</u> des WCAG 2.1.
	Résultat		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
			Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.

9.3.3 Aide à la saisie			
9.3.3.1 Identification des erreurs		C.9.3.3.1 Identification des erreurs	
Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs</u> .		Type d'évaluation	
Critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs		Inspection	
<u>Comprendre le critère de succès Identification des erreurs</u>		Conditions préalables	
<u>Comment satisfaire au critère de succès Identification des erreurs</u>		1. La TIC est une page Web.	
(Niveau A)		Procédure	
Si une <u>erreur de saisie</u> est détectée automatiquement, l'élément en erreur est identifié et l'erreur est décrite à l'utilisateur sous forme de texte.		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs</u> des WCAG 2.1.	
		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	
9.3.3.2 Étiquettes ou instructions		C.9.3.3.2 Étiquettes ou instructions	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions.</p> <p>Critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions</p> <p>Comprendre le critère de succès Étiquettes ou instructions</p> <p>Comment satisfaire au critère Étiquettes ou instructions</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Des étiquettes sont présentées ou des instructions sont fournies quand un contenu requiert une saisie utilisateur.</p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.3.3 Suggestion après une erreur</p>
<p>9.3.3.3 Suggestion après une erreur</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur.</p> <p>Critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le critère de succès Suggestion après une erreur</p> <p>Comment satisfaire au critère de succès Suggestion après une erreur</p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Si une erreur de saisie est automatiquement détectée et que des suggestions de corrections sont connues, ces suggestions sont alors proposées à l'utilisateur à moins que cela puisse compromettre la sécurité ou la finalité du contenu.</p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
9.3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données) Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)</u> . Critère de succès 3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données) des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)</u> (Niveau AA) Pour les <u>pages Web</u> qui donnent lieu à des <u>engagements juridiques</u> ou à des transactions financières de la part de l'utilisateur qui soit modifient ou effacent des données <u>contrôlables par l'utilisateur</u> dans des systèmes de stockages de données, soit enregistrent les réponses de l'utilisateur à un test ou un examen, au moins l'une des conditions suivantes est vraie: <ul style="list-style-type: none">• Réversible: les actions d'envoi sont réversibles• Vérifiée: les données saisies par l'utilisateur sont vérifiées au niveau des erreurs de saisie et la possibilité est donnée à l'utilisateur de les corriger.• Confirmée: un mécanisme est disponible pour revoir, confirmer et corriger les informations avant leur soumission finale.	Résultat	
	Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.	
	Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	
	C.9.3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)	
	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	
	1. La TIC est une page Web.	
	Procédure	
	1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 3.3.4 Identification des erreurs</u> des WCAG 2.1.	
	Résultat	
	Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.	
	Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	
9.4 Robuste	---	
9.4.1 Compatible	---	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
9.4.1.1 Analyse syntaxique		C.9.4.1.1 Analyse syntaxique
Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 4.1.1 Analyse syntaxique</u> .		Type d'évaluation
Critère de succès 4.1.1 Analyse syntaxique des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre le critère de succès Analyse syntaxique</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère de succès Analyse syntaxique</u>		1. La TIC est une page Web.
(Niveau A)		Procédure
À moins que les spécifications ne le permettent, dans un contenu implémenté via un langage de balisage, les éléments ont des balises de début et de fin complètes, ils sont imbriqués conformément à leurs spécifications, ils ne contiennent pas d'attributs dupliqués et chaque ID est unique.		1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 4.1.1 Analyse syntaxique</u> des WCAG 2.1.
REMARQUE: Les balises de début et de fin auxquelles il manque un caractère critique, comme une parenthèse fermante ou un guillemet de valeur d'attribut mal appropriée, sont considérées incomplètes.		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
9.4.1.2 Nom, rôle et valeur		C.9.4.1.2 Nom, rôle et valeur
Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 4.1.2 Nom, rôle et valeur</u> .		Type d'évaluation
Critère de succès 4.1.2 Nom, rôle et valeur des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre le critère de succès Nom, rôle et valeur</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère de succès Nom, rôle et valeur</u>		1. La TIC est une page Web.
(Niveau A)		Procédure

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
<p>Pour tout <u>composant d'interface utilisateur</u> (comprenant, mais n'étant pas limité aux éléments de formulaire, liens et composants générés par des scripts), le <u>nom</u> et le <u>rôle</u> peuvent être <u>déterminés par un programme informatique</u> ; les états, les propriétés et les valeurs qui peuvent être paramétrés par l'utilisateur peuvent être <u>définis par</u> un programme informatique ; et la notification des changements de ces éléments est disponible aux <u>agents utilisateurs</u>, incluant les <u>technologies d'assistance</u>.</p> <p>Remarque: Ce critère de succès s'adresse d'abord aux auteurs de sites Web qui développent ou programment leurs propres composants d'interface utilisateur. Les contrôles HTML standards se conforment déjà à ce critère de succès lorsqu'ils sont utilisés conformément à la spécification.</p> <p>9.4.1.3 Messages d'état</p> <p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 4.1.3 Messages d'état</u>.</p> <p>Critère de succès 4.1.3 Messages d'état</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Messages d'état</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Messages d'état</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Dans les contenus implémentés à l'aide d'un langage de balisage, les <u>messages d'état</u> peuvent être <u>déterminés par un programme informatique</u> à l'aide de <u>rôles</u> ou de <u>propriétés</u>, de sorte qu'ils puissent être présentés à l'utilisateur au moyen de <u>technologies d'assistance</u> sans cible de saisie.</p>	<p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 4.1.2 Nom, rôle et valeur</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.4.1.3 Messages d'état</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 4.1.3 Messages d'état</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.9.5 Exigences de conformité aux WCAG</p> <p>Type d'évaluation</p>
<p>9.5 Exigences de conformité aux WCAG</p>	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la technologie est une page Web, celle-ci doit satisfaire aux cinq exigences de conformité aux WCAG 2.1 de niveau AA énumérées ci-dessous [5].</p> <ol style="list-style-type: none">1. Niveau de conformité2. Pages complètes3. Processus complets4. L'usage des technologies selon des méthodes exclusivement compatibles avec l'accessibilité5. Non-interférence <p>REMARQUE 1: Une page Web qui satisfait aux exigences 9.1 à 9.4, ou lorsqu'une version de remplacement conforme au niveau AA (tel que défini dans la WCAG 2.1[5]) est fournie, satisfiera à l'exigence de conformité 1.</p> <p>REMARQUE 2: Selon le W3C: « Les WCAG 2.1 élargissent les Directives pour l'accessibilité des contenus Web 2.0[4], qui ont été publiées comme Recommandation du W3C en décembre 2008. Le contenu qui est conforme aux WCAG 2.1 est également conforme aux WCAG 2.0, et, par conséquent, aux politiques qui font référence aux WCAG 2.0. » [4]</p> <p>REMARQUE 3: L'exigence de conformité 5 stipule que tout le contenu de la page, y compris le contenu dont on ne dépend pas autrement pour atteindre la conformité, respecte les clauses 9.1.4.2, 9.2.1.2, 9.2.2.2 et 9.2.3.1.</p> <p>Exigences de conformité aux WCAG 2.1 de niveau AA[5]</p>		<p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est une page Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la page Web satisfait à l'exigence de conformité aux WCAG 2.1 [5] « 1: Niveau de conformité » au niveau AA.</p> <p>2. Vérifier que la page Web satisfait à l'exigence de conformité aux WCAG 2.1 [5] « 2: Pages complètes ».</p> <p>3. Vérifier que la page Web satisfait à l'exigence de conformité aux WCAG 2.1 [5] « 3: Processus complets ».</p> <p>4. Vérifier que la page Web satisfait à l'exigence de conformité aux WCAG 2.1 [5] « 4: L'usage des technologies selon des méthodes exclusivement compatibles avec l'accessibilité ».</p> <p>5. Vérifier que la page Web satisfait à l'exigence de conformité aux WCAG 2.1 [5] « 5: Non-interférence ».</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: Tous les énoncés testables sont vrais.</p> <p>Échec: N'importe quel énoncé testable est faux.</p> <p>---</p>
<p>10 Contenu non Web</p>		<p>C.10.0 Généralités (information)</p>
<p>10.0 Généralités (information)</p> <p>Les exigences énoncées à la clause 10 s'appliquent aux documents:</p> <ul style="list-style-type: none">• qui ne sont pas des pages Web;		<p>C.10.0 Généralités (information)</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">• qui ne sont pas intégrés dans des pages Web;• qui sont intégrés dans des pages Web, qui ne sont pas utilisés dans le rendu et qui ne sont pas destinés à être rendus avec la page Web dans laquelle ils sont intégrés. <p>L'article 9 prévoit les exigences de conformité des documents qui se trouvent dans des pages Web ou qui sont intégrés dans des pages Web, et qui sont utilisés dans le rendu ou qui sont destinés à être rendus avec la page Web dans laquelle ils sont intégrés.</p> <p>REMARQUE 1: Voici quelques exemples de documents: lettres, feuilles de calcul, messages électroniques, livres, images, présentations et films qui sont associés à un agent utilisateur comme un lecteur de documents, un éditeur ou un lecteur multimédia.</p> <p>REMARQUE 2: Un document peut être composé de plusieurs fichiers, comme du contenu vidéo, des sous-titres, etc. La plupart du temps, cela n'est pas apparent pour l'utilisateur final qui parcourt le document/contenu.</p> <p>REMARQUE 3: Les documents nécessitent un agent utilisateur pour que le contenu soit présenté à l'utilisateur. Les exigences relatives aux agents utilisateurs se trouvent à La clause 11.</p> <p>REMARQUE 4: Les exigences relatives au contenu qui fait partie du logiciel se trouvent à la clause 11.</p> <p>REMARQUE 5: Les critères de succès énoncés à la clause 10 visent à s'harmoniser avec la Note du groupe de travail [i.26] produite par le W3C AG2 ICT Task Force du W3C.</p>		
10.1 Perceptible		---
10.1.1 Équivalents textuels		---
10.1.1.1 Contenu non textuel		C.10.1.1.1 Contenu non textuel
Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel .		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables
REMARQUE: Les CAPTCHAS n'apparaissent pas actuellement hors du Web. Cependant, s'ils apparaissent, ce conseil est pertinent.		1. La TIC n'est pas un document Web.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel des WCAG 2.1		Procédure
<u>Comprendre le critère de succès Contenu non textuel</u>		1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel</u> des WCAG 2.1.
<u>Comment satisfaire au critère de succès Contenu non textuel</u>		Résultat
(Niveau A)		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
Tout <u>contenu non textuel</u> présenté à l'utilisateur comme <u>équivalent textuel</u> à l'exception des situations énumérées ci-dessous.		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
<ul style="list-style-type: none">• Composant d'interface ou de saisie: si le contenu non textuel est un composant d'interface ou s'il permet la saisie d'informations par l'utilisateur, alors il a un <u>nom</u> qui décrit sa fonction. (Se référer au <u>critère de succès 4.1.2</u> pour des exigences supplémentaires à propos des composants d'interface utilisateur ou des contenus qui permettent la saisie d'informations par l'utilisateur.)• Média temporel: si le contenu non textuel est un média temporel, alors l'équivalent textuel fournit au moins une identification descriptive du contenu non textuel. (Reportez-vous à la <u>Ligne directrice 1.2</u> pour obtenir d'autres exigences relatives aux médias.)• Test: si le contenu non textuel est un test ou un exercice qui serait invalide s'il était présenté en <u>texte</u>, alors l'équivalent textuel fournit au moins une identification descriptive du contenu non textuel.• Contenu sensoriel: si le contenu non textuel vise d'abord à créer une <u>expérience sensorielle spécifique</u>, l'équivalent textuel fournit au moins une identification descriptive de ce contenu non textuel.• <u>CAPTCHA</u>: si ce contenu non textuel vise à confirmer que le contenu est consulté par une personne plutôt que par un ordinateur, alors un équivalent textuel est fourni pour identifier et décrire la fonction du contenu non textuel, et d'autres formes du CAPTCHA sont proposées pour différents types de perception sensorielle afin d'accommoder différents types de limitations fonctionnelles.• Décoration, formatage, invisibilité: si le contenu non textuel est <u>purement décoratif</u>, s'il est utilisé seulement pour un formatage visuel ou s'il n'est pas présenté à l'utilisateur, alors il est implémenté de manière à être ignoré par les <u>technologies d'assistance</u>.		---
10.1.2 Médias temporels		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
10.1.1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)		C.10.1.1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)
Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)</u> .		Type d'évaluation
REMARQUE: Le média de remplacement peut être fourni directement dans le document – ou fourni dans une version de remplacement qui satisfait au critère de succès.		Inspection
Critère de succès 1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)		Conditions préalables
<u>Comprendre le critère de succès seulement audio et vidéo (pré-enregistré)</u>		1. La TIC n'est pas un document Web.
<u>Comment satisfaire au critère de succès Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)</u>		Procédure
(Niveau A)		1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré) des WCAG 2.1.</u>
Pour des médias <u>pré-enregistrés</u> seulement audio et <u>pré-enregistrés</u> seulement vidéo, sauf si l'audio ou la vidéo sont un <u>média de remplacement pour un texte</u> et qu'ils sont clairement identifiés comme tels:		Résultat
<ul style="list-style-type: none">Contenu pré-enregistré seulement audio: fournir une <u>version de remplacement pour un média temporel</u>, présentant une information équivalente au contenu seulement audio.Contenu pré-enregistré seulement vidéo: fournir, soit une version de remplacement pour un média temporel, soit une piste audio (présentant une information équivalente) pour un contenu pré-enregistré seulement vidéo.		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
10.1.1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)		C.10.1.1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)
Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</u> .		Type d'évaluation
REMARQUE: La définition de « sous-titres » donnée par les WCAG 2.1 précise que « dans certains pays, les sous-titres sont appelés <i>captions</i> et <i>subtitles</i> ». On les appelle aussi parfois « sous-titres pour malentendants ». Selon la définition des WCAG 2.1, pour satisfaire à ce critère de succès, qu'il s'agisse		Inspection
		Conditions préalables

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>de captions ou de subtitles, les sous-titres doivent fournir un « visuel synchronisé ou équivalent textuel pour l'information audio avec ou sans paroles nécessaires à la compréhension du contenu d'un média », lorsque l'information sans paroles comprend des « effets sonores, de la musique, des rires, l'identification et le positionnement des interlocuteurs ».</p> <p>Critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</p> <p><u>Comprendre le critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Sous-titres (pré-enregistrés)</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Fournir des <u>sous-titres</u> pour tout contenu <u>audio pré-enregistré</u> dans un média <u>synchronisé</u>, excepté lorsque le média est un <u>média de remplacement pour un texte</u> et qu'il est clairement identifié comme tel.</p>		<p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>10.1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</p> <p>Lorsque la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</u>.</p> <p>REMARQUE 1: La définition des WCAG 2.1 précise qu'« audio-description » est également nommée « vidéo-description » et « narration descriptive ».</p> <p>REMARQUE 2: Des pistes audio secondaires ou de remplacement sont couramment utilisées à cette fin.</p> <p>Critère de succès 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</p> <p><u>Comprendre le critère de succès 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</u></p>		<p>C.10.1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</u> des WCAG 2.1.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p><u>Comment satisfaisaire au critère 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Fournir une version de <u>remplacement pour un média temporel</u> ou une audio-description du contenu vidéo pré-enregistré pour un <u>média synchronisé</u>, excepté quand le média est un <u>média de remplacement pour un texte</u> et qu'il est clairement identifié comme tel.</p> <p>10.1.2.4 Sous-titres (en direct)</p>	Résultat	
	Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.	
	Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	
<p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaisaire au <u>critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct)</u>.</p> <p>REMARQUE: La définition de « sous-titres » donnée par les WCAG 2.1 précise que « dans certains pays, les sous-titres sont appelés <i>captions</i> et <i>subtitles</i> ». On les appelle aussi parfois « sous-titres pour malentendants ». Selon la définition des WCAG 2.1, pour satisfaisaire à ce critère de succès, qu'il s'agisse de captions ou de subtitles, les sous-titres doivent fournir un « visuel synchronisé ou équivalent textuel pour l'information audio avec ou sans paroles nécessaires à la compréhension du contenu d'un média », lorsque l'information sans paroles comprend des « effets sonores, de la musique, des rites, l'identification et le positionnement des interlocuteurs ».</p> <p>Critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct) des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Sous-titres (en direct)</u></p> <p><u>Comment satisfaisaire au critère de succès Sous-titres (en direct)</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Fournir des <u>sous-titres</u> pour tout contenu <u>audio en direct</u>, sous forme de <u>média synchronisé</u>.</p> <p>10.1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée)</p>	<p>C.10.1.2.4 Sous-titres (en direct)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct)</u> des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>	
	<p>C.10.1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée)</p> <p>Type d'évaluation</p>	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
<p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 1.2.5 audio-description (pré-enregistrée).</p> <p>REMARQUE 1: La définition des WCAG 2.1 précise qu'une «audio-description» est également nommée « vidéo-description » et « narration descriptive ».</p> <p>REMARQUE 2: Des pistes audio secondaires ou de remplacement sont couramment utilisées à cette fin.</p> <p>Critère de succès 1.2.5 audio-description (pré-enregistrée)</p> <p>Comprendre le critère de succès audio-description (pré-enregistrée)</p> <p>Comment satisfaire au critère audio-description (pré-enregistrée)</p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Fournir une audio-description pour tout contenu vidéo pré-enregistré, sous forme de média synchronisé.</p> <p>10.1.3 Adaptable</p>		<p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès 1.2.5 audio-description (pré-enregistrée) des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>	
<p>10.1.3.1 Information et relations</p>		<p>***</p>	
<p>10.1.3.1 Information et relations</p> <p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 1.3.1 Information et relations.</p> <p>Critère de succès 1.3.1 Information et relations des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le critère de succès Information et relations</p> <p>Comment satisfaire au critère de succès Information et relations</p> <p>(Niveau A)</p>		<p>C.10.1.3.1 Information et relations</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p>	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
L'information, la structure et les relations véhiculées par la <u>présentation</u> peuvent être déterminées par <u>un programme informatique</u> ou sont disponibles sous forme de texte.		1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.1 Information et relations</u> des WCAG 2.1. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
	10.1.3.2 Ordre séquentiel logique Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1 <u>Comprendre l'ordre séquentiel logique</u> <u>Comment satisfaire au critère Ordre séquentiel logique</u> (Niveau A) Lorsque l'ordre de présentation du contenu affecte sa signification, un <u>ordre de lecture correct</u> peut être <u>déterminé par un programme informatique</u> .	C.10.1.3.2 Ordre séquentiel logique Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
	10.1.3.3 Caractéristiques sensorielles Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles des WCAG 2.1.</u>	C.10.1.3.3 Caractéristiques sensorielles Type d'évaluation Inspection

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles des WCAG 2.1 <u>Comprendre les caractéristiques sensorielles</u> <u>Comment satisfaire au critère Caractéristiques sensorielles</u> (Niveau A) Les instructions données pour la compréhension et l'utilisation du contenu ne doivent pas reposer uniquement sur les caractéristiques sensorielles des éléments comme la forme, la couleur, la taille, l'emplacement visuel, l'orientation ou le son. Remarque: Pour les exigences liées à la couleur, se référer à la <u>Règle 1.4</u> .		Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles des WCAG 2.1</u> . Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
10.1.3.4 Orientation Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1</u> . Critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1 <u>Comprendre l'orientation</u> <u>Comment satisfaire au critère Orientation</u> (Niveau AA) Le contenu ne limite pas son affichage et son fonctionnement à une seule orientation d'affichage, comme le portrait ou le paysage, à moins qu'une orientation d'affichage spécifique soit <u>essentielle</u> . Remarque: Parmi les exemples où une orientation particulière de l'affichage peut être essentielle, on retrouve les chèques de banque, une application de piano, des diapositives pour un projecteur ou un téléviseur, ou un contenu de réalité virtuelle où l'orientation binaire de l'affichage n'est pas applicable.		C.10.1.3.4 Orientation Type d'évaluation Inspection Conditions préalables: 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1</u> . Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
10.1.3.5 Finalité d'un champ de saisie		C.10.1.3.5 Finalité d'un champ de saisie
Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.3.5 Finalité d'un champ de saisie des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation
Critère de succès 1.3.5 Finalité d'un champ de saisie des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre la Finalité d'un champ de saisie</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère Finalité d'un champ de saisie</u>		1. La TIC n'est pas un document Web.
(Niveau AA)		Procédure
La fonction de chaque champ de saisie recueillant de l'information sur l'utilisateur peut être <u>déterminée par un programme informatique</u> lorsque:		1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.5 Finalité d'un champ de saisie des WCAG 2.1.</u>
<ul style="list-style-type: none">Le champ de saisie sert à une fin indiquée dans la section <u>Fonctions de saisie des composants de l'interface utilisateur</u>;Le contenu est mis en œuvre à l'aide de technologies permettant de déterminer la signification attendue des données de saisie des formulaires.		Résultat
10.1.4 Reconnaissable		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
10.1.4.1 Utilisation de la couleur		---
Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1.</u>		C.10.1.4.1 Utilisation de la couleur
Critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1		Type d'évaluation
<u>Comprendre l'utilisation de la couleur</u>		Inspection
<u>Comment satisfaire au critère Utilisation de la couleur</u>		Conditions préalables
		1. La TIC n'est pas un document Web.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
(Niveau A)	<p>La couleur n'est pas utilisée comme la seule façon de véhiculer de l'information, d'indiquer une action, de solliciter une réponse ou de distinguer un élément visuel.</p> <p>Remarque : Ce critère de succès traite spécifiquement de la perception des couleurs. Les autres formes de perception sont traitées à la règle 1.3 comme l'accès à la couleur par un programme informatique et les autres formes de codage de la présentation visuelle.</p>	Procédure	1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1 .
		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.	
		C.10.1.4.2 Contrôle du son	
10.1.4.2 Contrôle du son Lorsque la TIC est un document hors ligne, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.1. Tableau 10.1: Critère de succès du document: Contrôle du son Si la lecture d'un fichier audio tiré d'un document dure plus de 3 secondes, un mécanisme est disponible pour le mettre en pause, l'arrêter ou pour en contrôler le volume de façon indépendante du niveau de volume du système général. REMARQUE 1: Puisque toute partie d'un document ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter le document entier, tout le contenu présent dans le document (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) doit satisfaire à ce critère de succès. REMARQUE 2: Ce critère de succès est identique au critère de succès 1.4.2 Contrôle du son des WCAG 2.1 , après remplacement de « sur une page Web » par « sur un document », de « tout contenu » par « toute partie d'un document », de « page entière » par « document entier », de « sur la page Web » par « sur le document », après suppression de « Voir l'exigence de conformité 5: Non-interférence » et après l'ajout de la note 1. Critère de succès 1.4.2 Contrôle du son des WCAG 2.1	Type d'évaluation		
	Inspection		
	Conditions préalables		
	1. La TIC n'est pas un document Web.		
	Procédure		
	1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.1.		
	Résultat		
	Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.		
	Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comprendre le contrôle du son</u> <u>Comment satisfaisaire au critère Contrôle du son</u> (Niveau A)		
10.1.4.3 Contraste (minimum) Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.3 Contraste des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 1.4.3 Contraste (minimum) des WCAG 2.1 <u>Comprendre le contraste (minimum)</u> <u>Comment satisfaisaire au critère Contraste (minimum)</u> (Niveau AA)		C.10.1.4.3 Contraste (minimum) Type d'évaluation: Inspection Conditions préalables <ul style="list-style-type: none">1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.3 Contraste (minimum) des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
10.1.4.4 Redimensionnement du texte Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1.</u>		C.10.1.4.4 Redimensionnement du texte Type d'évaluation

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 1: Les contenus pour lesquels il existe des lecteurs de logiciels, des visualiseurs ou des éditeurs dotés d'une fonction de zoom de 200% répondraient automatiquement à ce critère de succès lorsqu'ils sont utilisés avec ces lecteurs, à moins que le contenu ne fonctionne pas avec le zoom.</p> <p>REMARQUE 2: Ce critère de succès concerne la capacité de permettre aux utilisateurs d'agrandir le texte à l'écran au moins jusqu'à 200% sans avoir besoin d'avoir recours à des technologies d'assistance. Cela signifie que l'application fournit un moyen d'agrandir le texte à 200% (zoom ou autre) sans perte de contenu ou de fonctionnalité ou que l'application fonctionne avec les fonctions de la plateforme qui répondent à cette exigence.</p> <p>Critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le redimensionnement du texte</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Redimensionnement du texte</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>À l'exception des <u>sous-titres</u> et du <u>texte sous forme d'image</u>, le <u>texte</u> peut être redimensionné jusqu'à 200% sans l'aide d'une <u>technologie d'assistance</u> et sans perte de contenu ou de fonctionnalité.</p> <p>10.1.4.5 Texte sous forme d'image</p>	Inspection	
	Conditions préalables	
	1. La TIC n'est pas un document Web.	
	Procédure	
	1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1</u> .	
<p>C.10.1.4.5 Texte sous forme d'image</p>	Résultat	
	Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.	
	Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.	
<p>Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le texte sous forme d'image</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Texte sous forme d'image</u></p> <p>(Niveau AA)</p>	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	
	1. La TIC n'est pas un document Web.	
	Procédure	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Si les technologies utilisées peuvent réaliser la présentation visuelle, le <u>texte</u> est utilisé pour véhiculer de l'information plutôt que du <u>texte sous forme d'image</u>, sauf dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Personnalisable: Le texte sous forme d'image peut être <u>personnalisé visuellement</u> selon les exigences de l'utilisateur;• Essentielle: Une présentation spécifique du texte est <u>essentielle</u> à l'information véhiculée. <p>Remarque: Les logotypes sont considérés comme essentiels (le texte qui fait partie d'un logo ou d'un nom de marque).</p> <p>10.1.4.10 Redisposition</p> <p>Lorsque la TIC est un document hors ligne, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.2.</p> <p>Tableau 10.2: Critère de succès du document: Redisposition</p> <p>Le contenu peut être présenté sans perte d'information ou de fonctionnalité et sans nécessiter de défilement en deux dimensions en ce qui a trait aux éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Contenu à défilement vertical d'une largeur équivalente à 320 <u>pixels CSS</u>;• Contenu à défilement horizontal d'une hauteur équivalente à 256 <u>pixels CSS</u>. <p>À l'exception des parties du contenu qui nécessitent une mise en page bidimensionnelle aux fins de l'utilisation ou de la signification.</p> <p>REMARQUE 1: 320 pixels CSS équivalent à une largeur de fenêtre de départ de 1 280 pixels CSS avec un zoom de 400%. Pour les documents qui sont conçus pour défiler horizontalement (par exemple avec du texte vertical), les 256 pixels CSS équivalent à une hauteur de fenêtre de départ de 1 024 pixels avec un zoom de 400%.</p> <p>REMARQUE 2: Les exemples de contenu qui nécessitent une mise en page bidimensionnelle sont les images, les cartes, les diagrammes, les vidéos, les jeux, les présentations, les tableaux de données et les interfaces où il est nécessaire de garder les barres d'outils en vue pendant la manipulation du contenu.</p>		<p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p> <p>C.10.1.4.10 Redisposition</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.2.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 3: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 1.4.10 Redispotion des WCAG 2.1</u> après remplacement des notes originales des WCAG 2.1 par les notes 1 et 2 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 1.4.10 Redispotion des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre la redispotion</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Redispotion</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>10.1.4.11 Contraste des éléments non textuels</p> <p>Lorsque la TIC est une page Web, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le contraste des éléments non textuels</u></p> <p><u>Satisfaire au critère Contraste des éléments non textuels</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>La <u>présentation</u> visuelle des éléments suivants a un <u>rapport de contraste</u> d'au moins 3:1 par rapport aux couleurs adjacentes:</p> <ul style="list-style-type: none">• Composants de l'interface utilisateur: Les informations visuelles nécessaires à l'identification des <u>composants de l'interface utilisateur</u> et des <u>états</u>, à l'exception des composants inactifs ou lorsque l'apparence du composant est déterminée par l'agent utilisateur et non modifiée par l'auteur;• Objets graphiques: Parties de graphiques nécessaires à la compréhension du contenu, sauf lorsqu'une présentation graphique particulière est <u>essentielle</u> à l'information véhiculée.		<p>C.10.1.4.11 Contraste des éléments non textuels</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un document hors ligne qui n'a pas de zone de présentation de contenu de taille fixe qui est essentielle à l'information véhiculée.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
10.1.4.12 Espacement du texte		C.10.1.4.12 Espacement du texte
<p>Dans le cas où la TIC est un document hors ligne qui est doté d'une interface utilisateur et qui n'a pas de zone de présentation de contenu de taille fixe essentielle à l'information véhiculée, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre l'espacement du texte</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Espacement du texte</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Dans les contenus mis en œuvre à l'aide de langages de balisage qui prennent en charge les <u>propriétés de style de texte</u> suivantes, aucune perte de contenu ou de fonctionnalité ne se produit en définissant tous les éléments suivants et en ne modifiant aucune autre propriété de style:</p> <ul style="list-style-type: none">• Hauteur des lignes (interligne) jusqu'à au moins 1,5 fois la taille de la police;• Espacement des paragraphes suivants jusqu'à au moins 2 fois la taille de la police;• Espacement des lettres (suivi) jusqu'à au moins 0,12 fois la taille de la police;• Espacement des mots jusqu'à au moins 0,16 fois la taille de la police. <p>Exception: Les langues humaines et les scripts qui n'utilisent pas une ou plusieurs de ces propriétés de style de texte dans un texte écrit peuvent se conformer en utilisant uniquement les propriétés qui existent pour cette combinaison de langue et de script.</p>		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
		1. La TIC n'est pas un document Web.
		Procédure
<p><u>Critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus</u></p> <p>Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1</p>		C.10.1.4.13 Contenu en mode survol ou focus
		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comprendre le Contenu en mode survol ou focus</u>		1. La TIC n'est pas un document Web.
<u>Comment satisfaisaire au critère Contenu en mode survol ou focus</u>		Procédure
(Niveau AA)		1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1.</u>
Lorsque la réception puis la suppression du pointeur ou de la cible de saisie du clavier déclenchent l'affichage et le masquage d'un contenu supplémentaire, ce qui suit est vrai:		Résultat
<ul style="list-style-type: none">• Rejeté: Un <u>mécanisme</u> permet de rejeter le contenu supplémentaire sans déplacer le pointeur ou la cible de saisie du clavier, à moins que le contenu supplémentaire ne communique une <u>erreur de saisie</u> ou n'obscurcisse ou ne remplace pas un autre contenu;• Stationnaire: Si le survol du pointeur peut déclencher le contenu supplémentaire, alors le pointeur peut être déplacé sur le contenu supplémentaire sans que le contenu supplémentaire disparaisse;• Persistant: Le contenu supplémentaire reste visible jusqu'à ce que le déclencheur de survol ou de cible de saisie soit supprimé, que l'utilisateur le rejette ou que ses informations ne soient plus valables.		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
Exception: La présentation visuelle du contenu supplémentaire est contrôlée par l'agent utilisateur et n'est pas modifiée par l'auteur.		
Remarque: Parmi les exemples de contenu supplémentaire contrôlé par l'agent utilisateur figurent les infobulles du navigateur créées à l'aide de l' <u>attribut titre</u> HTML.		
Remarque: Les infobulles, sous-menus et autres fenêtres contextuelles non-modales qui s'affichent sur le survol et la cible de saisie sont des exemples de contenu supplémentaire couvert par ce critère.		
10.2 Bon état de fonctionnement		---
10.2.1 Clavier accessible		---
10.2.1.1 Clavier		C.10.2.1.1 Clavier
Dans le cas où la TIC est un document hors ligne, elle remplit le <u>critère de succès 2.1.1 Clavier des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 2.1.1 Clavier des WCAG 2.1 <u>Comprendre le clavier</u> <u>Comment satisfaisaire au critère Clavier</u> (Niveau A) Toutes <u>les fonctions</u> du contenu sont contrôlées par une <u>interface clavier</u> qui n'exige pas de rythmes de frappe particuliers, sauf lorsque la fonction sous-jacente nécessite des données indiquant la trajectoire donnée par l'utilisateur en plus des points finaux. Remarque: Cette exception s'applique à la fonction sous-jacente et non à la technique d'entrée. Par exemple, si la saisie se fait par écriture manuscrite, la technique de saisie (écriture manuscrite) nécessitera une saisie qui dépend du tracé, mais non pas de la fonction sous-jacente (saisie de texte). Remarque: Rien de ce qui précède ne vient s'opposer à l'utilisation de la souris ni aux méthodes de saisie autres que l'utilisation du clavier.		Inspection Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 2.1.1 Clavier des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
10.2.1.2 Pas de piège au clavier Lorsque la TIC est un document hors ligne, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.3. Tableau 10.3: Critère de succès du document: Pas de piège au clavier Si la cible de saisie du clavier peut être positionnée sur un élément de la page à l'aide d'une <u>interface clavier</u> , réciproquement, il peut être déplacé hors de ce même composant simplement à l'aide d'une interface clavier et, si ce déplacement exige plus que l'utilisation d'une simple touche flèche ou tabulation ou toute autre méthode standard de sortie, l'utilisateur est informé de la méthode permettant de déplacer la cible de saisie hors de ce composant. REMARQUE 1: Puisque toute partie d'un document ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter le document entier, il est nécessaire que tout le		C.10.2.1.2 Pas de piège au clavier Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.3. Résultat

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
<p>contenu présent dans le document (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) satisfasse à ce critère de succès.</p> <p>REMARQUE 2: La méthode standard de sortie pourrait varier d'une plateforme à l'autre. Par exemple, la touche Échap est une méthode standard de sortie sur de nombreuses plateformes de bureau.</p> <p>Critère de succès 2.1.2 Pas de piège au clavier des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre pas de piège au clavier</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère pas de piège au clavier</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>10.2.1.4 Raccourcis clavier des caractères</p> <p>Lorsque les TIC sont une page Web, elles doivent satisfaire au <u>critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre les raccourcis clavier des caractères</u></p> <p><u>Comment utiliser les raccourcis clavier des caractères</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Si un <u>raccourci clavier</u> est mis en œuvre dans le contenu en utilisant uniquement des lettres (y compris les lettres majuscules et minuscules), des signes de ponctuation, des chiffres ou des symboles, alors au moins un des éléments suivants est vrai:</p> <ul style="list-style-type: none">• Désactiver: Un <u>mécanisme</u> est disponible pour désactiver le raccourci;• Remapper: Un mécanisme est offert pour remapper le raccourci afin d'utiliser un ou plusieurs caractères clavier non imprimables (par exemple Ctrl, Alt, etc.);	<p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>C.10.2.1.4 Raccourcis clavier des caractères</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure:</p> <p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">Actif uniquement sur le contenu de la cible de saisie: Le raccourci clavier d'un <u>composant d'interface utilisateur</u> n'est actif que lorsque la cible de saisie est sur ce composant.		
10.2.2 Assez de temps		---
10.2.2.1 Réglage du délai		C.10.2.2.1 Réglage du délai
Lorsque la TIC est un document hors ligne, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.4.		Type d'évaluation
Tableau 10.4: Critère de succès du document: Réglage du délai		Inspection
Pour chaque limite de temps fixée par le document, au moins l'un des points suivants est vrai:		Conditions préalables
<ul style="list-style-type: none">Suppression: L'utilisateur a la possibilité de désactiver la limite de temps avant de l'atteindre; ouAjustement: L'utilisateur a la possibilité d'ajuster la limite de temps avant de la rencontrer dans un intervalle d'au moins dix fois la durée paramétrée par défaut; ouExtension: L'utilisateur est averti avant que la limite de temps expire et il lui est accordé au moins 20 secondes pour étendre cette limite par une action simple (par exemple, « appuyer sur la barre d'espace ») et l'utilisateur a la possibilité d'étendre la limite de temps au moins dix fois; ouL'exception du temps réel: La limite de temps est une partie constitutive d'un événement en temps réel (par exemple, une enchère) et aucune solution de rechange n'est possible; ouL'exception de la limite essentielle: La limite de temps est <u>essentielle</u> et l'étendre invaliderait alors l'activité; ouL'exception des 20 heures: La limite de temps est supérieure à 20 heures.		1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.4. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
REMARQUE 1: Ce critère de succès permet de s'assurer que les utilisateurs peuvent accomplir les tâches sans changements inattendus dans le contenu ou le contexte résultant d'une limite de temps. Ce critère de succès doit être considéré conjointement avec le <u>critère de succès 3.2.1 des WCAG 2.1</u> , qui impose des limites aux changements de contenu ou de contexte résultant de l'action des utilisateurs.		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 2: Ce critère de succès est identique au critère de succès 2.2.1 Réglage du délai des WCAG 2.1, après le remplacement de « le contenu » par « documents » et l'ajout des mots « des WCAG 2.1 » après les mots « critère de succès » à la note 1 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 2.2.1 Réglage du délai des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le Réglage du délai</p> <p>Comment satisfaire au critère Réglage du délai</p> <p>(Niveau A)</p> <p>10.2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer</p> <p>Lorsque la TIC est un document hors ligne, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.5.</p> <p>Tableau 10.5: Critère de succès du document: Mettre en pause, arrêter, masquer</p> <p>Pour déplacer, faire clignoter, faire défiler ou mettre à jour automatiquement des informations, tous les éléments suivants sont vrais:</p> <ul style="list-style-type: none">• Déplacement, clignotement, défilement: Pour toute information en mouvement, clignotante ou défiliante qui (1) démarre automatiquement, (2) dure plus de cinq secondes et (3) est présentée en parallèle avec d'autres contenus, il existe un mécanisme permettant à l'utilisateur de mettre en pause, d'arrêter ou de masquer l'information à moins que le déplacement, le clignement ou le défilement fasse partie d'une activité où cela est essentiel; et• Mise à jour automatique: Pour toute mise à jour qui (1) démarre automatiquement et (2) est présentée en parallèle avec d'autres contenus, il existe un mécanisme permettant à l'utilisateur de la mettre en pause, de l'arrêter, de la masquer ou de contrôler sa fréquence, sauf si la mise à jour automatique fait partie d'une activité où elle est essentielle. <p>REMARQUE 1: Pour les exigences relatives au contenu clignotant ou avec flash, se référer à la règle 2.3 des WCAG 2.1.</p>		<p>C.10.2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.5.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 2: Puisque toute partie d'un document ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter le document entier, il est nécessaire que tout le contenu présent dans le document (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) satisfasse à ce critère de succès.</p> <p>REMARQUE 3: Le contenu qui est mis à jour périodiquement par un logiciel ou qui est transmis en continu à l'agent utilisateur n'est pas tenu de préserver ou de présenter l'information générée ou reçue entre le début de la pause et la reprise de la présentation, car cela pourrait ne pas être techniquement possible et, dans de nombreuses situations, être trompeur.</p> <p>REMARQUE 4: Une animation qui se produit dans le cadre d'une phase de préchargement ou d'une situation similaire peut être considérée comme essentielle si l'interaction ne peut pas se produire pendant cette phase pour tous les utilisateurs et si le fait de ne pas indiquer les progrès pouvait dérouter les utilisateurs ou leur faire croire que le contenu était gelé ou séparé.</p> <p>REMARQUE 5: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer des WCAG 2.1</u>, après remplacement de « page » et de « page Web » par « document », suppression de « Voir l'exigence de conformité 5: Non-ingérence » dans la note 2 du critère de succès, l'ajout des mots « des WCAG 2.1 » à la suite de « règle 2.3 » à la note 1 et la reformulation de la note 2 de façon à éviter le verbe « devoir ».</p> <p>Critère de réussite 2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Mettre en pause, arrêter, masquer</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Mettre en pause, arrêter, masquer</u></p> <p>(Niveau A)</p>		
10.2.3 Crises et réactions physiques		---
10.2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique		C.10.2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique
Lorsque la TIC est un document hors ligne, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.6.		Type d'évaluation Inspection

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Tableau 10.6: Critère de succès du document: Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique		Conditions préalables
Un document doit être exempt de tout élément qui flashe plus de trois fois dans n'importe quel intervalle d'une seconde ou ce <u>flash</u> doit se situer sous le seuil de flash générique et le seuil de flash rouge.		1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure
REMARQUE 1: Puisque toute partie d'un document ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter le document entier, il est nécessaire que tout le contenu présent dans le document (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) satisfasse à ce critère de succès.		1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.6. Résultat
REMARQUE 2: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique des WCAG 2.1</u> après remplacement de « pages Web » par « documents », de « la page entière » par « le document entier », « la page Web » par « le document », après suppression de « Voir l'exigence de conformité 5: Non-ingérence » et après la reformulation de la note 1 ci-dessus pour éviter le verbe « devoir ».		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
Critère de succès 2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique des WCAG 2.1		
<u>Comprendre le critère de succès Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique</u>		
<u>Comment satisfaire au critère Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique</u>		
(Niveau A)		---
10.2.4 Navigable		
10.2.4.2 Titre de document		C.10.2.4.2 Titre de document
Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.7.		Type d'évaluation
Tableau 10.7: Critère de succès du document: Titre de document		Inspection
Les documents présentent un titre qui décrit leur sujet ou leur but.		Conditions préalables

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
REMARQUE 1: Le nom d'un document (p. ex. document, fichier multimédia) peut servir de titre s'il décrit le sujet ou le but.		1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure
REMARQUE 2: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.4.2 Titre de page des WCAG 2.1</u> après remplacement de « pages Web » par « documents » et après ajout de la note 1 ci-dessus.		1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.7. Résultat
Critère de succès 2.4.2 Titre de page des WCAG 2.1		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
<u>Comprendre le critère de succès Titre de page</u>		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
<u>Comment satisfaire au critère de succès Titre de page</u>		
(Niveau A)		
10.2.4.3 Parcours de la cible de saisie		C.10.2.4.3 Parcours de la cible de saisie
Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.8.		Type d'évaluation
Tableau 10.8: Critère de succès du document: Parcours de la cible de saisie		Inspection
Si un document peut être <u>parcourue de façon séquentielle</u> et que les séquences de navigation affectent la signification ou l'action, les éléments reçoivent la cible de saisie dans un ordre qui préserve la signification et l'opérabilité.		Conditions préalables
REMARQUE: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.4.3 Parcours de la cible de saisie des WCAG 2.1</u> après remplacement de « page Web » par « document ».		1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure
Critère de succès 2.4.3 Parcours de la cible de saisie des WCAG 2.1		1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.8.
<u>Comprendre le critère de succès Parcours de la cible de saisie</u>		Résultat
<u>Comment satisfaire au critère de succès Parcours de la cible de saisie</u>		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
(Niveau A)		
10.2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte)		C.10.2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte)
Dans le cas où la technologie est un document, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
Critère de succès 2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1		1. La TIC n'est pas un document Web.
<u>Comprendre le critère de succès Fonction du lien (selon le contexte)</u>		Procédure
<u>Comment satisfaire au critère de succès Fonction du lien (selon le contexte)</u>		1. Vérifiez que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1.</u>
(Niveau A)		Résultat
La <u>fonction de chaque lien</u> est déterminée par le texte du lien seul ou par le texte du lien associé à un contexte du lien déterminé par un <u>programme informatique</u> , sauf si la fonction du lien est <u>ambiguë pour tout utilisateur</u> .		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
10.2.4.6 En-têtes et étiquettes		C.10.2.4.6 En-têtes et étiquettes
Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
Critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes des WCAG 2.1		1. La TIC n'est pas un document Web.
<u>Comprendre le critère de succès En-têtes et étiquettes</u>		Procédure
<u>Comment satisfaire au critère de succès En-têtes et étiquettes</u>		
(Niveau AA)		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Les en-têtes et les <u>étiquettes</u> décrivent le sujet ou le but.		<p>1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>10.2.4.7 Visibilité de la cible de saisie</p> <p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Visibilité de la cible de saisie</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Visibilité de la cible de saisie</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Toute interface utilisable au clavier comporte un mode de fonctionnement où la cible de saisie est visible.</p>		<p>C.10.2.4.7 Visibilité de la cible de saisie</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>10.2.5 Saisie</p> <p>---</p>		<p>---</p>
<p>10.2.5.1 Mouvements du pointeur</p> <p>Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.9.</p>		<p>C.10.2.5.1 Mouvements du pointeur</p> <p>Type d'évaluation</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Tableau 10.9: Critère de succès du document: Mouvements du pointeur		Inspection
Toutes les <u>fonctions</u> qui utilisent des mouvements multipoints ou basés sur un tracé pour exécuter une commande peuvent être utilisées avec un <u>seul pointeur</u> sans mouvement basé sur un tracé, à moins qu'un mouvement multipoint ou basé sur un tracé soit <u>essentiel</u> .		Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web.
REMARQUE 1: cette exigence s'applique aux documents qui interprètent les actions du pointeur (c.-à-d. qu'elle ne s'applique pas aux actions requises pour faire fonctionner l'agent utilisateur ou la technologie d'assistance).		Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.9.
REMARQUE 2: ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.5.1 Mouvements du pointeur des WCAG 2.1</u> après remplacement des notes originales des WCAG 2.1 par la note 1 ci-dessus.		Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
Critère de succès 2.5.1 Mouvements du pointeur des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Mouvements du pointeur</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Mouvements du pointeur</u> (Niveau A)		
10.2.5.2 Annulation du pointeur		C.10.2.5.2 Annulation du pointeur
Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.10.		Type d'évaluation
Tableau 10.10: Critère de succès du document: Annulation du pointeur		Inspection
Dans le cas des <u>fonctions</u> qui peuvent fonctionner à l'aide d'un <u>seul pointeur</u> , au moins l'un des éléments suivants est vrai:		Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web.
<ul style="list-style-type: none">Aucun événement descendant: l'<u>événement descendant</u> n'est pas utilisé pour exécuter une partie de la fonction;		Procédure

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">Abandonner ou Annuler: la fonction se termine avec l'événement <u>ascendant</u> et un <u>mécanisme</u> est disponible pour abandonner la fonction avant la fin ou pour annuler la fonction une fois l'exécution de la fonction terminée;Inversion de l'événement: l'événement montant inverse tout résultat de l'événement descendant précédent;Essentiel: terminer la fonction sur inversion de l'événement est essentiel. <p>REMARQUE 1: les fonctions qui émulent un appui clavier ou un pavé numérique sont considérées comme essentielles.</p> <p>REMARQUE 2: cette exigence s'applique au contenu Web qui interprète les actions du pointeur (c-à-d. qu'elle ne s'applique pas aux actions requises pour faire fonctionner l'agent utilisateur ou la technologie d'assistance).</p> <p>REMARQUE 3: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.5.2 Annulation du pointeur des WCAG 2.1</u> après remplacement des notes originales des WCAG 2.1 par les notes 1 et 2 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 2.5.2 Annulation du pointeur des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Annulation du pointeur</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Annulation du pointeur</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>10.2.5.3 Étiquette dans le nom</p>	<p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.10.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Étiquette dans le nom</u></p>	<p>C.10.2.5.3 Étiquette dans le nom</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comment satisfaire au critère de succès Étiquette dans le nom</u> (Niveau A) Pour les composants d'interface utilisateur dont les <u>étiquettes</u> contiennent du <u>texte</u> ou du <u>texte sous forme d'image</u> , le <u>nom</u> contient le texte qui est présenté visuellement. Remarque: il est grandement conseillé de placer le texte de l'étiquette au début du nom.		Procédure 1. Vérifier que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. C.10.2.5.4 Activation par le mouvement
10.2.5.4 Activation par le mouvement Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement <u>Comprendre le critère de succès Activation par le mouvement</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Activation par le mouvement</u> (Niveau A) Les <u>fonctions</u> activées en déplaçant le périphérique ou par le déplacement de l'utilisateur peuvent aussi être activées par les <u>composants d'interface utilisateur</u> , et la réaction au mouvement peut être désactivée afin d'éviter le déclenchement accidentel, sauf lorsque: <ul style="list-style-type: none">• Interface prise en charge: le mouvement est utilisé pour faire fonctionner la fonctionnalité au moyen d'une interface <u>qui prend en charge l'accessibilité</u>;• Essentiel: le mouvement est <u>essentiel</u> pour exécuter la fonction, et ce faisant, il invalide l'activité.		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. ---
10.3 Compréhensible		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
10.3.1 Compréhensible		---
10.3.1.1 Langue du document		C.10.3.1.1 Langue du document
Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.11.		Type d'évaluation
Tableau 10.11: Critère de succès du document: Langue du document		Inspection
La <u>langue</u> par défaut de chaque document peut être déterminée par un <u>programme informatique</u> .		Conditions préalables
REMARQUE: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 3.1.1 Langue de la page des WCAG 2.1</u> après remplacement de « page Web » par « document ».		1. La TIC n'est pas un document Web.
Critère de succès 3.1.1 Langue de la page des WCAG 2.1		Procédure
<u>Comprendre le critère de succès Langue de la page</u>		1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.11.
<u>Comment satisfaire au critère de succès Langue de la page</u>		Résultat
(Niveau A)		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
10.3.1.2 Langue d'un passage		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.12.		C.10.3.1.2 Langue d'un passage
Tableau 10.12: Critère de succès du document: Langue d'un passage		Type d'évaluation
La <u>langue</u> de chaque passage ou expression du document peut être déterminée par un <u>programme informatique</u> sauf pour un nom propre, pour un terme technique, pour un mot dont la langue est indéterminée ou pour un mot ou une expression faisant partie du langage courant de la langue utilisée dans le contexte immédiat.		Inspection
		Conditions préalables
		1. La TIC n'est pas un document Web.
		Procédure

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 1: Pour certaines technologies de documentation, il n'existe pas de méthode de technologie d'assistance pouvant indiquer la langue des différents passages ou expressions du document, et il ne serait pas possible de satisfaire au critère de succès en utilisant ces technologies.</p> <p>REMARQUE 2: L'héritage est une méthode courante. Par exemple, un document fournit la langue qu'il utilise et on peut supposer que tous les éléments de texte ou d'un élément d'interface utilisateur de ce document utiliseront la même langue, sauf indication contraire.</p> <p>REMARQUE 3: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 3.1.2 Langue d'un passage des WCAG 2.1</u> après remplacement de « contenu » par « document » et après ajout des notes 1 et 2 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 3.1.2 Langue d'un passage de WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Langue d'un passage</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Langue d'un passage</u></p> <p>(Niveau AA)</p>		<p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.12.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>10.3.2 Prévisible</p> <p>10.3.2.1 Cible de saisie</p>		<p>---</p>
<p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1</u>.</p> <p>REMARQUE: Certains documents composés et leurs agents utilisateurs sont conçus pour offrir des fonctions d'affichage et de modification très différentes selon la partie du document composé où les interactions ont lieu (par exemple, une présentation qui contient une feuille de calcul intégrée, dans laquelle les menus et les barres d'outils de l'agent utilisateur changent selon que l'utilisateur interagit avec le contenu de la présentation ou celui de la feuille de calcul intégrée). Si l'utilisateur utilise un mécanisme autre que celui de mettre la cible de saisie sur la partie du document composite avec laquelle il veut interagir (p. ex. par un choix de menu ou un mouvement spécial de clavier), tout changement de contexte qui en résulterait ne serait pas soumis à ce critère de succès parce qu'il n'a pas été causé par un déplacement de la cible de saisie.</p>		<p>C.10.3.2.1 Cible de saisie</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Cible de saisie</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Cible de saisie</u> (Niveau A) Quand un <u>composant de l'interface utilisateur</u> reçoit la cible de saisie, il ne doit pas amorcer un <u>changement</u> de contexte.		1. Vérifiez si le document n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
10.3.2.2 À la saisie Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès À la saisie</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès À la saisie</u> (Niveau A) Le changement de paramètre d'un <u>composant d'interface utilisateur</u> ne doit pas amorcer de <u>changement de contexte</u> , à moins que l'utilisateur n'ait été avisé de ce comportement avant d'utiliser le composant.		C.10.3.2.2 À la saisie Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifiez que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. ---
10.3.3 Aide à la saisie 10.3.3.1 Identification des erreurs		C.10.3.3.1 Identification des erreurs

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs</p> <p>Comprendre le critère de succès Identification des erreurs</p> <p>Comment satisfaire au critère de succès Identification des erreurs</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Si une erreur de saisie est détectée automatiquement, l'élément en erreur est identifié et l'erreur est décrite à l'utilisateur sous forme de texte.</p>	Type d'évaluation	Inspection
	Conditions préalables	1. La TIC n'est pas un document Web.
	Procédure	1. Vérifiez que le document n'échoue pas au critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs des WCAG 2.1.
	Résultat	Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
10.3.3.2 Étiquettes ou instructions		C.10.3.3.2 Étiquettes ou instructions
<p>Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions</p> <p>Comprendre le critère de succès Étiquettes ou instructions</p> <p>Comment satisfaire au critère Étiquettes ou instructions</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Des étiquettes sont présentées ou des instructions sont fournies quand un contenu requiert une saisie utilisateur.</p>	Type d'évaluation	Inspection
	Conditions préalables	1. La TIC n'est pas un document Web.
	Procédure	1. Vérifiez que le document n'échoue pas au critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions des WCAG 2.1.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
10.3.3.3 Suggestion après une erreur Dans le cas où la technologie n'est pas un document Web, celle-ci doit satisfaire au <u>critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Suggestion après une erreur</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Suggestion après une erreur</u> (Niveau AA) Si une <u>erreur de saisie</u> est automatiquement détectée et que des suggestions de corrections sont connues, ces suggestions sont alors proposées à l'utilisateur à moins que cela puisse compromettre la sécurité ou la finalité du contenu.	Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. C.10.3.3.3 Suggestion après une erreur Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC n'est pas un document Web. Procédure 1. Vérifiez que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1.4</u>	
	Résultat: Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. C.10.3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)	
	Type d'évaluation Inspection Conditions préalables	
10.3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données) Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.13. Tableau 10.13: Critère de succès du document: Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Lorsqu'un document donne lieu à des <u>engagements juridiques</u> ou à des transactions financières de la part de l'utilisateur qui soit modifiant ou effacent des données <u>contrôlables par l'utilisateur</u> dans des systèmes de stockages de données, soit enregistrent les réponses de l'utilisateur à un test ou un examen, au moins l'une des conditions suivantes est vraie:</p> <ol style="list-style-type: none">1. Réversible: les actions d'envoi sont réversibles2. Vérifiée: les données saisies par l'utilisateur sont vérifiées au niveau des erreurs de saisie et la possibilité est donnée à l'utilisateur de les corriger.3. Confirmée: un mécanisme est disponible pour revoir, confirmer et corriger les informations avant leur soumission finale. <p>REMARQUE: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 3.3.4 Prévention des erreurs (juridique, financier, de données) des WCAG 2.1</u> après remplacement de « pages Web » par « documents ».</p> <p>Critère de succès 3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données) des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>10.4 Robuste</p> <p>10.4.1 Compatible</p> <p>10.4.1.1 Analyse syntaxique</p> <p>Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.14.</p> <p>Tableau 10.14: Critère de succès du document: Analyse syntaxique</p>		<p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.13.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
---		---
---		---
C.10.4.1.1 Analyse syntaxique		
Type d'évaluation		Inspection
Conditions préalables		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Lorsqu'un document utilise un langage de balisage de telle sorte que le balisage est visible et mis à la disposition des technologies d'assistance et des fonctions d'accessibilité du logiciel ou à un agent utilisateur sélectionnable par l'utilisateur, les éléments ont des balises de début et de fin complètes, les éléments sont imbriqués selon leurs spécifications, les éléments ne contiennent pas d'attributs en double et tout identifiant est unique, sauf lorsque les spécifications permettent ces fonctions.</p> <p>REMARQUE 1: Les balises de début et de fin auxquelles il manque un caractère critique, comme une parenthèse fermante ou un guillemet de valeur d'attribut mal appropriée, sont considérées incomplètes.</p> <p>REMARQUE 2: Le balisage n'est pas toujours mis à la disposition des technologies d'assistance ou des agents utilisateurs sélectionnables par l'utilisateur tels que les navigateurs. Dans de tels cas, la conformité à cette disposition n'aurait aucune incidence sur l'accessibilité, comme c'est le cas pour le contenu Web lorsqu'il est exposé.</p> <p>REMARQUE 3: Les exemples de balisage qui sont exposés séparément et disponibles pour les technologies d'assistance et les agents utilisateurs comprennent, sans s'y limiter: les documents encodés en HTML, ODF et OOXML. Dans ces exemples, le balisage peut être entièrement analysé de deux façons: a) par des technologies d'assistance qui peuvent ouvrir directement le document, b) par des technologies d'assistance utilisant des API DOM d'agents utilisateurs pour ces formats de document.</p> <p>REMARQUE 4: Ce critère de succès est identique au critère de succès 4.1.1 Analyse syntaxique des WCAG 2.1 après remplacement de « Dans le contenu mis en œuvre en utilisant des langages de balisage » par « Lorsqu'un document utilise un langage de balisage de telle sorte que le balisage est visible et mis à la disposition des technologies d'assistance et des fonctions d'accessibilité du logiciel ou à un agent utilisateur sélectionnable par l'utilisateur » et après l'ajout des notes 2 et 3 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 4.1.1 Analyse syntaxique des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le critère de succès Analyse syntaxique</p> <p>Comment satisfaire au critère de succès Analyse syntaxique</p> <p>(Niveau A)</p> <p>10.4.1.2 Nom, rôle et valeur</p>		<p>1. La TIC n'est pas un document Web.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.14.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
		C.10.4.1.2 Nom, rôle et valeur

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Lorsque la TIC n'est pas un document Web, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 10.15.		Type d'évaluation
Tableau 10.15: Critère de succès du document: Nom, rôle et valeur		Inspection
Pour tout <u>composant d'interface utilisateur</u> (comprenant, mais n'étant pas limité aux éléments de formulaire, liens et composants générés par des scripts), le <u>nom</u> et le <u>rôle</u> peuvent être <u>déterminés par un programme informatique</u> ; les états, les propriétés et les valeurs qui peuvent être paramétrés par l'utilisateur peuvent être <u>définis par</u> un programme informatique ; et la notification des changements de ces éléments est disponible aux <u>agents utilisateurs</u> , incluant les <u>technologies d'assistance</u> .		Conditions préalables
		1. La TIC n'est pas un document Web.
		Procédure
		1. Vérifier que le document n'échoue pas au critère de succès indiqué dans le tableau 10.15.
		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
REMARQUE 1: Ce critère de succès s'adresse principalement aux développeurs de logiciels qui développent ou utilisent des composants d'interface utilisateur personnalisés. Les composants d'interface utilisateur standard de la plupart des plateformes qui prennent en charge l'accessibilité répondent déjà à ce critère de succès lorsqu'ils sont utilisés conformément aux spécifications.		
REMARQUE 2: Pour les formats de documents qui prennent en charge l'interopérabilité avec la technologie d'assistance, les composants d'interface utilisateur standard satisfont souvent à ce critère de succès lorsque leur usage est conforme aux indications générales en matière de conception et d'accessibilité pour le format du document.		
REMARQUE 3: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 4.1.2 Nom, rôle et valeur des WCAG 2.1</u> après remplacement de la note originale des WCAG 2.1 par note 1 et après ajout de la note 2 ci-dessus.		
Critère de succès 4.1.2 Nom, rôle et valeur des WCAG 2.1		
<u>Comprendre le critère de succès Nom, rôle et valeur</u>		
<u>Comment satisfaire au critère de succès Nom, rôle et valeur</u>		
(Niveau A)		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
10.5 Positionnement des sous-titres		C.10.5 Positionnement des sous-titres
Lorsque la TIC est un document hors ligne qui contient des médias synchronisés avec des sous-titres, ces sous-titres ne doivent pas masquer l'information pertinente contenue dans les médias synchronisés.		La clause 10.5 ne contient aucune exigence en matière de tests.
10.6 Synchronisation de la audio description		C.10.6 Synchronisation de la audio description
Lorsque la TIC est un document hors ligne qui contient un média synchronisé avec description sonore, cette description sonore ne doit pas interférer avec les informations audio pertinentes du média synchronisé.		La clause 10.6 ne contient aucune exigence en matière de test.
11 Logiciels		---
11.0 Généralités (information)		C.11.0 Généralités (information)
Cette clause précise les exigences qui s'appliquent: <ul style="list-style-type: none">• aux logiciels de plateformes;• aux logiciels qui ont une interface utilisateur, y compris le contenu du logiciel;• aux outil-auteurs;• aux logiciels qui servent de technologie d'assistance. REMARQUE 1: L'agent utilisateur est un exemple de logiciel qui possède une interface utilisateur. REMARQUE 2: Les exigences relatives au contenu Web, notamment aux logiciels qui sont du contenu Web, se trouvent à La clause 9. REMARQUE 3: Les exigences relatives aux documents, qui peuvent être présentés par les agents utilisateurs, se trouvent à La clause 10. REMARQUE 4: Bien que l'accessibilité des interfaces de ligne de commande ne soit pas abordée dans le présent document, l'accessibilité peut être réalisée au moyen d'exigences contextuelles, dont certaines se trouvent dans les clauses 5 et 11. Les exigences des clauses 11.1 à 11.5 s'appliquent aux logiciels: <ul style="list-style-type: none">• qui ne sont pas des pages Web;		La clause 11.0 n'a qu'une valeur informative et ne contient aucune exigence relative aux tests de conformité.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">• qui ne sont pas intégrés dans une page Web ni utilisés dans le rendu ou le fonctionnement de la page. <p>La clause 9 énonce les exigences de conformité des logiciels qui se trouvent dans des pages Web ou qui sont intégrés dans des pages Web, et qui sont utilisés dans le rendu ou qui sont destinés à être rendus avec la page Web dans laquelle ils sont intégrés.</p> <p>Certaines exigences des clauses 11.1 à 11.5 ont des versions différentes selon que la fonctionnalité est non restreinte ou restreinte. Dans ces cas, La clause correspondante est divisée en deux sous-dispositions.</p> <p>Les critères de succès énoncés dans les clauses 11.1 à 11.5 visent à s'harmoniser avec la Note du groupe de travail [i.26] produite par le WCAG2ICT Task Force du W3C.</p> <p>REMARQUE 5: Le logiciel qui fournit une interface utilisateur comprend son propre contenu. Voici quelques exemples de contenu présent dans un logiciel: les composants d'interface et le texte d'une barre de menu issus d'une application d'interface utilisateur graphique, les icônes d'une barre d'outils, les invites prononcées dans une interface utilisateur audio, les autres commandes d'interaction utilisateur et les textes, graphiques ou documents qui sont chargés à l'extérieur du logiciel.</p>		
11.1 Perceptible		
11.1.1 Équivalents textuels		
11.1.1.1 Contenu non textuel		
11.1.1.1.1 Contenu non textuel (fonction non restreinte)		C.11.1.1.1.1 Contenu non textuel (fonction non restreinte)
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel des WCAG 2.1.</p> <p>REMARQUE: Les CAPTCHAS n'apparaissent pas actuellement hors du Web. Cependant, s'ils apparaissent, la présente directive est pertinente.</p>		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
Critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel des WCAG 2.1		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comprendre le critère de succès Contenu non textuel</u>		2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.
<u>Comment satisfaire au critère de succès Contenu non textuel</u>		Procédure
(Niveau A)		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 1.1.1 Contenu non textuel</u> des <u>WCAG 2.1</u> .
Tout contenu non textuel présenté à l'utilisateur a un <u>équivalent textuel</u> , à l'exception des situations énumérées ci-dessous.		Résultat
<ul style="list-style-type: none">Composant d'interface ou de saisie: si le contenu non textuel est un composant d'interface ou s'il permet la saisie d'informations par l'utilisateur, c'est qu'il a un <u>nom</u> qui décrit sa fonction. (Se référer au <u>critère de succès 4.1.2</u> pour des exigences supplémentaires à propos des composants d'interface utilisateur ou des contenus qui permettent la saisie d'informations par l'utilisateur.)Média temporel: Si le contenu non textuel est un média temporel, fournissez au moins une description de ce contenu. (Reportez-vous à la <u>Ligne directrice 1.2</u> pour obtenir d'autres exigences relatives aux médias.)Test: Si le contenu non textuel est un test ou un exercice qui ne serait pas valide en <u>format texte</u>, fournissez au moins une description de ce contenu.Sensation: Si le contenu non textuel est principalement conçu pour créer une <u>expérience sensorielle précise</u>, fournissez au moins une description de ce contenu.<u>CAPTCHA</u>: Si du contenu non textuel est utilisé pour confirmer l'accès par une personne plutôt que par un ordinateur, fournissez du texte qui décrit la fonction du contenu et offrez d'autres formes CAPTCHA au moyen de formes de reconnaissance qui utilisent d'autres sens pour tenir compte de divers handicaps.Décoration, format, invisibilité: Si le contenu non textuel est utilisé uniquement aux fins de <u>décoration</u> et de formatage, ou n'est pas affiché à l'utilisateur, il peut être mis en œuvre d'une manière qui peut être ignorée par les <u>technologies d'assistance</u>.		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.1.1.1.2 Contenu non textuel (fonction restreinte)		C.11.1.1.1.2 Contenu non textuel (fonction restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, cette technologie satisfait à l'exigence 5.1.3.6 (sortie vocale pour contenu non textuel).		Type d'évaluation Examen

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		Conditions préalables
		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
		2. L'interface utilisateur ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.
		3. Le contenu non textuel est présenté aux utilisateurs via la sortie vocale.
		Procédure
		1. Vérifier que la sortie vocale est fournie comme solution de rechange au contenu non textuel.
		2. Vérifier que le contenu non textuel n'est pas seulement présent à titre décoratif.
		3. Vérifier que le contenu non textuel n'est pas utilisé uniquement pour le formatage visuel.
		4. Vérifier que la sortie vocale est conforme aux indications relatives à l' équivalent textuel » décrit dans les <u>critères de succès 1.1.1 Contenu non textuel des WCAG 2.1.</u>
		Résultat
11.1.2 Médias temporels	11.1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (préenregistré)	Réussite: Les énoncés testables n°s 1, 2, 3 et 4 sont vrais; ou le n° 1 et le n° 2 sont faux; ou le n° 1 et le n° 3 sont faux.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est vrai et le n° 2 est faux; ou le n° 1 est vrai et le n° 3 est faux; ou les n°s 1, 2 et 3 sont vrais et le n° 4 est faux.

		C.11.1.2.1.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré – fonction non restreinte)
11.1.2.1.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré – fonction non restreinte)	Dans le cas où la TIC est un logiciel non-Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran et où un contenu audio	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>pré-enregistré n'est pas nécessaire pour permettre l'utilisation des fonctions restreintes des TIC, la technologie remplit le <u>critère de succès 1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré) des WCAG 2.1.</u></p> <p>REMARQUE: Le média de remplacement peut être fourni directement dans le logiciel – ou fourni dans une version de remplacement qui satisfait au critère de succès.</p> <p>Critère de succès 1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré)</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Pour des médias <u>pré-enregistrés seulement audio</u> et <u>pré-enregistrés seulement vidéo</u>, les éléments suivants sont vrais, sauf si l'audio ou la vidéo est un <u>média de remplacement pour un texte</u> et qu'il est clairement identifié comme tel:</p> <ul style="list-style-type: none">• Contenu pré-enregistré seulement audio: fournir une <u>version de remplacement pour un média temporel</u>, présentant une information équivalente au contenu seulement audio.• Contenu pré-enregistré seulement vidéo: fournir, soit une version de remplacement pour un média temporel, soit une piste audio (présentant une information équivalente) pour un contenu pré-enregistré seulement vidéo.		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.</p> <p>3. Un contenu audio pré-enregistré n'est pas nécessaire pour permettre l'utilisation des fonctions restreintes de la TIC.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le document n'échoue pas au <u>critère de succès 1.2.1 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré) des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
11.1.2.1.2 Contenu seulement audio ou vidéo (pré-enregistré – fonction restreinte)		---
11.1.2.1.2.1 Contenu pré-enregistré seulement audio (fonction restreinte)		C.11.1.2.1.2.1 Contenu pré-enregistré seulement audio (fonction restreinte)
<p>Lorsque la TIC est un logiciel non-Web qui fournit une interface utilisateur qui ne prend pas en charge les technologies d'assistance pour la lecture d'écran et où des informations auditives pré-enregistrées sont nécessaires pour permettre l'utilisation de fonctions restreintes des TIC, la fonctionnalité des logiciels qui fournissent une interface utilisateur doit satisfaire à l'exigence 5.1.5 (sortie visuelle pour informations auditives).</p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.1.2.1.2.2 Contenu pré-enregistré seulement vidéo (fonction restreinte) Dans le cas où la technologie d'information et de communications (TIC) est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit l'exigence 5.1.3.7 (sortie vocale pour information vidéo).		<p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. L'interface utilisateur ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.</p> <p>3. Un contenu audio pré-enregistré est nécessaire pour permettre l'utilisation des fonctions restreintes de la TIC.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que l'information visuelle est équivalente à la sortie auditive pré-enregistrée.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
		<p>C.11.1.2.1.2.2 Contenu pré-enregistré seulement vidéo (fonction restreinte)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. L'interface utilisateur ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.</p> <p>3. Un contenu vidéo préenregistré est nécessaire pour permettre l'utilisation des fonctions restreintes de la TIC.</p>

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>4. La sortie vocale est fournie comme mode alternatif à une utilisation sans vision du contenu non textuel affiché sur une fonction restreinte.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que la sortie vocale présente des informations équivalentes pour le contenu vidéo pré-enregistré.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.11.1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés) des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>11.1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés)</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés) des WCAG 2.1.</u></p> <p>REMARQUE: La définition de « sous-titres » donnée par les WCAG 2.1 précise que « dans certains pays, les sous-titres sont appelés <i>captions</i> et <i>subtitles</i> ». On les appelle aussi parfois « sous-titres pour malentendants ». Selon la définition des WCAG 2.1, pour satisfaire à ce critère de succès, qu'il s'agisse de captions ou de subtitles, les sous-titres doivent fournir un « visuel synchronisé ou équivalent textuel pour l'information audio avec ou sans paroles nécessaires à la compréhension du contenu d'un média », lorsque l'information sans paroles comprend des « effets sonores, de la musique, des rires, l'identification et le positionnement des interlocuteurs ».</p> <p>Critères de succès 1.2.2 Sous-titres (pré-enregistrés) des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre les sous-titres (pré-enregistrés)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Sous-titres (pré-enregistrés)</u></p> <p>(Niveau A)</p>	

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
Fournir des sous-titres pour tout contenu audio préenregistré http://www.w3.org/TR/WCAG21/ – dfn-audio dans un média synchronisé, excepté lorsque le média est un média de remplacement pour un texte et qu'il est clairement identifié comme tel.	
11.1.2.3 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré)	---
11.1.2.3.1 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré et fonction non restreinte)	C.11.1.2.3.1 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré et fonction non restreinte) Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) des WCAG 2.1. Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le critère de succès 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) des WCAG 2.1. REMARQUE 1: La définition des WCAG 2.1 précise qu' « audio-description » est également nommée « vidéo-description » et « narration descriptive ». REMARQUE 2: Des pistes audio secondaires ou de remplacement sont couramment utilisées à cette fin. Critère de succès 1.2.3 audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) des WCAG 2.1 Comprendre audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) Comment satisfaire au critère audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré) (Niveau A) Fournir une version de remplacement pour un média temporel ou une audio-descriptions du contenu vidéo pré-enregistré pour un média synchronisé , excepté quand le média est un média de remplacement pour un texte et qu'il est clairement identifié comme tel.	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.1.2.3.2 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré et fonction restreinte)	C.11.1.2.3.2 Audio-description ou version de remplacement pour un média temporel (pré-enregistré et fonction restreinte)	
<p>Dans le cas où la technologie d'information et de communications (TIC) est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit l'exigence 5.1.3.7 (sortie vocale pour information vidéo).</p>	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	
		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
		2. L'interface utilisateur ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.
		3. La sortie vocale est fournie comme mode alternatif à une utilisation sans vision du contenu non textuel affiché sur une fonction restreinte.
	Procédure	
		1. Vérifier que la sortie vocale présente des informations équivalentes pour le contenu vidéo pré-enregistré.
	Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
	C.11.1.2.4 Sous-titres (en direct)	
	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>de captions ou de subtitles, les sous-titres doivent fournir un « visuel synchronisé ou équivalent textuel pour l'information audio avec ou sans paroles nécessaires à la compréhension du contenu d'un média », lorsque l'information sans paroles comprend des « effets sonores, de la musique, des rires, l'identification et le positionnement des interlocuteurs ».</p> <p>Critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct) des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Sous-titres (en direct)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Sous-titres (en direct)</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Fournir des sous-titres pour tout contenu <u>audio en direct</u>, sous forme de <u>média synchronisé</u>.</p> <p>11.1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée)</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 1.2.5 audio-description (pré-enregistrée) des WCAG 2.1</u>.</p> <p>REMARQUE 1: La définition des WCAG 2.1 précise « audio-description » est également nommée « vidéo-description » et « narration descriptive ».</p> <p>REMARQUE 2: Des pistes audio secondaires ou de remplacement sont couramment utilisées à cette fin.</p> <p>Critère de succès 1.2.5 audio-description (pré-enregistrée) des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre la audio-description (pré-enregistrée)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère audio-description (pré-enregistrée)</u></p> <p>(Niveau AA)</p>		<p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.2.4 Sous-titres (en direct) des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
		<p>C.11.1.2.5 Audio-description (pré-enregistrée)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.2.5 audio-description (pré-enregistrée) des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Fournir une audio-description pour tout contenu <u>vidéo pré-enregistré</u> , sous forme de <u>média synchronisé</u> .		
11.1.3 Adaptable		
11.1.3.1 Information et relations		
11.1.3.1.1 Information et relations (fonction non restreinte)		C.11.1.3.1.1 Information et relations (fonction non restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le <u>critère de succès 1.3.1 Information et relations des WCAG 2.1</u> .		Type d'évaluation Inspection
REMARQUE: Dans le domaine des logiciels, la meilleure façon de déterminer par un programme informatique est d'utiliser les services d'accessibilité fournis par les logiciels de plateforme visant à permettre l'interopérabilité entre les logiciels et les technologies d'assistance et les fonctions d'accessibilité des logiciels. (voir La clause 11.5 Interopérabilité avec la technologie d'assistance).		Conditions préalables
Critère de succès 1.3.1 Information et relations des WCAG 2.1		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
<u>Comprendre l'information et les relations</u>		2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.
<u>Comment satisfaire au critère de succès Information et relations</u>		Procédure
(Niveau A)		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 1.3.1 Information et relations des WCAG 2.1</u> .
L'information, la <u>structure</u> et les <u>relations</u> véhiculées par la <u>présentation</u> peuvent être déterminées par un <u>programme informatique</u> ou sont disponibles sous forme de texte.		Résultat
11.1.3.1.2 Information et relations (fonction restreinte)		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran et où l'information affichée à l'écran, la TIC devrait fournir des informations auditives qui permettent à l'utilisateur de mettre en corrélation l'audio et l'information affichée à l'écran.		C.11.1.3.1.2 Information et relations (fonction restreinte) Cette clause a pour seul but d'informer et ne contient aucune exigence en matière d'essai.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 1: De nombreuses personnes aveugles au sens de la loi ont encore des capacités visuelles et utilisent certains aspects de l'affichage visuel même s'il ne peut être entièrement compris. Une solution de rechange audio à la fois complète et complémentaire comprend toutes les informations visuelles telles que la cible de saisie ou la surbrillance, de sorte que l'audio peut être mis en corrélation avec des informations visibles à l'écran à tout moment.</p> <p>REMARQUE 2: Les exemples d'informations auditives qui permettent à l'utilisateur de mettre en corrélation l'audio avec les informations affichées à l'écran comprennent la structure et les relations véhiculées par la présentation.</p> <p>11.1.3.2 Ordre séquentiel logique</p>		
<p>11.1.3.2.1 Ordre séquentiel logique (fonction non restreinte)</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre l'ordre séquentiel logique</p> <p>Comment satisfaire au critère Ordre séquentiel logique</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Lorsque l'ordre de présentation du contenu affecte sa signification, un ordre de lecture correct peut être déterminé par un programme informatique.</p>		---
<p>11.1.3.2.2 Ordre séquentiel logique (fonction restreinte)</p>		<p>C.11.1.3.2.1 Ordre séquentiel logique (fonction non restreinte)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès 1.3.2 Ordre séquentiel logique des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p> <p>C.11.1.3.2.2 Ordre séquentiel logique (fonction restreinte)</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran et où l'information affichée à l'écran, la TIC devrait fournir des informations auditives qui permettent à l'utilisateur de mettre en corrélation l'audio et l'information affichée à l'écran.</p> <p>REMARQUE 1: De nombreuses personnes aveugles au sens de la loi ont encore des capacités visuelles et utilisent certains aspects de l'affichage visuel même s'il ne peut être entièrement compris. Une solution de rechange audio à la fois complète et complémentaire comprend toutes les informations visuelles telles que la cible de saisie ou la surbrillance, de sorte que l'audio peut être mis en corrélation avec des informations visibles à l'écran à tout moment.</p> <p>REMARQUE 2: Les exemples d'informations auditives qui permettent à l'utilisateur de mettre en corrélation l'audio avec les informations affichées à l'écran comprennent la structure et les relations véhiculées par la présentation.</p> <p>11.1.3.3 Caractéristiques sensorielles</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles des WCAG 2.1.</p> <p>Critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles</p> <p>Comprendre les caractéristiques sensorielles</p> <p>Comment satisfaire au critère Caractéristiques sensorielles</p> <p>(Niveau A)</p> <p>Les instructions données pour la compréhension et l'utilisation du contenu ne doivent pas reposer uniquement sur les caractéristiques sensorielles des éléments comme la forme, la couleur, la taille, l'emplacement visuel, l'orientation ou le son.</p>		<p>Cette clause a pour seul but d'informer et ne contient aucune exigence en matière d'essai.</p> <p>C.11.1.3.3 Caractéristiques sensorielles</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès 1.3.3 Caractéristiques sensorielles des WCAG 2.1.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.1.3.4 Orientation Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1 <u>Comprendre l'orientation</u> <u>Comment satisfaire au critère Orientation</u> (Niveau AA) Le contenu ne limite pas son affichage et son fonctionnement à une seule orientation d'affichage, comme le portrait ou le paysage, à moins qu'une orientation d'affichage spécifique soit <u>essentielle</u> . Remarque: Parmi les exemples où une orientation particulière de l'affichage peut être essentielle, on retrouve les chèques de banque, une application pour le piano, des diapositives pour un projecteur ou un téléviseur, ou un contenu de réalité virtuelle où l'orientation binaire de l'affichage n'est pas applicable.		C.11.1.3.4 Orientation Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.3.4 Orientation des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.1.3.5 Finalité d'un champ de saisie Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 1.3.5 Finalité d'un champ de saisie des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 1.3.5 Finalité d'un champ de saisie des WCAG 2.1 <u>Comprendre la Finalité d'un champ de saisie</u> <u>Comment satisfaire au critère Finalité d'un champ de saisie</u>		C.11.1.3.5 Finalité d'un champ de saisie Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
(Niveau AA)		Procédure	
La fonction de chaque champ de saisie recueillant de l'information sur l'utilisateur peut être <u>déterminée par un programme informatique</u> lorsque:		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.3.5 Finalité d'un champ de saisie des WCAG 2.1.</u>	
<ul style="list-style-type: none">Le champ de saisie sert à une fin indiquée dans la section <u>Fonctions de saisie des composants de l'interface utilisateur</u>; etLe contenu est mis en œuvre à l'aide de technologies permettant de déterminer la signification attendue des données de saisie des formulaires.		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.	
11.1.4 Distinguable		---	
11.1.4.1 Utilisation de la couleur		C.11.1.4.1 Utilisation de la couleur	
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation	
Critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1		Inspection	
<u>Comprendre l'utilisation de la couleur</u>		Conditions préalables	
<u>Comment satisfaire au critère Utilisation de la couleur</u>		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.	
(Niveau A)		Procédure	
La couleur n'est pas utilisée comme la seule façon de véhiculer de l'information, d'indiquer une action, de solliciter une réponse ou de distinguer un élément visuel.		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.4.1 Utilisation de la couleur des WCAG 2.1.</u>	
Remarque: Ce critère de succès traite spécifiquement de la perception des couleurs. Les autres formes de perception sont traitées à la <u>règle 1.3</u> comme l'accès à la couleur par un programme informatique et les autres formes de codage de la présentation visuelle.		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.	
11.1.4.2 Contrôle du son		C.11.1.4.2 Contrôle du son	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.1.</p> <p>Tableau 11.1: Critère de succès du logiciel: Contrôle du son</p> <p>Si la lecture d'un fichier audio tiré d'un document dure plus de 3 secondes, un mécanisme est disponible pour le mettre en pause, l'arrêter ou pour en contrôler le volume de façon indépendante du niveau de volume du système général.</p> <p>REMARQUE 1: Puisque toute partie d'un document ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter le document entier, tout le contenu présent dans le document (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) doit satisfaire à ce critère de succès.</p> <p>REMARQUE 2: Ce critère de succès est identique au critère de succès 1.4.2 Contrôle du son des WCAG 2.1, après remplacement de « sur une page Web » par « sur un document », de « tout contenu » par « toute partie d'un document », de « page entière » par « document entier », de « sur la page Web » par « sur le document », après suppression de « Voir l'exigence de conformité 5: Non-interférence » et après l'ajout de la note 1.</p> <p>Critère de succès 1.4.2 Contrôle du son des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le contrôle du son</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Contrôle du son</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>11.1.4.3 Contraste (minimum)</p>		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.1. Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
<p>Critère de succès 1.4.3 Contraste (minimum) des WCAG 2.1</p>		C.11.1.4.3 Contraste (minimum) Type d'évaluation Inspection Conditions préalables

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comprendre le contraste (minimum)</u>		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
<u>Comment satisfaire au critère Contraste (minimum)</u>		Procédure
(Niveau AA)		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.4.3 Contraste (minimum) des WCAG 2.1.</u>
La présentation visuelle du <u>texte</u> et du <u>texte sous forme d'image</u> a un <u>rapport de contraste</u> d'au moins 4.5:1, sauf dans les cas suivants:		Résultat
<ul style="list-style-type: none">• Texte agrandi: le <u>texte agrandi</u> et le texte agrandi sous forme d'image ont un rapport de contraste d'au moins 3:1;• Texte décoratif: aucune exigence de contraste pour le texte ou le texte sous forme d'image qui fait partie d'un <u>composant d'interface utilisateur</u> inactif, qui est <u>purement décoratif</u>, qui est invisible pour tous ou qui est une partie d'une image contenant un autre contenu significatif.• Logotypes: aucune exigence de contraste pour le texte faisant partie d'un logo ou d'un nom de marque.		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.1.4.4 Redimensionnement du texte		---
11.1.4.4.1 Redimensionnement du texte (fonction non restreinte)		C.11.1.4.4.1 Redimensionnement du texte (fonction non restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux fonctions d'élargissement de la plateforme ou de la technologie d'assistance, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation
REMARQUE 1: Les contenus pour lesquels il existe des lecteurs de logiciels, des visualiseurs ou des éditeurs dotés d'une fonction de zoom de 200% répondraient automatiquement à ce critère de succès lorsqu'ils sont utilisés avec ces lecteurs, à moins que le contenu ne fonctionne pas avec le zoom.		Inspection
REMARQUE 2: Ce critère de succès concerne la capacité de permettre aux utilisateurs d'agrandir le texte à l'écran au moins jusqu'à 200% sans avoir besoin d'avoir recours à des technologies d'assistance. Cela signifie que l'application fournit un moyen d'agrandir le texte à 200% (zoom ou autre) sans perte de contenu ou de fonctionnalité ou que l'application fonctionne avec les fonctions de la plateforme qui répondent à cette exigence.		Conditions préalables
		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
		2. Le logiciel prend en charge les fonctions d'élargissement de la plateforme ou de la technologie d'assistance.
		Procédure

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1 <u>Comprendre le redimensionnement du texte</u> <u>Comment satisfaire au critère Redimensionnement du texte</u> (Niveau AA) À l'exception des sous-titres et du <u>texte sous forme d'image</u> , le <u>texte</u> peut être redimensionné jusqu'à 200% sans l'aide d'une <u>technologie d'assistance</u> et sans perte de contenu ou de fonctionnalité.		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.4.4 Redimensionnement du texte des WCAG 2.1</u> . Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.1.4.4.2 Redimensionnement du texte (fonction restreinte) Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne pas prend en charge l'accès aux fonctions d'agrandissement de la plateforme ou à la technologie d'assistance, elle remplit l'exigence 5.1.4 (fonction restreinte à l'agrandissement du texte). REMARQUE: Comme la prise en charge du texte dans un environnement restreint peut être plus limitée que celle des agents utilisateurs pour le Web, satisfaisant au critère 11.1.4.4.2 dans un environnement restreint peut imposer un fardeau beaucoup plus lourd à l'auteur du contenu.		C.11.1.4.4.2 Redimensionnement du texte (fonction restreinte) Type d'évaluation Inspection et établissement de mesures Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. L'interface utilisateur est restreinte aux fonctions d'agrandissement de la plateforme ou de la technologie d'assistance. 3. Une distance de visualisation est définie par le fournisseur. Procédure 1. Mesurer la hauteur de la lettre H en majuscule. 2. Vérifier qu'il sous-entend un angle d'au moins 0,7 degré à la distance de visualisation définie.

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 2 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 2 est faux. ---
11.1.4.5 Texte sous forme d'image 11.1.4.5.1 Texte sous forme d'image (fonction non restreinte) Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1.</u> Critère 1.4.5 Texte sous forme d'image <u>Comprendre le texte sous forme d'image</u> <u>Comment satisfaire au critère Texte sous forme d'image</u> (Niveau AA) Si les technologies utilisées peuvent réaliser la présentation visuelle, le <u>texte</u> est utilisé pour véhiculer de l'information plutôt que du <u>texte sous forme d'image</u> , sauf dans les cas suivants: <ul style="list-style-type: none">• Personnalisable: Le texte sous forme d'image peut être <u>personnalisé visuellement</u> selon les exigences de l'utilisateur;• Essentielle: Une présentation spécifique du texte est <u>essentielle</u> à l'information véhiculée. Remarque: Les logotypes sont considérés comme essentiels (le texte qui fait partie d'un logo ou d'un nom de marque). 11.1.4.5.2 Texte sous forme d'image (fonction restreinte) Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne prend pas en charge les technologies d'assistance pour la lecture d'écran, il n'est pas nécessaire qu'elle remplisse le <u>critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1.</u> , car il n'y a pas lieu	C.11.1.4.5.1 Texte sous forme d'image (fonction non restreinte) Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.4.5 Texte sous forme d'image des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. C.11.1.4.5.2 Texte sous forme d'image (fonction restreinte) Cette clause a pour seul but d'informer et ne contient aucune exigence en matière d'essai.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>d'imposer une exigence à toutes les fonctions restreintes que le texte affiché à l'écran soit effectivement représenté en interne sous forme de texte (au sens des WCAG 2.1) puisqu'il n'y a pas d'interopérabilité avec les technologies d'assistance.</p> <p>Critère 1.4.5 Texte sous forme d'image</p> <p><u>Comprendre le texte sous forme d'image</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Texte sous forme d'image</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Si les technologies utilisées peuvent réaliser la présentation visuelle, le <u>texte</u> est utilisé pour véhiculer de l'information plutôt que du <u>texte sous forme d'image</u>, sauf dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Personnalisable: Le texte sous forme d'image peut être <u>personnalisé visuellement</u> selon les exigences de l'utilisateur;• Essentielle: Une présentation spécifique du texte est <u>essentielle</u> à l'information véhiculée. <p>Remarque: Les logotypes sont considérés comme essentiels (le texte qui fait partie d'un logo ou d'un nom de marque).</p>		
11.1.4.10 Redisposition		---
11.1.4.10.1 Redisposition (fonction non restreinte)		C.11.1.4.10.1 Redisposition (fonction non restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.2.		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables
Tableau 11.2: Documenter le critère de succès: Redisposition (fonction non restreinte) Le contenu peut être présenté sans perte d'information ou de fonctionnalité et sans nécessiter de défilement en deux dimensions en ce qui a trait aux éléments suivants:		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.
<ul style="list-style-type: none">• Contenu à défilement vertical d'une largeur équivalente à 320 <u>pixels CSS</u>;		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">Contenu à défilement horizontal d'une hauteur équivalente à 256 pixels CSS; <p>À l'exception des parties du contenu qui nécessitent une mise en page bidimensionnelle aux fins de l'utilisation ou de la signification.</p> <p>REMARQUE 1: 320 pixels CSS équivalent à une largeur de fenêtre de départ de 1 280 pixels CSS avec un zoom de 400%. Pour les logiciels non Web qui sont conçus pour défiler horizontalement (par exemple avec du texte vertical), les 256 pixels CSS équivalent à une hauteur de fenêtre de départ de 1 024 pixels avec un zoom de 400%.</p> <p>REMARQUE 2: Les exemples de contenu qui nécessitent une mise en page bidimensionnelle sont les images, les cartes, les diagrammes, les vidéos, les jeux, les présentations, les tableaux de données et les interfaces où il est nécessaire de garder les barres d'outils en vue pendant la manipulation du contenu.</p> <p>REMARQUE 3: Ce critère de succès est identique au critère de succès 1.4.10 Redispotion des WCAG 2.1 après remplacement des notes originales des WCAG 2.1 par les notes 1 et 2 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 1.4.10 Redispotion des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre la redispotion</p> <p>Comment satisfaire au critère Redispotion</p> <p>(Niveau AA)</p>		<p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.2.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>11.1.4.10.2 Redispotion (fonction restreinte)</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne pas prend en charge l'accès aux fonctions d'agrandissement de la plateforme ou à la technologie d'assistance, elle remplit l'exigence 5.1.4 (fonction restreinte à l'agrandissement du texte).</p>		<p>C.11.1.4.10.2 Redispotion (fonction restreinte)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection et établissement de mesures</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p>

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>2. Une fonctionnalité de la TIC ne prend pas en charge les fonctions d'agrandissement de la plateforme ou de la technologie d'assistance.</p> <p>3. Une distance de visualisation est définie par le fournisseur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Mesurer la hauteur de la lettre H en majuscule.</p> <p>2. Vérifier qu'il sous-entend un angle d'au moins 0,7 degré à la distance de visualisation définie.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 2 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 2 est faux.</p>
<p>11.1.4.11 Contraste des éléments non textuels</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le contraste des éléments non textuels</u></p> <p><u>Satisfaire au critère Contraste des éléments non textuels</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>La <u>présentation</u> visuelle des éléments suivants a un <u>rapport de contraste</u> d'au moins 3:1 par rapport aux couleurs adjacentes:</p>	<p>C.11.1.4.11 Contraste des éléments non textuels</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.4.11 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1.</u></p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">Composants de l'interface utilisateur: Les informations visuelles nécessaires à l'identification des <u>composants de l'interface utilisateur</u> et des <u>états</u>, à l'exception des composants inactifs ou lorsque l'apparence du composant est déterminée par l'agent utilisateur et non modifiée par l'auteur;Objets graphiques: Parties de graphiques nécessaires à la compréhension du contenu, sauf lorsqu'une présentation graphique particulière est <u>essentielle</u> à l'information véhiculée.		Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.1.4.12 Espacement du texte Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui n'a pas de zone de présentation de contenu de taille fixe essentielle à l'information véhiculée, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1 <u>Comprendre l'espacement du texte</u> <u>Comment satisfaire au critère Espacement du texte</u> (Niveau AA) Dans les contenus mis en œuvre à l'aide de langages de balisage qui prennent en charge les <u>propriétés de style de texte</u> suivantes, aucune perte de contenu ou de fonctionnalité ne se produit en définissant tous les éléments suivants et en ne modifiant aucune autre propriété de style: <ul style="list-style-type: none">Hauteur des lignes (interligne) jusqu'à au moins 1,5 fois la taille de la police;Espacement des paragraphes suivants jusqu'à au moins 2 fois la taille de la police;Espacement des lettres (suivi) jusqu'à au moins 0,12 fois la taille de la police;Espacement des mots jusqu'à au moins 0,16 fois la taille de la police. Exception: Les langues humaines et les scripts qui n'utilisent pas une ou plusieurs de ces propriétés de style de texte dans un texte écrit peuvent se conformer en utilisant uniquement les propriétés qui existent pour cette combinaison de langue et de script.		C.11.1.4.12 Espacement du texte Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.4.12 Espacement du texte des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.1.4.13 Contenu en mode survol ou focus		C.11.1.4.13 Contenu en mode survol ou focus

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le Contenu en mode survol ou focus</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Contenu en mode survol ou focus</u></p> <p>(Niveau AA)</p> <p>Lorsque la réception puis la suppression du pointeur ou de la cible de saisie du clavier déclenchent l'affichage et le masquage d'un contenu supplémentaire, ce qui suit est vrai:</p> <ul style="list-style-type: none">• Rejeté: Un mécanisme permet de rejeter le contenu supplémentaire sans déplacer le pointeur ou la cible de saisie du clavier, à moins que le contenu supplémentaire ne communique une erreur de saisie ou n'obscurcisse ou ne remplace pas un autre contenu;• Stationnaire: Si le survol du pointeur peut déclencher le contenu supplémentaire, alors le pointeur peut être déplacé sur le contenu supplémentaire sans que le contenu supplémentaire disparaisse;• Persistant: Le contenu supplémentaire reste visible jusqu'à ce que le déclencheur de survol ou de cible de saisie soit supprimé, que l'utilisateur le rejette ou que ses informations ne soient plus valables. <p>Exception: La présentation visuelle du contenu supplémentaire est contrôlée par l'agent utilisateur et n'est pas modifiée par l'auteur.</p> <p>Remarque: Parmi les exemples de contenu supplémentaire contrôlé par l'agent utilisateur figurent les infobulles du navigateur créées à l'aide de l'attribut titre HTML.</p> <p>Remarque: Les infobulles, sous-menus et autres fenêtres contextuelles non modales qui s'affichent sur le survol et la cible de saisie sont des exemples de contenu supplémentaire couvert par ce critère.</p>		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
		2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.
		Procédure
		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le <u>critère de succès 1.4.13 Contenu en mode survol ou focus des WCAG 2.1.</u>
Résultat		
Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.		
Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.		

		---</

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.2.1.1 Clavier		---
11.2.1.1.1 Clavier (fonction non restreinte)		C.11.2.1.1.1 Clavier (fonction non restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès à des claviers ou à une interface clavier, elle doit satisfaire au critère de succès 2.1.1.1 Clavier des WCAG 2.1 .		Type d'évaluation
REMARQUE: cela ne signifie pas qu'un logiciel est nécessaire pour prendre directement en charge un clavier ou une « interface clavier ». Cela n'implique pas non plus qu'un logiciel soit requis pour fournir un clavier programmable. Le logiciel de plateforme sous-jacent peut fournir des services de saisie indépendants de dispositifs à des applications qui assurent l'exploitation à l'aide d'un clavier. Le logiciel qui prend en charge l'exploitation par l'intermédiaire de ces services indépendants pourrait être utilisé par un clavier et serait conforme.		Inspection
		Conditions préalables
		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
		2. Le logiciel prend en charge les claviers ou une interface clavier.
Critère de succès 2.1.1 Clavier des WCAG 2.1		Procédure
Comprendre le clavier		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au critère de succès 2.1.1 Clavier des WCAG 2.1 .
Comment satisfaire au critère Clavier		Résultat
(Niveau A)		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
Toutes les fonctions du contenu sont contrôlées par une interface clavier qui n'exige pas de rythmes de frappe particuliers, sauf lorsque la fonction sous-jacente nécessite des données indiquant la trajectoire donnée par l'utilisateur en plus des points finaux.		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
Remarque: Cette exception s'applique à la fonction sous-jacente et non à la technique d'entrée. Par exemple, si la saisie se fait par écriture manuscrite, la technique de saisie (écriture manuscrite) nécessitera une saisie qui dépend du tracé, mais non pas de la fonction sous-jacente (saisie de texte).		
Remarque: Rien de ce qui précède ne vient s'opposer à l'utilisation de la souris ni aux méthodes de saisie autres que l'utilisation du clavier.		
11.2.1.1.2 Clavier (fonction restreinte)		C.11.2.1.1.2 Clavier (fonction restreinte)

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui fournit une interface utilisateur restreinte aux claviers ou une interface clavier, elle doit satisfaire à l'exigence 5.1.6.1 (Fonctionnement sans interface clavier: fonction restreinte).		Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. L'interface utilisateur est restreinte aux claviers ou aux interfaces clavier. Procédure 1. Vérifier que toutes les fonctions de l'interface utilisateur sont utilisables sans vision. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
	11.2.1.2 Pas de piège au clavier Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 11.3. Tableau 11.3: Critère de succès du logiciel: Pas de piège au clavier Si la cible de saisie du clavier peut être positionnée sur un élément du logiciel à l'aide d'une interface clavier , réciproquement, il peut être déplacé hors de ce même composant simplement à l'aide d'une interface clavier et, si ce déplacement exige plus que l'utilisation d'une simple touche flèche ou tabulation ou toute autre méthode standard de sortie, l'utilisateur est informé de la méthode permettant de déplacer la cible de saisie hors de ce composant. REMARQUE 1: puisque toute partie d'un logiciel ne satisfaisant pas à ce critère de succès peut interférer avec la capacité de l'utilisateur à exploiter le logiciel entier, il est nécessaire que tout le	C.11.2.1.2 Pas de piège au clavier Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.3. Résultat

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>contenu présent dans le logiciel (qu'il soit utilisé pour satisfaire à d'autres critères de succès ou non) satisfasse à ce critère de succès.</p> <p>REMARQUE 2: La méthode standard de sortie pourrait varier d'une plateforme à l'autre. Par exemple, la touche Échap est une méthode standard de sortie sur de nombreuses plateformes de bureau.</p> <p>REMARQUE 3: ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.1.2 Pas de piège au clavier des WCAG 2.1</u> à clavier après remplacement de « contenu », « page » et « page Web » par « logiciel », après suppression de « Voir l'exigence de conformité 5: Non-interférence », après l'ajout de la note 2 ci-dessus et la reformulation de la note 1 ci-dessus de manière à éviter le verbe « devoir ».</p> <p>Critère de succès 2.1.2 Pas de piège au clavier des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre pas de piège au clavier</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère pas de piège au clavier</u></p> <p>(Niveau A)</p>		<p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>11.2.1.4 Raccourcis clavier des caractères</p> <p>11.2.1.4.1 Raccourcis clavier des caractères (fonction non restreinte)</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 2.1.4 Contraste des éléments non textuels des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre les raccourcis clavier des caractères</u></p> <p><u>Comment utiliser les raccourcis clavier des caractères</u></p> <p>(Niveau A)</p>		<p>---</p> <p>C.11.2.1.4.1 Raccourcis clavier des caractères (fonction non restreinte)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.</p> <p>Procédure</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Si un <u>raccourci clavier</u> est mis en œuvre dans le contenu en utilisant uniquement des lettres (y compris les lettres majuscules et minuscules), des signes de ponctuation, des chiffres ou des symboles, alors au moins un des éléments suivants est vrai:</p> <ul style="list-style-type: none">• Désactiver: un <u>mécanisme</u> est disponible pour désactiver le raccourci;• Reprogrammer: Un mécanisme est offert pour reprogrammer le raccourci afin d'utiliser un ou plusieurs caractères clavier non imprimables (par exemple Ctrl, Alt, etc.);• Actif uniquement sur le contenu de la cible de saisie: Le raccourci clavier d'un <u>composant d'interface utilisateur</u> n'est actif que lorsque la cible de saisie est sur ce composant.		<p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 2.1.4 Raccourcis clavier des caractères des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>11.2.1.4.2 Raccourcis clavier des caractères (fonction restreinte)</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui fournit une interface utilisateur restreinte aux claviers ou une interface clavier, elle doit satisfaire à l'exigence 5.1.6.1 (Fonctionnement sans interface clavier: fonction restreinte).</p>		<p>C.11.2.1.4.2 Raccourcis clavier des caractères (fonction restreinte)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La fonctionnalité des TIC est f restreintes aux claviers ou aux interfaces clavier.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que toutes les fonctions sont utilisables sans vision.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p> <p>---</p>
<p>11.2.2 Assez de temps</p> <p>11.2.2.1 Réglage du délai</p>		<p>C.11.2.2.1 Réglage du délai</p> <p>Type d'évaluation</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 11.4.</p> <p>Tableau 11.4: Critère de succès du logiciel: réglage du délai</p> <p>Pour chaque limite de temps fixée par le logiciel, au moins l'un des points suivants est vrai:</p> <ul style="list-style-type: none">• Suppression: l'utilisateur a la possibilité de désactiver la limite de temps avant de l'atteindre.• Ajustement: l'utilisateur a la possibilité d'ajuster la limite de temps avant de l'atteindre dans un intervalle d'au moins dix fois la durée paramétrée par défaut.• Extension: l'utilisateur est averti avant que la limite de temps expire et il lui est accordé au moins 20 secondes pour étendre cette limite par une action simple (par exemple, « appuyer sur la barre d'espace ») et l'utilisateur a la possibilité d'étendre la limite de temps au moins dix fois.• Exception du temps réel: la limite de temps est une partie constitutive d'un événement en temps réel (par exemple, une enchère) et aucune solution de rechange n'est possible.• Exception de la limite essentielle: la limite de temps est <u>essentielle</u> et l'étendre invaliderait alors l'activité.• Exception des 20 heures: la limite de temps est supérieure à 20 heures. <p>REMARQUE 1: Ce critère de succès permet de s'assurer que les utilisateurs peuvent accomplir les tâches sans changements inattendus dans le contenu ou le contexte résultant d'une limite de temps. Ce critère de succès doit être considéré conjointement avec le <u>critère de succès 3.2.1 des WCAG 2.1</u>, qui impose des limites aux changements de contenu ou de contexte résultant de l'action des utilisateurs.</p> <p>REMARQUE 2: ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.2.1 Réglage du délai des WCAG 2.1</u>, après remplacement de « le contenu » par « logiciel » et l'ajout des mots « des WCAG 2.1 » après les mots « critère de succès » à la note 1 ci-dessus.</p> <p>11.2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer</p>		<p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.4.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.5.</p> <p>Tableau 11.5: Critère de succès du logiciel: mettre en pause, arrêter, masquer</p>		<p>C.11.2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Pour déplacer, <u>faire clignoter</u>, faire défiler ou mettre à jour automatiquement des informations, tous les éléments suivants sont vrais:</p> <ul style="list-style-type: none">• Déplacement, clignotement, défilement: pour toute information en mouvement, clignotante ou défilante qui (1) démarre automatiquement, (2) dure plus de cinq secondes et (3) est présentée en parallèle avec d'autres contenus, il existe un mécanisme permettant à l'utilisateur de mettre en <u>pause</u>, d'arrêter ou de masquer l'information à moins que le déplacement, le clignement ou le défilement fasse partie d'une activité où cela est <u>essentiel</u>.• Mise à jour automatique: pour toute mise à jour qui (1) démarre automatiquement et (2) est présentée en parallèle avec d'autres contenus, il existe un mécanisme permettant à l'utilisateur de la mettre en pause, de l'arrêter, de la masquer ou de contrôler sa fréquence, sauf si la mise à jour automatique fait partie d'une activité où elle est essentielle. <p>REMARQUE 1: Pour les exigences relatives au contenu clignotant ou avec flash, se référer à la <u>règle 2.3 des WCAG 2.1</u>.</p> <p>REMARQUE 2: ce critère de succès s'applique à tout le contenu du logiciel (qu'il existe ou non un autre mode de fonctionnement accessible du logiciel), car toute partie d'un logiciel qui ne satisfait pas à ce critère de succès peut nuire à la capacité de l'utilisateur d'utiliser le logiciel en entier (y compris un élément d'interface utilisateur qui lui permet d'activer le deuxième mode accessible).</p> <p>REMARQUE 3: Le contenu qui est mis à jour périodiquement par un logiciel ou qui est transmis en continu à l'agent utilisateur n'est pas tenu de préserver ou de présenter l'information générée ou reçue entre le début de la pause et la reprise de la présentation, car cela pourrait ne pas être techniquement possible et, dans de nombreuses situations, être trompeur.</p> <p>REMARQUE 4: Une animation qui se produit dans le cadre d'une phase de préchargement ou d'une situation similaire peut être considérée comme essentielle si l'interaction ne peut pas se produire pendant cette phase pour tous les utilisateurs et si le fait de ne pas indiquer les progrès pouvait dérouter les utilisateurs ou leur faire croire que le contenu était gelé ou séparé.</p> <p>REMARQUE 5: cela s'applique à tous les contenus. Tout contenu, informatif ou décoratif, qui est mis à jour automatiquement, clignote ou bouge peut créer un obstacle à l'accessibilité.</p> <p>REMARQUE 6: ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer des WCAG 2.1</u>, après remplacement de « page » et de « page Web » par « logiciel</p>		<p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.5.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>», suppression de « Voir l'exigence de conformité 5: non-ingérence » dans la note 2 du critère de succès, l'ajout des mots « des WCAG 2.1 » à la suite de « règle » à la note 1, la reformulation de la note 2 de façon à éviter le verbe « devoir » et l'ajout de la note 5 ci-dessus.</p> <p>Critère de réussite 2.2.2 Mettre en pause, arrêter, masquer des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Mettre en pause, arrêter, masquer</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère Mettre en pause, arrêter, masquer</u></p> <p>(Niveau A)</p>		
11.2.3 Crises et réactions physiques		---
11.2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique		C.11.2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.6.		Type d'évaluation
Tableau 11.6: Critère de succès du logiciel: Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique		Inspection
Un logiciel doit être exempt de tout élément qui flashe plus de trois fois dans n'importe quel intervalle d'une seconde ou ce <u>flash</u> doit se situer sous le seuil de <u>flash générique et le seuil de flash rouge</u> .		Conditions préalables
REMARQUE 1: ce critère de succès s'applique à tout le contenu du logiciel (qu'il existe ou non un autre mode de fonctionnement accessible du logiciel), car toute partie d'un logiciel qui ne satisfait pas à ce critère de succès peut nuire à la capacité de l'utilisateur d'utiliser le logiciel en entier (y compris un élément d'interface utilisateur qui lui permet d'activer le deuxième mode accessible).		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
REMARQUE 2: ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.3.1 Pas plus de trois flashes des WCAG 2.1</u> après remplacement de « pages Web » par « logiciel », de « la page entière » par « le logiciel entier », « la page Web » par « le logiciel », après suppression de « Voir l'exigence de conformité 5: Non-ingérence » et après la reformulation de la note 1 ci-dessus pour éviter le verbe « devoir ».		Procédure
		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.6.
		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Critère de succès 2.3.1 Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique</u> <u>Comment satisfaire au critère Pas plus de trois flashes ou sous le seuil critique</u> (Niveau A)		
11.2.4 Navigable		
11.2.4.3 Parcours de la cible de saisie Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 11.7. Tableau 11.7: Critère de succès du logiciel: parcours de la cible de saisie Si un logiciel peut être <u>parcourue de façon séquentielle</u> et que les séquences de navigation affectent la signification ou l'action, les éléments reçoivent la cible de saisie dans un ordre qui préserve la signification et l'opérabilité. REMARQUE: ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.4.3 Parcours de la cible de saisie des WCAG 2.1</u> après le remplacement de « page Web » par « logiciel ». Critère de succès 2.4.3 Parcours de la cible de saisie des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Parcours de la cible de saisie</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Parcours de la cible de saisie</u> (Niveau A)		C.11.2.4.3 Parcours de la cible de saisie Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. Procédure 1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.7. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) (Niveau A)		C.11.2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) Type d'évaluation

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1.</u></p> <p>Critère de succès 2.4.4 Fonction du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Fonction du lien (selon le contexte)</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Fonction du lien (selon le contexte)</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>La <u>fonction de chaque lien</u> est déterminée par le texte du lien seul ou par le texte du lien associé à un <u>contexte du lien déterminé par un programme informatique</u>, sauf si la fonction du lien est <u>ambiguë pour tout utilisateur</u>.</p>		<p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.4 Objectif du lien (selon le contexte) des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p> <p>C.11.2.4.6 En-têtes et étiquettes</p>	
<p>11.2.4.6 En-têtes et étiquettes</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes des WCAG 2.1.</u></p> <p>REMARQUE: dans un logiciel, les en-têtes et les étiquettes sont utilisés pour décrire les sections du contenu et les contrôles respectivement. Dans certains cas, il peut être difficile de savoir si un élément de texte statique est un en-tête ou une étiquette. Mais qu'il s'agisse d'une étiquette ou d'un en-tête, l'exigence est la même: s'ils sont présents, ils doivent décrire le sujet ou le but des éléments auxquels ils sont associés.</p> <p>Critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès En-têtes et étiquettes</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès En-têtes et étiquettes</u></p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.6 En-têtes et étiquettes des WCAG 2.1.</u></p> <p>Résultat</p>	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
(Niveau AA)		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
Les en-têtes et les <u>étiquettes</u> décrivent le sujet ou le but.		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.2.4.7 Visibilité de la cible de saisie		C.11.2.4.7 Visibilité de la cible de saisie
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie des WCAG 2.1.</u>		Type d'évaluation
Critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie des WCAG 2.1		Inspection
<u>Comprendre le critère de succès Visibilité de la cible de saisie</u>		Conditions préalables
<u>Comment satisfaire au critère de succès Visibilité de la cible de saisie</u>		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.
(Niveau AA)		Procédure
Toute interface utilisable au clavier comporte un mode de fonctionnement où la cible de saisie est visible.		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 2.4.7 Visibilité de la cible de saisie des WCAG 2.1</u> .
		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.2.5 Saisie		---
11.2.5.1 Mouvements du pointeur		C.11.2.5.1 Mouvements du pointeur
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au critère de succès indiqué dans le tableau 11.8.		Type d'évaluation
Tableau 11.8: Critère de succès du logiciel: mouvements du pointeur		Inspection
		Conditions préalables
		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Toutes les fonctions qui utilisent des mouvements multipoints ou basés sur un tracé pour exécuter une commande peuvent être utilisées avec un seul pointeur sans mouvement basé sur un tracé, à moins qu'un mouvement multipoint ou basé sur un tracé soit essentiel.</p> <p>REMARQUE 1: cette exigence s'applique au logiciel non Web qui interprète les actions du pointeur (c.-à-d. qu'elle ne s'applique pas aux actions requises pour faire fonctionner l'agent utilisateur ou la technologie d'assistance).</p> <p>REMARQUE 2: ce critère de succès est identique au critère de succès 2.5.1 Mouvements du pointeur des WCAG 2.1 après remplacement des notes originales des WCAG 2.1 par la note 1 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 2.5.1 Mouvements du pointeur des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le critère de succès Mouvements du pointeur</p> <p>Comment satisfaire au critère de succès Mouvements du pointeur</p> <p>(Niveau A)</p>		<p>2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.8.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>11.2.5.2 Annulation du pointeur</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.9.</p> <p>Tableau 11.9: Critère de succès du logiciel: annulation du pointeur</p> <p>Dans le cas des fonctions qui peuvent fonctionner à l'aide d'un seul pointeur, au moins l'un des éléments suivants est vrai:</p> <ul style="list-style-type: none">• Aucun événement descendant: l'événement descendant n'est pas utilisé pour exécuter une partie de la fonction.• Abandonner ou Annuler: la fonction se termine avec l'événement ascendant et un mécanisme est disponible pour abandonner la fonction avant la fin ou pour annuler la fonction une fois l'exécution de la fonction terminée.		<p>C.11.2.5.2 Annulation du pointeur</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.</p> <p>Procédure</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<ul style="list-style-type: none">Inversion de l'événement: l'événement montant inverse tout résultat de l'événement descendant précédent.Essentiel: terminer la fonction sur inversion de l'événement est <u>essentiel</u>. <p>REMARQUE 1: les fonctions qui émulent un appui clavier ou un pavé numérique sont considérées comme essentielles.</p> <p>REMARQUE 2: cette exigence s'applique au logiciel non Web qui interprète les actions du pointeur (c.-à-d. qu'elle ne s'applique pas aux actions requises pour faire fonctionner l'agent utilisateur ou la technologie d'assistance).</p> <p>REMARQUE 3: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 2.5.2 Annulation du pointeur des WCAG 2.1</u> après remplacement des notes originales des WCAG 2.1 par les notes 1 et 2 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 2.5.2 Annulation du pointeur des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Annulation du pointeur</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Annulation du pointeur</u></p> <p>(Niveau A)</p>		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.9. Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
<p>11.2.5.3 Étiquette dans le nom</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Étiquette dans le nom</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Étiquette dans le nom</u></p>		C.11.2.5.3 Étiquette dans le nom Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité	
(Niveau A)		Procédure	
Pour les composants d'interface utilisateur dont les étiquettes contiennent du texte ou du texte sous forme d'image, le nom contient le texte qui est présenté visuellement.		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au critère de succès 2.5.3 Étiquette dans le nom des WCAG 2.1.	
Remarque: il est grandement conseillé de placer le texte de l'étiquette au début du nom.		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.	
11.2.5.4 Activation par le mouvement		C.11.2.5.4 Activation par le mouvement	
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement des WCAG 2.1.		Type d'évaluation	
Critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement		Inspection	
Comprendre le critère de succès Activation par le mouvement		Conditions préalables	
Comment satisfaire au critère de succès Activation par le mouvement		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.	
		2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.	
(Niveau A)		Procédure	
Les fonctions activées en déplaçant le périphérique ou par le déplacement de l'utilisateur peuvent aussi être activées par les composants d'interface utilisateur, et la réaction au mouvement peut être désactivée afin d'éviter le déclenchement accidentel, sauf lorsque:		1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas au critère de succès 2.5.4 Activation par le mouvement des WCAG 2.1.	
		Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.	
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.	
11.3 Compréhensible		---	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.3.1 Compréhensible		---
11.3.1.1 Langue du logiciel		---
11.3.1.1.1 Langue du logiciel (fonction non restreinte)	<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.10.</p> <p>Tableau 11.10: Critère de succès du logiciel: langue du logiciel</p> <p>La langue par défaut du logiciel peut être déterminée par un programme informatique.</p> <p>REMARQUE 1: lorsque les plateformes logicielles fournissent un paramètre « endroit/langue », les applications qui utilisent ce paramètre et rendent leur interface propre à cet « endroit » ou cette « langue » seraient conformes à ce critère de succès. Les applications qui n'utilisent pas le paramètre « endroit/langue » de la plateforme, mais qui utilisent une méthode d'exposition de la langue humaine du logiciel basée sur l'accessibilité seraient également conformes à ce critère de succès. Les applications mises en œuvre dans des technologies où les technologies d'assistance ne peuvent pas déterminer la langue humaine et ne prennent pas en charge le paramètre « endroit/langue » de la plateforme peuvent ne pas être en mesure de satisfaire à ce critère de succès pour cet endroit ou cette langue.</p> <p>REMARQUE 2: ce critère de succès est identique au critère de succès 3.1.1 Langue de la page des WCAG 2.1 après remplacement de « pages Web » par « logiciel » et après l'ajout de la note 1 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 3.1.1 Langue de la page des WCAG 2.1</p> <p>Comprendre le critère de succès Langue de la page</p> <p>Comment satisfaire au critère de succès Langue de la page</p> <p>(Niveau A)</p>	<p>C.11.3.1.1.1 Langue du logiciel (fonction non restreinte)</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.10.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
11.3.1.1.2 Langue du logiciel (fonction restreinte)		<p>C.11.3.1.1.2 Langue du logiciel (fonction restreinte)</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit l'exigence 5.1.3.14 (Langues parlées).	Type d'évaluation	
	Examen	
	Conditions préalables	
		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. L'interface utilisateur ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran.
		2. La sortie vocale est fournie en tant qu'accès non visuel à une fonction restreinte.
		3. La sortie vocale n'est pas utilisée pour les noms propres, les termes techniques, les mots d'une langue indéterminée et les mots ou expressions qui font maintenant partie de la langue vernaculaire du texte qui les entoure immédiatement.
		4. Le contenu n'est pas généré à l'extérieur et est sous le contrôle du fournisseur de TIC.
		5. Les langues affichées peuvent être sélectionnées à l'aide d'un accès non visuel.
		6. L'utilisateur n'a pas sélectionné une langue vocale différente de la langue du contenu affiché.
	Procédure	
11.3.2 Prévisible		1. Vérifier que la sortie vocale est dans la même langue humaine que le contenu affiché.
	Résultat	
		Réussite : L'énoncé testable n° 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

11.3.2.1 Cible de saisie		C.11.3.2.1 Cible de saisie

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle doit satisfaire au <u>critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1</u>.</p> <p>REMARQUE: Certains documents composés et leurs agents utilisateurs sont conçus pour offrir des fonctions d'affichage et de modification très différentes selon la partie du document composé où les interactions ont lieu (par exemple, une présentation qui contient une feuille de calcul intégrée, dans laquelle les menus et les barres d'outils de l'agent utilisateur changent selon que l'utilisateur interagit avec le contenu de la présentation ou celui de la feuille de calcul intégrée). Si l'utilisateur utilise un mécanisme autre que celui de mettre la cible de saisie sur la partie du document composite avec laquelle il veut interagir (p. ex. par un choix de menu ou un mouvement spécial de clavier), tout changement de contexte qui en résulterait ne serait pas soumis à ce critère de succès parce qu'il n'a pas été causé par un déplacement de la cible de saisie.</p> <p>Critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Cible de saisie</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Cible de saisie</u></p> <p>(Niveau A)</p> <p>Quand un <u>composant de l'interface utilisateur</u> reçoit la cible de saisie, il ne doit pas amorcer un <u>changement de contexte</u>.</p>		<p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez si le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.1 Cible de saisie des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
<p>11.3.2.2 À la saisie</p> <p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1</u>.</p> <p>Critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès À la saisie</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès À la saisie</u></p>		<p>C.11.3.2.2 À la saisie</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p>

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
(Niveau A) Le changement de paramètre d'un <u>composant d'interface utilisateur</u> ne doit pas amorcer de <u>changement de contexte</u> , à moins que l'utilisateur n'ait été avisé de ce comportement avant d'utiliser le composant.	1. Vérifiez que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 3.2.2 À la saisie des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux. ---
11.3.3 Aide à la saisie	---
11.3.3.1 Identification des erreurs	---
11.3.3.1.1 Identification d'erreur (fonction non restreinte)	C.11.3.3.1.1 Identification d'erreur (fonction non restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit le <u>ritère de succès 3.3.1 Identification des erreurs des WCAG 2.1.</u>	Type d'évaluation Inspection Conditions préalables
Critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs <u>Comprendre le critère de succès Identification des erreurs</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Identification des erreurs</u>	1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran. Procédure
(Niveau A) Si une <u>erreur de saisie</u> est détectée automatiquement, l'élément en erreur est identifié et l'erreur est décrite à l'utilisateur sous forme de texte.	1. Vérifiez que la page Web n'échoue pas au <u>critère de succès 3.3.1 Identification des erreurs des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.3.3.1.2 Identification d'erreur (fonction restreinte)		C.11.3.3.1.2 Identification d'erreur (fonction restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran, elle remplit l'exigence 5.1.3.15 (Identification non visuelle des erreurs).		Type d'évaluation Examen Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. L'interface utilisateur ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance pour la lecture d'écran. 3. La sortie vocale est fournie en tant qu'accès non visuel à une fonction restreinte. 4. Une erreur de saisie est automatiquement détectée. Procédure 1. Vérifiez que la sortie vocale identifie l'élément qui est en erreur. 2. Vérifiez que la sortie vocale décrit l'élément qui est en erreur. Résultat Réussite: Les énoncés testables n ^{os} 1 et 2 sont vrais. Échec: Les énoncés testables n ^{os} 1 ou 2 sont faux.
11.3.3.2 Étiquettes ou instructions		C.11.3.3.2 Étiquettes ou instructions
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions des WCAG 2.1.		Type d'évaluation Inspection
Critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<u>Comprendre le critère de succès Étiquettes ou instructions</u> <u>Comment satisfaire au critère Étiquettes ou instructions</u> (Niveau A) Des <u>étiquettes</u> sont présentées ou des instructions sont fournies quand un contenu requiert une saisie utilisateur.		Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. Procédure 1. Vérifiez que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 3.3.2 Étiquettes ou instructions des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
11.3.3.3 Suggestion après une erreur Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le <u>critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1.</u> Critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1 <u>Comprendre le critère de succès Suggestion après une erreur</u> <u>Comment satisfaire au critère de succès Suggestion après une erreur</u> (Niveau AA) Si une <u>erreur de saisie</u> est automatiquement détectée et que des suggestions de corrections sont connues, ces suggestions sont alors proposées à l'utilisateur à moins que cela puisse compromettre la sécurité ou la finalité du contenu.		C.11.3.3.3 Suggestion après une erreur Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. Procédure 1. Vérifiez que le logiciel n'échoue pas au <u>critère de succès 3.3.3 Suggestion après une erreur des WCAG 2.1.</u> Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)	C.11.3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)	
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.11.	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	
Tableau 11.11: Critère de succès du logiciel: Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)		
Pour les logiciels qui donnent lieu à des engagements juridiques ou à des transactions financières de la part de l'utilisateur qui soit modifient ou effacent des données contrôlables par l'utilisateur dans des systèmes de stockages de données, soit enregistrent les réponses de l'utilisateur à un test ou un examen, au moins l'une des conditions suivantes est vraie:		
1. Réversible: les actions d'envoi sont réversibles		
2. Vérifiée: les données saisies par l'utilisateur sont vérifiées au niveau des erreurs de saisie et la possibilité est donnée à l'utilisateur de les corriger.		
3. Confirmée: un mécanisme est disponible pour revoir, confirmer et corriger les informations avant leur soumission finale.		
REMARQUE: Ce critère de succès est identique au critère de succès 3.3.4 Prévention des erreurs (juridique, financier, de données) des WCAG 2.1 remplaçant « pages Web » par « logiciel ».		
Critère de succès 3.3.4 Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données) des WCAG 2.1		
Comprendre le critère de succès Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)		
Comment satisfaire au critère de succès Prévention des erreurs (juridiques, financières, de données)		
(Niveau AA)		
11.4 Robuste		---
11.4.1 Compatible		---
11.4.1.1 Analyse syntaxique		---

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.4.1.1.1 Analyse syntaxique (fonction non restreinte)		C.11.4.1.1.1 Analyse syntaxique (fonction non restreinte)
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.12.		Type d'évaluation Inspection
Tableau 11.12: Critère de succès du logiciel: Analyse syntaxique		Conditions préalables
Pour les logiciels qui utilisent des langages de balisage, de manière à ce que le balisage soit exposé et disponible séparément aux technologies d'assistance et aux fonctions d'accessibilité du logiciel ou à un agent utilisateur sélectionnable par l'utilisateur, les éléments ont des balises de début et de fin complètes, les éléments sont imbriqués selon leurs spécifications, les éléments ne contiennent pas d'attributs en double et tout identifiant est unique, sauf lorsque les spécifications permettent ces fonctions.		1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.
REMARQUE 1: Les balises de début et de fin auxquelles il manque un caractère critique, comme une parenthèse fermante ou un guillemet de valeur d'attribut mal appropriée, sont considérées incomplètes.		Procédure
REMARQUE 2: Le balisage n'est pas toujours mis à la disposition des technologies d'assistance ou des agents utilisateurs sélectionnables par l'utilisateur tels que les navigateurs. Dans de tels cas, la conformité à cette disposition n'aurait aucune incidence sur l'accessibilité, comme c'est le cas pour le contenu Web lorsqu'il est exposé.		1. Vérifiez que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.12. Résultat
REMARQUE 3: Les exemples de balisage qui sont exposés séparément et disponibles pour les technologies d'assistance et les agents utilisateurs comprennent, sans s'y limiter: les documents encodés en HTML, ODF et OOXML. Dans ces exemples, le balisage peut être entièrement analysé de deux façons: (a) par des technologies d'assistance qui peuvent ouvrir directement le document, (b) par des technologies d'assistance utilisant des API DOM d'agents utilisateurs pour ces formats de document.		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
REMARQUE 4: Les exemples de balisage utilisés à l'interne pour la persistance de l'interface utilisateur du logiciel qui ne sont jamais exposés à la technologie d'assistance comprennent, sans s'y limiter: XUL, GladeXML et FXML. Dans ces exemples, la technologie d'assistance n'interagit qu'avec l'interface utilisateur du logiciel généré.		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>REMARQUE 5: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 4.1.1 Analyse syntaxique des WCAG 2.1</u> en remplaçant « Dans le contenu mis en œuvre en utilisant des langages de balisage » par « Pour les logiciels qui utilisent des langages de balisage, de manière à ce que le balisage soit exposé et disponible séparément aux technologies d'assistance et aux fonctions d'accessibilité du logiciel ou à un agent utilisateur sélectionnable par l'utilisateur » avec l'ajout des notes 2, 3 et 4 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 4.1.1 Analyse syntaxique des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Analyse syntaxique</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Analyse syntaxique</u></p> <p>(Niveau A)</p>		
11.4.1.1.2 Analyse syntaxique (fonction restreinte)	<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur qui ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance, elle ne remplit pas le critère de succès Analyse syntaxique indiqué dans le tableau 11.10, parce que le but de ce critère de succès est d'assurer la cohérence afin que différents agents utilisateurs ou technologies d'assistance donnent le même résultat.</p>	C.11.4.1.1.2 Analyse syntaxique (fonction restreinte) La clause 11.4.1.1.2 ne contient aucune exigence en matière de test.
11.4.1.2 Nom, rôle et valeur		---
11.4.1.2.1 Nom, rôle et valeur (fonction non restreinte)	<p>Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur et qui prend en charge l'accès aux technologies d'assistance, elle remplit le critère de succès indiqué dans le tableau 11.13.</p> <p>Tableau 11.13: Critère de succès du logiciel: Nom, rôle, valeur</p> <p>Pour tout <u>composant d'interface utilisateur</u> (comprenant, mais n'étant pas limité aux éléments de formulaire, liens et composants générés par des scripts), le <u>nom</u> et le <u>rôle</u> peuvent être <u>déterminés par un programme informatique</u> ; les états, les propriétés et les valeurs qui peuvent être paramétrés par l'utilisateur peuvent être <u>définis par un programme informatique</u> ; et la notification des</p>	C.11.4.1.2.1 Nom, rôle et valeur (fonction non restreinte) Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur. 2. Le logiciel prend en charge au moins une technologie d'assistance.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>changements de ces éléments est disponible aux <u>agents utilisateurs</u>, incluant les <u>technologies d'assistance</u>.</p> <p>REMARQUE 1: Ce critère de succès s'adresse principalement aux développeurs de logiciels qui développent ou utilisent des composants d'interface utilisateur personnalisés. Les composants d'interface utilisateur standard de la plupart des plateformes qui prennent en charge l'accessibilité répondent déjà à ce critère de succès lorsqu'ils sont utilisés conformément aux spécifications.</p> <p>REMARQUE 2: Pour se conformer à ce critère de succès, il est généralement préférable que les interfaces utilisateur des logiciels utilisent les services d'accessibilité fournis par les logiciels de plateforme. Ces services d'accessibilité permettent l'interopérabilité entre les interfaces utilisateur des logiciels et les technologies d'assistance et les caractéristiques d'accessibilité des logiciels de manière normalisée. La plupart des services d'accessibilité de plateforme vont au-delà de l'exposition programmatique du nom et du rôle, et de l'établissement programmatique des états, des propriétés et des valeurs (et de leur notification), et spécifient des informations supplémentaires qui pourraient ou doivent être exposées et/ou établies (p. ex. une liste des actions disponibles pour un composant d'interface utilisateur donné, et un moyen pour exécuter par un programme informatique une des actions indiquées).</p> <p>REMARQUE 3: Ce critère de succès est identique au <u>critère de succès 4.1.2 Nom, rôle et valeur des WCAG 2.1</u> remplaçant la note initiale des WCAG 2.1 par la suivante: « Ce critère de succès s'adresse principalement aux développeurs de logiciels qui développent ou utilisent des composants d'interface utilisateur personnalisés. Les composants d'interface utilisateur standard de la plupart des plateformes qui prennent en charge l'accessibilité répondent déjà à ce critère de succès lorsqu'ils sont utilisés conformément aux spécifications » et l'ajout de la note 2 ci-dessus.</p> <p>Critère de succès 4.1.2 Nom, rôle et valeur des WCAG 2.1</p> <p><u>Comprendre le critère de succès Nom, rôle et valeur</u></p> <p><u>Comment satisfaire au critère de succès Nom, rôle et valeur</u></p> <p>(Niveau A)</p>		<p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez que le logiciel n'échoue pas le critère de succès indiqué dans le tableau 11.13.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>11.4.1.2.2 Nom, rôle et valeur (fonction restreinte)</p>		<p>C.11.4.1.2.2 Nom, rôle et valeur (fonction restreinte)</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Dans le cas où la TIC est un logiciel non Web qui est doté d'une interface utilisateur qui ne prend pas en charge l'accès aux technologies d'assistance, elle ne remplit pas le critère de succès « Nom, rôle, valeur » du tableau 11.11, parce que ce critère de succès exige des informations sous une forme pouvant être déterminée par le programme.		La clause 11.4.1.2.2 ne contient aucune exigence en matière de test.
11.5 Interopérabilité avec la technologie d'assistance		---
11.5.1 Fonction restreinte		C.11.5.1 Fonction restreinte
Lorsque la fonction restreinte du logiciel est conforme à La clause 5.1 (Fonction restreinte), il n'est pas nécessaire de se conformer aux clauses 11.5.2 à 11.5.2.17.		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
		1. Le logiciel a une fonction restreinte.
		Procédure
		1. Vérifiez que la fonction restreinte est conforme à La clause 5.1.
		Résultat
		Si l'énoncé testable no 1 est vrai, le logiciel n'est pas tenu de se conformer aux clauses 11.5.2 à 11.5.17.
		Si l'énoncé testable no 1 est faux, le logiciel est tenu de se conformer aux clauses 11.5.2 à 11.5.17.
11.5.2 Services d'accessibilité		---
11.5.2.1 Soutien pour le service d'accessibilité aux plateformes pour les logiciels qui fournissent une interface utilisateur.		C.11.5.2.1 Soutien pour le service d'accessibilité aux plateformes pour les logiciels qui fournissent une interface utilisateur.
Les logiciels de plateforme fournissent un ensemble de services de plateforme documentés qui permettent aux logiciels qui fournissent une interface utilisateur fonctionnant sur le logiciel de plateforme d'interagir avec la technologie d'assistance.		Type d'évaluation
		Inspection

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Le logiciel de la plateforme doit prendre en charge les exigences 11.5.2.5 à 11.5.2.17, sauf que, lorsqu'un concept d'interface utilisateur correspondant à l'une des clauses 11.5.2.5 à 11.5.2.17 ne s'applique pas à l'environnement logiciel, ces exigences ne sont pas applicables. Par exemple, les attributs de sélection de 11.5.2.14 (Modification des attributs de cible de saisie et de sélection) pourraient ne pas exister dans les environnements qui ne permettent pas la sélection, qui est le plus souvent associée au copier-coller.</p> <p>REMARQUE 1: Elles définissent la fonctionnalité minimale des logiciels fournissant des interfaces utilisateur lors de l'utilisation des services de la plateforme.</p> <p>REMARQUE 2: Dans certaines plateformes, ces services peuvent être appelés services d'accessibilité, mais dans d'autres plateformes, ces services peuvent être fournis dans le cadre des services d'interface utilisateur.</p> <p>REMARQUE 3: Les services d'interface utilisateur qui fournissent par défaut un soutien à l'accessibilité sont considérés comme faisant partie des services fournis pour se conformer à cette clause (par exemple, le service de création d'un nouvel élément d'interface utilisateur fournit un rôle, un état, une limite, un nom et une description).</p> <p>REMARQUE 4: Pour se conformer à cette exigence, le logiciel de la plateforme peut fournir son propre ensemble de services ou exposer les services fournis par ses couches de plateforme sous-jacentes, si ces services sont conformes à cette exigence.</p> <p>REMARQUE 5: Dans des environnements de un programme informatique particuliers, les attributs techniques associés aux propriétés de l'interface utilisateur décrites dans les clauses 11.5.2.5 à 11.5.2.17 peuvent avoir des noms différents de ceux utilisés dans ces clauses.</p>		<p>Conditions préalables</p> <p>1. Le logiciel évalué est un logiciel de plateforme.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez que la documentation du logiciel de plateforme comprend des informations sur les services de la plateforme qui peuvent être utilisés par un logiciel qui fournit une interface utilisateur pour interagir avec la technologie d'assistance.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.</p> <p>Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.</p>
<p>11.5.2.2 Soutien pour le service d'accessibilité aux plateformes pour les technologies</p> <p>Le logiciel de la plateforme doit fournir un ensemble de services d'accessibilité documentés qui permettent à la technologie d'assistance d'interagir avec les logiciels qui fournissent une interface utilisateur fonctionnant sur le logiciel de plateforme.</p> <p>Le logiciel de plateforme doit prendre en charge les exigences 11.5.2.5 à 11.5.2.17, sauf que, lorsqu'un concept d'interface utilisateur correspondant à l'une des clauses 11.5.2.5 à 11.5.2.17 ne s'applique pas à l'environnement logiciel, ces exigences ne sont pas applicables. Par exemple, les attributs de sélection de 11.5.2.14 (Modification des attributs de cible de saisie et de sélection) pourraient ne pas</p>		<p>C.11.5.2.2 Soutien pour le service d'accessibilité aux plateformes pour les technologies d'assistance</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
exister dans les environnements qui ne permettent pas la sélection, qui est le plus souvent associée au copier-coller.		1. Le logiciel évalué est un logiciel de plateforme.
REMARQUE 1: Celles-ci définissent les fonctions minimales disponibles pour les technologies d'assistance lors de l'utilisation des services de plateforme.		Procédure
REMARQUE 2: La définition de plateforme dans la clause 3.1 s'applique aux logiciels qui fournissent des services à d'autres logiciels, y compris, mais sans s'y limiter, les systèmes d'exploitation, les navigateurs Web et les machines virtuelles.		1. Vérifiez que la documentation du logiciel de plateforme comprend des informations sur les services d'accessibilité de la plateforme qui permettent à la technologie d'assistance d'interagir avec le logiciel qui fournit une interface utilisateur fonctionnant sur le logiciel de plateforme.
REMARQUE 3: Dans certaines plateformes, ces services peuvent être appelés services d'accessibilité, mais dans d'autres plateformes, ces services peuvent être fournis dans le cadre des services d'interface utilisateur.		Résultat
REMARQUE 4: Généralement, ces services appartiennent au même ensemble de services qui sont décrits dans La clause 11.5.2.1.		Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai.
REMARQUE 5: Pour se conformer à cette exigence, le logiciel de la plateforme peut fournir son propre ensemble de services ou exposer les services fournis par ses couches de plateforme sous-jacentes, si ces services sont conformes à cette exigence.		Échec: L'énoncé testable no 1 est faux.
11.5.2.3 Utilisation des services d'accessibilité		C.11.5.2.3 Utilisation des services d'accessibilité
Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il utilise les services d'accessibilité de plateforme documentés applicables. Si les services d'accessibilité de la plateforme documentés ne permettent pas au logiciel de satisfaire aux exigences applicables des clauses 11.5.2.5 à 11.5.2.17, le logiciel qui fournit une interface utilisateur doit utiliser d'autres services documentés pour interagir avec la technologie d'assistance.		Type d'évaluation
REMARQUE: L'expression « services documentés d'accessibilité de la plateforme » désigne l'ensemble des services fournis par la plateforme conformément aux clauses 11.5.2.1 et 11.5.2.2.		Inspection
Il est préférable de développer des logiciels à l'aide de boîtes à outils qui mettent en œuvre automatiquement les services d'accessibilité de la plateforme sous-jacente.		Conditions préalables
		1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.
		Procédure
		1. Vérifiez que le logiciel utilise les services d'accessibilité de plateforme documentés applicables.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.5.2.4 Technologie d'assistance Lorsque la TIC est une technologie d'assistance, elle doit utiliser les services d'accessibilité de la plateforme documentés. REMARQUE: L'expression « services documentés d'accessibilité de la plateforme » désigne l'ensemble des services fournis par la plateforme conformément aux clauses 11.5.2.1 et 11.5.2.2. REMARQUE 2: Les technologies d'assistance peuvent également utiliser d'autres services d'accessibilité documentés.		2. Vérifiez que le logiciel peut répondre aux exigences applicables de 11.5.2.5 à 11.5.2.17 tout en utilisant les services d'accessibilité documentés de la plateforme. 3. Vérifiez que le logiciel peut répondre aux exigences de 11.5.2.5 à 11.5.2.17 tout en utilisant les services d'accessibilité documentés de la plateforme et autres services documentés. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai et l'énoncé testable n° 2 ou 3 est vrai. Échec: Les énoncés testables n° 1 ou 3 sont faux.
		C.11.5.2.4 Technologie d'assistance Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. La TIC est une technologie d'assistance. Procédure 1. Vérifiez que la technologie d'assistance utilise les services d'accessibilité documentés de la plateforme. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
		C.11.5.2.5 Renseignements sur les objets

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, permettre au rôle, aux états, à la limite, au nom et à la description des éléments d'interface utilisateur d'être déterminés par un programme informatique au moyen de technologies d'assistance.	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	
		1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.
	Procédure	
		1. Vérifiez que le rôle de l'élément d'interface utilisateur peut être déterminé par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
		2. Vérifiez que l'état ou les états l'élément d'interface utilisateur peuvent être déterminés par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
		3. Vérifiez que la limite de l'élément d'interface utilisateur peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
		4. Vérifiez que le nom de l'élément d'interface utilisateur peut être déterminé par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
		5. Vérifiez que la description de l'élément d'interface utilisateur peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
11.5.2.6 Ligne, colonne et en-têtes	Résultat	
		Réussite: Les énoncés testables n°s 1, 2, 3, 4 et 5 sont vrais.
		Échec: Les énoncés testables n°s 1, 2, 3, 4 ou 5 sont faux.
	C.11.5.2.6 Ligne, colonne et en-têtes	
	Type d'évaluation	
Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, rendre la ligne et la colonne de chaque cellule d'un tableau de données, y compris les en-		

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
têtes de la ligne et de la colonne, le cas échéant, déterminables par un programme informatique au moyen de technologies d'assistance.	Inspection	
	Conditions préalables	
		1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.
		2. Il y a des tableaux de données dans l'interface utilisateur.
	Procédure	
		1. Sélectionnez une table de données dans laquelle les tests doivent être effectués.
		2. Vérifiez que la rangée de chaque cellule peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
		3. Vérifiez que la colonne de chaque cellule peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
		4. Vérifiez que l'en-tête de ligne de chaque cellule, si elle existe, peut être déterminé par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
		5. Vérifiez que l'en-tête de la colonne de chaque cellule, si elle existe, peut être déterminé par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.
11.5.2.7 Valeurs	Résultat	
		Réussite: Les énoncés testables n ^{os} 2, 3, 4 et 5 sont vrais.
		Échec: Les énoncés testables n ^{os} 2, 3, 4 ou 5 sont faux.
	C.11.5.2.7 Valeurs	
	Type d'évaluation	
Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, rendre la valeur actuelle d'un élément d'interface utilisateur et toute valeur minimale ou maximale de la plage, si l'élément d'interface utilisateur fournit des informations sur une plage de valeurs, pouvant être déterminées par un programme informatique par des technologies d'assistance.		Inspection

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		Conditions préalables 1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur. 2. Certains éléments d'interface utilisateur peuvent avoir des valeurs. Procédure 1. Sélectionnez un élément d'interface utilisateur qui peut avoir une valeur. 2. Vérifiez que la valeur actuelle peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance. 3. Si l'élément d'interface utilisateur fournit des informations sur une plage de valeurs, vérifiez que la valeur minimale peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance. 4. Si l'élément d'interface utilisateur fournit des informations sur une plage de valeurs, vérifiez que la valeur maximale peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance. Résultat Réussite: Les énoncés testables n ^{os} 2, 3 et 4 sont vrais. Échec: Les énoncés testables n ^{os} 2, 3, ou 4 sont faux.
	11.5.2.8 Liens entre les étiquettes Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il expose le lien qu'entretient un élément d'interface utilisateur en tant qu'étiquette pour un autre élément ou en tant qu'élément étiqueté par un autre élément, en utilisant les services décrits dans la clause 11.5.2.3, de sorte que ces informations puissent être déterminées par un programme informatique par des technologies d'assistance.	C.11.5.2.8 Liens entre les étiquettes Type d'évaluation Inspection Conditions préalables

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		<p>1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.</p> <p>2. Il existe des éléments d'interface utilisateur qui sont des étiquettes d'autres éléments d'interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Obtenir les informations de chaque élément d'interface utilisateur.</p> <p>2. Vérifiez que les informations de l'élément d'interface utilisateur incluent la relation avec l'élément d'interface utilisateur qui est son étiquette, si l'élément d'interface utilisateur actuel a une étiquette, et que cette relation peut être déterminée par un programme informatique par des technologies d'assistance.</p> <p>3. Vérifiez que les informations de l'élément d'interface utilisateur incluent la relation avec l'élément d'interface utilisateur qu'il étiquette, si l'élément d'interface utilisateur actuel est une étiquette, et que cette relation peut être déterminée par un programme informatique par des technologies d'assistance.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: Les énoncés testables n°s 2 ou 3 sont vrais</p> <p>Échec: Les énoncés testables n°s 2 et 3 sont faux.</p>
		<p>C.11.5.2.9 Relations parents-enfants</p> <p>Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, permettre de déterminer, par un programme informatique au moyen de technologies d'assistance, la relation entre un élément d'interface utilisateur et tout élément parent ou enfant.</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.</p>

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>2. Il existe des éléments d'interface utilisateur qui sont les parents d'autres éléments d'interface utilisateur dans une structure hiérarchique.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Pour les éléments d'interface utilisateur qui ont un parent, vérifiez que les informations de l'élément d'interface utilisateur incluent la relation avec l'élément d'interface utilisateur qui est son parent.</p> <p>2. Vérifiez que les informations des éléments d'interface utilisateur qui sont les parents de l'élément d'interface utilisateur sélectionné dans l'énoncé testable n° 1 incluent la relation avec les éléments d'interface utilisateur qui sont ses enfants, et que cette relation peut être déterminée par un programme informatique par des technologies d'assistance.</p> <p>3. Pour les éléments d'interface utilisateur qui sont le parent d'autres éléments d'interface utilisateur, vérifiez que les informations de l'élément d'interface utilisateur incluent la relation avec les éléments d'interface utilisateur qui sont ses enfants, et que cette relation peut être déterminée par un programme informatique par des technologies d'assistance.</p> <p>4. Vérifiez que les informations des éléments d'interface utilisateur qui sont les enfants de l'élément d'interface utilisateur sélectionné dans l'énoncé testable n° 3 incluent la relation avec les éléments d'interface utilisateur qui sont ses parents, et que cette relation peut être déterminée par un programme informatique par des technologies d'assistance.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite : L'énoncé testable n° 1 ou 2 est vrai et l'énoncé testable n° 3 ou 4 est vrai.</p> <p>Échec: Les énoncés testables n°s 1 et 2 sont faux ou les énoncés testables n°s 3 et 4 sont faux.</p> <p>REMARQUE: Pour cette exigence, il suffit que l'une des deux directions d'une relation parent-enfant puisse être déterminée par le programme. C'est la raison pour laquelle les vérifications de l'exigence sont effectuées par paires et l'exigence est satisfaite si un membre de chaque paire est vrai.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.5.2.10 Texte Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, permettre de déterminer, par un programme informatique au moyen de technologies d'assistance, le contenu textuel, les attributs textuels et la limite du texte rendu à l'écran.	C.11.5.2.10 Texte Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur. 2. Il y a du texte rendu à l'écran. Procédure 1. Pour les exemples de texte rendu à l'écran, vérifiez que l'information du texte inclut son contenu textuel et que cette information peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance. 2. Pour les exemples de texte rendu à l'écran, vérifiez que l'information du texte inclut ses attributs et que cette information peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance. 3. Pour les exemples de texte rendu à l'écran, vérifiez que l'information du texte inclut sa limite et que cette information peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance. Résultat Réussite: Les énoncés testables n ^{os} 1, 2 et 3 sont vrais Échec: Les énoncés testables n ^o 1, 2 ou 3 sont faux.	
11.5.2.11 Liste des actions disponibles Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, permettre de déterminer, par un programme informatique au moyen de technologies	C.11.5.2.11 Liste des actions disponibles Type d'évaluation	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
d'assistance, une liste des actions disponibles qui peuvent être exécutées sur un élément d'interface utilisateur.		Inspection Conditions préalables 1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur. 2. Certains éléments d'interface utilisateur ont des actions qui peuvent être exécutées par l'utilisateur. Procédure 1. Vérifiez que les informations de l'élément d'interface utilisateur contiennent la liste des actions qui peuvent être exécutées. 2. Vérifiez que cette liste peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance. Résultat Réussite: Les énoncés testables n ^{os} 1 et 2 sont vrais. Échec: Les énoncés testables n ^{os} 1 ou 2 sont faux.
	11.5.2.12 Exécution des actions disponibles Lorsque les exigences de sécurité le permettent, le logiciel qui fournit une interface utilisateur doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, permettre l'exécution programmatique des actions exposées, au moyen des technologies d'assistance, conformément à la clause 11.5.2.11. REMARQUE 1: Dans certains cas, les exigences de sécurité imposées à un logiciel peuvent interdire à un logiciel externe d'interférer avec le produit de TIC. À titre d'exemple de systèmes soumis à des exigences strictes en matière de sécurité, mentionnons les systèmes qui traitent des activités de renseignement, des activités cryptologiques liées à la sécurité nationale, du commandement et du contrôle des forces militaires. REMARQUE 2: Des technologies d'assistance peuvent être nécessaires pour maintenir le même niveau de sécurité que les mécanismes de saisie standard pris en charge par la plateforme.	C.11.5.2.12 Exécution des actions disponibles Type d'évaluation Inspection et essais Conditions préalables 1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur. 2. Certains éléments d'interface utilisateur offrent des actions qui peuvent être exécutées par l'utilisateur.

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>3. Les exigences en matière de sécurité permettent à la technologie d'assistance d'exécuter par un programme informatique les actions de l'utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez que les informations de l'élément d'interface utilisateur incluent la liste des actions qui peuvent être exécutées par les technologies d'assistance selon la clause 11.5.2.11.</p> <p>2. Vérifiez que toutes les actions de la liste peuvent être exécutées avec succès par des technologies d'assistance.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: Les énoncés testables n^{os} 1 et 2 sont vrais.</p> <p>Échec: Les énoncés testables n^{os} 1 ou 2 sont faux.</p>
<p>11.5.2.13 Suivi des attributs de cible de saisie et de sélection</p> <p>Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, rendre l'information et les mécanismes nécessaires au suivi de la cible de saisie, du point d'insertion du texte et des attributs de sélection des éléments d'interface utilisateur, déterminables par un programme informatiques par les technologies d'assistance.</p>	<p>C.11.5.2.13 Suivi des attributs de cible de saisie et de sélection</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection et essais</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.</p> <p>2. Certains éléments d'interface utilisateur permettent la modification de textes.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifiez que les informations de l'élément d'interface utilisateur comprennent des mécanismes de suivi de la cible de saisie, du point d'insertion du texte et des attributs de sélection.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		<p>2. Vérifiez que cette information peut être déterminée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.</p> <p>3. Activez ces mécanismes de suivi.</p> <p>4. En tant qu'utilisateur, utilisez la fonctionnalité d'édition de texte dans le produit logiciel évalué.</p> <p>5. Vérifiez que le suivi de la cible de saisie, du point d'insertion de texte et des attributs de sélection fonctionne.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: Les énoncés testables n°s 2 et 5 sont vrais.</p> <p>Échec: Les énoncés testables n° 1 ou 5 sont faux.</p> <p>C.11.5.2.14 Modification des attributs de cible de saisie et de sélection</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Examen</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.</p> <p>2. Certains éléments d'interface utilisateur peuvent recevoir une cible de saisie ou permettre l'édition de texte.</p> <p>3. Les exigences de sécurité permettent au logiciel de plateforme de modifier par un programme informatique la cible de saisie, le point d'insertion du texte et les attributs de sélection des éléments d'interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p>
<p>11.5.2.14 Modification des attributs de cible de saisie et de sélection</p> <p>Lorsque les exigences de sécurité le permettent, les logiciels qui fournissent une interface utilisateur doivent, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, permettre aux technologies d'assistance de modifier par un programme informatique le foyer, le point d'insertion de texte et les attributs de sélection des éléments d'interface utilisateur ou l'utilisateur peut modifier ces éléments.</p> <p>REMARQUE 1: Dans certains cas, les exigences de sécurité imposées à un logiciel peuvent interdire à un logiciel externe d'interférer avec le produit de TIC et cette exigence ne s'applique donc pas. À titre d'exemple de systèmes soumis à des exigences strictes en matière de sécurité, mentionnons les systèmes qui traitent des activités de renseignement, des activités cryptologiques liées à la sécurité nationale, du commandement et du contrôle des forces militaires.</p> <p>REMARQUE 2: Des technologies d'assistance peuvent être nécessaires pour maintenir le même niveau de sécurité que les mécanismes de saisie standard pris en charge par la plateforme.</p>		

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>1. Pour les éléments d'interface utilisateur qui peuvent recevoir la cible de saisie et où la cible de saisie peut être modifiée par un utilisateur sans l'utilisation d'une technologie d'assistance, vérifier que la cible de saisie peut être modifiée par un programme informatique par des technologies d'assistance.</p> <p>2. Pour les éléments d'interface utilisateur qui permettent à un utilisateur de modifier du texte sans l'aide d'une technologie d'assistance, vérifier que la position du point d'insertion du texte peut être modifiée par un programme informatique à l'aide de technologies d'assistance.</p> <p>3. Pour les éléments d'interface utilisateur qui permettent l'édition de texte, vérifiez que les attributs de sélection peuvent être modifiés par un programme informatique par des technologies d'assistance, dans les cas où ils peuvent être modifiés par l'utilisateur sans l'aide de technologies d'assistance.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: Tous les énoncés testables sont vrais.</p> <p>Échec: N'importe quel énoncé testable est faux.</p>
<p>11.5.2.15 Avis de modification</p> <p>Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, aviser les technologies d'assistance des changements apportés aux attributs des éléments d'interface utilisateur pouvant être déterminés par un programme informatique qui sont mentionnés dans les exigences 11.5.2.5 à 11.5.2.11 et 11.5.2.13.</p>	<p>C.11.5.2.15 Avis de modification</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Inspection et essais</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Activer les avis de modification dans les éléments d'interface utilisateur.</p>

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
	<p>2. Vérifier que les avis de modification des renseignements sur les objets (rôle, état, limite, nom et description) sont envoyés aux technologies d'assistance, si ces renseignements changent dans l'interface utilisateur du logiciel.</p> <p>3. Vérifier que les avis de modification des lignes, colonnes et en-têtes des tableaux de données sont envoyés aux technologies d'assistance, si ces renseignements changent dans le logiciel.</p> <p>4. Vérifier que des avis de modification de valeurs (valeur actuelle, valeur minimale et valeur maximale) sont envoyés, si ces renseignements changent dans le logiciel.</p> <p>5. Vérifier que des avis de modification des liens entre les étiquettes sont envoyés aux technologies d'assistance, si ces renseignements changent dans le logiciel.</p> <p>6. Vérifier que des avis de modification des relations parent-enfant sont envoyés aux technologies d'assistance, si ces informations changent dans le logiciel.</p> <p>7. Vérifier que des avis de modification du texte (contenu ou attributs du texte et limite du texte rendu à l'écran) sont envoyés aux technologies d'assistance, si ces renseignements changent dans le logiciel.</p> <p>8. Vérifier que des avis de modifications apportées à liste des actions disponibles sont envoyés aux technologies d'assistance, si ces renseignements changent dans le logiciel.</p> <p>9. Vérifier que des avis de modification de la cible de saisie, du point d'insertion du texte et des attributs de sélection sont envoyés aux technologies d'assistance, si ces renseignements changent dans le logiciel.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite: les énoncés testables n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont vrais</p> <p>Échec: les énoncés testables n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 ou 9 sont faux</p> <p>C.11.5.2.16 Modifications d'états ou de propriétés</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>Lorsque les exigences de sécurité l'autorisent, les logiciels qui fournissent une interface utilisateur doivent, en utilisant les services décrits à la clause 11.5.2.3, permettre aux technologies d'assistance de modifier par un programme informatique les états et propriétés des éléments d'interface utilisateur grâce auxquels l'utilisateur peut modifier ces articles.</p> <p>REMARQUE 1: Dans certains cas, les exigences de sécurité imposées à un logiciel peuvent interdire à un logiciel externe d'interférer avec le produit de TIC et cette exigence ne s'applique donc pas. À titre d'exemple de systèmes soumis à des exigences strictes en matière de sécurité, mentionnons les systèmes qui traitent des activités de renseignement, des activités cryptologiques liées à la sécurité nationale, du commandement et du contrôle des forces militaires.</p> <p>REMARQUE 2: Des technologies d'assistance peuvent être nécessaires pour maintenir le même niveau de sécurité que les mécanismes de saisie standard pris en charge par la plateforme.</p>	Type d'évaluation	
	Examen	
	Conditions préalables	
		<ol style="list-style-type: none">1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.2. Il existe des éléments d'interface utilisateur dont l'état ou les propriétés peuvent être modifiés par un utilisateur sans l'aide d'une technologie d'assistance.3. Les exigences de sécurité permettent à la technologie d'assistance de modifier par un programme informatique les états et les propriétés des éléments d'interface utilisateur.
	Procédure	<ol style="list-style-type: none">1. Vérifier que l'état des éléments d'interface utilisateur, dont l'état peut être changé par un utilisateur sans l'aide d'une technologie d'assistance, est susceptible d'être modifié par un programme informatique par des technologies d'assistance.2. Vérifier que les propriétés des éléments d'interface utilisateur, dont les propriétés peuvent être modifiées par un utilisateur sans l'utilisation de technologies d'assistance, sont susceptibles d'être changées par un programme informatique par des technologies d'assistance.
11.5.2.17 Modifications des valeurs et du texte		
<p>Lorsque les exigences en matière de sécurité l'autorisent, les logiciels qui fournissent une interface utilisateur doivent, en utilisant les services décrits à La clause 11.5.2.3, permettre aux technologies d'assistance de modifier les valeurs et le texte des éléments d'interface utilisateur en se servant des</p>	Résultat	
	Réussite: Tous les énoncés testables sont vrais.	
	Échec: N'importe quel énoncé testable est faux.	
	C.11.5.2.17 Modifications des valeurs et du texte	
	Type d'évaluation	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
<p>méthodes de saisie de la plateforme grâce auxquelles un utilisateur peut changer ces éléments sans recours aux technologies d'assistance.</p> <p>REMARQUE 1: Dans certains cas, les exigences de sécurité imposées à un logiciel peuvent interdire à un logiciel externe d'interférer avec le produit de TIC et cette exigence ne s'applique donc pas. A titre d'exemple de systèmes soumis à des exigences strictes en matière de sécurité, mentionnons les systèmes qui traitent des activités de renseignement, des activités cryptologiques liées à la sécurité nationale, du commandement et du contrôle des forces militaires.</p> <p>REMARQUE 2: Des technologies d'assistance peuvent être nécessaires pour maintenir le même niveau de sécurité que les mécanismes de saisie standard pris en charge par la plateforme.</p>	Examen	
	Conditions préalables	
		1. Le logiciel évalué est un logiciel qui fournit une interface utilisateur.
		2. Il existe des éléments d'interface utilisateur dont les valeurs ou le texte peuvent être modifiés par un utilisateur sans l'aide d'une technologie d'assistance.
		3. Les exigences de sécurité permettent à la technologie d'assistance de modifier par un programme informatique les valeurs et le texte des éléments d'interface utilisateur.
	Procédure	
		1. Vérifier que les valeurs des éléments d'interface utilisateur, dont les valeurs peuvent être modifiées par un utilisateur sans l'aide d'une technologie d'assistance, peuvent être changées par des technologies d'assistance utilisant les méthodes de saisie de la plateforme.
		2. Vérifier que le texte des éléments d'interface utilisateur, dont le texte peut être modifié par un utilisateur sans l'aide d'une technologie d'assistance, peut être changé par des technologies d'assistance utilisant les méthodes de saisie de la plateforme.
	Résultat	
		Réussite: Tous les énoncés testables sont vrais.
		Échec: N'importe quel énoncé testable est faux.

11.6 Utilisation documentée de l'accessibilité		
11.6.1 Contrôle par l'utilisateur des caractéristiques d'accessibilité		
Lorsque le logiciel est une plateforme, il doit offrir des modes de fonctionnement suffisants permettant à l'utilisateur de contrôler les caractéristiques d'accessibilité de la plateforme documentées comme étant destinées aux utilisateurs.		Type d'évaluation
		Examen

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		<p>Conditions préalables</p> <p>1. Certaines fonctions de la plateforme sont définies dans la documentation de celle-ci comme étant des caractéristiques d'accessibilité destinées aux utilisateurs.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier qu'il existe suffisamment de modes de fonctionnement pour permettre à l'utilisateur de contrôler les fonctions de la plateforme, qui sont définies dans la documentation de celle-ci comme étant des caractéristiques d'accessibilité destinées aux utilisateurs.</p> <p>Résultat</p> <p>Réussite : L'énoncé testable n° 1 est vrai.</p> <p>Échec : L'énoncé testable n° 1 est faux.</p>
	<p>11.6.2 Aucune perturbation des caractéristiques d'accessibilité</p> <p>Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, elle ne doit pas perturber les caractéristiques d'accessibilité documentées qui sont définies dans la documentation de la plateforme, sauf si l'utilisateur en fait la demande pendant le fonctionnement du logiciel.</p>	<p>C.11.6.2 Aucune perturbation des caractéristiques d'accessibilité</p> <p>Type d'évaluation</p> <p>Examen</p> <p>Conditions préalables</p> <p>1. Certaines fonctions de la plateforme sont définies dans la documentation de celle-ci comme étant des caractéristiques d'accessibilité.</p> <p>Procédure</p> <p>1. Vérifier si un logiciel qui fournit une interface utilisateur perturbe le fonctionnement normal des caractéristiques d'accessibilité de la plateforme.</p> <p>2. Vérifier si la perturbation a été spécifiquement demandée ou confirmée par l'utilisateur.</p>

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.7 Préférences de l'utilisateur Lorsque le logiciel fournit une interface utilisateur, il doit fournir suffisamment de modes de fonctionnement se servant des préférences de l'utilisateur pour les réglages de la plateforme en ce qui concerne la couleur, le contraste, le type et la taille de police et le curseur de cible de saisie, sauf s'il s'agit de logiciels conçus pour être isolés de leur plateforme sous-jacente. REMARQUE: Les logiciels isolés de leur plateforme sous-jacente n'ont pas accès aux paramètres de l'utilisateur de la plateforme et ne peuvent donc pas respecter cette clause.	Résultat	
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est faux ou les deux énoncés sont vrais. Échec: L'énoncé testable n° 1 est vrai et l'énoncé testable n° 2 est faux.
	C.11.7 Préférences de l'utilisateur Type d'évaluation Inspection et essais Conditions préalables 1. Le logiciel est un logiciel qui fournit une interface utilisateur. Procédure 1. Vérifier si le logiciel offre suffisamment de modes de fonctionnement se servant des préférences de l'utilisateur pour les paramètres de la plateforme en ce qui concerne la couleur, le contraste, le type et la taille de police ainsi que le curseur de cible de saisie. 2. Vérifier que la documentation du logiciel indique que le logiciel est conçu pour être isolé de sa plateforme sous-jacente. Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai ou l'énoncé testable n° 1 est faux et l'énoncé testable n° 2 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux et l'énoncé testable n° 2 est faux. ---	
	11.8 Outils-auteurs 11.8.1 Technologie du contenu	C.11.8.1 Technologie du contenu Type d'évaluation

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
Les outils-auteurs doivent être conformes aux clauses 11.8.2 à 11.8.5 dans la mesure où les renseignements requis pour l'accessibilité sont pris en charge par le format utilisé pour les extraits de l'outil-auteur.		Inspection et essais Conditions préalables 1. Le logiciel est un outil-auteur. 2. Le format de l'extrait de l'outil-auteur prend en charge les renseignements nécessaires à l'accessibilité. Procédure 1. Vérifier si l'outil-auteur est conforme aux clauses 11.8.2 à 11.8.5 dans la mesure où les renseignements requis pour l'accessibilité sont pris en charge par le format utilisé pour les extraits de l'outil-auteur. Résultat Réussite: L'énoncé testable no 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable no 1 est faux. REMARQUE: Lorsque le format des extraits de l'outil-auteur ne prend pas en charge certains types de renseignements requis pour l'accessibilité, il n'est pas nécessaire de respecter les exigences relatives à ce type de renseignements.
	11.8.2 Création de contenu accessible Les outils-auteurs doivent permettre et orienter la production de contenu conforme aux clauses 9 (contenu Web) ou 10 (contenu autre que le contenu Web), selon le cas. REMARQUE: Les outils-auteurs peuvent s'appuyer sur des outils supplémentaires lorsqu'il n'est pas possible de respecter des exigences spécifiques avec un seul outil. Par exemple, un outil de montage vidéo peut permettre la création de fichiers vidéo aux fins de diffusion via la télévision et le Web, mais la création de fichiers de sous-titres pour des formats multiples peut être assurée par un outil différent.	C.11.8.2 Création de contenu accessible Type d'évaluation Inspection et essais Conditions préalables 1. Le logiciel est un outil-auteur.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.8.3 Préservation des renseignements sur l'accessibilité dans le cadre de transformations Lorsque l'outil-auteur fournit des transformations de restructuration ou de recodage, les renseignements sur l'accessibilité doivent alors être préservés dans l'extrant s'il existe des mécanismes équivalents dans la technologie du contenu de l'extrant. REMARQUE 1: Les transformations de restructuration sont des transformations dans le cadre desquelles la technologie du contenu reste identique, mais les caractéristiques structurelles du contenu sont modifiées (par exemple, linéarisation des tableaux, division d'un document en pages). REMARQUE 2: Les transformations de recodage sont des transformations dans le cadre desquelles la technologie utilisée pour coder le contenu est modifiée.	Procédure	1. Vérifier si l'outil-auteur possède des caractéristiques qui permettent et orientent la production conforme aux clauses 9 (contenu Web) ou 10 (contenu autre que le contenu Web).
	Résultat	Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
	C.11.8.3 Préservation des renseignements sur l'accessibilité dans le cadre de transformations	
	Type d'évaluation	Inspection et essais
	Conditions préalables	1. Le logiciel est un outil-auteur. 2. L'outil-auteur fournit des transformations de restructuration ou de recodage.
	Procédure	1. Pour une transformation de restructuration, vérifier si les renseignements d'accessibilité sont préservés dans l'extrant. 2. Pour une transformation de restructuration, vérifier si la technologie du contenu prend en charge les renseignements d'accessibilité dans la forme restructurée de l'information. 3. Pour une transformation de recodage, vérifier si les renseignements d'accessibilité sont préservés dans l'extrant.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
		4. Pour une transformation de recodage, vérifier si les renseignements d'accessibilité sont pris en charge par la technologie de l'extrant recodé.
		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai ou les énoncés testables n° 1 et 2 sont faux ou l'énoncé testable n° 3 est vrai ou les énoncés testables n° 3 et 4 sont faux.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux et l'énoncé testable n° 2 est vrai.
11.8.4 Aide à la réparation		C.11.8.4 Aide à la réparation
Si la fonctionnalité de vérification de l'accessibilité d'un outil-auteur peut détecter que le contenu n'est pas conforme aux clauses 9 (contenu Web) ou 10 (contenu autre que le contenu Web), selon le cas, alors l'outil-auteur doit formuler des suggestions en matière de réparation.		Type d'évaluation
		Inspection
		Conditions préalables
REMARQUE: Cela n'exclut pas les réparations automatisées ou semi-automatisées qui sont possibles (et recommandées) pour de nombreux types de problèmes d'accessibilité du contenu.		1. Le logiciel est un outil-auteur.
		2. La fonctionnalité de vérification de l'accessibilité d'un outil-auteur peut détecter que le contenu n'est pas conforme aux clauses 9 (contenu Web) ou 10 (contenu autre que le contenu Web), selon le cas.
		Procédure
		1. L'outil-auteur formule des suggestions en matière de réparation lorsque le contenu fournit des suggestions de réparation lorsque le contenu n'est pas conforme à l'une des exigences des clauses 9 ou 10 (selon le cas).
		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
11.8.5 Modèles Lorsque l'outil-auteur fournit des modèles, au moins l'un des modèles qui prend en charge la création de contenu conforme aux exigences des clauses 9 (contenu Web) ou 10 (contenu autre que le contenu Web), selon le cas, doit être disponible et identifié en tant que tel.	C.11.8.5 Modèles Type d'évaluation Inspection Conditions préalables 1. Le logiciel est un outil-auteur. 2. L'outil-auteur fournit des modèles Procédure 1. Vérifier que l'outil-auteur fournit au moins un modèle qui prend en charge la création de contenu conforme aux exigences 9 (contenu Web) ou 10 (contenu autre que le contenu Web), selon le cas. 2. Vérifier qu'au moins un modèle indiqué à l'étape 1 est disponible et qu'il est identifié comme étant conforme aux clauses 9 ou 10 (selon le cas). Résultat Réussite: Les énoncés testables n°s 1 et 2 sont vrais. Échec: Les énoncés testables n°s 1 ou 2 sont faux. REMARQUE: L'indication que le modèle est conforme aux exigences des clauses 9 ou 10 (selon le cas) mentionnée dans l'énoncé testable 2 peut être, par exemple, formulée dans les termes suivants: « Conforme à la directive WCAG 2.1 ». Lorsque l'indication n'indique pas explicitement que toutes les exigences énoncées aux clauses 9 ou 10 (selon le cas) sont respectées, il peut être nécessaire d'utiliser le modèle pour créer un site Web ou un document, puis de mettre à l'essai ce site Web ou ce document conformément aux exigences des clauses 9 ou 10 afin d'avoir la certitude que le modèle se comporte tel que requis.	

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
12 Documentation et soutien technique		---
12.1 Documentation du produit		---
12.1.1 Caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité		C.12.1.1 Caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité
La documentation du produit fournie avec les TIC, qu'elle soit fournie séparément ou intégrée aux TIC doit énumérer et expliquer les modes d'utilisation des caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité des TIC.		Type d'évaluation
REMARQUE: Les caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité comprennent les caractéristiques d'accessibilité intégrées et celles qui assurent la compatibilité avec la technologie d'assistance.		Inspection
		Conditions préalables
		1. La documentation du produit est fournie avec les TIC.
		Procédure
		1. Vérifier que la documentation du produit fournie avec les TIC énumère et explique les modes d'utilisation des caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité des TIC.
		Résultat
		Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
		Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
12.1.2 Documentation accessible		C.12.1.2 Documentation accessible
La documentation du produit fournie avec les TIC doit être disponible dans au moins un des formats électroniques suivants:		Type d'évaluation
a. un format Web conforme aux exigences de la clause 9;		Inspection
b. un format autre qu'un format Web conforme aux exigences de la clause 10.		Conditions préalables
REMARQUE 1: Cela n'exclut pas la possibilité de fournir également la documentation du produit dans d'autres formats (électroniques ou papier) non accessibles.		1. La documentation du produit en format électronique est fournie avec les TIC.
		Procédure

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
REMARQUE 2: Cela n'exclut pas non plus la possibilité de fournir des formats différents répondant aux besoins d'un type précis d'utilisateurs (p. ex. des documents en braille pour les personnes aveugles ou des renseignements faciles à lire pour les personnes ayant une déficience cognitive).	1. Vérifier que la documentation du produit en format électronique fournie avec les TIC est conforme aux exigences des clauses 9 ou 10, selon le cas.
REMARQUE 3: Lorsque la documentation fait partie intégrante des TIC, elle est fournie par l'intermédiaire de l'interface utilisateur qui est accessible.	Résultat
REMARQUE 4: Un agent utilisateur prenant en charge la conversion automatique des médias serait bénéfique pour améliorer l'accessibilité.	Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
12.2 Services de soutien	Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.
12.2.1 Généralités (information)	---
Les services d'appui en matière de TIC comprennent, sans s'y limiter, les centres d'assistance, les centres d'appel, le soutien technique, les services de relais et les services de formation.	C.12.2.1 Généralités (information)
12.2.2 Renseignements sur les caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité	La clause 12.2.1 n'a qu'une valeur informative et ne contient aucune exigence en matière de tests.
Les services de soutien en matière de TIC doivent fournir des renseignements sur les caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité inclus dans la documentation du produit.	C.12.2.2 Renseignements sur les caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité
REMARQUE: Les caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité comprennent les caractéristiques d'accessibilité intégrées et celles qui assurent la compatibilité avec la technologie d'assistance.	Type d'évaluation
	Inspection
	Conditions préalables
	1. Des services de soutien en matière de TIC sont fournis.
	Procédure
	1. Vérifier que les services de soutien en matière de TIC fournissent des renseignements sur les caractéristiques d'accessibilité et de compatibilité figurant dans la documentation du produit.
	Résultat
	Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.
	Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Clause de la norme EN 301 549		Détermination de la conformité
12.2.3 Communication efficace		C.12.2.3 Communication efficace
Les services de soutien en matière de TIC doivent répondre aux besoins en communication des personnes handicapées, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un point de référence.	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	
	1. Des services de soutien en matière de TIC sont fournis.	
	Procédure	
	1. Vérifier que les services de soutien en matière TIC répondent aux besoins en communication des personnes handicapées, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un point de référence.	
	Résultat	
	Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai.	
	Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.	
	REMARQUE: La prestation de tout niveau de soutien visant à répondre aux besoins en communication des personnes handicapées constitue une réussite pour cette exigence. Les fournisseurs voudront peut-être fournir davantage de renseignements sur le niveau de soutien fourni pour permettre de juger de la pertinence et de la qualité du soutien.	
12.2.4 Documentation accessible		C.12.2.4 Documentation accessible
La documentation fournie par les services de soutien doit être disponible dans au moins un des formats électroniques suivants: a. un format Web conforme aux exigences de la clause 9; b. un format autre qu'un format Web conforme aux exigences de la clause 10.	Type d'évaluation	
	Inspection	
	Conditions préalables	

Clause de la norme EN 301 549	Détermination de la conformité
REMARQUE 1: Cela n'exclut pas la possibilité de fournir également la documentation dans d'autres formats (électroniques ou papier) non accessibles.	1. La documentation est fournie par les services de soutien en matière de TIC.
REMARQUE 2: Cela n'exclut pas non plus la possibilité de fournir des formats différents répondant aux besoins d'un type précis d'utilisateurs (p. ex. des documents en braille pour les personnes aveugles ou des renseignements faciles à lire pour les personnes ayant une déficience cognitive).	Procédure 1. Vérifier que la documentation en format électronique fournie par les services de soutien en matière de TIC est conforme aux exigences des clauses 9 ou 10, selon le cas.
REMARQUE 3: Un agent utilisateur prenant en charge la conversion automatique des médias serait bénéfique pour améliorer l'accessibilité.	Résultat Réussite: L'énoncé testable n° 1 est vrai. Échec: L'énoncé testable n° 1 est faux.

Annexe - Références (de la norme EN 301 549 – en anglais seulement)

2.1 Références normatives

Les références sont spécifiques, identifiées par leur date de publication et/ou leur numéro d'édition ou leur numéro de version. Seule la version citée est applicable.

Les documents cités en référence qui ne sont pas disponibles publiquement à l'emplacement prévu peuvent se trouver à [ETSI References in docbox](#).

- REMARQUE : Bien que les hyperliens inclus dans cette clause soient valides au moment de la publication, ETSI ne peut en garantir la validité à long terme.
Les documents de référence suivants sont nécessaires à l'application du présent document.

- [1] ETSI ETS 300 381 (Edition 1) (December 1994): "Telephony for hearing impaired people; Inductive coupling of telephone earphones to hearing aids".
- [2] ETSI ES 200 381-1 (V1.2.1) (October 2012): "Telephony for hearing impaired people; Inductive coupling of telephone earphones to hearing aids Part 1: Fixed-line speech terminals".
- [3] ETSI ES 200 381-2 (V1.1.1) (October 2012): "Telephony for hearing impaired people; Inductive coupling of telephone earphones to hearing aids; Part 2: Cellular speech terminals".
- [4] W3C Recommendation (December 2008) /ISO/IEC 40500:2012: "Web Content Accessibility Guidelines (WCAG) 2.0".

- REMARQUE : Disponible à [WCAG 2.0](#).

- [5] W3C Proposed Recommendation (June 2018): "Web Content Accessibility Guidelines (WCAG) 2.1".

- REMARQUE : Disponible à [WCAG 2.1](#).

2.2 Références informatives

Les références sont soit spécifiques (identifiées par la date de publication et/ou le numéro d'édition ou le numéro de version), soit non spécifiques. Pour des références spécifiques, seule la version citée est applicable. En ce qui concerne les références non spécifiques, la dernière version du document cité en référence (y compris les modifications éventuelles) est applicable.

- REMARQUE : Bien que les hyperliens inclus dans cette clause soient valides au moment de la publication, ETSI ne peut en garantir la validité à long terme. Les documents de référence suivants ne sont pas nécessaires pour l'application du présent document, mais ils aident l'utilisateur dans un domaine particulier.

[1.1] ANSI/IEEE C63.19 (2011): "American National Standard Method of Measurement of Compatibility between Wireless Communication Devices and Hearing Aids".

[1.2] ANSI/TIA-4965: "Receive volume control requirements for digital and analogue wireline terminals".

[1.3] European Commission M 376-EN: "Standardization Mandate to CEN, CENELEC and ETSI in support of European accessibility requirements for public procurement of products and services in the ICT domain".

[1.4] ETSI EG 201 013: "Human Factors (HF); Definitions, abbreviations and symbols".

[1.5] ETSI ES 202 975: "Human Factors (HF); Requirements for relay services".

[1.6] ETSI ETS 300 767: "Human Factors (HF); Telephone Prepayment Cards; Tactile Identifier".

[1.7] ETSI CEN/CENELEC/ETSI TR 101 550: "Documents relevant to EN 301 549 "Accessibility requirements suitable for public procurement of ICT products and services in Europe".

[1.8] ETSI CEN/CENELEC/ETSI TR 101 551: "Guidelines on the use of accessibility award criteria suitable for publicly procured ICT products and services in Europe".

[1.9] ETSI TR 102 612: "Human Factors (HF); European accessibility requirements for public procurement of products and services in the ICT domain (European Commission Mandate M 376, Phase 1)".

[1.10] ETSI TS 126 114: "Universal Mobile Telecommunications System (UMTS); LTE; IP Multimedia Subsystem (IMS); Multimedia telephony; Media handling and interaction (3GPP TS 26.114)".

[1.11] ETSI TS 122 173: "Digital cellular telecommunications system (Phase 2+) (GSM); Universal Mobile Telecommunications System (UMTS); LTE; IP Multimedia Core Network Subsystem (IMS) Multimedia Telephony Service and supplementary services; Stage 1 (3GPP TS 22.173)".

[1.12] ETSI TS 134 229: "Universal Mobile Telecommunications System (UMTS); LTE; Internet Protocol (IP) multimedia call control protocol based on Session Initiation Protocol (SIP) and Session Description Protocol (SDP); User Equipment (UE) conformance specification (3GPP TS 34.229)".

- [i.13] IETF RFC 4103 (2005): "RTP Payload for Text Conversation".
- [i.14] ISO/IEC 17007:2009: "Conformity assessment - Guidance for drafting normative documents suitable for use for conformity assessment".
- [i.15] ISO 9241-11:1998: "Ergonomic requirements for office work with visual display terminals (VDTs) -- Part 11: Guidance on usability".
- [i.16] ISO 9241-110:2006: "Ergonomics of human-system interaction -- Part 110: Dialogue principles".
- [i.17] ISO 9241-171:2008: "Ergonomics of human-system interaction-Part 171: Guidance on software accessibility".
- [i.18] ISO 26800:2011: "Ergonomics - General approach, principles and concepts".
- [i.19] ISO/IEC 13066-1:2011: "Information technology - Interoperability with assistive technology (AT) - Part 1: Requirements and recommendations for interoperability".
- [i.20] Recommendation ITU-T E.161 (2001): "Arrangement of digits, letters and symbols on telephones and other devices that can be used for gaining access to a telephone network".
- [i.21] Recommendation ITU-T G.722 (1988): "7 kHz audio-coding within 64 kbit/s".
- [i.22] Recommendation ITU-T G.722.2 (2003): "Wideband coding of speech at around 16 kbit/s using Adaptive Multi-Rate Wideband (AMR-WB)".
- [i.23] Recommendation ITU-T V.18 (2000): "Operational and interworking requirements for DCEs operating in the text telephone mode".
- [i.24] TIA-1083-A (2010): "Telecommunications; Telephone Terminal equipment; Handset magnetic measurement procedures and performance requirements".
- [i.25] US Department of Justice: "2010 ADA Standards for Accessible Design".
- [i.26] W3C Working Group Note 5 September 2013: "Guidance on Applying WCAG 2.0 to Non-Web Information and Communications Technologies (WCAG2ICT)".
 - REMARQUE : Disponible à [WCAG2ICT](#).
- [i.27] Commission Implementing Decision of 27.4.2017 on a standardisation request to the European standardisation organisations in support of Directive (EU) 2016/2102 of the European Parliament and of the Council on the accessibility of the websites and mobile applications of public sector bodies.
- [i.28] Directive (EU) 2016/2102 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2016 on the accessibility of the websites and mobile applications of public sector bodies.
- [i.29] ETSI EN 301 549 (V1.1.2) (04-2015): "Accessibility requirements suitable for public procurement of ICT products and services in Europe".

[j.30] ETSI TR 101 552: "Guidance for the application of conformity assessment to accessibility requirements for public procurement of ICT products and services in Europe".

Annexe - Définitions et abréviations (de la norme EN 301 549)

3.1 Définitions

Aux fins du présent document, les termes et définitions figurant dans la norme EG 201 013[j.4] de l'ETSI et les définitions suivantes s'appliquent:

Accessibilité: Degré selon lequel des produits, systèmes, services, environnements et installations peuvent être utilisés par des membres d'une population présentant le plus large éventail possible de caractéristiques et de capacités en vue d'atteindre un objectif spécifié dans un contexte d'utilisation donné (tirée de la norme ISO 26800[j. 18])

- REMARQUE 1: Le contexte d'utilisation comprend l'utilisation directe et l'utilisation assistée par des technologies d'assistance.
- REMARQUE 2: Le contexte dans lequel les TIC sont utilisées peut avoir une incidence sur leur accessibilité globale. Le contexte peut comprendre d'autres produits et services avec lesquels les TIC sont susceptibles d'interagir.

Technologie d'assistance: Matériel ou logiciel ajouté ou connecté à un système qui améliore l'accessibilité d'une personne.

- REMARQUE 1: Citons par exemple les dispositifs d'affichage en braille, les lecteurs d'écran, les logiciels de grossissement d'écran et de dispositifs de suivi oculaire ajoutés aux TIC.
- REMARQUE 2: Lorsque les TIC ne prennent pas en charge directement la technologie d'assistance connectée, les dispositifs qui peuvent être exploités par un système mis en réseau ou connecté par un autre système de connexion à distance, ledit système distinct (y compris la technologie d'assistance incluse) peut également être considéré comme étant une technologie d'assistance.

Audiodescription: Narration ajoutée à une piste sonore intercalée avec le dialogue, qui décrit les aspects importants du contenu visuel de médias audiovisuels qui ne pourraient être compris à partir de la piste sonore principale uniquement.

- REMARQUE: On parle aussi de "vidéodescription" ou "narration descriptive".

Outil-auteur: Logiciel pouvant être utilisé pour créer ou modifier du contenu.

- REMARQUE 1: Un outil-auteur peut être utilisé par un seul utilisateur ou par plusieurs utilisateurs travaillant ensemble.
- REMARQUE 2: Un outil-auteur peut être une application autonome unique ou être composé d'un ensemble d'applications.
- REMARQUE 3: Un outil de création peut produire un contenu destiné à être modifié ou à être utilisé par les utilisateurs finaux.

Légende: Texte ou élément visuel synchronisé constituant une solution de remplacement pour l'information sonore, vocale ou non vocale nécessaire à la compréhension du contenu média (d'après la directive WCAG 2.1[5])

- REMARQUE: On parle également de "sous-titres" ou de "sous-titres pour les sourds et les malentendants".

Fonction restreinte: Fonctionnalité limitée par des caractéristiques qui empêche un utilisateur de joindre, d'installer ou d'utiliser une technologie d'assistance.

Contenu: Information et expérience sensorielle à communiquer à l'utilisateur au moyen d'un logiciel, y compris le code ou le balisage qui définit la structure, la présentation et les interactions du contenu (d'après WCAG2ICT[i.26])

- **REMARQUE:** Le contenu se trouve dans trois endroits: les pages Web, les documents et les logiciels. Lorsqu'il s'agit du contenu d'une page Web ou d'un document, un agent utilisateur est nécessaire afin de pouvoir communiquer à l'utilisateur l'information et l'expérience sensorielle du contenu. Lorsqu'il s'agit du contenu d'un logiciel, un agent utilisateur n'est pas nécessaire pour pouvoir communiquer à l'utilisateur l'information et l'expérience sensorielle du contenu – le logiciel exécute lui-même cette fonction.

Contexte d'utilisation: Les utilisateurs, les tâches, l'équipement (matériel, logiciels et matériaux) et les environnements physiques et sociaux dans lesquels un produit est utilisé (d'après la norme ISO 9241-11[i.15])

Fonction non restreinte: fonctionnalité qui prend en charge l'accès par une technologie d'assistance.

- **REMARQUE:** C'est le contraire de la fonction restreinte.

Pièce manœuvrable: Composante des TIC utilisée pour les activer, les désactiver ou les ajuster.

- **REMARQUE:** Les pièces manœuvrables peuvent être fournies pour le matériel (voir les pièces manœuvrables mécaniques ci-dessus) et les logiciels. Un bouton à l'écran est un exemple d'une pièce manœuvrable fournie par un logiciel.

Logiciel de plateforme: ensemble de composants logiciels qui s'exécute sur une couche logicielle ou matérielle sous-jacente et qui fournit un ensemble de services logiciels à d'autres composants logiciels permettant d'isoler ces applications de la couche logicielle ou matérielle sous-jacente (d'après ISO/IEC 13066-1[i.19])

- **REMARQUE:** Un composant logiciel particulier peut jouer le rôle d'une plateforme dans certaines situations et d'un client dans d'autres.

Déterminable par programmation: capable d'être lu par un logiciel à partir de données fournies par le développeur de sorte que d'autres logiciels, y compris les technologies d'assistance, puissent extraire et présenter ces renseignements aux utilisateurs selon différentes modalités.

- **REMARQUE:** La directive WCAG 2.1 utilise l'adjectif "déterminé » alors que la présente définition utilise l'expression "capable d'être lu » (pour éviter toute ambiguïté avec le mot "déterminé »).

Texte en temps réel: forme d'une conversation par texte au cours de situations point à point ou de conférence multipoint dans le cadre desquelles le texte saisi est envoyé de telle sorte que la communication est perçue par l'utilisateur comme étant continue.

Satisfait à un critère de réussite: Le critère de réussite ne se révèle pas faux lorsqu'il est appliqué au TIC (d'après la directive WCAG 2.1 [5])

Terminal: Ensemble de matériel et de logiciel grâce auquel l'utilisateur final interagit directement et qui fournit l'interface utilisateur.

- REMARQUE 1: Le matériel peut être composé de plusieurs appareils fonctionnant ensemble, par exemple un appareil mobile et un ordinateur.
- REMARQUE 2: Pour certains systèmes, le logiciel qui fournit l'interface utilisateur peut se trouver sur plusieurs appareils, comme un téléphone et un serveur.

Agent utilisateur: Tout logiciel qui récupère et présente le contenu aux utilisateurs (d'après la directive WCAG 2.1[5])

- REMARQUE 1: Les logiciels qui n'affichent que le contenu qu'ils contiennent sont traités comme des logiciels et ne sont pas considérés comme des agents utilisateurs.
- REMARQUE 2: À titre d'exemple de logiciel qui n'est pas un agent utilisateur, on peut citer une application de calculatrice qui n'obtient pas les résultats des calculs à l'extérieur du logiciel afin de les présenter à un utilisateur. Dans ce cas, le logiciel de la calculatrice n'est pas un agent utilisateur, c'est simplement un logiciel doté d'une interface utilisateur.
- REMARQUE 3: Les logiciels qui n'affichent qu'un aperçu du contenu tel qu'une vignette ou toute autre présentation qui n'est pas entièrement opérationnelle ne fournissent pas de fonctionnalité d'agent utilisateur.

Interface utilisateur: Toutes les composantes d'un système interactif (logiciel ou matériel) qui fournissent des renseignements ou des commandes permettant à l'utilisateur d'accomplir des tâches spécifiques avec le système interactif (d'après la norme ISO 9241-110[i. 16])

Élément d'interface utilisateur: Entité de l'interface utilisateur qui est présentée à l'utilisateur par le logiciel (d'après la norme ISO 9241171[i. 17])

- REMARQUE 1: On parle aussi de "composante d'interface utilisateur ».
- REMARQUE 2: Les éléments d'interface utilisateur peuvent être interactifs ou non.

Contenu Web: contenu qui se trouve dans une page Web, et qui est utilisé dans la restitution ou qui est conçu pour être utilisé dans la restitution de la page Web.

Page Web: Une ressource autonome obtenue depuis un URL unique grâce au protocole HTTP, accompagnée de toutes les autres ressources utilisées dans la restitution ou conçues pour être restituées simultanément par un agent utilisateur (d'après la directive WCAG 2.1[5])

3.2 Abréviations

Aux fins du présent document, les abréviations suivantes sont employées :

ADA Americans with Disabilities Act

ANSI American National Standards Institute

AT Assistive Technology

CIF Common Intermediate Format

CSS Cascading Style Sheets

DOM Document Object Model

EU European Union

FPS Frames Per Second

FXML XML-based user interface markup language

HTML HyperText Markup Language

HTTP HyperText Transfer Protocol

ICT Information and Communication Technology

IETF Internet Engineering Task Force

IMS IP Multimedia System

IP Internet Protocol

JWG Joint Working Group (of CEN/CENELEC/ETSI)

ODF Open Document Format

OOXML Office Open eXtensible Markup Language

PSTN Public Switched Telephone Network

QCIF Quarter Common Intermediate Format

RFC Request For Comment

RTT Real-Time Text

SC Success Criterion

SIP Session Initiation Protocol

URI Uniform Resource Identifier

USB Universal Serial Bus

VoIP Voice over IP

W3C World Wide Web Consortium

WCAG Web Content Accessibility Guidelines (of W3C)

XML eXtensible Markup Language

XUL XML User interface Language

9.4 Annexe - Conseils pratiques sur la création d'une documentation non-Web accessible

Dans les WCAG, les « critères de succès » sont tous agnostiques sur le plan technologique. Les exigences relatives aux documents non-Web sont basées sur les exigences de niveau AA de la norme WCAG 2.1, ce qui signifie que tous les critères de niveau A et AA pertinents pour les documents doivent être respectés.

Les W3C publient des [techniques suffisantes](#) pour répondre aux critères de succès du WCAG, y compris des techniques pour les formats de document autres que Web, tels que PDF. L'utilisation d'une technique donnée est considérée « suffisante » pour répondre aux critères pertinents pour la technique, mais vous pouvez également répondre aux critères d'autres manières.

Services partagés Canada a créé un ensemble de guides pour la production de documents accessibles dans Microsoft Office :

- [Comment créer des documents accessibles](#)

Divers organismes et fournisseurs de logiciels offrent du matériel supplémentaire proposant des instructions en vue de rendre les documents accessibles :

- [Fonction d'accessibilité du format de fichier PDF d'Adobe](#) (en anglais seulement)
- [Projet Accessible Digital Office Document \(ADOD\)](#) (en anglais seulement)
- [Centre d'accessibilité Microsoft](#)
- [Formation Webaim: Techniques pour Microsoft Word](#) (en anglais seulement)

- [Formation Webaim: Techniques pour PDF \(en anglais seulement\)](#)
- [Guide de rédaction du contenu du site Canada.ca](#)
- [Google Docs – Rendre votre document ou présentation plus accessible](#)
- [Perspectives d'accessibilité Web - Compilation de 10 sujets / vidéos \(en anglais seulement\)](#)
- [Guide sur l'accessibilité de 18F \(Web\) \(en anglais seulement\)](#)
- [Guides sur l'accessibilité des documents de l'Université de Washington \(en anglais seulement\)](#)

REMARQUE : Le fait de suivre les conseils prodigués dans les liens susmentionnés ne garantit pas la conformité aux normes WCAG 2.1. Les liens sont fournis à titre indicatif seulement.

PARTIE 10 - Liste des formulaires

Liste des formulaires de la demande de propositions :

Formulaire A – Formulaire de présentation de la soumission

Formulaire B – Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel

Formulaire C – Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel (s'il y a lieu)

Formulaire D – Formulaire de déclaration

Formulaire E – Formulaire de liste de noms

Formulaire F – Formulaire du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi -
Attestation

Formulaire A – Formulaire de la présentation de la soumission

FORMULAIRES DES SOUMISSIONNAIRES

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS		
Dénomination sociale du Soumissionnaire <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Il incombe aux Soumissionnaires qui font partie d'une entreprise de désigner la bonne entreprise.]</i>		
Représentant autorisé du Soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom :	
	Titre :	
	Adresse :	
	N° de téléphone :	
	N° de télécopieur :	
	Courriel :	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du Soumissionnaire <i>[voir les Instructions uniformisées 2003]</i> <i>[Remarque à l'intention des Soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le Soumissionnaire sera désigné en fonction de la dénomination sociale fournie et devra fournir le NEA qui correspond à celle-ci.]</i>		
Autorité compétente La province ou le territoire du Canada choisi par le Soumissionnaire qui aura les compétences pour assurer l'application de tout Contrat subséquent (si différent de celui qui est précisé dans la demande de soumissions).		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir la définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause portant le même nom dans la partie 2 de la demande de soumissions.	Le Soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension telle que le définit la demande de soumissions? Oui ____ Non ____ Dans l'affirmative, fournir l'information exigée à la clause de la partie 2 intitulée « Ancien fonctionnaire ».	
	Le Soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire, conformément à la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui ____ Non ____ Dans l'affirmative, fournir l'information exigée à la clause de la partie 2 intitulée « Ancien fonctionnaire ».	
Attestation de contenu canadien Comme décrit dans la demande de soumissions, la préférence sera donnée aux soumissions qui auront au moins 80 % de contenu canadien. <i>[Pour obtenir la définition des produits et des services canadiens, consulter la clause A3050T du guide des CCUA]</i>	En apposant ma signature ci-après, j'atteste au nom du Soumissionnaire que <i>[cocher la case appropriée]</i> :	
	au moins 80 % du prix demandé se rapporte à des produits et à des services canadiens (selon la définition indiquée dans la demande);	
	moins de 80 % du prix demandé se rapporte à des produits et à des services canadiens (selon la définition indiquée dans la demande).	

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS		
Matériel : <i>(L'autorité contractante devrait l'insérer seulement lorsque les Conditions générales supplémentaires 4001 ont été insérées à la partie 7).</i>	Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance :	
	Site Web du service de maintenance :	
Maintenance et soutien du logiciel sous licence : <i>(L'autorité contractante devrait l'insérer seulement lorsque les Conditions générales supplémentaires 4004 ont été insérées à la partie 7).</i>	Accès par téléphone sans frais :	
	Accès par télécopieur sans frais :	
	Accès par courriel :	
	Site Web de soutien :	
Niveau d'attestation de sécurité du Soumissionnaire [Indiquer le niveau et la date d'attribution] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : <i>Vérifiez que l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du Soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le Soumissionnaire.]</i>		
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du Soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. Cette soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. Tous les renseignements fournis dans la soumission sont complets et exacts; 4. Si un contrat est attribué au Soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions. 		
Signature du représentant autorisé du Soumissionnaire	<hr/>	

Formulaire B – Formulaire d'attestation de l'éditeur du logiciel-service

Form 2	
SaaS Publisher Certification Form	
<i>(to be used where the Supplier itself is the SaaS Publisher)</i>	
<p>The Supplier certifies that it is the SaaS Publisher of all the following SaaS Solutions and that it has all the rights necessary to license them in accordance with the terms and conditions of the SA to Canada:</p>	

<i>[Suppliers should add or remove lines as needed, or attach the product list as an appendix.]</i>	
Name of SaaS Publisher	_____
Signature of authorized signatory of SaaS Publisher	_____
Print Name of authorized signatory of SaaS Publisher	_____
Print Title of authorized signatory of SaaS Publisher	_____
Address for authorized signatory of SaaS Publisher	_____
Telephone no. for authorized signatory of SaaS Publisher	_____
Email for authorized signatory of SaaS Publisher	_____
Date signed	_____
RFSA Number	_____

Formulaire C – Formulaire d'autorisation de l'éditeur du logiciel-service**Formulaire d'autorisation de l'éditeur du logiciel-service**

(à utiliser lorsque l'Entrepreneur n'est pas l'éditeur du logiciel-service)

Ce formulaire vise à confirmer que l'éditeur du logiciel-service nommé ci-dessous comprend et atteste que l'Entrepreneur a présenté une Soumission en réponse à la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement émise par SPAC le _____, numéro de référence _____.

L'éditeur du logiciel-service confirme par la présente que :

- (i) L'Entrepreneur nommé ci-dessous est autorisé à fournir l'éditeur du logiciel-service indiqué ci-dessous ou joint, par l'entremise de son AMA;
- (ii) l'éditeur du logiciel-service accepte d'accorder toutes les licences qui doivent être acquises dans le cadre de l'AMA, conformément aux modalités du Contrat subséquent établies dans l'AMA.

L'éditeur du logiciel-service reconnaît que le revendeur a proposé à l'État la Solution de logiciel-service et les autres produits exclusifs de l'entreprise suivants en réponse à la demande de soumissions.

[Indiquer toutes les Solutions de logiciel-service propriétaires proposées par l'Entrepreneur]

[Les Entrepreneurs doivent ajouter ou supprimer des lignes au besoin, ou mettre la liste des produits en annexe.]

Nom de l'Entrepreneur _____

Nom de l'éditeur du logiciel-service _____

Signature du fondé de signature de l'éditeur du logiciel-service

Nom en caractère d'imprimerie du fondé de signature de l'éditeur du logiciel-service

Titre en caractère d'imprimerie du fondé de signature de l'éditeur du logiciel-service

Adresse du fondé de signature de l'éditeur du logiciel-service

Téléphone du fondé de signature de l'éditeur du logiciel-service

Courriel du fondé de signature de l'éditeur du logiciel-service

Date de signature

Formulaire D – Formulaire de déclaration

Formulaire D
Formulaire de déclaration

Le présent formulaire de déclaration doit être soumis dans le cadre du processus de soumissions. Veuillez remplir et soumettre une **enveloppe scellée portant la mention « Protégé »** à l'attention de la Direction générale de la surveillance – Intégrité de SPAC, 11, rue Laurier, Place du Portage, Phase III, Tour A, 10A1, Bureau 108, Gatineau, Québec, Canada K1A 0S5. Joignez l'enveloppe scellée à votre soumission. Le formulaire est désigné « Protégé B » une fois rempli.

Dénomination sociale complète de l'entreprise	
Adresse de l'entreprise	
Numéro d'entreprise – Approvisionnement (NEA) :	
Numéro de la soumission :	
Date de la soumission : (AA-MM-JJ)	

Est-ce que vos sociétés affiliées, un membre de votre conseil d'administration ou vous-même, à titre de Soumissionnaire, avez déjà été reconnus coupables d'une infraction au Canada ou d'une infraction similaire à l'étranger ou bien avez déjà plaidé coupable à une telle infraction, en vertu de l'une des dispositions suivantes ¹ :

	Oui	Non	Commentaires
Loi sur la gestion des finances publiques 80(1) d) : Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport 80(2) : Fraude commise au détriment de Sa Majesté 154.01 : Fraude commise au détriment de Sa Majesté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Code criminel 121 : Fraudes envers le gouvernement et l'entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale 124 : Achat ou vente d'une charge 380 : Fraude commise au détriment de Sa Majesté 418 : Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Ces trois dernières années, est-ce que vos sociétés affiliées, un membre de votre conseil d'administration ou vous-même, à titre de Soumissionnaire, avez été reconnus coupables d'une infraction au Canada ou d'une infraction similaire à l'étranger ou bien avez plaidé coupable à une telle infraction, en vertu de l'une des dispositions suivantes¹ :

Code criminel 119 : Corruption de fonctionnaires judiciaires 120 : Corruption de fonctionnaires 346 : Extorsion 366 à 368 : Faux et infractions similaires 382 : Manipulations frauduleuses d'opérations boursières 382.1 : Délit d'initié 397 : Falsification de livres et de documents 422 : Violation criminelle de contrat 426 : Commissions secrètes 462.31 Recyclage des produits de la criminalité 467.11 à 467.13 : Participation à des activités d'organisations criminelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Loi sur la concurrence 45 : Complot, accord ou arrangement entre concurrents 46 : Directives étrangères 47 : Truquage des offres 49 : Accords ou arrangements des institutions financières fédérales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ pour lesquelles aucun pardon ou équivalent n'a été reçu.

	Oui	Non	Commentaires
52 : Indications fausses ou trompeuses 53 : Documentation trompeuse			
Loi sur la corruption d'agents publics étrangers 3 : Corruption d'un agent public étranger 4 : Comptabilité 5 : Infraction commise à l'étranger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Loi réglementant certaines drogues et autres substances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

5 : Trafic de substances 6 : Importation et exportation 7 : Production			
Autres lois 239 : Déclarations fausses ou trompeuses de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> 327 : Déclarations fausses ou trompeuses de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autres commentaires

- ☐ Je, (nom) _____, (poste) _____, de (nom de l'entreprise du Soumissionnaire) _____ autorise SPAC à recueillir et utiliser les renseignements fournis, en plus de tout autre renseignement pouvant être requis pour faire une détermination d'inadmissibilité, et de rendre publics les résultats.
- ☐ Je, (nom) _____, (poste) _____, de (nom de l'entreprise du Soumissionnaire) _____ atteste que les renseignements fournis dans le présent formulaire sont, dans la mesure de mes connaissances, véridiques et exhaustifs. De plus, je suis conscient que la présentation d'information erronée ou incomplète peut entraîner l'annulation de ma soumission, et mener à mon inadmissibilité ou ma suspension à titre de soumissionnaire.

Votre intérêt à faire affaire avec le gouvernement du Canada est très apprécié. Nous vous remercions pour la compréhension dont vous faites preuve quant aux étapes supplémentaires que nous devons mettre en œuvre pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement de SPAC.

Formulaire E – Formulaire de liste de noms

Formulaire E
Formulaire de liste de noms

Conformément à la partie 5, article 5.4 – Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms, veuillez remplir le formulaire ci-dessous.

Dénomination sociale complète de l'entreprise	
Adresse de l'entreprise	
Numéro d'entreprise – Approvisionnement (NEA)	
Numéro de la demande de soumissions	
Membres du conseil d'administration (utiliser ce format : prénom et nom) Ou mettre la liste en pièce jointe	
1. Directeur	
2. Directeur	
3. Directeur	
4. Directeur	
5. Directeur	
6. Directeur	
7. Directeur	
8. Directeur	
9. Directeur	
10. Directeur	
Autres membres	
Commentaires	

Formulaire F - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

Formulaire F à Part 5 - Attestations Et Renseignements Supplémentaires**Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation**

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.173410787.154425323.1406223033).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires; les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.

- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)